

LIRE PAGE 38

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laufers

3.60 F

Algérie, 3 D. Maroc, 3.50 dr.; Tunisie, 300 m.; Allemagne, 1.80 DM; Espagne, 13 ps.; Belgique, 28 fr.; Canada, 1.10 \$; Côte d'Ivoire, 340 F.C.F.; Danemark, 6.50 Kr.; Égypte, 100 pes.; É.U.F., 86 c.; G.-B., 50 p.; Grèce, 60 dr.; Indonésie, 80 R.; Italie, 1.200 L.; Liban, 500 P.; Libye, 0.350 DL; Luxembourg, 27 L.; Norvège, 60 kr.; Pays-Bas, 1.75 fl.; Portugal, 60 esc.; Suède, 328 F.C.F.; Suisse, 7.75 kr.; Soudan, 1,400 L.; Yougoslavie, 65 din.

Tarif des abonnements page 2

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
TELEX MONDIPAR 650572 F
C.C.P. 4207 - 23 PARIS
Tél.: 246-72 33

Le salut du Salvador

Beaucoup pensaient que M. Shultz parviendrait à convaincre M. Reagan d'assouplir sa position, surtout après les élections salvadoriennes de mars 1982. On constate au contraire que M. Reagan s'est rangé du côté des partisans de la manière forte et que son secrétaire d'Etat est bien obligé de le suivre dans cette voie. Seul le Congrès paraît maintenant en mesure de contraindre la Maison Blanche à inflechir sa politique au Salvador.

Dans un discours prononcé mardi 8 mars devant un congrès d'évangélistes en Floride, M. Reagan a dénoncé l'U.R.S.S. comme « l'ennemi de Dieu ». Le président américain, qui venait d'apprendre le vote, par une commission de la Chambre des représentants, d'un texte favorable au « gel » des dépenses nucléaires, souhaitait, par ce ton « musclé », mettre en garde les évangélistes, aussi bien du Congrès qu'au sein de l'opinion, contre le danger de la course militaire soviétique. M. Reagan s'adressait à des évangélistes, mais son message allait bien au-delà de son auditoire, et notamment en direction des catholiques américains, qui sont à la pointe du mouvement pacifiste.

I. - Le péché de la dissuasion

De notre correspondant ROBERT SOLÉ

casin ne se distinguant-il pas par son conservatisme et son zèle patriotique ? Où est donc passé l'héritage du cardinal Spellman, grand pourfendeur du communisme ? N'était-elle pas à la tréme, cette hiérarchie catholique, pendant la guerre du Vietnam, approuvant d'abord, hésitant ensuite et ne condamnant véritablement qu'à partir de 1971 ? Visiblement, un double changement a eu lieu : un autre catholicisme s'est assis sur une autre place dans la société.

Pour rédiger le projet de lettre, une commission de cinq membres avait été désignée en juillet 1981, sous la présidence de Mgr Joseph Bernardin, alors évêque de Cincinnati.

(Lire la suite page 4.)

LA GRANDE BATAILLE DES CONSTRUCTEURS D'AVIONS

Boeing et les autres

Seattle. — Avec ses vastes travaux à demi désertés et ses postes de travail clameuses, le « plus grand hangar du monde », celui de Boeing, à Everett, dans le nord de l'Etat de Washington, paraît bien au large dans ses 30 hectares. Au fond du hall central, deux Jumbo-747 sont en finition : la production d'un mois, alors qu'elle monte jusqu'au triple là où y pas si longtemps — et un carnet de commandes qui, sauf succès commercial, dans les prochains mois, sera à peu près épuisé à la fin de l'année. Un peu plus loin, cinq ou six

De notre envoyé spécial

767 - l'espoir encore vacillant de la maison - sont en cours d'assemblage. Mais, à l'extérieur, quatre autres attendent, moteurs démontés que la compagnie australienne Ansett, qui les a commandés, trouve l'argent pour les payer.

Un peu plus loin, les parcs à voitures du personnel sont eux aussi devenus tout grands : les machines à commandes numériques les ont en partie vidés, la mévente a fait le reste. En trois ans, Boeing a vu « dégraisser » ses effectifs de près de quatre mille personnes, le secteur le plus touché étant la fabrication des avions civils et, par voie de conséquence, cette partie du Nord-Ouest américain où les autres activités — l'industrie du bois, pêche et chantiers navals — ne sont guère alléchantes.

ments de commandes se succèdent. Jedis prodigues, des compagnies qui en sont souvent réduites à prier pour leurs fins de mois n'ont plus le cœur à acheter des avions nouveaux à 35 ou 50 millions de dollars pièce quand des « vieux » modèles, plus petits (les remplir n'est pas si facile en ce moment) et surtout deux ou trois fois moins chers, peuvent faire l'affaire, voire quand le marché de l'occasion veut pourvoir aux besoins.

JAMES SARAZIN.

(Lire la suite page 35.)

« FANNY ET ALEXANDRE »
D'INGMAR BERGMAN

Fanny et Alexandre est le dernier film d'Ingmar Bergman. Il dit qu'il n'en tournera pas d'autres. Il l'a réalisé en Suède où il est revenu après des années d'exil volontaire. Il s'est relié à ses racines, à travers l'histoire d'un enfant qui parcourt un temps où le réel et la magie, où les âges de la vie se confondent.

(Lire, page 17, les articles d'YVONNE BABY et JACQUES SIGLIER.)

« L'INVENTION DU RACISME », DE CHRISTIAN DELACAMPAGNE

Où se cache «l'œuf du serpent»?

Le racisme a mauvaise réputation. On le méprise, on le déteste, et si ne s'en porte pas plus mal. Si on s'écroule, il se redresse. Il est souple comme une anguille, il se faufile jusqu dans la cervelle de ses ennemis. Il se fortifie à proportion des blâmes qu'il reçoit. Par exemple, la science biologique montre que les races existent pas. Les savants ont beau chercher, ils ne découvrent que des hommes, des ethnies, mais point de races. Pourtant, plusieurs milliers de personnes, chaque année, continuent de mourir au nom de cette race réinventée qu'on appelle la race.

Christian Delacampagne interroge son tour cette variété de la heine. Son livre est d'un philosophe, mais le philosophe est un combattant. Il joute une bombarde à toutes celles qui pilonnent déjà sans succès le racisme. Sera-t-il plus heureux que ses prédécesseurs ? Delacampagne en a espoir. Son idée est que le mal valait-il si l'on en arrivait à déterminer sa date de naissance.

Cette vue n'est pas ordinaire. Assigner une origine au racisme, n'est-ce pas en faire un phénomène historique, quand l'universalité de sa force le peindrait d'ebord comme une constante de l'esprit humain, un invariant historique, une hantise de notre inconscient ? Deleacampagna pense le contraire. C'est l'histoire d'une infamie qu'il écrit, la généalogie d'un délire.

On pensa communément que l'anti-sémitisme a des racines religieuses. Delacampagna n'est point de cet avis. Il démontre que la haine des juifs se grime de prétextes biologiques. Les Espagnols los rejettent au nom de la « limpieza de sangre ». Ailleurs, on dit que les juifs sont d'ancienne lèpreux, on note leur « mauvais odeur » ou bien des traits physiques singuliers. Tous les racismes sont ainsi : privés de toute validité scientifique, tous invoquent cependant des différences biologiques.

GILLES LAPOUGE.

(Lire la suite page 27.)

PASSIONNANT

Harvard / Frank / Le Matin

Fiction & Cie

**Frédéric
Vitoux**

**Fin de saison
au Palazzo
Pedrotti**

TOUTEN

A high-contrast, black and white photograph of a man's face, partially obscured by a dark, textured vertical element on the left. The man's face is in the foreground, looking slightly to the right. The background is dark and textured, with some vertical lines visible on the left side. The overall image has a grainy, high-contrast quality.

**"Fin de saison
au Palazzo Peulou
est fait pour faire
Claude Roy
Le Manuel d'Innocent**

SEUIL

Après le premier tour

Le recul de la gauche aux municipales n'a pas manqué de provoquer de nombreuses réactions. Pour Daniel Amson, il n'y a pas lieu d'être surpris : le peuple français, dans sa permanence, n'est pas de gauche. Pour Gérard Soulier, le pouvoir, parmi de nombreuses erreurs, a commis celle de passer à côté de la jeunesse. Alain Huraut trouve que la répétition continuelle des mots gauche-droite fait faussement penser à une mise au pas. Pierre Lefranc pense que, à défaut d'union nationale, la débâcle générale est inévitable.

Le pays n'est pas à gauche

par DANIEL AMSON (*)

Le résultat du premier tour des municipales a confirmé ce qu'avaient annoncé les divers scrutins — cantonaux, législatifs partiels et prud'homaux — qui se sont déroulés depuis quatorze mois, à savoir que le pays, dans ses profondeurs, n'est pas à gauche.

Comment expliquer autrement que, de 1958 à 1981, les partis de droite aient gagné successivement six élections législatives et trois élections présidentielles, sans même parler des cinq référendums où les « oui » ne recueillirent jamais moins de 62 % des suffrages exprimés ? Et, si les « non » l'emportèrent le 27 avril 1969, ce ne fut certainement pas une victoire de la gauche, comme l'élection de Georges Pompidou devait le montrer peu de temps après.

Que l'exceptionnelle personnalité du général de Gaulle et l'attraction qu'il exerçait sur de nombreux électeurs de gauche aient joué un rôle dans cette série de défaites, ce n'est pas douteux. Mais elles ne sauraient suffire à l'expliquer, et ce d'autant moins qu'après son départ la gauche, connue encore quatre fois l'échec : aux élections présidentielles de 1969 et de 1974 et aux élections législatives de 1973 et de 1978.

La gauche, à l'évidence, n'était donc pas majoritaire dans le pays, ce qui n'excluait pas qu'elle pût gagner les élections à la faveur d'une conjoncture favorable, comme, par exemple, la droite les avait gagnées en Suède en 1976, après quarante-quatre ans d'hégémonie social-démocrate. C'est cette conjoncture favorable qui se présente en 1981, où les effets de la crise économique mondiale,

joint à une usure du pouvoir d'autant plus mal ressentie qu'elle était inhabituelle, entraînent la défaite du président sortant puis, par voie de conséquence, celle des partis qui le soutenaient aux élections législatives. Mais, contrairement à ce qui fut dit parfois dans l'euphorie du succès de la gauche, l'ampleur de la défaite de M. Giscard d'Estaing resta très limitée puisque, bien que les jeunes de dix-huit à vingt et un ans — qui, dans leur majorité, ne lui étaient pas favorables — aient voté pour la première fois en 1981, il ne perdit en définitive que 1,5 % des électeurs par rapport à 1974.

L'erreur de la gauche fut de croire que les scrutins de 1981 marquaient un changement durable dans les sentiments des Français, alors qu'ils ne traduisaient, selon toute vraisemblance, qu'un « accident » que divers signes avaient d'ailleurs laissé prévoir. Les résultats de dimanche dernier, selon lesquels l'opposition a recueilli environ 51,5 % des suffrages exprimés dans les villes de plus de 30 000 habitants, sont donc confirmés à la nature des choses. Il est probable qu'ils seront encore confirmés, voire amplifiés, dans les prochains scrutins, et que, la gauche n'ayant pas fait la preuve d'une aptitude particulière à gouverner, l'opposition reprendra le pouvoir au terme des échéances légales.

Les Suédois ont largement voté en 1982 pour M. Palme, qu'ils avaient évincé six ans plus tôt. Est-il interdit de penser aujourd'hui qu'un phénomène de même nature puisse, le moment venu, se produire en France ?

(*) Avocat à la cour.

Par-delà les mairies perdues...

par GÉRARD SOULIER (*)

Il y a plus grave pour la gauche au pouvoir que d'avoir perdu seize villes de plus de trente mille habitants au premier tour, quand elle en avait gagné trente-deux en 1977. Elle assure même qu'honorablement il y a six ans. Ce n'est donc pas, sur le plan des maires, un si mauvais résultat.

Mais après tant — et donc trop — d'espérance en 1981, reculer déjà et de si nette façon, révèle un échec en profondeur. Le P.S. — c'est lui le grand perdant — n'a pas « décroché » dans l'opinion. Il a déçu, avec une étonnante rapidité, la confiance qui lui avait été largement accordée aux législatives. Et une confiance perdue ne se retrouve que difficilement. Pourquoi cette usure si rapide ?

Il y a des raisons assez apparentes et maintenant connues : — Il a promis plus qu'il ne pouvait donner. Démagogie ou mauvaise évaluation de la situation, il n'importe, c'est une faute. Avoir promis de vaincre le chômage dévalua ce qui est pourtant un résultat positif : le contenu depuis des mois aux environs de deux millions. On peut toujours penser que la droite eût laissé filer le chiffre (cf. le projet de VIII^e Plan) électoralement, cela ne compte pas ;

— Les affaires mal préparées, mal engagées (ex. du statut de Paris), les dissensions gouvernementales (ex. des taux d'intérêt) ont déconcentré les franges de l'électorat flottant qui avait fait le bon poids en 1981. C'est un fait qu'il y a des déçus du socialisme de ce côté-là ;

— Il faut dire, en outre, que la gauche au pouvoir a un handicap par rapport à la droite. L'électorat de gauche est traversé par des divergences idéologiques, des traditions d'engagement, de critique, en sorte que la gauche au pouvoir est confrontée tout autant à des critiques de gauche qu'à des critiques de droite. Au contraire, la droite, d'ordinaire, n'a pas ce genre de problème avec son électorat, qui, dans l'ensemble, est plutôt de nature « majoritaire silencieuse » (l'effacement Chirac Giscard d'Estaing en 1981 constitue, justement, une atténuation de ce schéma qui fut loin d'être sans effet).

Mais tout cela ne suffit pas pour expliquer l'érosion si rapide de la confiance que le P.S. avait su inspirer. Le scepticisme, le morosement ambiant ont révoqué dans les mémoires les florissances du bal de la Bastille, le 10 mai. Que le président

de la République lance, il y a quelques semaines, à la Sorbonne, un appel aux créateurs, aux intellectuels, signifie tout bonnement que les forces créatrices n'ont pas été convaincues, jusqu'ici, d'œuvrer aux côtés du pouvoir. C'est un fait que la gauche n'a pas su mobiliser, ni autour d'un projet bien dessiné, ni autour d'un style. Où est le projet socialiste ?

Un mot magique

Le mot « changement » pourtant reste magique. M. Chirac et toute la droite le prennent maintenant à leur comble. Dans la bouche du P.S., il semble maintenant vide de contenu : la solidarité, cela pouvait être une grande idée (non pas nouvelle, mais à retrouver et repenser) ; elle a disparu du discours politique ; le partage du travail, encore une grande idée rabougrie dans le débat médiatique auquel a donné lieu le séminaire de trente-neuf heures. Retarder l'entrée des jeunes dans l'activité professionnelle par des formations à n'importe quel et précipiter la mise à la retraite des plus âgés ne peut évidemment qu'induire un budget social susceptible de devenir écrasant, sans réaliser cette idée innovatrice, mais à approfondir, d'un véritable partage du travail, qui, il est vrai, bousculerait bien des conservatismes (qui ne votent cependant pas à droite).

Plus généralement, le P.S., soucieux de prouver qu'il sait gouverner — comme la droite ! —, s'efforce à quitter, sans les obtenir, des certitudes de bonne gestion, suivant une démarche d'esprit qui évoque celle du parvenu. La droite est naturellement à l'aise au pouvoir, non seulement parce que le pouvoir est traditionnellement occupé par la « classe dominante », mais aussi parce que le pouvoir s'exerce par des structures qui coïncident avec des valeurs de droite (la hiérarchie, le commandement...). La gauche veut montrer qu'elle sait faire aussi bien. Elle reste fascinée par la droite, bloque son imagination, dilue son identité.

Signe de son malaise au pouvoir : elle n'a jamais su être offensive contre la droite. Elle s'est, par exemple, littéralement laissée imposer tous les thèmes de la campagne électo-

(*) Professeur à la faculté de droit d'Amiens.

rale et n'a fait que se défendre. Il est invraisemblable, en particulier, qu'elle n'ait pas décrit les polémiques tristes pour expliquer méthodiquement son programme de décentralisation. Elle est la seule force politique en France à avoir osé cette réforme, si salutaire, et qui lui survira. Elle n'en a tiré aucun profit. Elle s'est laissée enfermer dans des discussions interminables sur des sondages et des indices, c'est-à-dire sur du fragmentaire et du passager.

L'indice d'un mois, le sondage d'un jour, n'ont pourtant guère de signification prise isolément.

La gauche a été incapable de transcender l'immédiat pour tracer des perspectives d'avenir. Il est vrai que, au lieu de blesser, il est fallu, sans doute, plonger franchement dans la vérité, aussi sombre soit-elle. L'opinion y est peut-être mieux préparée qu'on l'imagine. Et ce pourrait être cela, aussi, le changement : qu'on dise les choses telles qu'elles sont. Qui peut dire, à priori, que ce ne serait pas un moyen de gagner et la confiance et les élections ?

Plus généralement, la gauche laisse une nouvelle fois l'économique dévorer le politique. « Vivre autrement », « Changer de vie », « Changer la ville », inventer une nouvelle civilisation, « Rendre la parole aux Français », rénover la démocratie, mettre l'imagination au pouvoir... n'étaient-ce que des slogans, des formules, qu'il valait mieux oublier parce que, ainsi qu'il le semble à tant de ceux qui, il n'y a encore que quelques mois, ont espéré beaucoup plus qu'ils ne le croyaient eux-mêmes, il n'y aurait pas derrière de projets consistants ?

Ainsi, et c'est là sans doute le plus important, la gauche au pouvoir est en train de passer à côté de la jeunesse. La science politique a longtemps considéré que les jeunes étaient généralement davantage portés vers la gauche. C'est devenu une idée fautive. L'abaissement de la majorité de vingt et un à dix-huit ans a introduit des millions de jeunes dans le corps électoral sans que le rapport droite-gauche soit bouleversé. La classe politique — et singulièrement ceux qui sont au pouvoir — ne semble pas soupçonner la déposition ou plus exactement la désimplication politique des jeunes. Jamais elle ne fut si grande. Cela ne risque pas seulement de donner une chance à un avenir contemporain bonapartiste ou du boulangisme. Rater les jeunes, c'est rater l'avenir.

L'union ou la débâcle

par PIERRE LEFRANC

ment de la France, dépendent de ceux — et surtout de celui — auquel le scrutin de mai 1981 a confié l'avenir de notre pays.

Sans doute, au lendemain du 13 mars, M. Mitterrand se sentira-t-il plus seul que jamais entre le mécontentement de son parti et les attaques de l'opposition ; sans doute constatera-t-il qu'une fois de plus les factions politiques placent leurs intérêts avant ceux du pays, peut-être touchera-t-il du doigt que sa place

est intenable s'il ne se considère pas comme l'« élu de tous les Français », ce qu'il est à nos yeux en vertu de la Constitution.

C'est donc seulement en faisant appel à tous les Français que le chef de l'État se trouvera en mesure de surmonter les immenses difficultés qui attendent notre pays en raison de son haut niveau de vie et de déve-

loppement accéléré de certaines économies concurrentielles.

Les nombreux gaullistes de conviction qui n'acceptent pas la

couverture de la France en deux, refusent de considérer comme des ennemis la majorité de leurs concitoyens et font passer l'intérêt national au-dessus des préoccupations partisans doivent donc accepter et apporter leur appui pour permettre le regroupement sans lequel il n'y aura pas de salut.

Aucun aveuglement idéologique, d'un quel qu'il soit, ne sera plus admissible le jour où il faudra choisir entre la débâcle et l'union. Ce jour, c'est demain.

La chanson de la mise au pas

par ALAIN HURAUT (*)

NON, je n'étais pas seul, dans mon bout de France, à regretter le bon état de l'école pour aller déposer ma voix dans l'urne. Dans cette même école j'avais appris à lire et à écrire, à lever le doigt pour parler. Nous avions même une heure d'éducation civique par semaine.

Je n'étais pas le seul invité à élire qui me semblait le plus apte à rendre le bon état de l'école publique, des voitures de pompiers, le meilleur organisateur de festivités, le plus attentif à l'avenir des jeunes, à la paix des vieillards, à assurer l'emploi dans la commune, — enfin... d'entretenir par bien des ruses et de la générosité (et il en faut !) le plaisir de rester au pays, exorcisant le désespoir du décor quotidien.

Bien sûr, un certain décalage m'apparaissait entre ces préoccupations modestes et certains effets oratoires des professionnels de la classe politique, sont bien intelligents, mais tellement loin parfois aussi ! Une singulière irritation d'ailleurs finit par me gagner, tandis que j'écoutais, lundi matin, résultats et commentaires. Droite, gauche, gauche, droite — les mêmes mots mille fois ressassés cognent : parade ou manœuvre ? Alors je rumine de faire entendre autrement ma voix.

La réalité face à laquelle j'avais à me déterminer s'évapore. Mais je suis assuré que la parole publique ne cache pas son goût des simplifications et des oppositions manichéennes : un mauvais western grésille dans mon poste. A moins que la parole publique ne soit définitivement contrainte par la distribution binaire des informations selon le modèle informatique. Et puis non.

● RECTIFICATIF : — A la suite d'une confusion dans le chapitre de la page « Idées », résumant l'article d'Olivier Duhamel (Le Monde du 4 mars), nous avons attribué à cet auteur une thèse qui n'était pas la sienne. En fait, Olivier Duhamel plaide pour que les sénateurs soient élus directement et à la représentation proportionnelle.

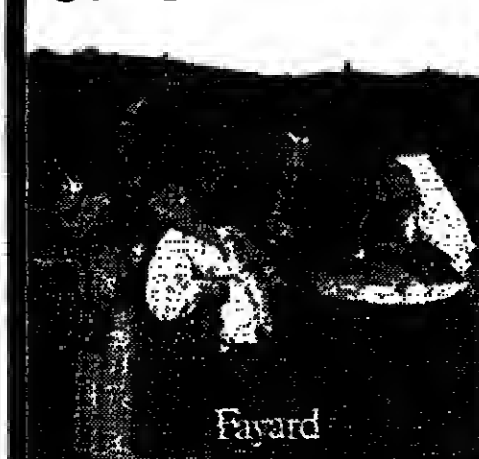
tre encephale n'est-il pas dit de connaître de telles tensions entre ses hémisphères ? Tout comme notre planète ? A moins encore qu'il ne s'agisse d'un tout autre modèle — celui du conditionnement, par exemple — où le marquage signalétique aurait sa place ? — La logique partisane veut des slogans, des mots d'ordre, là où l'électeur s'inventait un souci, une liberté.

A moins enfin que, au-delà des oppositions affichées, un rythme plus régulier ne soit à l'œuvre que sa répétition abstraite et obstinée nous somme de reconnaître : « Gauche, droite... », eh oui ! c'est la chanson de la mise au pas.

(*) Philosophe et psychologue.

LE CARNAVAL, GRAND FESTIVAL ANNUEL DE LA SUBVERSION ?...

Jacques Heers
Fêtes
des fous
et Carnavals



320 pages 89 F

...De quoi dispose-t-on en fait pour étudier sa tradition ? De documents épars, discontinus, de chroniques peu fiables au regard de l'historien : ou trop imprécises, ou trop bavardes. Jacques Heers, spécialiste de l'histoire du Moyen Âge, propose, avec ce « Fête des fous et carnivals », une nouvelle lecture liant archives ecclésiastiques et juridiques et produits de la « haute culture », littéraires et artistiques. En profitant au passage pour faire le ménage dans toutes les études qui se sont égrenées depuis le milieu du XIX^e siècle.

Jean-Paul Morel
(Le Monde)

...Jacques Heers retrace cette histoire de plume de maître.

Bernard Thomas
(La Conard Enchaînée)

FAYARD

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

341 F 554 F 767 F 980 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

601 F 1 874 F 1 547 F 2 020 F

ÉTRANGER

(tarif maximum)

1 - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

381 F 634 F 887 F 1 140 F

II - SUISSE, TUNISIE

454 F 779 F 1 105 F 1 430 F

Par voie aérienne

Tout nos abonnés

Les abonnés qui paient par chèque

postal (trois volets) voudront bien

joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou

provisaires (deux semaines au plus) :

nos abonnés sont invités à formuler

leur demande une semaine au moins

avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à

toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de

réviser tous les sous-propos en

capitales d'imprimerie.

DIPLOMATIE

A New-Delhi

Le Proche-Orient et l'Afghanistan ont dominé les débats à la VII^e conférence des non-alignés

De notre envoyé spécial

Ce mercredi matin 9 mars, le président syrien Assad a prononcé un discours à la conférence des non-alignés dans lequel il a rendu les États-Unis responsables de la crise au Proche-Orient, faisant un parallèle avec l'URSS, « qui ne tient fermement à nos côtés ». M. Assad, qui a réouvert en marge de la conférence son homologue libanais, M. Gemayel, a réitéré son « appui » au Liban, d'où « la Syrie est prête à retirer ses forces si cela pouvait aider au départ de celles d'Israël ».

New-Delhi. — Le sommet des non-alignés s'est déroulé, mardi 8 mars, sur trois plans parallèles : la poursuite des négociations en séance plénière ; les travaux des commissions sur la rédaction de la déclaration finale ; enfin les consultations intensives auxquelles donne lieu la présence d'un grand nombre de personnalités.

Trois peu évoqués dans les interventions publiques, la question de l'Afghanistan est repoussée à l'arrière-plan. Cela est dû au fait que les Indiens ont apparemment bien en main le déroulement de la conférence mais aussi au fait que la majorité des membres du mouvement ne souhaitent pas, dans l'état actuel des choses, les ne pouvant qu'encourager la mission du secrétaire général des Nations unies. Celui-ci se rend dans une dizaine de jours à Moscou.

M. de Cuellar n'a, dans son intervention publique, apporté aucun éclaircissement sur l'état d'avancement de sa mission. Répondant aux préoccupations des non-alignés, il a, par contre, réaffirmé qu'il fallait accentuer le rôle de l'ONU comme forum pour la négociation plutôt que comme un lieu d'affrontements et de débats sans conclusion.

Le peu de controverses à propos de l'Afghanistan tient enfin au profil des débats. Les non-alignés ne souhaitent pas, dans l'état actuel des choses, les ne pouvant qu'encourager la mission du secrétaire général des Nations unies. Celui-ci se rend dans une dizaine de jours à Moscou.

RECEVANT DES LETTRES DE CRÉANCE À L'ÉLYSÉE

M. Mitterrand souhaite que les relations franco-chinoises « s'engagent dans un nouveau cours »

Recevant mardi 8 mars à l'Élysée les lettres de créance du nouvel ambassadeur de Chine à Paris, M. Cao Kegiang, M. Mitterrand a souhaité que les relations franco-chinoises « s'engagent aujourd'hui dans un nouveau cours ». « Dans le domaine politique », a ajouté le président de la République, « nous deux pays, également attachés à l'indépendance nationale, affirment le droit de chacun à la sécurité, travaillent à l'avènement d'un nouvel ordre économique mondial, cherchent à renforcer leurs liens avec le tiers-monde ».

M. Mitterrand, qui doit se rendre en Chine au début de mai, a rappelé qu'il avait « bien avant la reconnaissance officielle de Pékin par la France en 1964 plaidé pour que la Chine puisse occuper la place qui lui revient de droit dans le jeu des relations internationales ».

[Né en 1921 dans la province du Shanxi, M. Cao Kegiang a commencé sa carrière diplomatique en Corée du Nord comme conseiller auprès de l'ambassade de Chine. De retour à Pékin, il a été successivement directeur adjoint du département des affaires asiatiques, puis directeur du département d'Asie occidentale et d'Afrique du Nord. Devenu ensuite ambassadeur en Syrie, il était jusqu'à présent ambassadeur en Suède.]

Devant l'ambassadeur de Mauritanie, M. Ely Ould Allaf, M. Mitterrand a rappelé que la France avait « pleinement approuvé la décision du gouvernement mauritanien d'observer une attitude d'authenticité neutrale dans le conflit du Sahara occidental » et que son « vœu le plus ardent est de voir se concrétiser un règlement global de ce douloureux problème concernant une région où elle ne compte que des amis ».

[Né en 1937 à Atar, M. Ely Ould Allaf, qui a obtenu en 1964 le diplôme d'ingénieur de l'École nationale supérieure de télécommunications de Paris, a été tour à tour ministre de la jeunesse, de l'information et des télécommunications, de l'éducation et de la culture, enfin de l'équipement. Il a été ambassadeur à Bonn et dans les pays du Benelux de 1976 à 1977, puis secrétaire général

de l'Organisation de mise en valeur du fleuve Sénégal et directeur général de la SNIM (Société nationale industrielle et minière) avant de retrouver l'ambassade de Bonn en 1980.]

Un discours « non prononcé » sur les droits de l'homme en Uruguay

Recevant enfin les lettres de créance de M. Daniel Darracq, nouvel ambassadeur de l'Uruguay, le président de la République l'a assuré qu'il souhaitait « l'avènement d'un dialogue et du pluralisme dans le cadre du plein épanouissement de la vie institutionnelle » en Uruguay.

« Le rétablissement d'un réel climat de confiance et d'amitié auquel aspirent tous naturellement nos deux pays se traduira par le développement harmonieux d'une large coopération dans tous les domaines », a-t-il dit.

Une première version du discours de M. Mitterrand, diffusée lundi par le service de presse de l'Élysée, aurait beaucoup plus nettement l'attention sur « tout ce qui pourra être fait en faveur des droits de l'homme » en Uruguay, rappelait les « démarches humanitaires » du gouvernement français et souhaitait que l'« ouverture politique mise en œuvre par le gouvernement uruguayen permette à ce pays de retrouver définitivement avec sa tradition démocratique ». Ce texte n'a pas été remis au diplomate uruguayen et n'a été ensuite annulé par le service de presse de l'Élysée.

[M. Daniel Darracq est né en 1927 à Montevideo. Docteur en droit et en sciences sociales, il a été membre du Conseil national de l'éducation de 1973 à 1974, puis ministre de l'éducation et de la culture du régime militaire, sous la présidence de M. Aparicio Mendez (1976-1981). Il a présidé en 1977 la huitième réunion du Conseil interaméricain pour l'éducation, la science et la culture (un organisme de l'Organisation des États américains) et a été trois fois vice-président, en 1978, 1980 et 1982, de la Conférence générale de l'UNESCO. Ambassadeur en France, il est également délégué général de l'Uruguay auprès de l'UNESCO.]

ainsi, que la Corée du Nord, sont également candidates.

Le discours prononcé par le président Mubarak voulait marquer la « réintégration » de l'Égypte dans la famille des non-alignés et son souci d'assurer ses positions dans le monde arabe. Affirmant que le mouvement ne devait pas constituer un troisième bloc, le chef de l'État égyptien a déclaré que les pays non alignés devaient se garder « contre les périls d'une invasion militaire et de la subversion extérieure ». Il a suggéré l'établissement entre eux d'une coopération dans le domaine de la production d'armements, d'entraînement des forces armées et de l'échange d'informations et d'expériences pour faire face à une éventuelle agression.

Évoquant la situation au Proche-Orient, M. Mubarak a demandé un retrait sans délai des forces israéliennes du Liban, suivi « immédiatement » d'une « réactivation » des efforts de règlement du problème palestinien. Il a ajouté qu'il y avait une « opportunité en or » dans un arrangement s'appuyant sur les idées actuellement avancées — sur lesquelles, n-t-il dit, il y a un « consensus » — ayant pour but de « remplacer l'occupation israélienne en Cisjordanie et dans la bande de Gaza par une autorité palestinienne en coordination avec les pays arabes concernés, au premier plan desquels la Jordanie ».

M. Mubarak a rencontré, pour la première fois depuis son accession au pouvoir, le roi Hussein. D'autre part, M. Arafat a eu un entretien ce mercredi avec le président libanais, M. Gemayel.

De la journée d'ouverture du sommet, les chefs d'État et de gouvernement avaient solennellement renouvelé leur soutien au peuple palestinien. « Dans la réalisation de ses droits nationaux inaliénables », y compris celui d'établir son propre État (ils avaient en même temps réitéré leur appel à la cause de l'indépendance de la Namibie et réclamaient l'élimination du régime d'apartheid en Afrique du Sud).

Diego-Garcia et l'océan Indien

Rompant avec la sérénité des interventions, la Libye a, mardi soir, demandé la « suspension » de l'Égypte du mouvement des non-alignés, parce qu'elle en aurait trahi les principes en signant les accords de Camp David. Le vice-président Jaloud a aussi violemment accusé les États-Unis de tenter de « détruire le concept d'unité africaine ».

La question du Cambodge a tout de même été évoquée en séance plénière. Le premier ministre malaisien, M. Mahathir, a déclaré que l'invasion militaire du Cambodge menaçait directement la paix et la stabilité dans la région. Muet derrière les micros, en raison de son état de santé, le chef du gouvernement

vietnamien, M. Pham Van Dong, a fait lire une déclaration dans laquelle il a accusé « les expansionnistes et les hégémonistes dans les cercles dirigeants chinois agissant en collusion avec l'impérialisme américain et les forces réactionnaires » d'hostilité à l'égard des pays de l'ancienne Indochine. Malgré leurs oppositions, les deux tendances ont, en comité de rédaction, accepté sans échangeement le paragraphe de la déclaration finale rédigé par l'Inde, qui souligne la nécessité d'une solution politique pouvant favoriser le retrait de toutes les forces étrangères, et qui appelle à un dialogue entre les parties en présence.

Sur l'océan Indien, le sommet devait presser le gouvernement français d'ouvrir des négociations avec Madagascar à propos des îles éparses, et rappelle, en renforçant le ton, la revendication des Comores sur Mayotte. Des difficultés subsistent encore, mercredi matin, à propos de l'îlot de Diego-Garcia, sur lequel a été implanté une base américaine. Sri-Lanka souhaiterait que la référence à cette île soit présentée comme un problème de décolonisation (l'île Maurice affirme sa souveraineté sur l'archipel), et non pas comme un aspect de la « démilitarisation » de l'océan Indien. En revanche, les Indiens et les pays qui justifient la présence soviétique dans cette région par celle de la flotte américaine, mettent en avant la menace que constituent à leur avis les installations de Diego-Garcia.

GÉRARD VIRATELLE

ASIE

A Timor

Les Indonésiens comptent libérer plus de trois mille personnes avant la fin de l'année

De notre envoyé spécial

Djakarta. — Est-ce une réponse à la commission des droits de l'homme des Nations unies qui, en février, avait invité la communauté internationale à « alléger les souffrances du peuple de Timor-Orient », ancienne colonie portugaise, annexée par l'Indonésie en 1975 ? On indique, en tout cas, de source autorisée à Djakarta, que le camp d'Alauro, dans lequel vivent environ trois mille deux cents personnes (dont 60 % de femmes et d'enfants) déplacées de l'île voisine de Timor et soupçonnées de sympathie pour le Front révolutionnaire pour l'indépendance de Timor-Orient (Fretilin), « sera fermé au plus tard à la fin de cette année ». Ces familles, assure-t-on, regagneront leurs anciens villages ou seront installées, pour des raisons de sécurité, dans de nouveaux centres bâtis à proximité des routes.

On ajoute de même source qu'un nouveau contingent de Timorais, autorisés par l'Indonésie à s'installer à l'étranger, seront bientôt autorisés à quitter l'île. Quatre-vingt-dix-sept partiront dans les trois prochains mois pour l'Australie et environ deux cents, d'ici à la fin de l'année, à destination du Portugal. Le sort du poète Inacio Moura, détenteur d'un passeport portugais, n'est pas encore fixé. Ce

sympathisant avoué du Fretilin, qui a demandé à émigrer en Australie, est en effet considéré en haut lieu comme un prisonnier politique.

Les autorités de Djakarta ont, d'autre part, constaté avec soulagement que la question de Timor ne figurait pas dans le projet de déclaration finale du sommet des non-alignés. La tentative faite par dix États, dont le Vietnam, pour obtenir un rappel à l'ordre de l'Indonésie paraît vouée à l'échec.

Les responsables locaux admettent qu'il est difficile de maîtriser complètement une guérilla qui, à leur avis, ne compte pas plus d'une centaine d'hommes armés. Pour autant, il est hors de question, à leurs yeux, de reconnaître à cette province le droit à l'autodétermination. « Pour nous, la question de Timor-Orient est réglée une fois pour toutes, vient de répéter le président Suharto devant l'Assemblée populaire consultative. Les habitants de Timor sont déjà unis physiquement et spirituellement au peuple indonésien. » Le souhait du chef de l'État est d'arriver, grâce à une « diplomatie plus active », à régler cette affaire sur le plan international « dans un avenir pas trop lointain ».

JACQUES DE BARRIN

A TRAVERS LE MONDE

Argentine

LA FLOTTE ARGENTINE a décidé de ne pas participer en 1983 aux manœuvres navales conjointes Unites, qu'elle effectuait chaque année avec les flottes des États-Unis, du Brésil et de l'Uruguay, a-t-on annoncé mardi 8 mars à Buenos-Aires. Cette décision a été prise en raison des divergences suscitées par la guerre des Malouines. — (A.F.P.)

Costa-Rica

LE GOUVERNEMENT COSTA RICAIN a fait savoir, mardi 8 mars, qu'il ratifierait l'accord de viens d'entrée au Costa-Rica à vingt-six prisonniers politiques cubains. Le gouvernement cubain n'a pas encore accordé de remise de peine aux détenus concernés, mais des démarches sont en cours à l'initiative de l'organisation humanitaire Comité des cent pour obtenir leur libération. — (A.F.P.)

Chili

LE NOMBRE DES DISSIDENTS qui auraient été arrêtés, torturés et condamnés à l'exil s'est considérablement accru en

1982, selon la commission chilienne des droits de l'homme, qui a publié un rapport de deux cents pages, le mardi 8 mars. Les chiffres en provenance des archives de la justice, des sources proches de l'épiscopat, de la presse et des victimes elles-mêmes, « montrent une évidente dégradation des droits de l'homme par rapport aux années précédentes ». — (A.F.P.)

Espagne

PLUS DE CENT RESPONSABLES ANDALOUS du syndicat procommuniste Comisiones obreras occupent depuis mardi 8 mars une église madrilène. Les syndicalistes demandent que les ébénistes bénéficient du programme de travaux publics perçoivent une rémunération au moins égale au salaire minimum interprofessionnel et que le nombre de journées d'emploi soit porté de quatre à cinq par semaine. — (A.F.P.)

Grèce

CINQUANTE MILLE PERSONNES, selon la police, ont manifesté mardi soir 8 mars, à Salonique, contre la présence de

bases américaines en Grèce. Les manifestants, appelés par trois mouvements pacifistes proches des partis de gauche, se sont dispersés sans incident devant le consulat des États-Unis. Par ailleurs, cinq mille femmes, toujours selon la police, ont manifesté au même moment dans le centre d'Athènes, pour des motifs identiques, répondant à l'appel de la Fédération des femmes de Grèce, proche du parti communiste de l'extérieur prosoviétique. — (A.F.P.)

Italie

M. CARLO SCOGNAMIGLIO, trente-huit ans, universitaire et économiste, a été nommé, le mardi 8 mars, directeur général du groupe d'édition Rizzoli-Corriere della sera. L'ancien président du groupe, M. Angelo Rizzoli, et son administrateur général, M. Bruno Tassan Din, avaient été arrêtés le 18 février puis inculpés au titre des lois sur les faillites de société, après qu'on eut découvert dans les comptes du groupe un trou non justifié de 29,60 milliards de lires (148 millions de francs). Le groupe avait été placé sous contrôle judiciaire après la faillite du Banco Ambrosiano, après lequel il est débiteur de 120 milliards de lires (600 millions de francs). — (A.F.P.)

Pérou

LES HUIT JOURNALISTES PÉROUVIENS MASSACRÉS le 26 janvier ont été tués par des paysans qui les avaient pris pour des guérilleros et pensaient agir avec l'accord de la police, a conclu, samedi 5 mars, une commission d'enquête nommée par le gouvernement. Constituée par l'écrivain Mario Vargas Llosa, le président du collège des journalistes péruviens et un juriste, la commission a communiqué ses conclusions à la presse après avoir remis son rapport au président Fernando Belaunde. Les paysans pensaient avoir l'autorisation de tuer ceux qu'ils ont pris pour des insurgés car les policiers leur avaient dit : « défendez-vous et tuez les guérilleros », précise le document. — (A.F.P.)

Zaire

M. MOKOLO WA MPOMBO, AMBASSADEUR DU ZAIRE EN FRANCE, s'est élevé contre les affirmations d'Amnesty International (le Monde du 3 mars) selon lesquelles des prisonniers politiques sont torturés au Zaïre, accusant l'organisation humanitaire de poursuivre des objectifs politiques dans le cadre d'une campagne de désinformation contre son pays. « Ce n'est pas la première fois qu'Amnesty International publie de tels communiqués qui reposent exclusivement sur des témoignages de faux réfugiés politiques avides de discrediter le Zaïre par tous les moyens », affirme l'ambassadeur dans une mise au point diffusée à la presse.

LA SOCIÉTÉ AIME SES PERTURBATEURS

Maurice Lever
Le sceptre et la marotte

...Étranger et fascinant voyage que celui auquel nous convie cet ouvrage, qui traite de l'histoire à la fois mythique et réelle des bouffons et au-delà de leur signification symbolique.

Martine Freneuil
(Le Quotidien du Médecin)

...Un sujet original, un plaisir constant...
Bernard Pivot

...Voici un livre passionnant. Pour l'histoire. Mais aussi pour le présent.
(Témoignage Chrétien)

...Histoire fascinante que celle des fous de cour, qui apparaissent dès l'Antiquité...
Jusqu'à la période contemporaine
Jean-François Lemaire
(Impact Médécine)

FAYARD

352 pages 85 F

AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS

(Suite de la première page.)
Elle comprenait un pacifiste notoire et un aumônier des armées. Représente-t-elle exactement les deux cent cinquante membres de l'épiscopat ? Ce n'est pas sûr. Beaucoup la jugent plus à gauche que la moyenne et un peu trop influencée par des experts.

Toujours est-il que la nomination récente de Mgr Bernardin comme cardinal-archevêque de Chicago a donné un surcroît d'autorité à la commission. Ses projets ont d'ailleurs été approuvés à deux reprises par l'assemblée générale des évêques, à une forte majorité. En novembre dernier, cent quatre-vingt-cinq évêques se sont déclarés « d'accord sur le fond » de la deuxième ébauche. Soixante et onze avaient « des réserves importantes » et douze étaient « en désaccord sur le fond ». Le texte définitif à toutes les chances de recueillir les deux tiers de voix nécessaires, le 3 mai prochain à Chicago.

La première ébauche, rédigée après consultation de nombreux experts, avait suscité de vives réactions. Il en a été partiellement tenu

compte dans la seconde, qui comprend 110 pages, sous le titre *Le Défi de la paix : la promesse de Dieu et notre réponse*.

Pourquoi un tel document ? « Comme Américains, citoyens de la première nation qui ait produit des armes atomiques, la première qui les ait utilisées (à Hiroshima en 1945) et l'une des rares nations qui peuvent influencer l'issue d'une crise suprême, nous avons des responsabilités uniques, humaines, morales et politiques, affirmées les auteurs. Comme évêques catholiques aux États-Unis, nous éprouvons une obligation spéciale d'appeler notre communauté de foi à établir un « écho » conscient pour sauver l'humanité ». Leur lettre s'adresse à la fois aux 51 millions d'Américains qui sont catholiques et aux 180 millions qui ne le sont pas. L'objectif est double : « Aider les catholiques à former leur conscience » et contribuer au débat politique sur « la moralité de la guerre ».

Les évêques partent d'un principe - contesté - selon lequel les armes nucléaires soulèvent d'autres « pro-

blèmes moraux » que les armes conventionnelles. D'abord, parce qu'elles menacent à tout moment l'ordre créateur. Puis, parce qu'elles interdisent la moindre erreur et maintiennent les hommes dans un état d'incertitude permanente. Enfin, parce qu'il est très difficile, sinon impossible, de fixer des limites à une guerre atomique. On doit donc empêcher celle-ci à tout prix, « refuser de légitimer » son idée même.

Les auteurs auraient pu s'en tenir à ces théories, et leur texte serait passé presque inaperçu. Mais ils ont voulu aller plus loin, pour des raisons de cohérence et d'efficacité.

Dans ce pays, vous ne pouvez en rester aux principes, explique Mgr Hoyer. Pour que les gens entendent et comprennent de quoi on parle, il faut s'exprimer concrètement. Le texte entre donc dans les détails comme aucun document pontifical ne l'a jamais fait.

Première affirmation remarquable : on ne peut « en aucune circonstance » utiliser des armes nucléaires contre des objectifs civils. L'interdiction s'étend aux cibles industrielles ou même militaires, dont la

destruction provoquerait « indirectement » de nombreuses victimes civiles. Même si l'ennemi attaque les villes américaines avec ses armes nucléaires, on n'a pas le droit de lui rendre la pareille. « Ce ne serait qu'un acte de vengeance », disent les évêques. Et de préciser, dans ce cas, la désobéissance : « Aucun chrétien ne peut appliquer des ordres ou des politiques visant délibérément à tuer des non-combattants ».

Une deuxième affirmation importante concerne le « premier tir » nucléaire. L'alliance atlantique se ré-attache conventionnelle par des moyens atomiques, meilleur moyen, selon elle, de dissuader les Soviétiques de vouloir faire usage de leur supériorité conventionnelle en Europe. Les évêques américains contestent cette stratégie. « Nous ne voyons, écrivent-ils, aucune situation dans laquelle le déclenchement délibéré d'une guerre nucléaire, à l'échelle limitée, peut être justifié moralement. Il faut résister à des attaques non nucléaires par des moyens autres que nucléaires. Dans le même esprit, ils condamnent « les armes qui sont susceptibles de suggérer une attaque et qui donnent crédit à la thèse selon laquelle les États-Unis cherchent à tirer les premiers ». Le futur missile MX appartient, selon eux, à cette catégorie.

Silence sur le MX ?

Le troisième passage-clé a trait à la dissuasion. Elle n'est pas condamnée en soi, comme le souhaitent certains pacifistes, mais certaines limites lui sont fixées. On ne peut, en son nom, justifier d'importer quel système d'armement, d'importer quelle doctrine stratégique ou initiative politique, déclarent les auteurs. Ils en tirent quelques règles de conduite qui ont dû faire bémols des stratèges américains.

Si la dissuasion a pour seul but d'empêcher l'adversaire d'utiliser ses armes nucléaires, affirment les évêques, il faut en rester là : ne pas élever à se donner la capacité d'entreprendre une guerre atomique. Si on s'engage la dissuasion comme objectif, il faut respecter le principe de « suffisance » : ne pas vouloir la supériorité nucléaire sur l'autre camp. Enfin, la dissuasion n'est acceptable que dans le cadre d'un désarmement progressif : toute nouvelle arme, toute nouvelle doctrine, doit être décidée en fonction de cela.

Les évêques recommandent un accord soviéto-américain « immédiat » pour un « gel » de l'expérimentation, la production et le déploiement de nouveaux systèmes stratégiques. Ils contestent ainsi la thèse du gouvernement selon laquelle les États-Unis sont en retard sur l'U.R.S.S. et ne peuvent assurer la paix qu'en équilibrant les forces.

On ne trouve dans ce document aucune des positions extrêmes qui étaient recommandées par certains : ni appel à un désarmement unilatéral ni condamnation de la possession des armes nucléaires. Les évêques estiment cependant que les États-Unis devraient entreprendre, indépendamment de l'U.R.S.S., « des pas limités, pour une période de temps définie », dans le sens du désarmement. Ils affirment de manière ambiguë : « Nous ne pouvons, en ce moment, demander aux catholiques qu'ils fabriquent des armes nucléaires (...) de quitter leur emploi. » Que signifie « en ce moment » ?

Si l'épiscopat américain condamne l'emploi d'engins nucléaires, ce n'est pas pour vanter les méthodes conventionnelles. Il apporte cependant cette précision intéressante : si on veut vraiment réduire la possibilité d'un conflit atomique, peut-être faut-il renforcer la défense conventionnelle.

En quoi le texte définitif diffère-t-il de cette mouture ? Selon une source épiscopale, les auteurs développeraient leurs références à la Bible. Ils renforceraient le passage sur la « juste guerre », jugé trop malgré. Ils préciseraient également la manière dont les catholiques devraient appliquer la lettre pastorale. Enfin, certains détails seraient ajoutés ou, plus probablement, retranchés. Il n'est pas sûr, par exemple, que la condamnation du missile MX figure dans la version finale.

Pire que le bîngo

« En deux cents ans, jamais une lettre pastorale n'a fait autant de bruit aux États-Unis », remarque l'historien James Hennessey. Et jomait un document n'a provoqué un tel débat entre la hiérarchie catholique et les autorités gouvernementales. Certaines Églises protestantes américaines s'étaient déjà exprimées sur la guerre nucléaire. Mais leur taille plus petite et le contenu de leurs propos ne provoquaient pas les mêmes réactions.

An sein du catholicisme, les critiques sont nombreuses. L'archevêque de Fort-Wayne, Mgr McManus, a reçu plus de lettres sur la guerre nucléaire que sur la suppression du bîngo (loterie très populaire) dans son diocèse. C'est tout dire.

Des intellectuels catholiques conservateurs s'en sont pris à la hiérarchie, l'accusant de soutenir des positions dangereuses et de n'avoir pas de compétence pour s'exprimer sur un tel sujet. Certains membres de l'épiscopat approuvent en silence. Quelques autres le font publiquement, comme Mgr Philip Hannan, archevêque de La Nouvelle-Orléans. Cet ancien parachutiste a demandé que la lettre pastorale soit simplement annulée et remplacée par un rappel des propos tenus par le pape à l'ONU le 11 juin 1982. « Nous n'avons pas, a-t-il dit, les connaissances politiques et techniques nécessaires pour nous prononcer sur chaque arme nucléaire ».

Pas compétents, les évêques ? « Si seuls les grands experts avaient le droit de s'exprimer, on devrait interdire beaucoup d'éditoriaux, réplique avec amusement le secrétaire général de l'épiscopat. Les évêques ont une fonction légitime comparable à leur expérience éthique. L'Église a apporté au débat la dimension morale qui lui manquait ».

L'administration Reagan n'a pas hésité à s'opposer publiquement aux thèses épiscopales. Elle a mobilisé ses catholiques, comme M. William Clark, conseiller du président pour les affaires de sécurité, qui a adressé

deux longues lettres officielles à chacun des prêtres américains, ou M. Lehman, le secrétaire à la marine, qui a publié en son nom personnel un article au vitriol dans le *Wall Street Journal*.

M. Clark a reproché aux évêques « une lecture fondamentalement erronée » de la politique américaine. Pourquoi passent-ils sous silence les propositions généreuses de désarmement faites par Washington et discutées avec les Soviétiques ? Pourquoi feignent-ils d'ignorer que la dissuasion assure la paix entre les deux blocs depuis 1945 ? Et que resterait-il de cette dissuasion si on s'interdisait par avance l'usage de ses armes ?

Le gouvernement a craint que la lettre pastorale n'encourage le mouvement pacifiste américain et a donc vivement réagi. Mais, ce faisant, il a paradoxalement contribué à mieux faire connaître le texte des évêques. Ceux-ci, de toute façon, sont décidés à ne pas en rester là. Une deuxième commission, présidée par Mgr Weikand (Milwaukee), prépare pour novembre 1984 un autre projet de document qui pourrait, lui aussi, faire un certain bruit. Thème : le capitalisme.

ROBERT SOLÉ

Prochain article :

ON A RANGÉ LES DRAPEAUX

DEVANT UN CONGRÈS D'ÉVANGÉLISTES EN FLORIDE

M. Reagan dénonce l'U.R.S.S. comme l'« empire du mal »

M. Reagan a surpris tout le monde en dénonçant, mardi 8 mars, devant une assemblée protestante très conservatrice, l'U.R.S.S. comme « l'empire du mal ». Le centre du mal dans le monde moderne », s'écriait-il. S'écarter du texte qu'il devait prononcer, le président américain s'est lancé dans une diatribe contre « l'empire du mal » qu'est pour lui le système soviétique sur un ton qui rappelle à la fois celui de la guerre froide et celui des évangélistes. M. Reagan a tenu à dire que son message était « le centre du mal dans le monde moderne ». S'écarter du texte qu'il devait prononcer, le président américain s'est lancé dans une diatribe contre « l'empire du mal » qu'est pour lui le système soviétique sur un ton qui rappelle à la fois celui de la guerre froide et celui des évangélistes.

Les propos du chef de l'exécutif américain ont peut-être embarrassé ses conseillers mais n'ont certainement pas dépassé sa pensée. M. Reagan a tenu à dire que son message était « le centre du mal dans le monde moderne ». S'écarter du texte qu'il devait prononcer, le président américain s'est lancé dans une diatribe contre « l'empire du mal » qu'est pour lui le système soviétique sur un ton qui rappelle à la fois celui de la guerre froide et celui des évangélistes.

M. Reagan n'a fait en l'espèce que prendre à son compte ce que disent depuis des décennies un grand nombre de prédicateurs protestants, notamment dans le Sud des États-Unis. La montée en puissance de cette « nouvelle droite évangélique », comme on l'a appelée, a été cotée avec son élection à la Maison Blanche en novembre 1980.

Voilà des années que des hommes tels que le pasteur Falwell, génie de la communication évangélique politique à la télévision, ou le sénateur Jesse Helms (républicain, Caroline-du-Nord), pourfendeur du vice et de la social-démocratie, défendent l'idée que le communisme est la forme moderne du mal. M. Reagan est resté idéologiquement proche d'eux, même s'il s'est souvent éloigné, par pragmatisme, de leurs positions extrémistes depuis son arrivée au pouvoir.

L'audience du président, mardi, à Orlando (Floride) lui était acquise d'avance. Le quarante-cinquième congrès de l'Association nationale des évangélistes ne pouvait qu'applaudir de tels propos, qui mêlent la dénonciation du communisme et l'exaltation des vertus morales de l'Occident. M. Reagan y a d'ailleurs de façon significative annoncé qu'il transmettrait à nouveau au Congrès un projet d'amendement à la Constitution autorisant les écoles publiques à organiser des prières dans les classes, un sujet très controversé.

La « sortie » du président américain était en fait destinée aux pacifistes, qui mettent dans le même sac

l'effort américain de réarmement et la puissance militaire soviétique et prônent un gel de la production et du déploiement des armes nucléaires. M. Reagan a assimilé publiquement l'U.R.S.S. au mal quelques heures seulement après le vote par une commission des affaires étrangères de la Chambre des représentants d'un texte en faveur d'un « gel » mutuel et vérifiable.

C'est sur un plan à la fois moral et religieux que le président américain s'est donc adressé par le truchement des évangélistes à ceux qui, dans le monde moderne, se disent chrétiens. Il faut « surmonter la tentation qui consiste à ignorer les leçons de l'histoire, à considérer la course aux armements comme un malentendu et à rendre les deux côtés également responsables », a déclaré M. Reagan, l'appelant à prendre position contre ceux qui voudraient mettre les États-Unis en position d'infériorité militaire et morale. Par rapport à cet « empire du mal », a-t-il ajouté, « l'U.R.S.S. doit comprendre que nous ne transigerons jamais sur nos principes ».

Le communisme est un triste et étrange chapitre de l'histoire de l'humanité, dont les dernières pages sont en train d'être écrites », a conclu le président américain.

Comme dans une manœuvre bien synchronisée, le Pentagone, presque au même moment, organisait un briefing très musclé au bénéfice d'une centaine de journalistes. Un haut fonctionnaire du département de la défense qui a désiré garder l'anonymat comme le vent la tradition pour ce genre d'exercice, a présenté solennellement, mardi, un rapport de cent sept pages sur « l'empire du mal ».

Selon ce rapport, l'U.R.S.S. vient de mettre au point un nouveau bombardier à long rayon d'action, dit Blackjack, capable, à partir de 1986 ou 1987 de « frapper, sans ravitaillement en vol, n'importe quel point de territoire américain ». Les Soviétiques sont, d'autre part, selon le document du Pentagone, l'U.R.S.S. est très engagée dans la militarisation de l'espace, grâce au développement de ses satellites antisatellites.

D. Dh.

Le voyage du pape en Amérique centrale et à Port-au-Prince

Jean-Paul II, qui a passé la journée du mardi 8 mars au Honduras, où il a renouvelé ses appels à la paix et à la concorde dans la région, devait terminer son voyage et mercredi 9 mars par une brève escale d'une heure à Belize, l'ancien Honduras britannique, et un séjour de dix heures à Port-au-Prince, capitale de la République d'Haïti. Jean-Paul II devait quitter Port-au-Prince dans la soirée de mercredi et rentrer à Rome jeudi 10.

Belize, septième État d'Amérique centrale depuis la proclamation de son indépendance le 21 septembre 1981, connaît une situation économique difficile et doit affronter les revendications territoriales du

Guatemala voisin. On compte une forte proportion de protestants, environ 40 % de la population, outre une grande majorité et anglophone. Jean-Paul II devait prononcer une allocution à l'aéroport au cours de son escale.

A Port-au-Prince, les rues du centre ont été décorées, mais aucune information officielle n'a été donnée sur l'itinéraire de Jean-Paul II, qui devait célébrer une messe à l'aéroport, puis rencontrer le président Jean-Claude Duvalier au palais présidentiel, et inaugurer la réunion du CELAM, le Conseil épiscopal latino-américain, qui s'achèvera le 13 mars.

AU HONDURAS

Jean-Paul II dénonce les idéologies « réductrices » de la personne humaine

Le pape a consacré la journée du mardi 8 mars au Honduras. Il a été accueilli à son arrivée à l'aéroport de Tegucigalpa, la capitale, par M. Roberto Suazo Cordova, président de la République depuis janvier 1982, le premier chef de l'État civil après dix-sept ans de régime militaire. Dans son allocution de bienvenue, M. Suazo a déclaré : « Au Honduras, nous avons la paix, la liberté d'expression et de réunion, ainsi qu'un puissant mouvement ouvrier. Nous résolvons nos problèmes par le dialogue et la négociation et nous croyons à l'harmonie et à la solidarité ».

Le mouvement clandestin Forces révolutionnaires populaires Lorezo Zelaya a profité de l'arrivée de Jean-Paul II pour émettre un point de vue différent. Dans un communiqué, il a dénoncé les liens étroits entre le gou-

vernement hondurien et celui de M. Reagan, accusant ce dernier d'avoir transféré les Honduras en « garnison de ses intérêts » en Amérique centrale. Il a critiqué les dirigeants de Tegucigalpa pour leur appui aux contre-révolutionnaires nicaraguayens qui tentent de renverser le régime sandiniste à partir du territoire hondurien. Enfin, il a dénoncé la présence dans le pays de cent cinq conseillers militaires américains, de trente Israéliens et de douze argentins.

Le mouvement clandestin a fait parler de lui en septembre dernier en prenant en otage la quasi-totalité du ponton hondurien, réuni dans la chambre de commerce de San-Pedro-Sula, la deuxième ville du pays.

L'événement de la journée a été la messe consacrée à la Vierge Marie,

à la basilique de Suyapa, sanctuaire situé à 8 kilomètres de la capitale. De nombreux fidèles ont participé à la messe. Jean-Paul II a dit la messe, massés sur la place qui domine l'édifice. Après avoir imploré la Vierge d'aider les peuples d'Amérique à « mettre fin à tant d'injustices par des chemins pacifiques », le pape a donné la communion à une centaine de personnes choisies pour leur travail d'évangélisation.

Il s'est rendu ensuite à San-Pedro-Sula, centre industriel situé au nord, dans les plaines qui regroupent la plupart des grandes plantations. Là, il s'est adressé à quelque cinq mille « délégués de la parole » - laïcs qui participent depuis dix-sept ans à l'évangélisation du Honduras - présents parmi la centaine de milliers de personnes venues l'accueillir à l'aéroport. Il a mis en garde les délégués contre « le risque de tomber dans les manipulations politiques ou les radicalisations ». Il les a encouragés à faire preuve de « prudence » et à être conscients des implications et des répercussions sociales de la parole qu'ils présentent.

Pour éviter les dangers qui peuvent surgir, a-t-il dit, maintenez-vous toujours en étroite communion avec vos évêques. Jean-Paul II s'est également adressé aux ouvriers présents en affirmant une fois de plus que l'homme n'est pas fait pour le travail mais le travail pour l'homme, et en se défendant de choisir entre des idéologies, pour lui « identiques », car elles « réduisent l'homme à un objet de production et de consommation, quand elles ne préchent pas la violence ».

Belize : l'ombre du Guatemala

Belize, ancienne colonie britannique de la côte atlantique de l'Amérique centrale (Honduras britannique depuis 1862) est un État indépendant depuis 1981. Mille huit cents soldats anglais sont restés sur place pour entraîner les forces locales et aussi protéger cette ancienne possession contre les appels du Guatemala, qui en revendique au moins une partie : le district de Toledo.

Richesses : des bois tropicaux, la gomme de sapin, utilisée pour produire le chewing-gum exporté aux États-Unis, la canne de sucre et des îlots coralliens encore sans touristes.

La moitié de la population est d'ascendance africaine.

60 % DE CATHOLIQUES

Superficie : 22 963 kilomètres carrés.
Population : 180 000 habitants ; capitale : Belmopan.
Chrétiens : 94,4 %, dont 60 % de catholiques romains, 14 % d'anglicans et 26 % de protestants ; 2 évêques, dont Mgr Robert Louis Ho-dapp, évêque de Belize.

82,6 % DE CATHOLIQUES

Superficie : 29 665 kilomètres carrés.
Population : 5 955 230 habitants ; capitale : Port-au-Prince.
Chrétiens : 98,5 %, dont 82,6 % de catholiques romains, 94,3 % ayant la double affiliation à l'Église catholique et à l'Église évangélique ; 7 évêques ; 8 évêques.
Président de la Conférence épiscopale : Mgr. François-Wolf Li-gonde, archevêque de Port-au-Prince.

Haïti : le réveil de l'Eglise

La seule République noire et francophone des deux Amériques est aussi l'une des nations les plus pauvres de la planète. Sous-développement culturel et économique, taux record d'analphabétisme, chômage et sous-emploi chronique, misère, famines endémiques, dégradation catastrophique des sols due aux caprices du climat, émigration massive pour des raisons économiques mais aussi politiques : Haïti a un revenu moyen annuel par habitant de moins de 300 dollars. Un dénuement qui la situe dans la cohorte des pays les moins avancés.

Pourtant, la moitié occidentale et dévalorisée de l'ancienne Hispaniola a une histoire glorieuse, marquée entre autres par la révolte contre la France de Toussaint-Louverture et par des jacqueries furieuses. Les élites contemporaines sont de très grande qualité et le peuple, qui parle créole, est resté attaché aux traditions africaines et au vaudou. Depuis un quart de siècle, les oppositions, très divisées et réfugiées dans plusieurs pays américains et européens, se battent avec opiniâtreté, mais sans grand succès, contre l'empire de la famille Duvalier.

De 1957 jusqu'à sa mort en 1971, François Duvalier, dit « Papa Doc », a assis son pouvoir absolu en faisant l'apologie de la négritude face à la bourgeoisie mulâtre. Les « tontons macoutes » (croquemitaines, en créole) avaient le droit de vie et de mort dans les campagnes. Les tentatives de débâtement des adversaires du régime ont régulièrement échoué. Quelques-uns se sont terminés en massacres, les familles des opposants étant poursuivies et exterminées. « Papa Doc » ne dédaignait pas de pratiquer un certain neutralisme pour faire monter les enchères aux États-Unis. Son fils et successeur, le « président à vie » Jean-Claude Duvalier a tenté, sur le conseil des Américains, de libéraliser un régime qu'il prétendait par ailleurs maintenir et même parachever.

Les « léopards » ont succédé aux « tontons macoutes » en gardant un pouvoir de dissuasion relativement peu « civilisé ». La vieille garde duvalériste est récemment revenue au premier plan, alors que le « lobby mulâtre », soutenu par Ernest Bennet, beau-père de Jean-Claude Duvalier, reste très influent. Découragés par la corruption, les États-Unis et les organismes de financement internationaux posent maintenant des conditions précises au maintien de leur assistance. La marge de manœuvre de « Bébé Doc » est plus étroite, dans une atmosphère de fin de conflits familiaux byzantins, et de débâcle économique.

L'Eglise catholique, qui bénéficie d'un concordat et s'était recueillie avec les Duvalier en 1971, est restée longtemps silencieuse face aux exactions et aux abus du pouvoir. La hiérarchie, sous la pression de religieux de base, a amorcé une protestation depuis deux ans. Le sursaut s'est confirmé à la veille de la visite de Jean-Paul II. Un militant laïc, Gérard Ducheville, arrêté en décembre 1982, a été libéré en février après une énergique intervention de l'épiscopat haïtien. Les oppositions, en exil, espèrent maintenant que le réveil de l'Eglise favorisera une vraie démocratisation.

M. N.

EUROPE

Allemagne fédérale

Les conséquences de la victoire de M. Kohl

M. Hans-Jochen Vogel, qui avait été le candidat malheureux du parti social-démocrate à la chancellerie lors des élections du dimanche 6 mars, remportées par le chancelier Kohl, a été élu mardi président du groupe parlementaire S.P.D. du Bundestag. Les anciens chancelliers Brandt et Schmidt avaient invité les députés de leur parti à voter pour M. Vogel, qui a recueilli 177 voix sur 181.

M. Kohl devait, d'autre part, s'entretenir ce mercredi 9 mars avec M. Hans-Dietrich Genscher, chef de file du parti libéral, pour la première fois depuis leur commun succès de dimanche.

La Pravda a publié une analyse de ses envoyés spéciaux à Bonn dans laquelle on lit notamment : « Les sociaux-démocrates ont essuyé une défaite foudroyante (...). Il est

incontestable qu'y a contribué le mécontentement d'une part considérable de citoyens ouest-allemands devant la politique économique et sociale du gouvernement dirigé pendant treize ans par les représentants du S.P.D. ». Le quotidien soviétique estime que la fermeté de l'opposition des Verts au « déploiement de l'arme nucléaire américaine à moyenne portée » et leur « non-déclic aux missiles » leur ont valu le succès. — (A.F.P., Renter, Tass.)

« Même si un réalignement monétaire est nécessaire, ce n'est pas le moment d'en parler »

nous déclare M. Mertes, vice-ministre des affaires étrangères

De notre envoyée spéciale

Bonn. — C'est avec une grande placidité que l'on évoque à Bonn, tant au ministère des affaires étrangères qu'à celui des finances, les problèmes qui se posent au sein du système monétaire européen et tout particulièrement entre la France et la République fédérale.

M. Alois Mertes, vice-ministre des affaires étrangères, est catégorique : « Dès le premier jour, le gouvernement Kohl a montré sa volonté de coopération et de concertation avec la France. Cette volonté reste la même, sans l'ombre d'un doute. Ce n'est pas une question de sentimentalisme. C'est dit au fait que les deux pays ont appris que la réalité était mauvaise chose pour l'un et pour l'autre. C'est dans cet esprit que seront abordés les problèmes. » Ce principe énoncé, le vice-ministre affirme qu'il n'est pas question « maintenant » de réalignement monétaire et regrette, comme on le fait d'ailleurs au ministère des finances, que ce problème soit « mal posé » en France.

Ce qui est bon pour la République fédérale est bon pour la France, dit en substance M. Mertes : la France a intérêt à avoir pour voisin une Allemagne stable, et la République fédérale « une France saine » ; les Français doivent donc se garder des appréciations « à court terme » et de tout « esprit de défiance ». Il faut valoir qu'une balance économique en R.F.A. entraînera une augmentation de la demande vis-à-vis de ses voi-

sins et augmentera leurs chances d'intensifier leurs exportations.

En matière monétaire, on entend également poursuivre la concertation « dans la mesure du possible, c'est-à-dire compte tenu du fait qu'il existe des lois économiques objectives ». Le système monétaire européen, rappelle le vice-ministre des affaires étrangères, a été créé par la volonté commune de la France et de la République fédérale. Il a fait ses preuves. Et ce qui se passera à l'intérieur de ce système sera le fruit d'une volonté commune. C'est mal poser le problème que de parler de dévaluation de telle monnaie ou de la réévaluation de telle autre, car toutes les monnaies sont concernées. A ces termes, chargés psychologiquement, M. Mertes oppose celui du « réalignement ».

« Mais même si un réalignement est nécessaire, ce n'est pas le moment d'en parler. » C'est un discours analogue que tient M. Piske, l'un des responsables des questions monétaires au ministère des finances, qui note en préambule que la République fédérale « n'a pas de problème particulier avec la France ». « Nous tenons le système monétaire européen, pour un élément de l'intégration européenne dont nous avons tous profité. Toute réponse aux problèmes qui consisterait, comme on l'entend parfois dans certains milieux français

ou allemands, à sortir du système, nous paraît une erreur. »

Il n'y a pas, explique M. Piske, de réponse simple à ces problèmes : le S.M.E. a pour but la stabilité des changes, mais aussi celle des prix. L'objectif est de maintenir constante la parité, mais il se trouve que parfois, pour des questions de compétitivité, cette constance n'est plus possible.

M. Piske souligne que ni les Alle-

mands ni les Français ne se sont laissés impressionner par les spéculations de la dernière semaine.

Il n'est pas « astucieux », étant donné le déficit commercial de la France, de prétendre que le cours du franc doit absolument rester stable. Mais, ajoute-t-il, présenter les choses en termes de dévaluation du franc ou de réévaluation du mark est une fausse optique. En tout état de cause, et M. Piske rejoint là aussi M. Mertes, il n'est pas question de réalignement maintenant.

CLAIRE TRÉAN.

Pologne

La milice a interpellé quarante-trois manifestants à Wrocław

Deux manifestations de rue ont eu lieu, mardi 8 mars, à Wrocław, a révélé l'agence officielle PAP, en indiquant que la milice avait procédé à cette occasion à quarante-trois interpellations. On ignore à la fois l'objet et l'ampleur de ces « rassemblements illégaux ».

C'est à Wrocław, l'une des régions les plus actives de Solidarité jusqu'à l'instauration de l'état de guerre, que le mouvement syndical clandestin est actuellement le mieux organisé. On vient ainsi d'apprendre qu'une « semaine de protestation contre les licenciements politiques » s'y est déroulée, du 14 au 19 février, à l'usine Fadrorna. A la suite d'un appel, approuvé par un vote secret, des responsables clandestins de Solidarité, les ouvriers, sans se mettre réellement en grève, ont, chaque jour, réduit leur production d'une heure de travail environ. Cette action s'est terminée par un débrayage de quinze minutes, et une nouvelle « semaine » de ce type serait en préparation à l'échelle, cette fois-ci, de l'ensemble de la région.

La journée du 8 mars, date anniversaire de la manifestation étudiante de 1968, à la suite de laquelle avait été déclenchée par le pouvoir une campagne antisémite et anti-intellectuelle, a été également marquée par une certaine effervescence à l'université de Varsovie. Des étudiants sont allés, par petits groupes, fleurir la plaque posée, en 1961, en souvenir de cette journée. A midi, un bref rassemblement a eu lieu devant cette plaque, à l'issue duquel un étudiant, tandis que ses camarades entonnaient l'hymne national, a fait tomber, en tirant une ficelle, une pluie de tracts d'une corbeille suspendue à un étage supérieur.

A Paris, le secrétaire général de Force ouvrière, M. André Bergeron, a écrit à M. Mitterrand pour lui demander d'intervenir en faveur de M^{me} Anna Walentynowicz, l'une des figures les plus connues et les plus populaires de Solidarité, dont le procès s'est ouvert ce mercredi 9 mars. M. Walesa, qui avait eu, après la signature des accords de Gdansk, de sérieux différends politiques avec M^{me} Walentynowicz, était présent à l'ouverture de l'audience.

Ce câble connaît tout de la société... mieux que son P.D.G.

(sauf les bruits de couloirs!) Dans les bureaux, tout se sait très vite...

Les rumeurs circulent beaucoup plus rapidement qu'un mémo. Et ceux qui devraient être les premiers informés, sont généralement les derniers à être tenus au courant. Malgré tous les progrès technologiques, votre personnel reste "cloisonné" chacun dans son département.

C'est une situation à laquelle Wang a essayé de remédier.

Notre solution est un câble extraordinaire: WangNet.

Il crée un lien entre les gens, le matériel et les communications, au moyen d'un seul réseau. C'est une sorte de flux permanent d'informations. WangNet peut assurer la liaison entre des ordinateurs, des

équipements de bureautique, des systèmes vidéo et de communication. Quelle que soit la marque! Et les possibilités sont infinies...

A partir de votre poste de travail, vous pouvez vérifier votre comptabilité. Votre secrétaire, sans quitter son bureau, peut utiliser l'imprimante à laser située à un autre étage.

En toute sécurité: des fichiers électroniques peuvent être partagés pour éviter des duplications peu rentables.

Dans quelques années, des câbles comme WangNet seront aussi indispensables à votre bureau... que les fils du téléphone. Mais WangNet existe déjà aujourd'hui. Vous en aurez besoin, car il répond à la véritable nature de l'information dans toute entreprise de demain.

WANG

Toute l'informatique au service du bureau.

POUR L'ENVOI D'UNE CASSETTE AUDIO GRATUITE OU POUR RECEVOIR LA VISITE D'UN INGENIEUR COMMERCIAL, ECRIVEZ OU TELEPHONEZ A WANG FRANCE S.A., TOUR GALLIENI 1, 78/80 AVENUE GALLIENI, 93174 BAGNOLET CEDEX, TEL. (01) 360.22.11.

Que faire de M. Strauss ?

De notre correspondant

Bonn. — M. Franz Josef Strauss a regagné Munich, mardi 8 mars, plus tôt que prévu. Ainsi n'a-t-il pu participer à la première réunion du groupe parlementaire C.D.U.-C.S.U. On interprète ce départ précipité de Bonn comme un vote de confiance en deux heures d'entretien en tête à tête avec le chancelier Kohl, lundi soir ; les deux hommes se seraient téléphoné mardi matin, après quoi M. Strauss s'est envolé pour Munich. Au-delà de ce fait, on entre dans la spéculation. Pourquoi s'en préoccuper ?

L'un des hypothèses est que le président des élections fédérales est reparti comme il était venu : les mains vides. Il n'a eu beau calculer que, sur les 48,8 % récoltés par la C.D.U., quelques dix points étaient dus aux mérites de la C.S.U., c'est tout de même M. Kohl qui fait figure de grand vainqueur des élections de dimanche. Le chancelier ne s'estime pas tenu de se conduire en obligé du ministre-président.

Celui-ci devra d'ailleurs bien finir par choisir entre les différents mandats dont il est titulaire : député de Bavière, ministre-président, député au Bundestag. Dans l'empire de la victoire, M. Strauss a clairement exprimé sa préférence pour le mandat fédéral : il entend, par sa présence à Bonn, faire prévaloir les « principes » de la C.S.U.

Mais à quelle place ? Certains avaient déjà fait de M. Strauss un ministre des finances, le titulaire de ce portefeuille, M. Stollenberg, devenu chef du groupe parlementaire en remplacement de M. Alfred Dregger, qui prendrait la place de M. Richard Stücklen, président du Bundestag en partance. M. Kohl a coupé court à ces rumeurs en déclarant, mardi, que M. Stollenberg était un « élément important » de l'équipe au pouvoir, et qu'il n'avait nullement l'intention de se priver de ses services.

Konté le portefeuille des affaires étrangères, le seul en fait qui conviendrait aux ambitions de M. Strauss. Mais M. Genscher n'a pas la moindre velléité de s'en dessaisir. Au contraire, le F.D.P. fait de son maintien à ce poste la condition sine qua non de son entente avec la C.D.U. Alors, que faire de M. Strauss ? On est allé jusqu'à évoquer pour lui la possibilité d'un ministère d'Etat sans attributions définies. Mais cela ne paraît pas de nature à satisfaire l'orgueil de celui qui se croit indispensable à Bonn. Alors ? Pour en savoir — ou en deviner — davantage, il faudra attendre le début des négociations sur la coalition, la semaine prochaine. Le nouveau Bundestag pourrait se réunir le 29 mars; et le nouveau gouvernement prêter serment avant Pâques — avec ou sans M. Strauss.

ALAIN CLÉMENT.

AIRCOM SETI 25, rue La Boétie 75008 PARIS 8
288-15-70

U.S.A. NEW-YORK à partir de 2 850 F AL	CANADA MONTREAL QUEBEC	ÉTÉ 83 à partir de 3 100 F AL
---	------------------------------	--

Tel Aviv : le seul vol quotidien 2190 F.

Le seul vol avec une 1^{re} Classe, une Classe Ambassador et une Classe Economie. Le confort absolu !

Départ de Paris CDG1 à 11 h, liaison sans escale en gros porteur.

Tarif loisir aller/retour (Classe Economie).

Vous plaire nous plaît.



ez Louer
Assistance
7 et 502 19 19

(Publicité)
MESSAGE



COORDINATION D'INFORMATIONS ECONOMIQUES SUR L'AFRIQUE

Industriels et Hommes d'Affaires,
vous qui envisagez investir en Afrique
notre message s'adresse à vous.

L'Afrique comme vous le savez est
une immense territoire couvrant
30 200 000 Km² et peuplée d'en-
viron 500 000 000 habitants.

Cette impressionnante masse de
consommateurs, s'exprime sur-
tout les pays l'Anglais, le Français,
le Portugais, l'Arabe, l'Espagnol et
même l'Allemand.

En gros, l'Afrique est une ma-
chine composée d'environ cin-
quante nations.

Investir a priori, pose de par cet-
te diversité quelques problèmes in-
formels et conjoncturels.

Aussi, s'impose-t-il à qui veut en-
treprendre dans ce vaste continent
en développement classé par les
experts premier réservoir mondial
de matières premières, un processus
d'auscultation des zones ou régions
dans lesquelles l'on souhaite inves-
tir.

La raison de cette auscultation est
simple : en cette période de crise
mondiale, une politique d'investis-
sement réaliste passe d'abord par
une meilleure information.

S'informant sur la santé financière
et économique médiate et im-
médiatement du futur partenaire, reste à
notre avis la nouvelle Donne straté-
gique de rapprochement.

C'est précisément dans ce cadre
qu'intervient le rôle du Centre de
coordination et d'information éco-
nomique sur l'Afrique.

Qui sommes-nous ?
Une équipe de professionnels
rompus dans les milieux d'affaires
et réunissant une expérience d'en-
viron cinq années d'inter-
rompus dans des organismes eu-
ropéens de management, d'organi-
sation et gestion d'entreprises com-
merciales dans l'axe Nord-Sud.

Appuyés d'un réseau de corres-
pondants sur l'ensemble continental

et un réseau africain, le Centre a ce
jour recensé plus de cinq cents
projets présentant des projets de
développement divers en Afrique
et a retenu environ 250 pouvant in-
téresser des investisseurs Européens
et Nord-Américains.

Ces dossiers restent toutefois des-
tinés aux seuls professionnels.

Regulièrement actualisés grâce à
la permanence des contacts entre-
tenus avec les organismes panafri-
cains de développement.

Nos Sources ?
1° Les Cadres de Direction Afri-
cains répartis dans plus de 25 pays
situés au Sud du Sahara.

2° Les Institutions c'est-à-dire les
responsables des organismes
gouvernementaux, paragonne-
mentaux et des Chambres Con-
sulaires.

3° Nos Contacts responsables des
départements Ministériels éco-
nomiques dans plusieurs pays.

En gros, le Centre collabore avec
les pôles cardinaux de planification
et de développement de nombreux
pays réputés économiquement fa-
vables et stables aux regards des in-
stitutions financières internationales.

De plus amples informations peu-
vent être fournies contre courrier
postal ou télex à notre adresse ci-
dessous.

Il n'est pas inutile de répéter que :
Les informations économiques do-
cumentées fournies par notre Centre
restent confidentielles et ne s'adres-
sent qu'aux seuls professionnels
investisseurs, Hommes d'affaires et
commerçants soumissionnaires les-
quels, s'ils le désirent peuvent em-
ployer s'informant sur n'importe
quel projet en instance sur le mar-
ché africain. Dans ce cas, nous
adresser un courrier par lettre à
en-tête exclusivement.

Building Elysées

66, avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris
Tél. 562 66 00 Télex Elphur 649157-F

PROCHE-ORIENT

Israël

CORRESPONDANCE

« Ce terrifiant partage entre bons et mauvais juifs »

Nous avons reçu la lettre sui-
vante de M. André Azoulay, prési-
dent d'Identité et Dialogue (73, rue
de la Victoire, 75009 Paris), mou-
vement fondé par des juifs d'origine
marocaine :

Faisant siéme l'analyse d'un mili-
tant de la paix israélienne, F. Cornu,
dans le Monde du 11 février, oppose
un « Israël inquiet (...) attaché aux
principes de la démocratie et au
compromis avec les Arabes » à un
autre Israël, « sûr de lui et fort, celui
d'une grande partie des masses sé-
pharades originaires des pays arabes
où elles ont eu rarement l'expérience
de la démocratie ».

En se prêtant à ce terrifiant par-
tage entre bons et mauvais juifs,
F. Cornu n'est pas coupable. Ce
n'est pas lui qui a inventé cette
équation qu'il faut bien qualifier de
raciste et dont il pose les données.
En réalité, cette analyse s'inspire
très naturellement de cette cam-
pagne de mystification qui depuis des
mois assaille dans le même
consensus de nombreux politiciens
israéliens et juifs en diaspora, de
droite et de gauche, et qui vise à
identifier les juifs orientaux au
camp de la guerre et de la haine. Be-
soin pour la gauche d'exorciser ses
propres responsabilités parce qu'elle
a fait de beaucoup d'orientaux les
laissés-pour-compte de la société is-
raélienne. Nécessité pour la droite
de trouver les boucs émissaires mas-
quant ses propres échecs et justi-
fiant les pires excès de la politique
du gouvernement de M. Begin.

Comment expliquer, par exemple,
qu'il n'y a aucun juif oriental parmi
les dirigeants du Gush Emounim.
Pourquoi ne pas rappeler que, dans
le propre gouvernement de M. Be-
gin, les seuls ministres qui se soient
opposés à M. Sharon dès le début de
la guerre au Liban sont le vice-
premier ministre David Lévy, origi-

naire du Maroc, et le ministre Uzzaz,
originaire de Tunisie ? Pourquoi oc-
culter le rôle joué par le président
Navon, lui aussi oriental, dans le
combat pour obliger M. Begin à se
soumettre à une commission d'en-
quête ?

Je reviens de Jérusalem où, de-
puis plusieurs semaines, les habi-
tants des quartiers les plus pauvres,
en majorité originaires du Maroc,
manifestent pour dire que leur mi-
nistre ne prendra fin qu'avec la paix
avec les Arabes, pour dire aussi que
cette paix n'est pas possible sans que
soit prise en compte leur situation
économique et sociale. A Jérusalem
encore, ce sont ces habitants des
quartiers de Musrara qui ont couvert
les murs de leur quartier d'affiches
pour dire leur totale opposition aux
implantations dans les territoires oc-
cupés, et pour rejeter les offres du
gouvernement, qui leur propose aide
financière et confort, à condition
qu'ils viennent habiter à Maalé-
Adumim, en Cisjordanie. Cette résis-
tance, qui ne manque pas de signifi-
cation quand on sait qu'à Musrara
on vit à dix ou douze dans deux
pièces, rejoint les positions expri-
mées par les organisations sépha-
rades au dernier congrès sioniste, en
décembre, à Jérusalem, condamnant
la politique des implantations du
gouvernement.

Il n'y a pas d'israéliens ni de juifs
plus ou moins démocrates, plus ou
moins pacifistes, selon qu'ils sont nés
à Varsovie ou à Casablanca. Il n'y a
qu'un peuple israélien et une
conscience juive, avec, pour le plus
grand nombre, une exigence excep-
tionnelle à l'égard des « principes de
la démocratie », avec aussi une re-
vendication de plus en plus forte, de
plus en plus large, de ceux qui se
sont mobilisés pour la paix et qui
sont l'espoir et l'honneur d'Israël.

LES NÉGOCIATIONS ISRAËLO-LIBANAISES

M. Shamir affirme que Jérusalem doit faire « preuve de souplesse »

Le ministre des affaires étran-
gères israélien, M. Itzhak Shamir, a
déclaré mardi 8 mars qu'Israël de-
vait faire « preuve de souplesse »
pour ne pas donner prétexte aux Sy-
riens de se maintenir au Liban.
Cette déclaration a été faite quel-
ques heures après la fin de la vingt-
ième réunion des négociations
israélo-libanaises, qui s'est tenue à
Khalde, sans aboutir à un quelcon-
que progrès.

Selon un porte-parole israélien,
les négociateurs de Jérusalem ont de
nouveau insisté sur la nécessité d'un
accord spécial sur le maintien
d'avant-postes israéliens d'alerte
avancés dans le Sud-Liban, ainsi
que sur la normalisation des rela-
tions entre les deux pays. Se décla-
rant surpris des propos tenus ven-
dredi par le ministre libanais des
affaires étrangères, M. Elie Salem,
selon lesquels le Liban ne pouvait
ouvrir une frontière (avec Israël)
pour en fermer vingt-deux autres
(avec les pays arabes), le négocia-
teur israélien, M. Kimche, a souli-
gné qu'« il n'y avait pas de raison
de poursuivre les négociations si
telle était la position officielle du
gouvernement libanais ». Selon
M. Kimche, le maintien de fron-
tières ouvertes prouvera qu'on a dé-
passé l'état de guerre et entamé un
état de paix. « La circulation des
marchandises a pour Israël une va-
leur symbolique et ne vise pas un
objectif économique, celui de
concurrencer les marchandises liba-
naises ». Il a ajouté que le volume
des échanges peut être limité d'un
commun accord. De source israé-
lienne, à Khalde, on souligne que
l'ouverture des frontières est une
question de principe, et que Jérusa-
lem ne lâchera pas sur ce point.

De même source, on indique par
ailleurs que les questions de sécurité
seront au centre d'une prochaine vi-
site du ministre israélien des affaires
étrangères, M. Itzhak Shamir, à
Washington, qui serait porteur de
nouvelles propositions. Cette visite
surprise, annoncée mardi seulement,
a suscité un léger regain d'opti-
misme à Washington, où l'on s'in-
quiétait vivement de la dégradation
des rapports israélo-américains.
« La reprise du dialogue à haut ni-
veau avec le gouvernement israélien
est un signe encourageant, car les
choses allaient décidément bien mal
entre nous », a déclaré un spécialiste
du département d'Etat. Les diri-
geants américains reprochent au
premier ministre Menahem Begin,
dont la visite aux Etats-Unis prévue
en février dernier a été reportée sine
die, d'être le principal responsable
du retard intervenu dans les négo-
ciations sur le retrait des forces is-
raéliennes, syriennes et palestini-
ennes au Liban. « Rien ne permet
encore de prévoir que les Israéliens

sont prêts à faire des concessions
majeures, mais ils paraissent enfin
disposés à accepter la nécessité de
débloquer rapidement les négocia-
tions », a estimé ce diplomate amé-
ricain.

La tournée de M. Carter

Arrivé mardi à Jérusalem après
une visite au Caire, l'ancien prési-
dent américain, M. Carter, s'est en-
tenu en tête à tête avec M. Begin
pendant trente minutes. Faisant
vraisemblablement allusion aux dis-
cussions que M. Carter a eues en
Egypte avec des représentants de
l'O.L.P., M. Begin a rappelé à
M. Carter les recommandations
« répétées » du président Sadat
contre la participation de l'O.L.P.
aux négociations sur l'autonomie pa-
lestiniennne en Cisjordanie et à Gaza.
M. Carter avait rencontré au Caire,
M. Ahmed Dejjani, membre du co-
mité exécutif de l'O.L.P., et M. Na-
bil Shasht, conseiller de M. Yasser
Arafat.

Interrogé sur les raisons qui le
poussaient à rencontrer aujourd'hui
des membres de l'O.L.P. alors qu'il
avait refusé de le faire quand il était
président, M. Carter a laissé enten-
dre qu'il était en désaccord avec une
interprétation trop rigoureuse de la
« clause Kissinger », s'opposant à
tout contact Etats-Unis-O.L.P. sans
reconnaissance d'Israël par la cen-
trale palestinienne. — (A.F.P., Reu-
ter.)

AFRIQUE

Tchad

M. HISSÈNE HABRÉ A SUBI UN REVERS MILITAIRE DANS L'EXTRÊME NORD

La localité d'Ounja-Kébir,
dans l'extrême nord du pays, a été
évacuée sans combat par les forces
du président Hissène Habré avant
d'être occupée par les partisans de
M. Goukouni Oueddei, à-t-on appris
à Paris, mardi 8 mars, de source in-
formée. Cette localité se trouvait
isolée à la suite de deux tentatives
infructueuses menées par les forces
de N'Djamena, en décembre et les
20 et 21 février, pour reprendre
Gourou, à 200 kilomètres plus à
l'ouest. La deuxième attaque contre
Gourou se serait notamment heurtée
à une puissance de feu inattendue et
à une contre-offensive menée par
des blindés.

La Voix de la libération, radio de
M. Goukouni Oueddei émettant du
Tibesti (extrême nord du Tchad), a
affirmé que, lors des combats de
Gourou, les assaillants auraient subi
de lourdes pertes en hommes et en
matériel et que plus de deux cents
d'entre eux auraient été faits prison-
niers. De source informée, on indi-
que également à Paris que les forces
tchadiennes, qui auraient eu, lors de
la deuxième offensive sur Gourou, dix
à quinze morts et une trentaine de
blessés, se seraient repliés plus au
sud, sur Faya-Largeau.

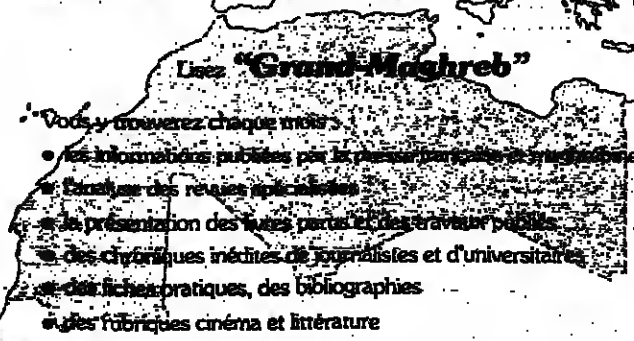
NOUVEAU 715 F PARIS-GENEVE-PARIS

Dès maintenant, Air France et Swissair vous propo-
sent un nouveau tarif sur Paris/Genève : 715 Francs
aller-retour.
Ce nouveau tarif, particulièrement intéressant, sera
applicable sur certains vols Air France et Swissair,
et soumis aux mêmes conditions de vente et de
transport que les tarifs Air France Vacances.
Alors, si vous voulez passer quelques jours de
vacances à Genève ou ailleurs en Suisse, rensei-
gnez-vous vite auprès de votre Agent de voyages, ou
auprès d'Air France et de Swissair.

AIR FRANCE // SWISSAIR

Grand المغرب العربي الکبر Maghreb

Les pays du Maghreb ?
Les immigrés ?
Les rapatriés ? Cela vous concerne ?



« Vous y trouvez :
• les informations publiées par la presse internationale et spécialisée
• les données des services officiels
• la présentation des textes officiels et des travaux parlementaires
• des chroniques inédites de journalistes et d'universitaires
• des études pratiques, des géographies
• des publications cinéma et littérature

REPERE INDISPENSABLE DU CENTRE D'INFORMATION SUR LE GRAND MAGHREB (CIGMA)
Abonnement un an : 200 F pour 1983
Service gratuit du dernier numéro sur demande
à adresser à :
Grand-Maghreb, C.I.G.M.A.,
I.E.P., B.P. 45
38402 ST-MARTIN-D'HERES

هكوان العرب

M. Mauroy choisit de mener une campagne purement lilloise

M. Pierre Mauroy fait le mort. Il avait envisagé d'aller soutenir les candidats de la gauche à Rennes, Montpellier, voire Marseille. Il n'a pas et se contentera de mener campagne dans sa ville, à Lille, dès mercredi après-midi. L'audience qu'il avait prévu d'accorder, jeudi 10 mars, à M. André Bergeron, secrétaire général de Force ouvrière, a été reportée, sans qu'une nouvelle date soit fixée.

La subite discrétion du premier ministre est d'autant plus étonnante qu'elle contraste avec son engagement du premier tour. Elle prend à contre-pied les dirigeants des partis de gauche qui ont lancé, lundi dernier, un appel à la mobilisation générale, au réveil des abstentionnistes du premier tour, afin de « faire barrage à la droite ». Elle ne contribuera pas, à l'inverse de ce qui était souhaité, à effacer les déceptions et les amertumes du dimanche 6 mars.

Quant au report de l'entretien avec M. André Bergeron, il manifeste que M. Mauroy n'a aucune envie, dans la période actuelle, de relancer le débat sur la rigueur. Le secrétaire général de Force ouvrière souhaitait en effet obtenir du premier ministre quelques éclaircissements sur l'hypothèse d'un deuxième plan de rigueur avancé par M. Edmond Maire, secrétaire général de la C.F.D.T., le 31 janvier sur le parvis de l'Élysée.

Cette relative « absence » de M. Mauroy conduit naturellement à poser la question de son avenir à la tête du gouvernement. D'autant que, malgré les efforts de ses amis, ses méthodes de gouvernement et le fond de son action seront à coup sûr contestés, après le second tour, au sein du parti socialiste, donc quasi publiquement. Déjà recommandé à émerger les analyses selon lesquelles le gouvernement n'a jamais su

mettre son action en perspective, à moyen terme ; qu'il est donc dans l'incapacité d'annoncer aux Français ce qui les attend réellement et, par conséquent, d'expliquer ses décisions avec un maximum de chances d'être comprises et de convaincre. Les amis de M. Rocard ne sont pas seuls à le dire. On entend des propos similaires parmi les « mitrailleurs » et les responsables du C.E.R.E.S. qu'animait M. Jean-Pierre Chevènement.

Approfondi, ce débat dépasse M. Mauroy et le met entre parenthèses. Il s'agit de savoir, comme au lendemain de l'échec de la gauche aux élections cantonales, s'il est possible de concilier la recherche de la crédibilité économique de la gauche et la satisfaction des revendications d'un électoral populaire dont on a vu qu'il a été plus touché que d'autre, dans les grandes villes, par la tentation de l'abstention.

Il s'agit aussi de savoir si les socialistes accorderaient à son éventuel successeur plus de crédit et de

soutien qu'ils n'en ont donné à M. Mauroy. Ce dernier souffre toujours, aux yeux de certains « mitrailleurs », de son image de « minoritaire ». Les rancœurs ont du mal à lui pardonner le lâchage de leur chef de file pendant la campagne de désignation du candidat socialiste à la présidence de la République. Quant aux dirigeants du C.E.R.E.S., ils l'ont constamment suspecté de dérive social-démocratique.

Les socialistes évalueront toutefois de mieux en mieux avant le second tour. L'opposition n'a pas besoin qu'on lui fournisse des armes supplémentaires, au moment où M. Jacques Chirac s'apprête à tenir sept réunions publiques en province, au moment où M. Jean Lecanuet, président de l'U.D.F., invite les Français à « crier encore plus fort » afin de « redoubler leur avertissement ».

JEAN-YVES LHOMEAU.

DANS LE XIII^e ARRONDISSEMENT DE PARIS

M. Chirac : Allez ! encore un petit effort...

« Allez ! encore un petit effort, et dimanche prochain vous aurez un bon maire dans votre arrondissement. » Répété cent fois par jour comme une pressante incitation, cette phrase est devenue la formule fétiche de M. Jacques Chirac.

Le maire de Paris va visiter alternativement chaque jour de cette semaine les treizième et quatorzième arrondissements de Paris, les seuls où subsiste un ballottage. Il fait preuve d'une belle confiance dans le résultat final, mais il ne veut négliger aucune chance ; il estime que sa présence sur le terrain aux côtés des deux candidats, M. Toubon aux Gobelins et M. Bariani à Belleville, ne peut qu'accroître leurs chances.

Ainsi, mardi après-midi M. Chirac a donc arpenté une partie du treizième. Il l'a fait, cette fois-ci, avec une application, une attention

et une insistance plus grandes que lors de ses précédentes visites-éclair dans les quartiers de la capitale. Le maire de Paris, accompagné de M. Toubon, de M. Matteoli, second de liste, et de quelques autres candidats bien implantés dans l'arrondissement, a visité systématiquement tous les magasins de la rue de la Glacière.

A un groupe d'habitants dans un café, M. Chirac a déclaré : « C'est ici, dans le treizième, que l'on a le plus fait de progrès, mais il reste encore beaucoup à faire pour améliorer le cadre de vie et l'humainiser davantage. Pour cela, il est indispensable que le maire et la majorité des élus de l'arrondissement puissent travailler en confiance et la main dans la main avec le maire de Paris ».

De son côté, M. Toubon a déclaré : « Dans ce quartier tradi-

tionnellement de gauche et où M. Quilès était une vedette du hir-pirade politique, les électeurs ont compris que j'étais un homme de dialogue, d'ouverture, de compréhension et de servabilité ».

Interpellé, fort courtoisement, par un passant qui, lui montrant l'Humanité, lui dit qu'il n'a pas voté pour lui, le candidat écrit alors sur l'organe officiel du parti communiste : « Cordialement à vous, y compris aux lecteurs de l'Humain ». Tout au long de la visite, quelques militants socialistes suivaient le maire de Paris à quelque distance et distribuaient des tracts dénonçant « la droite réactionnaire conduite par un homme envoyé en service commandé pour soumettre le treizième au pouvoir du R.P.R. ».

ANDRÉ PASSERON.

Dans le XX^e arrondissement

M. CHARZAT : la gauche a des réserves importantes

M. Michel Charzat, député socialiste de Paris, qui conduit dans le vingtième arrondissement la liste d'union de la gauche, a lancé un appel aux abstentionnistes du premier tour, afin qu'au second « ils se rassemblent autour de la gauche ». Il estime que « la gauche a des réserves importantes dans ce arrondissement, alors que les candidats de la droite ont fait le plein au premier tour ».

Le candidat socialiste accense M. Chirac et ses candidats dans ce secteur d'avoir « laissé les équilibres humains et sociaux se rompre, de développer une campagne mensongère et de préparer ainsi le terrain au candidat d'extrême droite, M. Le Pen ».

Les deux ballottages de la capitale

Dans les arrondissements de Paris et qui ne donnent pas de consigne de vote pour le second tour, ont adressé une lettre à MM. Toubon (R.P.R.) et Quilès (P.S.), dans laquelle ils leur demandent de s'engager sur l'autorisation d'une télévision « canal vert », l'ouverture d'une maison des associations, l'institution d'un référendum local, à la demande de 5% des électeurs, et un moratoire pour la construction de la centrale nucléaire de Nogent-sur-Seine.

Il y a eu, le 6 mars, 30,93 % d'abstentions dans le treizième arrondissement. Trois listes seront en présence le 13 mars après l'élimination de quatre listes du premier tour. La liste Union pour Paris, conduite par M. Didier Bariani, ancien député U.D.F., président du parti radical, a recueilli 44,65 % des suffrages le 6 mars. Il peut espérer attirer les 1,95 % de voix obtenues par la liste de l'Union des libéraux, ce qui lui offre un potentiel de 46,6 % de suffrages.

La liste Majorité pour Paris, conduite par M. Michel Charzat, député P.S., a obtenu 35,09 % des suffrages exprimés. Deux listes d'extrême gauche avaient totalisé 2,77 % des voix, soit un potentiel total pour la gauche de 37,86 %.

La liste de M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national, présentée sous le titre de « Paris aux Parisiens », avait obtenu 11,26 % des voix. Les Verts pour Paris, éliminés après le premier tour, avaient recueilli 4,28 % des suffrages dans cet arrondissement. Il y a eu 33,85 % d'abstentions dans le vingtième le 6 mars.

La liste Union pour Paris, conduite par M. Didier Bariani, ancien député U.D.F., président du parti radical, a recueilli 44,65 % des suffrages le 6 mars. Il peut espérer attirer les 1,95 % de voix obtenues par la liste de l'Union des libéraux, ce qui lui offre un potentiel de 46,6 % de suffrages.

La liste Majorité pour Paris, conduite par M. Michel Charzat, député P.S., a obtenu 35,09 % des suffrages exprimés. Deux listes d'extrême gauche avaient totalisé 2,77 % des voix, soit un potentiel total pour la gauche de 37,86 %.

La liste de M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national, présentée sous le titre de « Paris aux Parisiens », avait obtenu 11,26 % des voix. Les Verts pour Paris, éliminés après le premier tour, avaient recueilli 4,28 % des suffrages dans cet arrondissement. Il y a eu 33,85 % d'abstentions dans le vingtième le 6 mars.

La liste Union pour Paris, conduite par M. Didier Bariani, ancien député U.D.F., président du parti radical, a recueilli 44,65 % des suffrages le 6 mars. Il peut espérer attirer les 1,95 % de voix obtenues par la liste de l'Union des libéraux, ce qui lui offre un potentiel de 46,6 % de suffrages.

La liste Majorité pour Paris, conduite par M. Michel Charzat, député P.S., a obtenu 35,09 % des suffrages exprimés. Deux listes d'extrême gauche avaient totalisé 2,77 % des voix, soit un potentiel total pour la gauche de 37,86 %.

La liste de M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national, présentée sous le titre de « Paris aux Parisiens », avait obtenu 11,26 % des voix. Les Verts pour Paris, éliminés après le premier tour, avaient recueilli 4,28 % des suffrages dans cet arrondissement. Il y a eu 33,85 % d'abstentions dans le vingtième le 6 mars.

La liste Union pour Paris, conduite par M. Didier Bariani, ancien député U.D.F., président du parti radical, a recueilli 44,65 % des suffrages le 6 mars. Il peut espérer attirer les 1,95 % de voix obtenues par la liste de l'Union des libéraux, ce qui lui offre un potentiel de 46,6 % de suffrages.

La liste Majorité pour Paris, conduite par M. Michel Charzat, député P.S., a obtenu 35,09 % des suffrages exprimés. Deux listes d'extrême gauche avaient totalisé 2,77 % des voix, soit un potentiel total pour la gauche de 37,86 %.

La liste de M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national, présentée sous le titre de « Paris aux Parisiens », avait obtenu 11,26 % des voix. Les Verts pour Paris, éliminés après le premier tour, avaient recueilli 4,28 % des suffrages dans cet arrondissement. Il y a eu 33,85 % d'abstentions dans le vingtième le 6 mars.

Le premier ministre chahuté au Salon de l'agriculture

« Chirac, Chirac », « Mauroy démission », « Mauroy démission ». Plusieurs centaines d'agriculteurs, souvent jeunes, ont conquis le premier ministre dans l'après-midi du 6 mars lors de son passage au stand des bovins au Salon de l'agriculture. M. Mauroy décide alors d'écouter sa visite. Peut-être aurait-il dû lui rappeler qu'il ne faut jamais visiter un Salon de l'agriculture après le déjeuner, particulièrement lorsqu'à Strasbourg et à Bruxelles sont discutés les prix agricoles, à un niveau bien inférieur au désir des agriculteurs français. La F.N.S.E.A. s'est en tout cas défendue d'avoir organisé cette « réception ». « Nous contrôlons nos manifestations », dit-on au siège de l'organisation de M. Guillaume.

Avant ces incidents, le premier ministre, accompagné de M. Collard, secrétaire d'Etat, avait rencontré plusieurs responsables agricoles. Ils leur avaient affirmé que la France serait « intransigeante » dans la défense de ses intérêts sur les marchés extérieurs face à l'offensive actuelle des Etats-Unis et que les propositions de la Commission européenne pour les augmentations des prix du lait étaient « inacceptables ».

M. François Guillaume est venu saluer M. Mauroy et a discuté quelques instants avec lui. Le premier ministre aurait fait part à ce dernier de son intention de « reprendre un travail sérieux avec la F.N.S.E.A. ». Un geste qui semblait rompre d'un coup la sécheresse de l'organisation agricole.

Le M.R.G. estime que son relatif succès justifie un « recentrage » de la majorité et de la politique gouvernementale

« Il faut tirer la leçon des élections municipales ». Pour le Mouvement des radicaux de gauche, les enseignements du premier tour de scrutin sont clairs : la majorité présidentielle doit être recentrée au profit de son courant « réformiste de centre-gauche ». Ce discours, M. Roger-Gérard Schwartzberg, président du M.R.G., le tient avec constance - et sur tous les tons - depuis un an et demi, sans jamais avoir été beaucoup entendu.

Troisième composante de la majorité gouvernementale, les radicaux de gauche ont trop souvent le sentiment de précéder dans le désert, même s'ils retrouvent parfois quelques-uns de leurs thèses dans les propos tenus par MM. Rocard et Delors. M. Schwartzberg estime cependant que la fidélité du M.R.G. à sa propre doctrine est aujourd'hui justifiée, a posteriori, par les résultats obtenus par sa formation.

Globalement, en effet, les candidats se réclamant du M.R.G. ont obtenu de meilleurs résultats à la poussée de l'opposition que ceux du parti socialiste et du parti communiste. Cette indication du suffrage universel, explique-t-on au M.R.G., a pour conséquence la nécessité de procéder à des inflexions et, parfois, à des réorientations de la politique gouvernementale, notamment en matière économique. Il faut donc « valser » davantage, imposer plus de cohérence dans l'explication de la politique gouvernementale. De plus, le retentissement des débats sur l'« avant-projet socialiste » a produit, en pleine campagne électorale, un fâcheux effet sur un électeur modéré, qu'il était inopportun d'inquiéter.

Fort de son relatif succès électoral, le M.R.G. entend plus que jamais être cette structure d'accueil d'un centre-gauche qui reste à organiser, dans l'intérêt même d'un parti socialiste affaibli et d'un parti communiste qui poursuit sa régression, et conformément au souhait du président de la République.

Le M.R.G. assure que « plusieurs centaines » de radicaux valaisiens l'ont déjà rejoint. Mais, outre le fait qu'il paraît hasardeux d'espérer un affluement de ce genre, il est évident que celle-ci sort renforcée par les résultats du scrutin, une question se pose : est-ce par le ralliement de personnalités comme MM. Henri Caillet (qui a rejoint le M.R.G.), Olivier Sturm ou Edgar Faure que l'on peut envisager de constituer un « grand parti de centre-gauche », ou s'agit-il de mer de la politique française ?

Pour M. Schwartzberg, le M.R.G. a donc obtenu « de très bons résultats ». Ce jugement doit cependant être quelque peu tempéré : s'il est vrai que les maires sortants radicaux de gauche ont été réélus dès le premier tour à La Rochelle (Charente-Maritime), à Lucé (Eure-et-Loir), à Lourdes (Hautes-Pyrénées), à Luxeuil-les-Bains (Haute-Saône), à Cahors (Lot), à Blagnac (Haute-Garonne), à Yvetot (Seine-Maritime), à Olonne-

sur-Mer et à Luçon (Vendée), à Verneuil (Eure), etc., il convient de préciser que M. Crépau, ministre de l'environnement, perd plus de 10 points par rapport à 1977, à La Rochelle, que M. Maurice Faure en perd 13,5 à Cahors, M. Abadie, secrétaire d'Etat au tourisme, 1,4 à Lourdes, M. Bobée, à Yvetot, 6,3 points.

Dans les villes de plus de 3 500 habitants, les maires M.R.G. sortants sont réélus ou en ballottage favorable, à quelques exceptions près. A Bon-Encontre (Lot), le maire M.R.G. obtient 49,97 % des suffrages exprimés. Battu à une voix près, il a déposé un recours. A Tarn (Rhône), M. Beal est battu, ainsi que M. Blondeau (ex-P.S.), à Pontarlier (Doubs).

A Villafrañche-de-Rouergue (Aveyron), M. Rigal, député M.R.G., est en ballottage difficile. Il perd plus de 11 points sur le résultat obtenu en 1977 par M. Robert Fabre. A Marly-le-Roi (Yvelines), M. Jean Béranger, sénateur, est en ballottage incertain (- 6,87 points sur 1977). A Bastia, autre ville de plus de 30 000 habitants, avec La Rochelle, détenue par le M.R.G., M. Zuccarelli, qui enregistre une perte de 18,04 points par rapport à 1977, est cependant en ballottage favorable. A Cugnaux (Haute-Garonne), le maire sortant, M. Faivre, est devancé au premier tour par le candidat du P.S.

Dans les communes où le M.R.G. n'était pas sortant et où une première l'opposait aux autres partis de gauche, la formation que préside M. Schwartzberg gagne deux municipalités : Saverny (Ariège) et Saint-Céré (Lot). A Chalons-sur-Saône (Saône-et-Loire) et Romans-sur-Isère (Drôme), villes où le M.R.G. n'a pas voulu faire alliance avec le P.S., il obtient de faibles résultats (7,38 % et 4,58 % des suffrages exprimés), mais il ne met pas en danger les candidats socialistes, qui sont bien placés pour le second tour.

A Montanban (Tarn-et-Garonne), M. Hamecher, qui conduisait une liste dissidente, ne recueille que 10,04 %. La liste d'union de la gauche, avec 44,92 %, est en ballottage favorable. Dans le Tarn, à Mazamet, la liste M.R.G. devance la liste P.S.-P.C. (33,71 % contre 15,78 %), et obtient 6 élus au premier tour. A Tarbes (Hautes-Pyrénées), où M. Duprat, député suppléant de M. Abadie, obtient 18,48 %, la liste du maire sortant, M. Chastellain (P.C.), est en bonne position.

Les radicaux de gauche, enregistrés d'autre part, des scores intéressants dans le cadre de primaires, notamment à Amboise (Indre-et-Loire), 28,08 % ; Beaumont-de-Lomagne (Tarn-et-Garonne), 25,9 % ; Saint-Egrève (Isère), 22,2 % ; Corte (Haute-Corse), 21,20 % ; Pamiers (Ariège), 17,88 %, etc.

LAURENT ZECCHINI.

SPECIAL MUNICIPALES

■ FACE A LA REDACTION D'EUROPE I

MARDI 8 MARS 19 H 15

■ JEAN LECANUET ■

MERCREDI 9 MARS 19 H 15

GEORGES MARCHAIS

JEUDI 10 MARS 19 H 15

■ JACQUES CHIRAC ■

VENDREDI 11 MARS 19 H 15

■ LIONEL JOSPIN ■

VIVEZ EN EUROPE I, LA RADIO DE L'INFORMATION

هكرا من النحل

ILE-DE-FRANCE : l'alliance des écologistes et du P.C.

En Ile-de-France, comme ailleurs, la gauche s'efforce de « sauver les meubles ». La ceinture rouge a été trop malmenée, dimanche dernier, pour que communistes et socialistes se montrent trop difficiles dans le choix de leurs alliés pour le second tour. Bien entendu, P.S. et P.C. ont fusionné leurs listes dans les dix-neuf villes où des primaires les avaient opposés et où il y a un deuxième tour, y compris à Fresnes et à Cachan où les maires sortants socialistes n'avaient pas voulu, au premier tour, de communistes sur leur liste.

Mais des alliances plus inhabituelles ont été aussi conclues. Ainsi à Antony, M. Aubry, le maire communiste, qui a obtenu 43,77 % des voix le 6 mars, a réussi à fusionner sa liste avec celle des

Verts qui en avaient recueilli 9,35 % ; il leur a offert quatre places de conseillers municipaux dont un poste d'adjoint à l'environnement pour leur leader. Il aura besoin de leur renfort pour résister au candidat R.P.R., qui avait rassemblé dimanche 46,86 % des suffrages exprimés. Même situation à Fontenay-sous-Bois où le maire communiste a accordé trois places sur sa liste aux écologistes, mais pas de place d'adjoint. Là aussi le deuxième tour sera serré.

En revanche à Créteil, M. Laurent Cathala, député socialiste, n'a pu s'entendre avec les Verts, pas plus qu'à M. Gaudon (P.C.) à Villeneuve-Saint-Georges. Ils auront pourtant besoin de leurs voix pour conserver leurs maires face à la droite.

M. Robert Pontillon, sénateur socialiste, a eu plus de succès à Sarcelles : la liste du parti communiste internationaliste, qui n'a pas obtenu 5 % des voix, appelle à voter pour celle du maire sortant après avoir négocié avec M. Pontillon un accord faisant référence à « l'abrogation des lois anti-laïques ». Mais à Clichy, M. Jacques Delors, symbole de la « gauche chrétienne » et d'une politique « favorable au patronat », n'aura pas le soutien de ce groupe trotskiste. La semaine sera dure pour le ministre de l'économie et des finances.

La gauche ne peut même pas espérer profiter des divisions de la droite. A Rambouillet la liste du R.P.R. a fusionné avec celle de M^{me} Christine Boutin, conseiller général P.R., qui sera en deuxième

position ; comme ces deux listes ont obtenu au premier tour 54,24 % au total, elles devraient l'emporter malgré le maintien de M. Paccon, dissident de l'U.D.F. De même à Noisy-le-Grand la fusion de la liste du R.P.R. avec celle « action locale » de M. Coq va rendre difficile la tâche de M^{me} Marie-Thérèse Goutmann, maire sortant communiste. En revanche, à Meaux, M. Jacques Larché, sénateur P.R., ne bénéficiera que du soutien sans participation de M. Robert Héraud, ancien député giscardien, pour tenter de prendre la mairie à M. Jean Lion, socialiste.

THIERRY BRÉHER.

A POISSY : haro sur les immigrés !

L'usine Talbot de Poissy (Yvelines) a fermé ses portes, pour vingt-quatre heures, le lundi 7 mars : c'était la septième journée de chômage technique depuis le début de l'année. Avec les élections des délégués du personnel, qui auront lieu jeudi 10 mars - les premières depuis le conflit qui a secoué l'entreprise en juin 1982, l'établissement se retrouve au premier plan de l'actualité sociale. Une actualité d'autant plus brûlante que la gauche vient de perdre la mairie...

« C'est la faute aux immigrés ! » Le chauffeur de taxi est formel : si la gauche a connu la défaite à Poissy - où le maire communiste sortant, M. Joseph Tréhel, a été battu, au premier tour, par le candidat de l'opposition, M. Jacques Masden-Arus, conseiller général (R.P.R.), c'est à cause des O.S. de l'automobile.

« Les gens ont pris peur, explique-t-il, ils ont été choqués de voir la femme du maire à la une des journaux, portée en triomphe par des grévistes de Talbot l'été dernier. Dès ce moment, on savait que la gauche perdrait les élections. » L'épouse du maire n'est autre que M^{me} Nora Tréhel, secrétaire du syndicat C.G.T. de l'usine Talbot de Poissy. Militante convaincue, cette passionaria avait su canaliser la révolte des O.S. étrangers contre l'emprise de la C.S.L. le syndicat « maison ».

Les difficultés du secteur automobile, dont les usines restent bien avant le 10 mai 1981, ont traumatisé une partie de la population de la région, qui vit, à Poissy comme à Aulnay-sous-Bois, dans l'orbite de l'empire P.S.A. (Peugeot-Simca-Automobiles). L'entreprise Talbot compte seize mille huit cents salariés. Sur treize mille personnes

affectées à la production, sept mille sont des travailleurs étrangers. L'été dernier, après plus de quatre semaines de grève, la firme avait dû amener 200 millions de francs de commandes, et avait perdu vingt-cinq mille voitures.

Le chômage et l'insécurité

Depuis lors - et ce n'est pas nécessairement une conséquence du conflit de 1982 et des débrayages sporadiques qui avaient suivi - les stocks se sont accumulés, du fait de la révérence. La société a décidé des mesures de chômage technique : deux jours en janvier, trois jours en février, cinq en mars (les 4, 7, 17, 28 et 31 mars). On parle, également, de deux jours chômés, les 1^{er} et 5 avril, dispositions annoncées jeudi dernier, juste avant la clôture de la campagne électorale.

S'il faut en croire un commerçant, certains des abstentionnistes de dimanche sont des électeurs, « de gauche », qui craignent que la direction du groupe P.S.A. ne démontre l'usine au cas où la municipalité serait reconduite. « Dimanche, commente un cafetier, les habitants de Poissy ont renvoyé l'assesseur. »

Les grèves des O.S. dans l'ensemble du département, ont été exploitées par l'opposition, regroupée autour du R.P.R. et de l'U.D.F. Non loin de Poissy, à Meulan, le maire, M^{me} Brigitte Gros, sénateur des Yvelines, écrivait, ces derniers jours, à M. Pierre Mauroy pour lui faire part des « graves inquiétudes des cinquante mille salariés de la région sur l'avenir de leur activité professionnelle dans l'automobile ». M^{me} Gros dénonçait l'action « d'« déstabilisation » que mènent, selon elle, le parti communiste et la C.G.T. dans les usines de Talbot à Poissy, de Renault à Flins et de Citroën à Aulnay.

M. Masden-Arus, pour sa part, avait une partie de sa campagne électorale sur le chômage et l'« insécurité ». Quant à l'extrême droite, peu présente sur la scène politique à Poissy, ses slogans se résument à un nationalisme simpliste, répété par les graffiti racistes qui ont fleuri sur les murs des H.L.M., sous la signature d'un « Front français de libération » : « Paris doit décoloniser ».

Haro, donc, sur les immigrés ! Mais, n'est-ce pas un jugement un peu rapide ? Comment ne pas tenir compte de l'effet d'amplification

d'une certaine crispation devant la crise, phénomène national, et de l'érosion de l'électorat qui avait voté à gauche pour « battre le giscardisme » ?

Comment oublier, surtout, qu'à Poissy la défaite de l'équipe sortante n'a été acquise qu'à une soixantaine de voix et que la gauche était divisée entre deux listes concurrentes : celle de M. Tréhel et celle de Poissy-majorté, conduite par un rocardien, M. Georges Constantin - « un nouveau venu » soulignent ses adversaires - mandaté par la fédération socialiste des Yvelines ? « Situation paradoxale, commente M^{me} Nora Tréhel, A Poissy, où l'électorat de gauche est majoritaire, c'est la droite qui prend le pouvoir. Elle peut dire merci à M. Rocard. »

Même amertume à la C.F.D.T. où M. Patrice Lorton, membre du bureau de l'union départementale, et M. Jean-Pierre Nual, secrétaire de la section C.F.D.T. de Talbot, vitupèrent contre « une opération orchestrée par le gouvernement ». A leurs yeux, l'objectif était, quoi qu'en pense l'état-major de leur centrale, de « mettre à genoux un certain syndicalisme combatif ». Et M. Lorton ajoute : « Nous n'acceptons pas d'être une simple courroie de transmission du pouvoir, fait-il socialiste. Face au racisme et face au patronat, même si nous ne sommes pas toujours d'accord avec la C.G.T., nous choisissons notre camp. »

A l'entrée de l'usine, mardi matin, les O.S. immigrés reprenaient silencieusement le travail aux côtés de leurs collègues français. « Nous ne sommes pas concernés par les municipalités, déclarait sagement un délégué de chaîne marocain, mais il est certain qu'avec le changement de majorité à Poissy nous allons perdre l'appui de la mairie. Le vainqueur aujourd'hui, M. Masden-Arus, c'est un homme de Talbot. Nous aurons désormais beaucoup plus de difficultés à combattre, au plan local, les projets de restructuration du groupe P.S.A. et à sauvegarder notre entreprise. »

Le vote des immigrés sera, sans doute, déterminant jeudi, aux élections pour le comité d'établissement. Ce scrutin permettra de savoir si les grèves menées par la C.G.T. auront été payantes en lui permettant, comme à Aulnay, de conquérir la majorité dans le collège ouvrier, aux dépens de la C.S.L.

JEAN BENOÎT.

A SÈVRES : les communistes « orthodoxes » se rallient au dissident

Les Sévriens sont émus. Citoyens d'une petite commune tranquille (vingt mille habitants) dans cette banlieue réputée très « bourgeoise » de l'Ouest parisien, entourée de quatre villes qui seront pour six ans encore gouvernées par la droite, ils hésitent à se séparer de leur maire dissident communiste, M. Roger Fajnzylberg (1). Eux qui avaient placé M. Giscard d'Estaing en tête le 10 mai 1981, eux qui s'étaient donné dès le premier tour de mars 1982 un conseiller général U.D.F. en la personne de M. Jean Caillonneau, ne se sont pas résolus, dimanche, à ouvrir à ce dernier les portes de la mairie. Il s'en est toutefois fallu de bien peu : 44 voix (0,41 % des suffrages exprimés) ont manqué à M. Caillonneau pour l'emporter au premier tour face à la gauche dissidente. Les communistes « orthodoxes » avaient, en effet, opposé leur propre liste à celle de M. Fajnzylberg où se retrouvait une majorité de socialistes (le Monde du 10 février 1983).

Grâce à son poids personnel et à son excellent image de marque, le maire sortant a donc réussi un coup double : empêcher la victoire de son rival au premier tour et infliger un sévère camouflet aux « orthodoxes », qui sont avec 6 % à peine, des suffrages les grands perdants d'une primaire sans précédent à gauche.

Sans hésitation les communistes ont fait le choix d'un « retrait sans ambiguïté » et appellent les électeurs à « faire barrage à la droite ». Ils n'ont pas même jugé bon de don-

ner suite à la proposition que leur avait faite avant le premier tour M. Fajnzylberg de prendre place sur sa liste entre les deux tours. « Cela aurait rompu la cohérence de notre campagne du premier tour », explique le secrétaire de section, M. Henri Lassus, qui reconnaît avoir durement combattu le sortant et veut se garder désormais de « râlumer les polémiques ». « Du reste, ajoute très lucidement M. Lassus, notre score ne nous permettait que de trop modestes prétentions... » Cette nouvelle donne permet à M. Fajnzylberg d'afficher un « optimisme mesuré ». Il observe que la droite « a fait l'archi-plein de ses voix au premier tour et qu'elle a pourtant reculé de 1,5 point par rapport aux cantonales ». De plus les bureaux les plus « populaires » de Sévres accusent une participation inférieure d'environ 6 % à la moyenne des bureaux. Pour sa part, M. Caillonneau estime que « les choses se présentent très bien ». Il attribue à la prime au sortant son recul par rapport aux cantonales et lui aussi compte sur les abstentionnistes.

Les Sévriens désireux de se singulariser continueront-ils de ne vouloir juger leur maire que sur la qualité de sa gestion municipale ?

FRANÇOIS ROLLIN.

(1) M. Fajnzylberg a succédé en 1975 au communiste Georges Lenormand avant d'être « exclu de fait » de parti en 1980, en même temps que M. Henry Fiszbin.

A LEVALLOIS : le faubourg de Neuilly

Les communistes de Levallois-Perret (Hauts-de-Seine) sont en état de choc. Samedi pour la première fois, ils viennent, apparemment sans s'y être attendus, de perdre une ville dont ils pensaient maîtriser solidement la destinée, après dix-huit ans d'un pouvoir sans partage. Leur défaite est marquée par une chute de 58,88 % au premier tour des élections municipales de 1977 à 47,44 % cette fois.

Plus lourd encore dans le poids de l'amertume : le courant de sympathie dont bénéficiait leur chef de file, le député et maire sortant M. Perlat Jans, n'a pas résisté à la vague déferlante qui porte sans équivoque à la mairie le candidat de l'union de l'opposition, M. Patrick Balkany (R.P.R.).

La traumatisme causé est impressionnant. M. Jans, pour quelques jours en exil à l'Hôtel de Ville, refuse de commenter sa défaite. Des ouvriers démontent des archives et l'ultime réunion, lundi 7 mars, des employés communaux, a valu à M. Jans une ovation boulevaresse.

Dans les locaux de la section locale du P.C.F., non loin du centre culturel de la rue Paul-Vaillant-Couturier, M. Gérard Lescour, le premier secrétaire, tente d'expliquer l'inévitable. Jeté en vrac, ses arguments sont d'abord irrationnels. Ainsi, à l'entendre, M. Balkany aurait gagné à la déloyale en truquant les listes électorales. Ce « jeune loup du chiquisme », que le P.C., durant toute la campagne, a voulu voir apparenté au promoteur immobilier, M. Robert de Balkany, aurait battu le rappel, à Neuilly et dans le seizième arrondissement de Paris, des inscriptions d'« orientistes et d'« affairistes ». S'il le faut, le P.C. tentera un recours en annulation.

M. Balkany aurait mené aussi « une campagne mensongère », faussant les réalisations de la municipalité sortante, promettant, par exemple, aux cinq mille personnes âgées de la ville, un minimum mensuel porté à 3 500 francs.

Et d'ailleurs, d'où tenait-il ses moyens financiers, sinon des promoteurs de tout poil qui veulent faire ressembler Levallois à Neuilly, sa voisine ? Ce jeune homme de trente-quatre ans avait trop d'argent à dépenser, « au moins 5 à 6 millions de francs » et toutes les idées racoleuses d'une campagne à l'américaine. Ce n'est plus du jeu de coller sa photographie pendant des mois sur les murs de la ville, plus du jeu d'offrir gratuitement aux enfants le spectacle de Chantal Goya.

Les militants communistes, la mauvaise foi épuisée, avancent ensuite des explications plus crédibles. Et d'abord l'évidence, l'éclatante vérité de base : Levallois-Perret est une ville de droite. Sa base ouvrière est presque inexistante, malgré la présence d'une usine Citroën sur le territoire de la commune. A l'origine, le village était « la remise de Neuilly », la cité-dortoir des employés, des chauffeurs des maisons de maîtres, ainsi qu'un espace de petits salaires, de sous-traitants de l'automobile. Levallois, avec les années, a conservé sa base sociale de bourgeoisie modeste et d'« artisans ».

L'histoire d'amour entre la ville et le P.C.F. était donc contre nature. C'est M. Patrick Balkany qui raconte le quiproquo : « En 1965, les communistes ont gagné la mairie avec cent voix d'avance au second tour alors que le majorité de l'époque totalisait deux mille voix d'avance au premier tour. » Mais le droit de 1965 était divisé en trois listes rivales et à chaque nouvelle élection, centristes, gaullistes et giscardiens se sont ainsi épuisés en vaines querelles, laissant à chaque fois la voie libre au parti communiste. « Je suis le premier candidat unique depuis 1978 », rappelle le nouveau maire de Levallois-Perret.

Le premier, en tout cas, s'être donné le temps et les moyens d'une solide implantation face au P.C., qui, dans la ville, assurait sa survie par une organisation municipale sans

faute. Après des candidats « parachutés » et sans illusions, M. Patrick Balkany, venu à la politique le 5 décembre 1975, jour de la création du R.P.R., eut à construire, pierre après pierre, la reconquête de Levallois. Sa victoire, le 6 mars, est d'abord le résultat d'un grignotage méthodique et patient de l'électorat. 48 % aux présidentielles de 1981, 49 % aux législatives, 53,8 % aux élections cantonales de 1982.

Face à ce que M. Lescour rappelle le « protestation anti-gouvernementale » et à l'énergie déployée par M. Balkany, la municipalité sortante n'eut, reconnaissant les communistes, opposer qu'« une gestion réussie », une trop grande confiance en ses résultats, dans la modicité de ses impôts - les plus faibles du département - comme dans l'importance de sa taxe professionnelle - la plus élevée des Hauts-de-Seine. « Elle ne s'est pas assez méfiée », note M. Balkany, de la lassitude des Levalloisais à l'égard des travailleurs immigrés, trop nombreux puisqu'ils représentent 25 % de la population. « Elle n'a pas tenu compte, non plus, de l'effet de la campagne sur la sécurité au centre Eiffel, la nouvelle zone d'habitat social qui faisait le fierté de M. Perlat Jans.

Les communistes égrenent leurs regrets, les projets qui ne verront pas le jour, le club de loisirs de l'île de la Jatte, sur le Seine qui, ils en sont sûrs, « va finir un luxueux club-house ». M. Patrick Balkany, de son côté, enregistre pour le compte du R.P.R. plusieurs dizaines d'adhésions par jour, depuis lundi. Il trouve heureux, bien sûr, de voir Levallois-Perret « revenue à une plus légitime situation ». Il aura fallu dix-huit ans, à la droite, pour corriger une erreur de l'histoire politique, cinq ans à ce jeune candidat pour « corriger l'image de marque du P.C. », dans une population « effrayée et un peu fascinée ». Levallois, conclut-il, est retournée à une juste conception des choses.

PHILIPPE BOGGIO.

D'une ville à l'autre

ARIÈGE

FOX. - Il y aura une triangulaire au second tour : le candidat soutenu par la section socialiste locale, M. Thiers, qui a recueilli au premier tour 32,66 % des suffrages exprimés, a décidé de maintenir sa liste face à celle du maire socialiste sortant, M. Carol, investi officiellement par le parti et qui est arrivé en tête au premier tour avec 37,27 % des suffrages exprimés. La liste d'opposition, conduite par M. Sennac (R.P.R.), ne paraît pas en mesure, toutefois, de bénéficier de cette rivalité puisqu'elle n'a recueilli que 29,36 % des suffrages. (Corresp.)

AVEYRON

RODEZ. - Le maire sortant, M. Boscary-Monsservin (U.D.F.)

P.R.), qui n'est arrivé qu'en deuxième position au premier tour avec 34,94 % des suffrages exprimés, a décidé de maintenir sa liste contre celle de son ancien adjoint, M. Censi, lui aussi membre de l'U.D.F. et du parti républicain, qui l'avait devancé dimanche avec 35,28 % des suffrages exprimés. La troisième liste sera celle de l'union de la gauche, emmenée par M. Raynal (P.S.), qui a obtenu au premier tour 29,67 % des suffrages. (Corresp.)

ILLE-ET-VILAINE

RENNES. - Le maire socialiste sortant, M. Edmond Hervé, ministre chargé de l'énergie, a refusé d'accorder aux écologistes quatre places d'élus potentiels sur sa liste au second tour. M. Champaud (Union de

l'opposition) a, pour sa part, offert quatre places aux écologistes, mais ceux-ci ont repoussé cette proposition « pour ne pas contribuer à remettre en selle » une droite dont ils ne veulent plus. (Corresp.)

NIEVRE

NEVERS. - Les deux listes de l'opposition - celle conduite par M. de Charrette (U.D.F.-P.R.), qui a recueilli au premier tour 33,89 % des suffrages exprimés, et celle emmenée par M. Rostein (div. d.), qui a obtenu 14,33 % des voix - ont décidé de fusionner face à la liste d'union de la gauche conduite par le maire socialiste sortant, M. Benoist, secrétaire d'Etat aux personnes âgées, sur laquelle figure M. Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, qui est arrivé en tête le 6 mars avec 48,82 % des suffrages.

RHONE

VILLEURBANNE. - M. Charles Hernu, ministre de la défense, maire socialiste sortant, en ballottage favorable, a annoncé au cours d'une conférence de presse, lundi 7 mars, le dépôt de deux plaintes contre son rival de droite, M. Michel Fortien, tête de liste R.P.R. La première plainte est relative à l'inscription d'« injures » sur la chouscasse, en plein centre de la ville, le matin même du premier tour. Toujours selon M. Hernu, qui affirme avoir reçu de nombreux témoignages à ce propos, le même jour, alors que les bureaux de vote étaient ouverts, « une caravane, composée de voitures couvertes d'offices électoraux à l'effigie de M. Fortien, a défilé dans la ville ». (Corresp. rég.)

12-13 MARS

EXPOSITION INTERNATIONALE DE 10 h à 20 h

VENTE - ECHANGE

MINERAUX

FOSSILES

PIERRES PRÉCIEUSES - BIJOUX

HOTEL PARIS-HILTON

18, av. de Suffren - PARIS-15^e

LE GAULLISME D'OPPOSITION QU'ÉTUDE JEAN CHARLOT...

est celui d'avant-hier où, pendant douze ans, de 1946 à 1958, De Gaulle et ses partisans ont combattu la IV^e République... Jean Charlot montre clairement le jeu des hommes du pouvoir et les dissensions progressives du camp gaulliste.

Jean Charlot
Le gaullisme d'opposition 1946-1958
Histoire du gaullisme

André Passeron (Le Monde)
L'exceptionnel intérêt historique de son ouvrage.
Paul-Marie de la Gorce (Le Figaro)

436p. 95F FAYARD

PRIX MICHEL DARD 1983

pour l'ensemble de son œuvre



louis calaferte
ébauche d'un auto-portrait

denoël

INSCRIPTIONS IMMEDIATES

PARIS/ATHENES
à partir de **880 F** Aller/Retour

2, PLACE DE WAGRAM
75017 PARIS - 763 22 58
lundi à vendredi de 10h à 20h
samedi de 14h à 17h

le point
MULHOUSE



association à but non lucratif

PARIS MONTREAL à partir de
2490 F
aller-retour



nouvelles frontières
le voyage moins cher, pour tout le monde

166, bd du Montparnasse 75014 Paris 329 12 14
2, rue Auguste-Blanc 44000 Nantes 20 24 51/20 31 35

PARTEZ
Vos enfants à l'étranger ?
Pas avant d'avoir lu
notre guide conseil :
tout sur les
vacances et stages
linguistiques
EuroLangues
46 pages couleur

PARLEZ
avec
EUROLANGUES

A retourner à EuroLangues 2, rue du Faubourg Saint-Jacques 75004 Paris. Tél. 263.97.25

Je désire recevoir GRATUITEMENT et sans engagement le guide conseil

Prénom _____ Ville _____

Nom _____ Adresse _____

Code postal _____

Grandes-Bretagnes ☐ Hongrie ☐ USA ☐

Allemagne ☐ Espagne ☐ Australie ☐

POLITIQUE

Quatre villes et leur presse

II. - Saint-Etienne : quand le rouge se met au vert

De notre envoyé spécial DOMINIQUE POUCHIN

Dans un premier article, Dominique Pouchin a raconté comment, à Bordeaux, le quotidien *Sud-Ouest* sait maintenir ces vertus d'équilibre et de mesure qui assurent son succès dans la capitale girondine. (Le Monde du 9 avril.)

Saint-Etienne. - Il a toutes les rondeurs aimables des bons caciques de la République, la faconde enjouée des vieux routiers que le doute n'atteint plus, l'assurance tranquille et satisfait de l'élus sûr de ses ouailles, l'éternel sourire des coupeurs de ruban, la tape amicale des banquets d'anciens. Tout ce qui fait un notable, un vrai, paisible et rassurant. Avec, en plus, cette bonhomie tendre et familière des « fils du peuple » à l'heure de la retraite. Qui donc peut avoir peur de M. Joseph Sanguedolce, maire de Saint-Etienne ?

« Il a réussi un drôle de tour de force, le père Joseph : tout le monde pourrait oublier... qu'il est communiste », constate son concurrent, M. François Dubanchet (U.D.F.). Voilà un brave sénateur, Louis-Philippe de silhouette, modéré de naissance, centriste sui generis, obligé de ferrailler - ce qu'il ne prise guère - pour annoncer, haut et fort, les couleurs... d'un adversaire décidément patelin.

Malchance, proteste, à Saint-Etienne, une droite qui a bien flairé le coup. Comme s'il y avait un manquement aux usages, une entorse aux convenances. Difficile de chasser le rouge quand il se promène aux quatre coins de la ville, d'amicale laïque en salle paroissiale, en costume sombre jamais trop neuf, avec des bienveillances de grand-papa. « Vingt-cinq ans de comité central et tant de couleuvres avalées : Budapest, Prague, l'Afghanistan, la Pologne, mais ça ne fait rien, enrage un jeune giscardien, lui ne cause que de l'extension sud du tron, des vacances du troisième, en ou des espaces verts. Il nous refait le coup de Duclos, le style pépé-gateau. Regardez la télé, lisez les journaux... ça marche ! »

Un phénomène-media, M. Joseph Sanguedolce ? Aucun « vendeur d'images » n'est venu peaufiner son sourire, peigner sa calvitie ou soigner son « nez ». Mais en six ans, il a su sacrifier l'étiquette au personnage, renvoyer le drapeau et se créer un « profil ». Les quotidiens stéphanois ont embobiné le pas, reflets accommodants d'une habile personnalisation.

L'intérêt, il est vrai, est ici bien partagé.

Le meilleur profil

M. le maire, comme les journaux du cru, s'adresse « à tous les Stéphanois ». Et la ville, quoi qu'on en dise, quoi qu'on en veuille, n'a pas le cœur à gauche. Ni par tradition ni par soudaine vocation. Réaliste, M. Sanguedolce le sait mieux que personne. L'image terne de M. Duratour, son prédécesseur, et quelques démons à droite l'ont installé voilà six ans dans son hôtel de ville : victoire fragile. Il fallait, à coup sûr, autre chose que de beaux discours à la gloire d'une gauche généreuse pour éviter de la rendre éphémère... Le maire ne s'y est pas trompé. Fini le temps où, dirigeant local de

la C.G.T., il avait, comme il se doit, les rédactions de communiqués en langue de bois pour « populariser les justes et légitimes revendications des travailleurs en lutte ». Révoqués les démarchés indignées quand les ciseaux d'une sempiternelle censure coupaient, ici ou là, quelques lignes solennelles un vengeances ? L'« élu des Stéphanois » n'a entre aujourd'hui de la fausse magie des mots. Avenant, soigneusement liché, le bulletin municipal le montre à cœur de pages sous son meilleur profil, inlassable gestionnaire au service de sa bonne cité, au four et au moulin, de la dernière marnelle au foyer des anciens. Banal, bien sûr... Moins banal, mais non moins efficace, cette série d'éditoriaux nû M. le Maire « fait le point », presque sobrement et sans jamais laisser le drapeau. De toute l'année 1982, pas une seule de ces lignes n'aura parlé de communistes. Pas une seule fois, le mot même de « gauche » ne sera apparu.

Camouflage ? Allons donc ! « Sanguedolce, c'est un nouveau maire, pas un homme de parti, explique M. Camy-Perret, jeune manager venu de Paris régenter le cabinet. Nous ne sommes plus au temps des citadelles assiégées qu'il fallait défendre bec et ongles au prix de pratiques parfois néfastes... Joseph ne cache pas ses idées, mais, ici, il est élu pour gérer, et bien gérer... »

« A quoi bon rabâcher des professions de foi, insiste en effet M. le Maire. Quand je fais venir des industriels pour parler emploi, je ne cause pas de la gauche au parti... Sinon, combien joueraient le jeu ? »

La presse locale n'en demandait guère plus pour jouer le sien. A l'annonce ou presque. C'est qu'il ne fait pas bon, là non plus, d'afficher de trop vives couleurs. Pas plus à la Tribune, version stéphanoise du Progrès de M. Jean-Charles Lignol, qu'à *Loire-Matin*, rejeton rebaptisé du Dauphiné libéré. Tous deux chassent sur les mêmes terres en se gardant bien de délimiter leur camp. « On ne mélange pas les genres, raconte, un peu narquois, un jeune « localier ». Faire risette au maire, bien sûr... c'est le maire. Mais pas de courtoisie au communiste. Sanguedolce ne s'en plaint pas, ça fait plutôt ses affaires. Entre lui et nous, il y a comme un gentlemen agreement : on lui sert de courtoisie de transmission pour toutes les informations techniques. Il ne fait pas d'obstructions et nous servons son image. »

La concurrence ne pousse guère aux différenciations. La Tribune et *Loire-Matin* se partagent, fort inégalement, un seul et même marché. Les trois quarts au premier, le reste au second. Mais, entre eux, pas l'once d'un vrai débat. Pas la moindre trace, même affadée, des partis pris parfois foudroyants de leurs ancêtres. Temps lointains où les journaux résistaient des querelles de la ville, raillaient ses foies et ses humeurs contraires : la Tribune aux radicaux, la Dépêche aux éléricaux. Saint-Etienne a, aujourd'hui encore, autant de paroisses que d'amicales laïques, mais ces « pôles structuraux de la III^e République » dont parle docement M. Bruno Vennin, chef de file des socialistes, ont perdu

tout reflet dans les livraisons matinales des deux grands journaux. Qui s'en plaindrait ? M. Sanguedolce le premier, occurrent en diable, prêche l'unité des préaux et soigne à parité clochers et « amicales ». Aujourd'hui à gauche, l'hôtel de ville ne tire finalement pas moins d'atouts qu'hier d'une dépolitisation accentuée des quotidiens locaux. La Dépêche, qui fleurait bon naguère le goupillon, n'est plus qu'une maigre manchette sous le bandeau de *Loire-Matin*, qui l'a « avalée » en juillet 1981. L'Espoir, fidèle au général, n'est plus qu'une jaquette pour envelopper les pages de la Tribune. De part et d'autre, on ne prétend pourtant faire « que de l'information », sans se soucier davantage de la couleur d'un maire qui s'accommode fort bien... de l'insolore !

Les temps ont changé !

Chercher au-delà, histoire de dénicher malgré tout quelques penchants discrets, revient à jouer des dissings dans un camail de pastel ! *Loire-Matin*, à y regarder de plus près, se situe plutôt au centre, dissèque ainsi le sénateur Dubanchet. Mais, comme s'il y avait déjà imprudence à pareil étiquetage, il enchaîne aussitôt : « L'un comme l'autre ont cependant le souci de rester dans un sage milieu, de ne pas nourrir de débats. Les journaux listent leur métier. Avec eux, on copine un peu, on casse la croûte. Il y a entre nous une sorte de familiarité complaisante... »

Un léger vent de discorde s'est pourtant levé récemment entre les deux journaux. Au centre du débat : les « Verts », bien sûr. Affaire de spécialistes... et d'acconances. Le subitard de la Tribune en avait de très anciennes avec le président Rother ; celui de *Loire-Matin* de très solides avec Robert Herbin. Quoi d'étonnant, dès lors, que l'entraîneur ait appris qu'il était congédié en lisant la Tribune ? Mais l'Espoir viendra fort à propos arbitrer la querelle : l'espèce d'un titre sur sa page pour l'instigateur de ceux qui ont mis Herbin « à la porte comme un mal-propre », avant de renvoyer le lecteur, en pages sportives, sur le très « rocheriste » rubricard de la Tribune ! Effet pervers, sans doute, d'un pluralisme peau de chagrin, ressemblant à l'emballage.

Les Verts et leurs interminables débats restent pourtant l'un des très rares domaines où les deux concurrents font preuve d'une réelle volonté de « déterrer l'information ». Le reste ne suit guère. « Le journalisme assis n'a pas cessé de sévir, admet un jeune rédacteur de la Tribune. On n'a du mal à débrancher les habitudes, faute sans doute de véritable émulation. » N'est-ce pas un des anciens, M. Jean Tibi, qui écrivait, un brin dépité après des années d'expérience : « Dans nos locaux, nous faisons penser à un musicien installé aux grandes orgues pour y jouer des valse musettes, à un architecte de guinguettes moins proche de Morsart que du Facteur Cheval... »

Le sénateur Dubanchet, pourtant « satisfait de ce qu'apportent les journaux », se souvient lui-même de ces années où, premier adjoint, il devait « faire la ratpe pour inciter les industriels à choisir Saint-Etienne ». « Je voulais leur envoyer une petite revue de la presse locale, pour leur donner une idée. Mais je ne trouvais rien... au point que des pages trop complaisantes pour les communiqués syndicaux. » M. Camy-Perret constate aussi - sans trop s'en plaindre... - que « ce sont bien souvent les élus qui doivent stimuler l'approche du journaliste ». « Mais c'est vrai, ajoute-t-il, que le divorce entre le Progrès et le Dauphiné a réveillé certaines ardeurs : avant, Sanguedolce était systématiquement négligé, on ne voyait presque pas sa photo... »

Les temps ont bien changé ! « La prime fatale aux gens en place », plaident de concert les rédactions. Mais curieusement, l'opposition - plutôt vacillante - semble moins s'en plaindre que les socialistes, allié ombreux de M. le maire. « A lire les journaux, bougonne l'un d'eux, il n'y aurait rien entre la droite et Sanguedolce... » Travers à leurs yeux d'autant plus dommageable qu'il est systématiquement accablé par un bulletin municipal « consacré à la gloire exclusive du maire et de ses adjoints... communistes ».

L'information est un sujet de choix dans les chicanes intestines de la gauche stéphanoise. Mise sur la place publique à propos du bulletin, elles se sont bientôt portées sur la radio « associative » subventionnée par la municipalité. Mais cette fois, en coulisse, ce sont les communistes qui ont montré les dents. Née de l'initiative conjuguée des syndicats et des associations de gauche, Tram 96 était, selon eux, coupable d'une excessive tendresse à l'égard des socialistes et écologistes. L'affaire faillit tourner au vinaigre : on parla de subvention plus ou moins bloquée, de l'exigence d'embauche d'un journaliste « à sensibilité communiste... » Tout s'est - pour l'extérieur - effacé sur l'autel de l'unité.

Mais de telles tritiques ne confortent guère l'image, déjà fort écornée, d'une radio « indépendante du pouvoir municipal », comme le veulent et le prétendent les jeunes animateurs de Tram 96. Leurs concurrents les plus aguerries, à Transat, ont vite fait de brocarder « la radio officielle de Sanguedolce et des communistes » et d'avancer les résultats flatteurs de sondages à la fiabilité douteuse. Mais ne vont-ils pas eux-mêmes chercher quelques subsides du côté du conseil général, aux mains de l'opposition ?

En mal de financement, les radios locales, encore très « débutantes », rendront-elles demain à la ville le goût des controverses ? Seront-elles, par leurs dissidences, ce reflet nécessaire, naturel - et un brin oublié - d'une ville, d'une société qui ne parlent pas d'une seule voix ? Est-il proche enfin le temps où M. le maire, tout à ses nîses, ne pourra plus dire, à l'exemple de M. Sanguedolce : « Je n'ai pas le moindre problème avec la presse. L'information passe bien. Les journalistes se sont un peu fatigués de m'accompagner d'inauguration en inauguration. Dommage, peut-être : les parents, les enseignants, les gosses aiment bien être dans le journal quand un ouvre leur école. Moi ? Vous savez... »

(1) Jean Tibi : « Un journalisme provincial ».

Prochain article :

Toulouse
ou le pastel radical.

le journal mensuel
de documentation politique

après-demain
(non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

INNOVATIONS MUNICIPALES

Envoyer 30 francs (timbres à 1 F ou chèques) à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé au 100 F pour l'abonnement annuel (90 % d'économie) qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

NOUVEAU SALON DES ARTS MENAGERS

DU 5 AU 14 MARS 1983 CNIT-PARIS LA DEFENSE

2 BONNES SOIRES EN PERSPECTIVE :
NOCTURNES
LE 9 ET LE 11 JUSQU'À 23 H

هكرا من الوطن

1983 ÉLECTIONS MUNICIPALES

POLITIQUE

A MARSEILLE :
la chasse aux abstentionnistes

De notre correspondant régional

Marseille. — Après les résultats du premier tour, qui ont placé les listes de l'opposition en tête à Marseille avec 48,09 % des suffrages exprimés, contre 45,11 % aux listes de gauche unie, une intense bataille a été engagée dans chacun des deux camps en présence pour le deuxième tour de scrutin.

Un accord de fusion entre les listes de l'opposition Changoons Marseille, conduites par M. Jean-Claude Gaudin, député P.R. des Bouches-du-Rhône, et les listes Marseille-Sécurité, dirigées par M. Bernard Manovelli (ex-R.P.R.), a été conclu mardi 8 mars. Au terme de cet accord, M. Manovelli et l'un de ses colistiers, M. Gilbert Gaspéri (ex-radical socialiste), figureront au sixième rang sur les listes de M. Gaudin dans le premier et le troisième secteur. Marseille-Sécurité a également obtenu dans les mêmes secteurs quatre places de conseillers d'arrondissement. Au premier tour de scrutin, les listes de M. Manovelli avaient recueilli, sur l'ensemble des trois secteurs en ballottage, 11 879 voix et 5,56 % des suffrages exprimés. Pour sa part, le candidat de la Ligue communiste révolutionnaire, M. Godard, qui avait obtenu 2,19 % des suffrages exprimés dans le premier secteur, s'est désisté en faveur de la liste de la gauche unie. MM. Gaston Defferre et Jean-Claude Gaudin ont, d'autre part, donné leur accord de principe pour l'organisation d'un face-à-face télévisé de cinquante-cinq minutes, le vendredi 11 mars, sur les antennes de la station régionale FR 3 Marseille-Provence.

« Un cas de conscience »

« C'est donc vous, abstentionnistes, qui détenez les clés du destin de la mairie de Marseille. C'est vous qui jouerez dimanche soir les arbitres entre la gauche et la droite, écrit M. Defferre à la une du *Provençal* de mardi. Pour chacun d'entre vous, ajoutez-il dans une « lettre ouverte », il s'agit désormais d'un cas de conscience. (...) Pensez-vous vraiment que c'est en vous obtenant dans un refus que vous aiderez la gauche à surmonter ses difficultés, à trouver des solutions aux grands problèmes de la France ? (...) Par votre absence, conclut M. Defferre, vous risquez d'abandonner la conduite des affaires de Marseille à un homme et à une équipe qui, manifestement, n'ont pas l'urgence, l'expérience, la compétence, nécessaires pour assumer une responsabilité aussi lourde. »

Au vu des résultats du premier tour de scrutin, le taux d'abstention a été en fait légèrement moins élevé dans les premier et deuxième secteurs (- 1,33 %, - 2,10 %) et presque identique dans le troisième secteur (+ 0,30 %), mais socialistes et communistes estiment qu'une forte mobilisation des électeurs de l'opposition a masqué la désaffection d'une fraction de l'électorat traditionnellement favorable à la gauche. S'adressant mardi soir aux militants socialistes du troisième secteur — dans lequel il conduit la liste de la gauche unie, — M. Pezet, premier secrétaire de la fédération socialiste des Bouches-du-Rhône, leur a donc donné des consignes impératives : « S'adresser aux commerçants, aux joueurs de boules, faire les maisons et quartiers, cela ne suffit pas. Il faut rencontrer les gens, monter dans les étages, tirer les sonnettes, parler, expliquer... »

Des lettres personnelles, signées par M. Defferre ou par les divers élus des secteurs intéressés, seront également adressées aux électeurs défaillants. Deux nouvelles affiches

« A Belfort, les écologistes laissent les électeurs libres de leur choix au second tour des élections municipales. Des réactions ont été moquées lundi avec la liste de MM. Bonnet (opposition) et Chevènement (P.S.), ministre de la recherche et de l'industrie. Opposition et majorité ont proposé aux écologistes de les rejoindre, en leur offrant, chacune, quatre places sur sa liste et en leur promettant un poste d'adjoint en cas de succès. Les écologistes, qui ont rassemblé 8,04 % des suffrages au premier tour, ont adopté la position suivante : « Ni la droite ni la gauche, parce que ni l'une ni l'autre n'ont fait de l'écologie à la tête de la municipalité. »

A LYON : M. Gérard Collomb (P.S.) :
nous avons eu trop confiance

De notre correspondant régional

Lyon. — « La gauche n'est pas encore morte à Lyon » : la défaite enregistrée au premier tour paraît stimuler M. Gérard Collomb, député socialiste, leader de la gauche lyonnaise, dont les neuf listes — huit chefs de file socialistes, un communiste — affronteront le 13 mars les listes de droite formées sans difficulté majeure derrière M. Francisque Collomb, maire sortant, sénateur non inscrit.

M. Gérard Collomb attribue le recul de la gauche à trois causes : le reflux national, nettement sensible dans les grandes villes ; le duel à droite entre MM. Francisque Collomb et Michel Noir (R.P.R.) et une confiance exagérée dans les électeurs de gauche de ses arrondissements de prédilection (huitième et neuvième). A ces trois motifs, M. Gérard Collomb ajoute un phénomène abstentionniste : « Nous avons d'importantes réserves. Une fois tout danger de droite écarté — M. Noir — écarté », y compris par l'électorat habituel de la gauche, M. Gérard Collomb estime que l'enjeu du deuxième tour sera plus clair.

Refusant d'attribuer à tel ou tel parti de gauche les résultats décevants (« il y a eu des faiblesses chez

tout le monde »), le leader socialiste a précisé les deux thèmes de sa très courte campagne du second tour : « Il faut sauver les bastions de la gauche » ; « Un conseil municipal sans opposition est un conseil trompé : cela ouvre les portes à toutes les extrémités et à toutes les éventualités d'une gestion douteuse. »

Le leader de la gauche lyonnaise fixe les gains en voix à obtenir à « quatre ou cinq points » sur toute la ville. C'est en effet au prix de cette progression que la gauche pourrait conserver au moins le neuvième arrondissement, assurer l'élection d'au moins un représentant dans les petits secteurs (premier, deuxième, quatrième, voire sixième) et ne pas faire de la simple figure dans les conseils d'arrondissement qu'elle a fait enregistrer sur les registres d'état civil politiques. — C.R.

● **PRECISION.** — Dans le quatrième secteur de Lyon, nous avons intervenu les résultats de M. Noir et de M. Moreau. M. Noir (R.P.R.) a obtenu 5 800 voix (45,77 %) et M. Moreau (V.O.F.-C.D.S.) 3 367 voix (25,40 %).

A CHAMBERY : accord entre la gauche et les écologistes

De notre correspondant

Chambery. — Il n'a manqué que 22 voix à M. Pierre Dumas (R.P.R.) pour emporter dès le premier tour la mairie de Chambery. Une forte mobilisation des électeurs de droite et un taux élevé de participation — 75 % — ont donné à la liste d'opposition une avance très confortable sur celle de l'union de la gauche conduite par le maire sortant, M. Francis Ampe (P.S.). Pour combler son retard de 2 536 voix sur la liste de droite, le maire devra s'il veut être réélu, rassembler les 2 077 suffrages qui se sont portés sur la liste Chambery d'abord de M. Jean Baud qui réunit des écologistes, des régionalistes et des membres d'associations chambériennes, et les 501 qui sont allés sur les deux listes d'extrême gauche.

M. Baud a engagé lundi, simultanément, des négociations avec les listes de droite et de gauche, voulant ainsi montrer, comme il l'expliquait à la veille du premier tour, que son équipe n'était ni à gauche ni à droite « mais partout ». Il a finalement opté pour la liste conduite par M. Ampe, celle de M. Dumas ayant unilatéralement rompu les négociations.

La liste d'union de la gauche (1) a accordé un nombre de sièges non

négligeable — huit — à M. Baud et à ses amis, qui siègeront dans le conseil municipal avec six élus en cas de victoire de la liste Ampe et deux élus dans le cas contraire. En 1977, M. Baud, qui avait obtenu un peu plus de 19 % des voix au premier tour s'était purement et simplement retiré de la bataille du second tour. Il y a six ans les Verts chambériens avaient facilité grandement le succès de la liste d'union de la gauche.

Les 2 077 voix qui se sont portées sur la liste Chambery d'abord ne sont probablement pas toutes acquises aujourd'hui aux idées de gauche. M. Ampe, s'il veut rester à l'hôtel de ville, devra donc mobiliser le 13 mars les abstentionnistes du premier tour qui lui ont fait défaut.

CLAUDE FRANÇILLON.

(1) La liste de M. Ampe pour le second tour composée de deux P.S.U., neuf P.C., vingt-cinq P.S., un M.R.G. et huit écologistes.

● **M. André Diligent**, qui a remporté dès le premier tour des municipales la mairie de Roubaix, a décidé d'abandonner ses fonctions de secrétaire général du C.D.S.

Pan Am 21 villes des USA en direct.

Seule Pan Am vous offre 21 villes américaines en correspondance directe dans un seul terminal à New-York.

21 villes aux USA :
Un seul enregistrement.

D'Orly même, vous enregistrez vos bagages une fois pour toutes jusqu'à votre destination finale.

21 villes aux USA :
Une seule compagnie,
un seul terminal.

À l'aéroport de Kennedy, vous arrivez au Worldport® Pan Am, le seul terminal où une compagnie ait regroupé sous un même toit ses vols internationaux, ses vols intérieurs, son service hélicoptère.

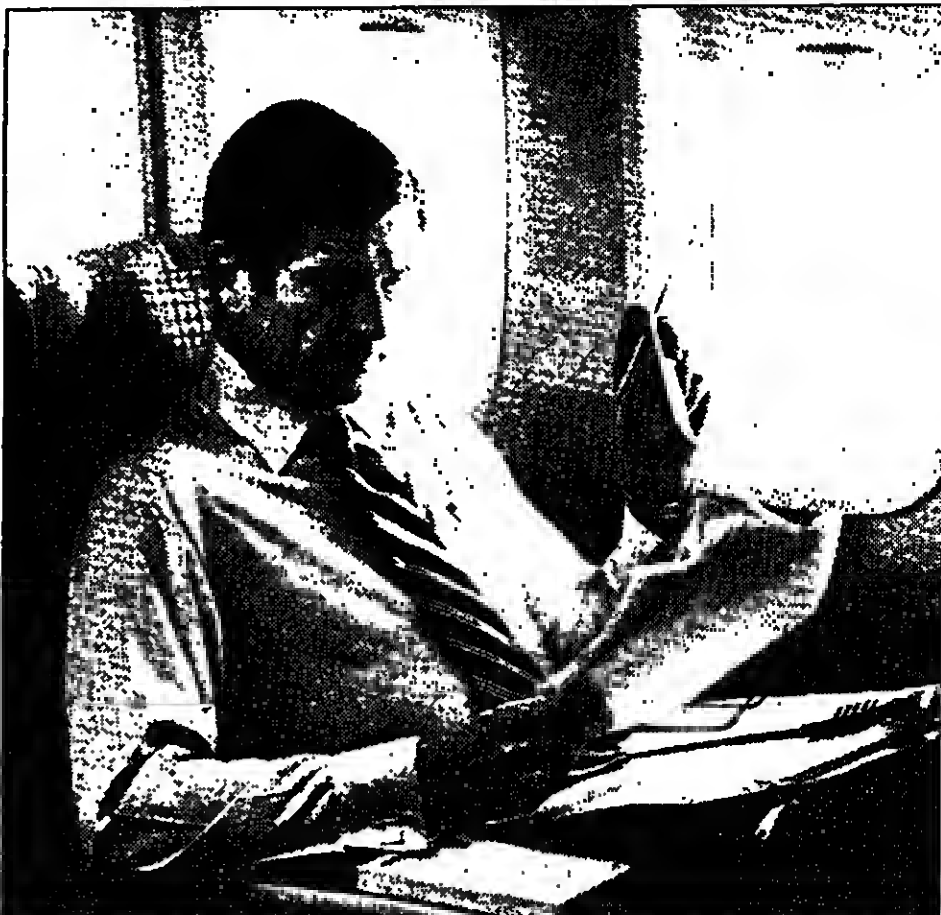
Pas de course transit, pas de bus, pas de taxi, une simple marche sans bagage d'un avion à l'autre.

Lorsque vous aurez fait l'expérience de changer de vol sans changer de terminal, vous ne changerez plus de compagnie aérienne.

Pour plus de détails, consultez votre agence de voyages ou appelez Pan Am au 266.45.45.



Pan Am. L'Expérience Avion.



Clipper Class Pan Am.
Un espace conçu pour la réflexion et le travail.

D'Orly tous les jours :
Départ 12 H 25. Arrivée New-York 14 H 30.

Même terminal de correspondance au Worldport JFK pour toutes ces villes.

Chicago 19.46	Houston 20.53	Rochester 19.15
Cleveland 20.05	Los Angeles 18.55	San Francisco 19.30
Dallas/Ft Worth 20.47	Miami 20.18	Syracuse 20.05
Detroit 20.00	New Orleans 19.29	Tampa 20.49
Fort Myers 21.46	Oklahoma City 20.45	Tulsa 19.45
Hartford/Springfield 16.35	Orlando 19.57	Washington D.C. 17.46
Honolulu 00.25	Pittsburgh 20.00	Minneapolis 21.00

Le Monde

société

LA CÉLÉBRATION DU 8 MARS

DU COTÉ DES FÉMINISTES

Loin de la gauche

Dix millions de boîtes d'allumettes, l'émission d'un timbre et un concert de la garde républicaine : ce n'est pas ainsi que les militantes du M.L.F. (Mouvement de libération des femmes) ont célébré la Journée des femmes du 8 mars. Cette fête, désignée « étatisée » à leurs yeux, n'est pas le leur, car le gouvernement de gauche est jugé « aussi patriarcal que les précédents ». Le M.L.F. appelait il y a deux ans à voter pour M. François Mitterrand, « par raison ». Il préconise, le deuxième tour des municipales, une « grève du vote » qu'il veut plus active qu'une simple abstention. Des réunions sont prévues à Marseille pour encourager les militantes locales à bouder, dimanche prochain, M. Defferre.

Rien dans l'action du ministre de l'Intérieur ne trouve grâce aux yeux du M.L.F. : ni la campagne publicitaire en faveur de l'égalité professionnelle, qui n'aurait, par ses images de compétition sportive entre des représentants des deux sexes, le caractère d'un simple jeu, ni le remboursement par la Sécurité sociale de l'avortement, qui aurait été effacé « de haute lutte », ni le refus par les socialistes d'une fête chômée jugée par le président de la République, dans une lettre aux responsables du M.L.F., « sympathique mais difficile à réaliser ».

Les références à la lutte des classes ou à la solidarité internationale contre l'impérialisme n'ont jamais cessé d'exister au M.L.F., comme en témoigne l'exposition inaugurée mardi sur l'histoire de ce mouvement (11, Simplicien, cet après-midi à gauche ne passe plus par le soutien à un gouvernement qualifié de « misogynne ».

« Toute femme a droit au travail » déclare le premier ministre

L'emploi, angoisse des Françaises en cette période de crise économique, constituera la principale préoccupation du gouvernement et du ministre des droits de la femme en 1983, ont souligné M. Pierre Mauroy et M^{me} Yvette Roudy, mardi 8 mars, à l'occasion de la Journée internationale de la femme. Une journée au cours de laquelle M. Mazarand, ministre des P.T.T., a présenté, en présence de M^{me} Mitterrand, de résistants, d'élus et de féministes, un timbre, le premier d'une série consacrée aux femmes. M^{me} Danielle Casanova, résistante communiste, inspiratrice de l'U.F.F., morte à Auschwitz, a été choisie pour ce premier timbre.

Venu inaugurer l'exposition consacrée à cette résistante, dans les locaux du ministère de M^{me} Roudy, M. Mauroy, en a profité pour donner les grandes orientations du gouvernement en faveur des femmes en 1983.

« Nous entendons faire respecter le droit au travail pour chaque Française, pour chaque homme, pour chaque femme », a-t-il affirmé. « Les mentalités doivent évoluer. Trop de parents s'inquiètent pour leur fille, mais se persuadent que leur fille, quand elle trouvera un mari, a ajouté M. Mauroy avant d'ajouter : le salaire de la femme est encore trop souvent considéré comme un salaire d'appoint... On oublie qu'une femme a droit au travail et à l'indépendance économique quel que soit son statut familial. On

Le conseil des ministres examine le projet de loi antisexiste

« Une image, ce n'est pas bien méchant, c'est pourtant la pire forme d'oppression que l'homme ait inventée », a déclaré le premier ministre à l'occasion de la Journée internationale de la femme. Le conseil des ministres a examiné mardi 8 mars, le projet de loi antisexiste, qui vise à sanctionner, exactement comme le racisme, les agissements discriminatoires en raison du sexe (provocation à la discrimination, à la haine, à la violence, injure, diffamation) et les actions contribuant à rendre plus

difficile l'exercice d'une activité économique en raison du sexe. La presse et la publicité seront concernées puisqu'il est prévu une modification de la loi du 29 juillet 1981 sur la liberté de la presse.

Comme pour la lutte contre le racisme, la loi donnera aux associations la possibilité de se porter partie civile à condition qu'elles aient déjà lutté contre le sexisme depuis au moins cinq ans à la date des faits incriminés.

« Il ne s'agit pas d'en faire un instrument de défense de l'ordre moral, explique-t-on au ministère des droits de la femme, pas plus que de faire une loi de censure. Ce que nous souhaitons, c'est qu'elle ouvre un débat et soit dissuasive ».

Elle fait de la broderie...

Avant-hier encore, cette journée de la femme, à dix-sept ans à peine du troisième millénaire, près d'un quart de siècle après les premières manifestations du Women's Lib, franchement, ça me hâle le poil. Pourquoi ne pas organiser une quinzaine de femmes pendant qu'on y était ? Jusqu'à quand allait-on traiter en minorité opprimée la majorité de la population ? Avez-vous le droit de mettre sur le même pied les femmes et les cancéreux ou les handicapés ? Les grands-mères, les mères, à la rigueur, je veux bien, mais les filles ?

Ces filles de Spock et de mal 68, des filles qui ont eu le plus souvent affaire à l'école ou au lycée à des enseignantes, pour qu'elles aient vus ravalier pendant toute leur scolarité au rang de citoyen de deuxième zone, de futures épouses dont les études avaient moins d'importance que celles des garçons ? Épouses de qui, grands dieux ? De jeunes chômeurs ?

Que certaines filles jugent bon de tirer leur flamme et classe dans l'espérance — il doit être, souvent déçu — de faire un beau mariage, au risque, d'ailleurs, de se retrouver pratiquement sans le sou en cas de divorce ou de veuvage, c'est probable. Que d'autres soient tentées de mettre sur le compte de la société leur échec scolaire — si l'école n'est en même temps que le lieu de leur éducation — c'est aussi probable. Que d'autres soient tentées de mettre sur le compte de la société leur échec scolaire — si l'école n'est en même temps que le lieu de leur éducation — c'est aussi probable.

Est-il souhaitable, est-il habile, en outre, de réclamer pour les femmes au travail — ça a été le cas dans de nombreuses entreprises — sous prétexte de cette journée commémorative, des heures de congé supplémentaires ? Le temps n'est-il pas venu, au contraire, de faire d'une loi bien votée abolissant l'inégalité des qualifications et des salaires, de tout mettre en œuvre pour encourager, en octroyant aux hommes les mêmes droits qu'aux femmes (congé parental, etc.), l'embauche et la promotion de ces dernières ?

Tout ça me paraît évident. Et puis, mardi après-midi, j'ai allumé le poste pour jeter un oeil

CLAUDE SARRAUTE.

MM. Krasucki et Maire

soulignent les droits des travailleuses

La C.G.T. et la C.F.D.T. ont aussi célébré le 8 mars. A l'occasion d'une assemblée-débat avec des travailleuses de la Salpêtrière, M. Henri Krasucki (C.G.T.) a affirmé que « la libération de la femme, c'est le droit au travail, un combat qui n'est jamais achevé. Le droit au travail (...), c'est aussi le droit à l'égalité dans le travail, à l'égalité en matière de rémunérations, le droit à la formation professionnelle, à la qualification, aux promotions, à l'accès à toutes les responsabilités. C'est aussi le droit à la dignité (...) ».

Insistant sur le « moyen » à mettre en œuvre, le secrétaire général de la C.G.T. a souligné que « les travailleuses ont des problèmes spécifiques qui tiennent à ce qu'elles sont femmes et travailleuses, et des intérêts communs avec l'ensemble des autres travailleurs. Les principales revendications sont communes à toutes et à tous (...). Si quelqu'un doit faire quelque chose pour la défense de la dignité des travailleuses (...), ce sont les travailleuses elles-mêmes parce qu'elles ont à lutter pour leurs droits, mais c'est

Plusieurs milliers de femmes ont manifesté à Bruxelles, à l'occasion de la Journée internationale des femmes le 8 mars pour demander le désarmement tant à l'Est qu'à l'Ouest. Elles répondaient à l'appel de la Ligue internationale pour la paix et la liberté dont le siège est à Genève. Néerlandaise, française, Américaine, Suédoise, Allemande, Espagnole, Grecque, Britannique étaient conduites par l'actrice Julie Christie. Elles ont reçu un message de solidarité de Mme Simone de Beauvoir. Des délégations ont été reçues dans les ambassades des grandes puissances nucléaires et des pays membres de l'Alliance atlantique. (A.F.P.)

PAQUES : STAGES INTENSIFS

MATH **ECO**
PHYS **S-NAT**

28/03 - 01/04
POUR TERMINALES B C D
STAGE SPÉCIAL POUR PREMIÈRE

TOP MATH Enseignement privé
23, bd de Beauvau, 525-45-33
ou 520-45-84, Méro Muret

DECLARATION D'ABSENCE

D'un jugement rendu par la chambre du conseil du tribunal de grande instance de Paris, le 4 février 1983, il a été extrait textuellement ce qui suit :

« Considant que Jeanne Hortense Lagard, née à Paris (19) le 19 avril 1901, fille de Jean Philippe Lagard et de Hortense Victorine Marie Doucet, son épouse, ayant été domiciliée à Paris (19), 28, rue Sébastien-Mercier, n'a pas repert au domicile, ou de sa résidence depuis plus de vingt ans, la déclare absente. »

Lisez
LE MONDE
diplomatique

Pour Filles et Fils

organisme de séjours linguistiques recherche :

PROFESSEURS

D'ANGLAIS

ET D'ALLEMAND

pour encadrer groupes en Angleterre et R.F.A.

enrolangues

vacances scolaires

37g, St. Honoré - 75008 Paris

Tél. 265.89.25

LES NAVIRES DE COMBAT

Collection « Le monde en couleurs »

H. Lyom, traduction de Ch. Boulay

Les navires de guerre du monde entier sont présentés selon leur catégorie et leur classe, accompagnés d'une fiche récapitulative (pays constructeur, nombre d'unités construites, type de propulsion, puissance, vitesse, effectif et armement), d'un dessin ou d'une photo et d'une silhouette.

Après une introduction sur le navire de guerre moderne, une étude sur les forces navales dans le monde et une récapitulation des pavillons présents dans le monde, six grands chapitres : les porte-avions, les croiseurs, les destroyers, les sous-marins, les vedettes lance-missiles, complétés par un index et un glossaire.

Bien que d'un format réduit permettant une utilisation rapide et pratique, cet ouvrage complet et qui vient à point après un conflit des Pavillons qui a mis en évidence la puissance mais aussi la faiblesse des grandes flottes mondiales.

Editions SOLAR

45 F

JUSTICE

A Marseille

Deux médecins légistes sont accusés de corruption et de « connivence à évasion »

De notre correspondant

Marseille. — M. Christian Rayseguez, juge d'instruction à Marseille, chargé du dossier dit « des grâces médicales », a inculpé, mardi 8 mars, les docteurs Bernard Mariotti et Raymond Mazeaud, médecins responsables de l'expertise médicale concernant Robert Kechichian, un trafiquant de drogue emprisonné aux Baumettes qui avait bénéficié en juillet 1981, au vu des conclusions des praticiens, d'un élargissement, qu'il avait mis à profit pour prendre la fuite. Les deux médecins se sont vu notifier les mêmes chefs d'accusation que le docteur Alain Colombani, ex-médecin-chef des Baumettes, emprisonné depuis le 10 février dernier en Avignon, c'est-à-dire « falsification de documents médicaux, connivence à évasion, corruption et trafic d'influence » (Le Monde du 12 février).

Le docteur Mazeaud, médecin légiste, professeur agrégé du service de santé des armées, a été laissé en liberté et le docteur Mariotti a été incarcéré à la prison Saint-Roch de Toulon. Médecin légiste chargé de l'enseignement de la médecine légale à la faculté de médecine de Marseille, le docteur Mariotti avait procédé notamment à l'autopsie et à l'expertise du corps de René Lozet, ancien directeur de la caisse primaire d'assurance-maladie des Bouches-du-Rhône, décédé le 4 mars 1982.

Le docteur Mariotti avait été commis par le juge Pierre Michel, le 18 juin 1981, pour statuer sur la réalité du sarcome de Darier-Ferrand (maladie de la peau s'apparentant par certains aspects au cancer), dont Robert Kechichian se disait atteint ; pour sa défense, le docteur Mariotti avait invoqué une possible substitution des pièces médicales

CORRESPONDANCE

Une lettre du professeur Maurice Gazeau

Le professeur Maurice Gazeau du C.H.U. de Nice nous écrit à propos de l'article sur la libération, pour raison médicale, de Robert Kechichian paru dans le Monde du 1^{er} mars :

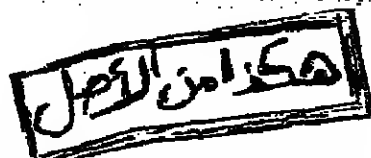
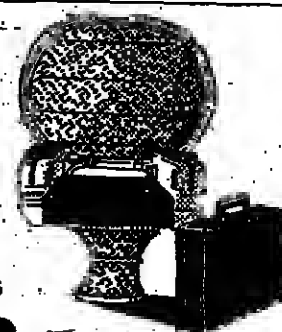
Votre article, « La bavure des Baumettes », fait état d'un certificat médical établi sur une ordonnance du C.H.U. de Nice, correspondant à mes fonctions de chef de service et portant mon nom. Je précise que ce certificat est absolument authentique. Il a été établi dans des rapports normaux de médecin à malade, alors que Robert Kechichian était en liberté et qu'il s'est présenté sous son nom avec sa femme et ses enfants à ma consultation.

Dans cet article, vous précisez que le certificat n'a pas été suivi d'effet. Cela est exact, car Robert Kechichian auquel j'avais proposé une hospitalisation dans mon service avant l'éventuelle intervention ne s'est tout simplement pas présenté à l'admission de l'hôpital.

Il pourrait donc apparaître aux yeux d'un public non averti qu'une sorte de complicité s'est établie dans une « organisation » — c'est un de vos sous-titres — à laquelle, bien entendu, ni le C.H.U. de Nice ni moi-même ne pensons appartenir.

Message Thaïlandais pour hommes d'affaires.

La Thaï donne une dimension royale à sa classe affaire en créant la Royal Executive Class. Ce plaisir nouveau, vous le savourerez confortablement installé dans l'un des quarante larges fauteuils de nos B 747. Alors, vous goûterez le raffinement d'un service royal : assistance spéciale, vins sélectionnés, plateaux de fromages, corbeille de fruits. Et mille petites attentions à l'image de l'élégance et accueillante Thaïlande. Pour voyager comme un roi, contactez notre agence de voyages ou nos bureaux : THAI INTERNATIONAL, 123, Champs-Élysées, 75008 PARIS. Tél. : 720.86.15 - Park Hôtel, 6, avenue Gustave-V, 06000 NICE. Tél. : (93) 53.39.82.



Comment Morgan aide les directeurs financiers sur des marchés de plus en plus complexes



Quatre des responsables Morgan qui ont résolu le problème de financement à long terme d'un client, par un placement privé en devises convertibles en dollars U.S. De g. à dr.: Jonathan Seem, responsable du secteur États-Unis Ouest; Maureen Hendricks, International Financial Management; Robert Engel, Executive Vice President et Treasurer; Bruno Eberli, Foreign Exchange Trading.

N'importe quelle banque peut vous prêter de l'argent à un taux donné. Morgan vous apporte plus — en proposant des solutions novatrices à vos besoins financiers, en anticipant les mouvements des marchés financiers et des marchés des capitaux dans le monde, en vous aidant à agir au bon moment.

Morgan vous apporte son expérience. Aucune banque ne connaît mieux les multiples éléments qui affectent les marchés financiers: différence de taux d'intérêts, fluctuations des monnaies, mouvements de capitaux, stratégies des banques centrales. Les spécialistes de Morgan à travers le monde échangent informations et tactiques vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Cela vous permet d'avoir une perspective mondiale.

Morgan est très spécialisée. Nous avons centralisé toutes nos activités concernant les marchés financiers dans notre division Trésorerie. Partout dans le monde, nos cambistes et nos analystes sont proches de leur marché et en contact permanent entre eux et avec nos banquiers. Cette osmose donne à Morgan et à ses clients plus de rapidité, plus de contact et plus de connaissances.

Morgan est rapide. Nous connaissons les

sources de fonds disponibles et leurs utilisateurs, la manière d'y accéder et les meilleurs choix répondant à vos besoins. Nos responsables sont habilités à prendre eux-mêmes, sur le terrain, les décisions qui s'imposent.

Morgan est un teneur de marché. Nous intervenons activement sur le marché des obligations émises par le gouvernement américain, sur les différents marchés monétaires, sur le marché de l'or, sur le marché des Euro-obligations, sur les marchés des changes pour les devises les plus importantes. Et nos marges sont extrêmement compétitives.

Morgan vous aide sur le court terme ou sur le long terme. Lorsque vous avez des liquidités à investir, nous vous proposons diverses options de placements. Quand vous avez besoin de financement, soit nous mettons à votre disposition des crédits à court terme à des conditions compétitives pour votre fonds de roulement, soit nous vous faisons des prêts à plus longue échéance pour financer des investissements ou des projets de développement. Nous mettons en place des placements privés en diverses monnaies avec des inves-

tisseurs étrangers. Par l'intermédiaire de notre filiale de Londres, Morgan Guaranty Ltd, nous émettons des obligations à taux fixes ou à taux flottants et des obligations convertibles sur le marché des Euro-obligations.

Morgan vous donne des idées pour limiter vos coûts. Prenant des positions importantes à la fois sur le marché des capitaux et sur celui des changes, nous pouvons souvent réduire vos coûts de financement. Nous mettrons au point des techniques pour vous protéger contre les risques de change, nous vous aiderons à établir votre planification fiscale, et nous vous alerterons sur les possibilités de couverture et d'arbitrage.

Morgan vous aide. Contactez votre interlocuteur habituel chez Morgan ou écrivez à Dominique George, Vice President à Paris.

Morgan Guaranty Trust Company of New York. En France: 14, place Vendôme, Paris. Tél.: 260.35.60. Succursales et filiales dans les principaux centres financiers.

Banque Morgan

Membre FDIC

MÉDECINE

Les étudiants grévistes décident deux manifestations nationales pour les 10 et 15 mars

Tours. — L'assemblée générale des délégués des étudiants en médecine grévistes de l'ensemble de la France a décidé le 8 mars, à Tours, d'organiser deux manifestations nationales qui auront lieu les 10 et 15 mars (1). Tous les centres hospitaliers universitaires (C.H.U.) sont associés au mouvement.

Une révolution ? Sans doute pas. Pourtant, le fait est là : lentement les facultés de médecine changent. A cet égard, la réforme des études qu'on tente actuellement de mettre en place joue un rôle révélateur. Le temps n'est plus où « faire sa médecine » consistait à se couler dans un moule étroit et apparemment immuable, où l'essentiel était de calquer son comportement et ses ambitions sur ceux des promotions — voire des générations — précédentes.

Le changement, ce fut d'abord d'heureuses initiatives pédagogiques tentées dans quelques unités d'enseignement et de recherche médicale. Suivirent, en 1979 puis en 1982, les votes par le Parlement de textes législatifs qui mettaient en place un important train de réformes. Il s'agissait notamment d'adapter la formation médicale française aux normes européennes, de revaloriser la fonction de médecin généraliste et de modifier l'accès à l'exercice des spécialités.

Longuement débattue à l'époque dans les milieux spécialisés, cette réforme ne fut pas véritablement contestée. Elle fut même jugée positive par les spécialistes qui s'étaient penchés sur cette question, avant 1981, sous les ministères de M. Jacques Barrot et de M^{me} Alice Saunier-Seït. Le même consensus ne devait pas être retrouvé « à la base ». « Même si tu n'as pas de principes, le législateur s'est planté », résumait, à Tours, le délégué d'un C.H.U. parisien.

Aujourd'hui, le principal objet de contestation porte, de manière tout à fait inattendue, sur la création d'un nouvel examen « validant et classant » à la fin du second cycle. Les étudiants exigent aussi « la modification et la multiplicité des conditions d'accès aux différentes filières », ce qui, en fait, correspond à une remise en cause du concours de l'internat des hôpitaux universitaires, maintenant dénommé « concours interrégional ».

Certains étudiants — comme à Rennes — prennent conscience du fait que « la réforme n'a ni dessiné des économies » (réduction du nombre des médecins et des spécialistes) qu'il importe, selon eux, de découvrir au plus vite. Par ailleurs, ils estiment qu'il faut dépasser les « thèmes démographiques ».

Deux tendances

Né à Paris à la mi-février, le mouvement de grève s'est progressivement étendu à l'ensemble des C.H.U. de province. Un comité inter-C.H.U. national était créé. Les ministères de la santé et de l'éducation nationale publiaient, le 1^{er} mars, un communiqué rassurant dans lequel ils tentaient de faire comprendre que le nouvel examen pourrait fort bien être, en fait, qu'une formalité. On faisait valoir aussi dans les ministères qu'une telle épreuve pourrait constituer une bonne préparation aux concours interrégionaux. Rien, cependant, n'y fit. Le 3 mars, une réunion avec les représentants des deux ministères concernés ne fut pas davantage suivie d'effets.

On peut, sans difficulté, percevoir deux tendances dans le mouvement actuel : l'une, « obédience », majoritaire liée au souhait d'obtenir l'adoption d'une « loi rectificative » ; l'autre, plus modérée, qui vise une rédaction concertée des décrets d'application à venir. C'est ainsi, par exemple, que les C.H.U. du Kremlin-Bicêtre, de Bobigny, de Bichat, de Lariboisière et de Limoges qui ont été reçus, le 7 mars, au ministère de l'éducation nationale, acceptent le principe d'un examen de fin de second cycle et entendent en aménager dans le détail les dispositions. Ils estiment notamment que le caractère classant d'un tel examen ne devra pas être déterminant pour la suite des études, lors des stages effectués au cours du troisième cycle.

Un référendum est actuellement organisé par les grévistes dans toutes les facultés de médecine. Il porte sur l'organisation à venir du deuxième cycle des études médicales. Les étudiants contestent en particulier la création récente d'un examen « classant et validant » en fin de second cycle.

De notre envoyé spécial

Ces divergences apparaissent aussi dans les jugements portés par les syndicats d'étudiants. Pour l'UNEF-ex-Reveau, « qui a confiance dans l'actuel gouvernement », le soutien à la grève ne peut être apporté que dans la mesure où les étudiants expriment leur volonté de négocier. Ce soutien, en revanche, est inconditionnel pour l'UNEF, indépendante et démocratique, qui estime que « la loi Rallier-Savary n'est pas fondamentalement différente de la loi Veil ».

Le SNE-Sup, en désaccord avec la réforme, constate néanmoins que le mouvement « amalgame des confusions extrêmement diverses » et met en garde les étudiants contre de possibles manipulations. Soutien encore du côté de l'Association nationale des étudiants en médecine de France (A.N.E.M.F.).

L'une des caractéristiques du mouvement de contestation est pourtant bien la revendication, fréquemment formulée, de son caractère « apolitique ». En réponse au parti socialiste, qui évoquait (le Monde du 5 mars) « l'action des pêcheurs en eau trouble à la veille des municipales (...) », les étudiants déclarent « s'abstenir de vouloir réaffirmer l'apolitisme de leur mouvement (...) ». Ce dernier est clair comme de l'eau de roche et les événements « pêcheurs » risquent fort de rentrer bredouilles.

JEAN-YVES NAU.

La commission nationale de pharmacovigilance entreprend une large campagne d'information sur le distillène

Lors de la réunion qu'elle a consacrée, le mardi 8 mars, au problème posé par l'action éventuelle sur la descendance du diéthylstilboestrol (D.E.S., appelé aussi distillène), administré aux femmes enceintes, la commission nationale de pharmacovigilance, que

préside le professeur Jean Ruyet, a décidé d'informer largement les médecins, généralistes et spécialistes, les pharmaciens et tous les personnels de santé (le Monde daté 16, 20 et 21 février et 2 mars).

La commission, qui s'était adjoint des spécialistes de l'obstétrique (professeur Claude Sureau) et de la cancérologie infantile (professeur Lemerle), a rappelé que le D.E.S. avait été utilisé en France durant vingt-cinq ans environ, de 1951 à 1977. Dès la diffusion des observations américaines de cancers du vagin apparaissant à une fréquence que l'on peut chiffrer à 1,4 cas sur 1 000 enfants chez quelques petites filles de mères ayant reçu du D.E.S. pendant la grossesse, les ventes de ce produit, commercialisé principalement en France sous le nom de distillène, sont tombées de 160 kilogrammes en 1971 à 75 kilogrammes en 1975, 35 en 1976, 17 en 1978 et 10 actuellement, où il n'est plus utilisé que pour le traitement des cancers de la prostate ou de certains cancers du sein.

La commission estime que 260 000 mères françaises (chiffre maximum selon ces estimations) auraient reçu ce traitement pendant leur grossesse. Sur les quelques 260 000 enfants nés de ces mères, on estime que 130 000 sont des filles et que, selon les estimations américaines, une trentaine de cancers du vagin pourraient être observés chez elles.

Le professeur Sureau a néanmoins fait observer que les gynécologues français adjoignent fréquemment des progestatifs au traitement par le distillène, et que cette pratique avait pu avoir un effet protec-

teur concernant l'apparition — au demeurant exceptionnelle — de ces cancers du vagin. Quatre cas ont été traités à l'Institut Gustave-Roussy, par curiethérapie. Survenus chez des filles âgées respectivement de sept, huit, dix et treize ans, ces cancers ont tous guéri (recul de plus de dix ans, sauf pour le dernier cas, de quelques mois seulement).

Outre ces conséquences extrêmes, graves et très rares, la commission a rappelé les effets du distillène sur la fertilité des jeunes femmes qui, en avaient été imprégnées durant la vie fœtale. Ces effets doublent la fréquence des difficultés rencontrées pour mener une grossesse à terme, mais n'entraînent pas de stérilité durable. Ils n'exigent donc qu'une surveillance particulière attentive de la grossesse.

Précautions et surveillance

Chez les garçons, la commission a rappelé que la fréquence des cryptorchidies (testicules non descendus) était quintuplée sans qu'il y ait une incidence quelconque sur la fertilité. Examinant tous ces problèmes, soit réels mais à incidence faible (les cancers), soit possibles (les stérilités), la commission « a jugé nécessaire de se placer dans les conditions d'une information non traumatisante, en s'efforçant de ne

pas médicaliser cent trente mille personnes pour des avantages plus que modestes ».

A l'exemple de ce qui fut fait en Suisse, en Angleterre et aux Pays-Bas, elle conseille un frottement vaginal annuel chez les enfants du distillène, uniquement si l'analyse des fèces milles l'y incite. Une consultation spécialisée est en revanche indispensable et urgente si des saignements ou des pertes vaginales surviennent.

Chez les jeunes filles, et dans l'éventualité d'une contraception, la commission recommande d'éviter la pose d'un stérilet mais de procéder à une contraception orale de préférence, à dominante lœutémique. En cas d'adénose (lésion bénigne du vagin et du col), aucune intervention intervention ne doit avoir lieu car ces adénoses disparaissent spontanément. En cas de grossesse, enfin, la surveillance attentive s'impose ainsi que l'abstention de toute exploration traumatique.

En somme, la commission nationale de pharmacovigilance, estimant que l'usage qui a été fait du distillène chez les femmes enceintes pose un problème réel, juge, au nom du principe de la transparence, qu'il importe de ne pas le dramatiser et de faire « tout le nécessaire pour que la santé des personnes concernées soit préservée dans les meilleures conditions ».

L'information du corps sanitaire est, à ce titre, essentielle et la commission adressera à cette fin à tous les personnels de santé, dans deux mois environ, une « fiche de transparence » sur ce sujet.

La prochaine édition du dictionnaire des médicaments, le Vidal, contiendra de son côté une information détaillée à la rubrique de ce produit.

Les centres régionaux de pharmacovigilance seront priés de diffuser des informations détaillées dans les hôpitaux et à l'échelon des régions sanitaires et qui seront transmises aux périodiques qu'édictent les responsables de la formation médicale continue. L'acte de la presse médicale spécialisée, nationale, sera demandé par la commission pour la diffusion de ces informations.

La question qui subsiste, importante pour l'avenir, est de savoir pourquoi une démarche aussi naturelle concernant l'information et qui est permise d'éviter un traumatisme regrettable est entreprise avec douze ans de retard, et sous la pression non des médecins spécialistes qui se disent si bien informés et depuis si longtemps, mais des médias si souvent critiqués.

D'ESCOFFIER-LAMBIOTTE.

A l'académie de médecine

ELECTION DU PROFESSEUR CAUCHOIX

Lors de sa séance du 8 mars, l'académie nationale de médecine a élu membre titulaire dans sa septième section (chirurgie, accouchements et spécialités chirurgicales) le professeur Jean Cauchoux.

(Né le 19 janvier 1912 à Paris, le professeur Cauchoux a fait ses études de médecine à Paris. Agrégé en 1935, il est ensuite professeur à la faculté de Paris en 1962, où il occupe la chaire de chirurgie expérimentale et de techniques chirurgicales. Il devient ensuite professeur de clinique orthopédique à la faculté Xavier-Bichat, et chirurgien de l'hôpital Bichat.)

Le professeur Cauchoux est l'auteur de nombreuses publications dans le domaine de l'orthopédie et de la traumatologie.)

CENTRE CULTUREL DU MEXIQUE 47-49, avenue Daumesnil (75) 556.78.15

Fanfare magique des Indiens Huicholes

Tous les jours (sauf dim.) 10 h - 18 h samedi 12 h - 18 h

DU 4 FÉVRIER AU 12 MARS

SPORTS

BASKET-BALL

Limoges conserve la Coupe Korac

Limoges a connu une nuit de liesse après la deuxième victoire consécutive des basketteurs du Cercle Saint-Pierre en finale de la Coupe Korac, disputée le mardi 8 mars à Berlin-Ouest. Avec leur Américain, Edward Murphy, auteur de 38 points, les Limogeois ont à nouveau battu les Yougoslaves de Sibeniak (94 à 86), mais le suspense a duré jusqu'à une minute trente-deux secondes du coup de sifflet final où le score était encore de 86 à 84. Après cette

consécration européenne, le C.S.P. Limoges vise désormais le triplé avec un premier titre de champion de France et la finale de la Coupe des Fédérations.

Pour le basket-ball français, la fête continue avec la présence à Palma-de-Majorque, ce mercredi 9 mars, en finale de la Coupe d'Europe des clubs vainqueurs de coupe, de l'Association sportive de Villeurbanne évincé lyonnais

(A.S.V.E.L.) contre les Italiens de Pesaro. Après avoir dominé au plan national depuis la guerre avec quinze titres de champion, les Villeurbannais ont, cette fois surpris leurs supporters en atteignant pour la première fois, une finale européenne. Une victoire serait aussi une belle consécration pour Alain Gilles, l'entraîneur-joueur, qui dispute à trente-huit ans sa dernière saison sous le maillot de l'A.S.V.E.L.

La tradition « des grands hommes verts » de Villeurbanne

De notre correspondant régional

Lyon. — Le basket, ici, c'est comme le rugby dans le Sud-Ouest. Il y a des panacheux et des filets dans toutes les cours d'école. M. Charles Hernu, ministre de la défense, maire (P.S.) de Villeurbanne, est catégorique, sa cité est bien « Basket-Ville ». Nuance apportée par Jean Mallier, adjoint aux sports : « Le nombre des licenciés dans cette discipline n'est pas supérieur à la moyenne départementale. Mais il est certain que le « phare » de l'ASVEL (Association sportive de Villeurbanne-Evel lyonnais) a un effet d'entraînement dans l'agglomération, par exemple à Genas ou à Jallieu, où il y a un véritable « boom » du basket ».

La municipalité a pour son équipe de vedettes, les yeux de Chimène et la subvention généreuse : 650 000 francs cette année, 100 000 francs de plus en 1983. On est loin des symboles 15 000 francs de 1967 — une somme d'ailleurs récupérée à l'époque par la taxe sur les spectacles, — loin même des 200 000 francs de 1977, date du début de la gestion socialiste.

Aux seuls, les « garçons » du basket engrangent 40 % des subventions — élevées — accordées aux sportifs de la ville. On tient l'ASVEL à bout de bras, comme M. Mollier, parce que ce sont des sportifs qui doivent avoir les moyens de jouer au plus haut niveau.

Innovation locale : ces sportifs de haut niveau peuvent être des femmes. Les basketteuses de l'Association sportive de Villeurbanne bénéficient, elles aussi, de la compré-

bension municipale : 350 000 francs tomberont la saison prochaine dans leur panier. Villeurbanne est la seule ville européenne à avoir aligné deux équipes, une masculine et une féminine, en demi-finale d'une coupe européenne. L'ambition des « filles », confrontées à la tradition — le plus ancien dans le grade le plus élevé — des garçons, a d'ailleurs provoqué une crise au sein de l'ASVEL l'été dernier. Aujourd'hui, les féminines ont leur club à elles, et les relations sont rompues entre les deux sections. La mairie a même dû arbitrer pour harmoniser les horaires d'entraînement dans la salle des sports. Les dirigeants de la section féminine ne seront plus accusés de progresser en bénéficiant de la notoriété des hommes et, accessoirement, de ne pas gagner de l'argent en vendant des frites à la mi-temps des matches masculins.

Mais, si l'engagement financier de la municipalité est de plus en plus élevé, c'est aussi en raison de la désaffection du public local. En championnat de France masculins, la moyenne des spectateurs a enregistré depuis deux saisons une chute vertigineuse : à peine mille personnes (quatre cents à cinq cents pour les filles). Seules les coupes d'Europe font recette, mais au Palais des sports de... Lyon, suffisamment vaste pour des manifestations de ce niveau (neuf mille places contre deux mille à Villeurbanne). Les grands matches de l'ASVEL attirent donc les caisses de la Ville de Lyon.

A Villeurbanne, l'équipe féminine est française à cent pour cent. Les hommes, quant à eux, ont été les derniers de l'Hexagone à sacrifier au recrutement étranger, il y a une dizaine d'années. La permanence des succès de Villeurbanne s'explique par la sagesse de gestion du président Raphaël de Barros, qui, avec ses vingt ans de présidence, fait figure de digne au sein du petit monde des dirigeants du basket-ball français. Cet homme dirige son club avec des recettes éprouvées : « Je ne signe jamais de contrat avec les joueurs, sauf avec les Américains. D'ailleurs, ceux-ci ne sont pas les plus chers sur le marché européen du basket. Les estimations les plus sérieuses conduisent à une fourchette de salaires — appelés « bonnaires » — de l'ordre de 20 000 à 30 000 francs mensuels pour les deux joueurs américains. On est loin des records du football

ou d'autres clubs français de basket. Cette gestina à la fois empirique et sage débouche aussi sur une politique de places offertes à des prix raisonnables : 35 F en moyenne pour les matches de championnat de France.

Philippe Szaniel, vingt-deux ans, pivot et atout numéro un du club sur le plan sportif, confirme la spécificité du club de Villeurbanne : « Ici, c'est une famille. Je suis bien. J'aurais pu partir ailleurs pour gagner plus. Mais je constate que tous ceux qui sont partis, comme Jacques Monclar au Mans, le regrette ». On croirait entendre Alain Gilles il y a vingt ans. La finale de la Coupe d'Europe a mis en appétit les jeunes du club. La tradition des « grands hommes verts » ne semble donc pas près de s'éteindre. A moins que les spectateurs continuent à désertir la salle des sports. Les contribuables villeurbannais, aujourd'hui sensibles à l'image de marque valorisante du club, pourraient alors se lasser.

CLAUDE RÉGENT.

D'un sport à l'autre

PATINAGE ARTISTIQUE. — Cinquième du programme court, gagné par l'Américain Scott Hamilton, tenant du titre depuis deux ans, le Français Jean-Christophe Simond se retrouve deuxième du championnat du monde avant le programme libre, prévu pour le jeudi 10 mars à Helsinki. Hamilton.

SKI ALPIN. — Vainqueur des slaloms géants d'Aspen et de Vail, aux Etats-Unis, les 7 et 8 mars, l'Américain Phil Mahre s'est assuré une troisième victoire consécutive en Coupe du monde.

Le Suédois Ingemar Stenmark, troisième à Aspen et deuxième à Vail, demeure son dauphin. En revanche, rien n'est joué dans la Coupe du monde féminine après la victoire de l'Autrichienne Roswitha Steiner dans le slalom spécial de Waterville Valley.

TENNIS. — Le Français Dominique Bedel s'est qualifié, mardi 8 mars, pour le deuxième tour du Tournoi de Bruxelles en battant le Colombien Velasco, 6-3, 6-7, 6-1. En revanche, Guy Forget a été éliminé par le Hongrois Taroczy, 6-1, 6-3.

PRIX EXCEPTIONNELS

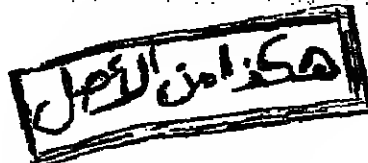
dans tous les rayons

JUSQU'AU 12 mars 1983

AUX TROIS QUARTIERS

17 BOULEVARD DE LA MADELEINE, PARIS

RETROUVEZ LE PLAISIR D'ACHETER



Maison P

FAITS DIVERS

APRÈS L'EXPLOSION DU 8 MARS

L'un des deux hommes tués à Marseille était lié au banditisme

Après l'explosion de l'engin qui a tué, dans la nuit du 7 au 8 mars, rue Dragann, à Marseille, les deux hommes qui le transportaient, il n'était pas encore possible, mercredi matin, de dire avec certitude si l'objectif visé était la grande synagogue de Marseille. Il n'est pas non plus possible, en l'état de l'enquête, d'écarter cette hypothèse, nous indique notre correspondant, Jean Contrucci, puisque l'explosion a eu lieu à moins de 200 mètres de l'édifice religieux, gardé par la police.

Pourtant, l'enquête des policiers du S.R.P.J. de Marseille, qui dirige le commissaire Jean-Pierre Sauguy, progresse. Ainsi l'un des deux cadavres a-t-il pu être identifié : il s'agit d'un homme âgé d'une trentaine d'années, lié au banditisme.

Les policiers ont, d'autre part, pu établir une certaine chronologie des événements. Les deux jeunes gens ont ainsi pu garer leur véhicule dans l'après-midi de lundi, et le déplacer dans le courant de la nuit. Plusieurs témoins affirment avoir vu des gens s'enfuir à bord d'une autre voiture, empruntant un sens interdit, juste après l'explosion, ce qui laisserait supposer que les deux hommes tués avaient des complices venus les déposer à proximité du carrefour des rues Breteuil et Dragon, proche de la synagogue.

Il semble que le dispositif policier de sécurité qui garde l'édifice en permanence a dissuadé les poseurs de bombe d'opérer, si tel était leur but. Avaient-ils déjà réglé le mécanisme d'horlogerie de l'engin et ont-ils accompli une fausse manœuvre en voulant le désamorcer ? La question reste posée. Ce qui semble établi, c'est que les deux hommes avaient arrêté le véhicule à la hauteur du numéro 93 de la rue Dragon et étaient descendus ouvrir le hayon, lors de l'explosion.

La découverte par les policiers, sur les lieux de l'explosion, de deux cartes d'identité est également précieuse. L'une est établie au nom de

M. Jean-Claude Kraft, trente ans, barman. Interpellé mardi matin et placé en garde à vue, M. Kraft affirme aux policiers qu'il avait égaré ses papiers et oublié de déclarer cette perte à la police. Cependant, cet homme avait été arrêté récemment lors d'un contrôle routier à Villeneuve-lès-Avignon (Vaucluse) en compagnie d'un individu nommé Gérard Privat. Les policiers avaient découvert dans leur voiture un pistolet 357 magnum, un fusil de chasse et un bâton de dynamite. Gérard Privat avait alors innocenté M. Kraft en soutenant qu'il ignorait la présence de ces armes dans la voiture. Gérard Privat est, depuis lors, incarcéré à la maison d'arrêt d'Avignon.

Les réactions

de MM. Defferre et Gaudin

Le maire de Marseille a déclaré après l'explosion à proximité de la synagogue : « On veut déstabiliser le gouvernement actuel en faisant croire notamment que le ministère de l'Intérieur n'est pas capable d'assurer la sécurité en France. Quoi qu'il arrive, sachez que je me dresserais contre l'antisémitisme en France et dans le monde ». A précisé M. Defferre, qui a ajouté : « L'antisémitisme en général a toujours été le propre de la droite ».

M. Jean-Claude Gaudin, député de Marseille et candidat U.D.F. au poste de maire, a répliqué : « Je ne possède pas les éléments d'information que possède le ministre de l'Intérieur concernant les faits qui se sont déroulés à Marseille. Tout ce que je peux dire, c'est que je condamne les attentats en général, et à plus forte raison les attentats antisémites. Quant aux propos du ministre de l'Intérieur sur l'attitude de la droite vis-à-vis de l'antisémitisme, nous sommes en période électorale et je n'y accorde aucun intérêt ».

Naissances

Le docteur et M^{me} Jean FELICIANO ont la joie d'annoncer la naissance de leurs petits-enfants
Anais et Marion
au foyer de Alain et Marie-Agès Feliciano.
Paris, 1^{er} février 1983.

Jean-Jacques et Piret MARX ont la joie d'annoncer la naissance de
Jean-Claude,
le 25 février 1983.
4, rue Lakanal, 75015 Paris.

Décès

M^{me} Adeline Azorin,
M^{me} Pierre Götting, née Juliette Azorin,
M^{me} Mario Azorin et ses enfants,
M^{me} Roger Fouchet, née Céline Azorin
et ses enfants,
Le docteur et M^{me} Daniel Azorin
et leurs enfants,
Les familles Azorin et Garbée,
ont la douleur de faire part du décès de

Conception AZORIN,
survenue à Biarritz le 3 mars 1983.

La cérémonie religieuse a été célébrée en l'église d'Anglet-Saint-Jean, suivie de l'inhumation au cimetière de Blancpignon dans la plus stricte intimité.
Villa 3, impasse du Colonel-Forgoot, 64600 Anglet-Saint-Jean.

Ses neveux, nièces et amis nous prient d'annoncer le décès, survenu le 27 février 1983 à la Chivotais, Cugand (Vendée), de

M^{me} Simon BLUM,
née Yvonne Vornas.
Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.
La famille vous prie de l'excuser de ne pas recevoir.
Thérèse et Claude Bloch,
21, rue Berghèse, 92200 Neuilly.
Alice et Francis Meock,
98, avenue de Saint-Mandé,
75012 Paris.

GALERIE LAMBERT

14, rue Saint-Louis-en-l'Île (4^e)

Exposition-vente

TABLEAUX CHOISIS

de la collection de la galerie

Tél. : 325-14-21

La comtesse Aymar de Chavagnac,
M^{me} Béatrice de Chavagnac,
M. Jacques d'Arbuis,
leur fille Cigale,
M. et M^{me} Henry Fara
et leur fils Jean-Baptiste,
M. Jean Gaspard de Chavagnac,
ont la douleur de faire part du décès
accidental du

comte Aymar de CHAVAGNAC,
officier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1939-1945,
médaille de la Résistance.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 11 mars, à 8 h 30, en la basilique Sainte-Cécile, 23 bis, rue Las-Casas, Paris-7^e.

Une messe sera célébrée à Couzon (Allier) le samedi 12 mars, à 11 heures.

7, rue de Talleyrand,
75007 Paris.

M. Christian Frater,
M. et M^{me} Jean Bérard et leurs enfants,
Les familles Joly, Liébaut, Frater,
Laugier, Leroux,
ont la douleur de faire part de rappel à Dieu de

M^{me} Marcel FRATER,
née Gabrielle Guillet,
décédée le 3 mars 1983, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

La cérémonie religieuse a eu lieu en l'église Notre-Dame d'Alençon, le 7 mars 1983.
1, place Bonet, 61000 Alençon.
14, rue d'Essin, 57500 Saint-Avold.

Albert GLOWE, son mari,
Jean Maxwell, son fils,
Et leur famille,
ont la douleur de faire part de la perte soudaine de leur

Florella.
Rome, 2 mars 1983.

M. ANDRÉ BARDOT

Président de la Chambre syndicale des Grands Tailleurs de Paris a été désigné par le jury de la Distinction internationale, au titre de « Personnalité de l'année », dans la mode et la haute couture masculine.

Le 24 février 1983, au cours d'une cérémonie privée, 19, av. de la Grande-Armée, à Paris, M. A. Léon Sannegon, président du jury, a procédé à la remise officielle du diplôme.
M. Paul Vachet, président de la Fédération nationale et internationale des maîtres-tailleurs, président de la maîtrise du loup, a prononcé l'allocation de remise.

On nous prie d'annoncer le décès de

M^{me} Alain LAGUARIGUE,
née Thérèse Chassepot,
endormie dans la paix du Seigneur, le 6 mars 1983.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 10 mars 1983, à 10 h 30, en l'église Saint-Pierre-Saint-Paul, place de l'Eglise, à la Celle-Saint-Cloud (Yvelines).
L'inhumation aura lieu le lendemain à l'Hôpital-Saint-Jean (Loz).

De la part de :

M. Alain Laguarigue,
son époux.

M^{me} Anne Laguarigue,
sa fille.

M^{me} Pierre Chassepot,
sa mère.

M^{me} Paul Laguarigue,
sa belle-mère.

M^{me} Jean Beaudesson
et ses enfants,
M. et M^{me} Jacques Chassepot
et leurs enfants,

M. et M^{me} Jean Martin
et leurs enfants,
M. et M^{me} Jean Praquin
et leurs enfants,

M. et M^{me} Pierre Esteva
et leurs enfants,

M. et M^{me} Marc Laguarigue
et leurs filles,

M. et M^{me} Jacques Mathéron
et leurs enfants,

M. et M^{me} Bernard Laguarigue
et leurs enfants,

M. et M^{me} Edmé Nerot
et leurs enfants,

M. et M^{me} Thierry Laguarigue
et leur fils,
ses frères, sœurs, beaux-frères et belles-sœurs.

52, résidence Elysée-II,
78170 La Celle-Saint-Cloud.

M^{me} Paul Leglise, son épouse,
M^{me} Michèle Leglise, sa fille,
Et toute la famille,
ont la profonde douleur de faire part du décès de

Paul LEGLISE,

survenu en son domicile, le 26 février 1983, à l'âge de soixante-quatre ans.
La cérémonie religieuse a été célébrée le 1^{er} mars, en l'église de Saint-Simeux (Charente),
88, rue de Bellevue,
92100 Boulogne-sur-Seine.

On nous prie d'annoncer le décès survenu le 4 mars 1983, dans sa quatre-vingt-seizième année, de

M. Georges LEVY,
ingénieur des Arts et Manufactures,
chevalier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1914-1918,
officier
de l'ordre des Palmes académiques.
Selon la volonté du défunt, les obsèques ont été célébrées dans l'intimité.
14, avenue Charles-Floquet,
75007 Paris.

M. et M^{me} Vassil Markovitch
et leurs enfants,
M. Christophe Chapuis et M^{me}, née Allegra Markovitch et leurs enfants,
M. Jürg Frieden et M^{me}, née Nathalie Markovitch et leurs filles,
M. Oleg Markovitch,
M^{me} Carlota Carriga,
Leurs parents et alliés,
font part du décès de

maître Igor MARKEVITCH.
La cérémonie religieuse est célébrée mercredi 9 mars, à 14 heures, en la chapelle romaine à Saint-Césaire-sur-Saône où l'on se réunira
(Le Monde du 9 mars.)

Remerciements

M. Gérard Bulteau,
Marc, Caroline et Ariane
M^{me} veuve Gérard Bulteau,
Et toute la famille,
très touchés des marques de sympathie témoignées, remercient toutes les personnes qui se sont associées à leur douloureuse épreuve.

Anniversaires

M^{me} Jean Bruhat et sa famille, ses amis, collègues et anciens élèves, vous prient d'assister à l'hommage qui sera rendu à la mémoire de
Jean BRUHAT,
historien,
ancien élève
de l'Ecole normale supérieure,
en les appartements décaux de l'université de Paris-1 (Panthéon-Sorbonne),
12 place du Panthéon, Paris-5^e, le mercredi 16 mars, à 10 h 30.

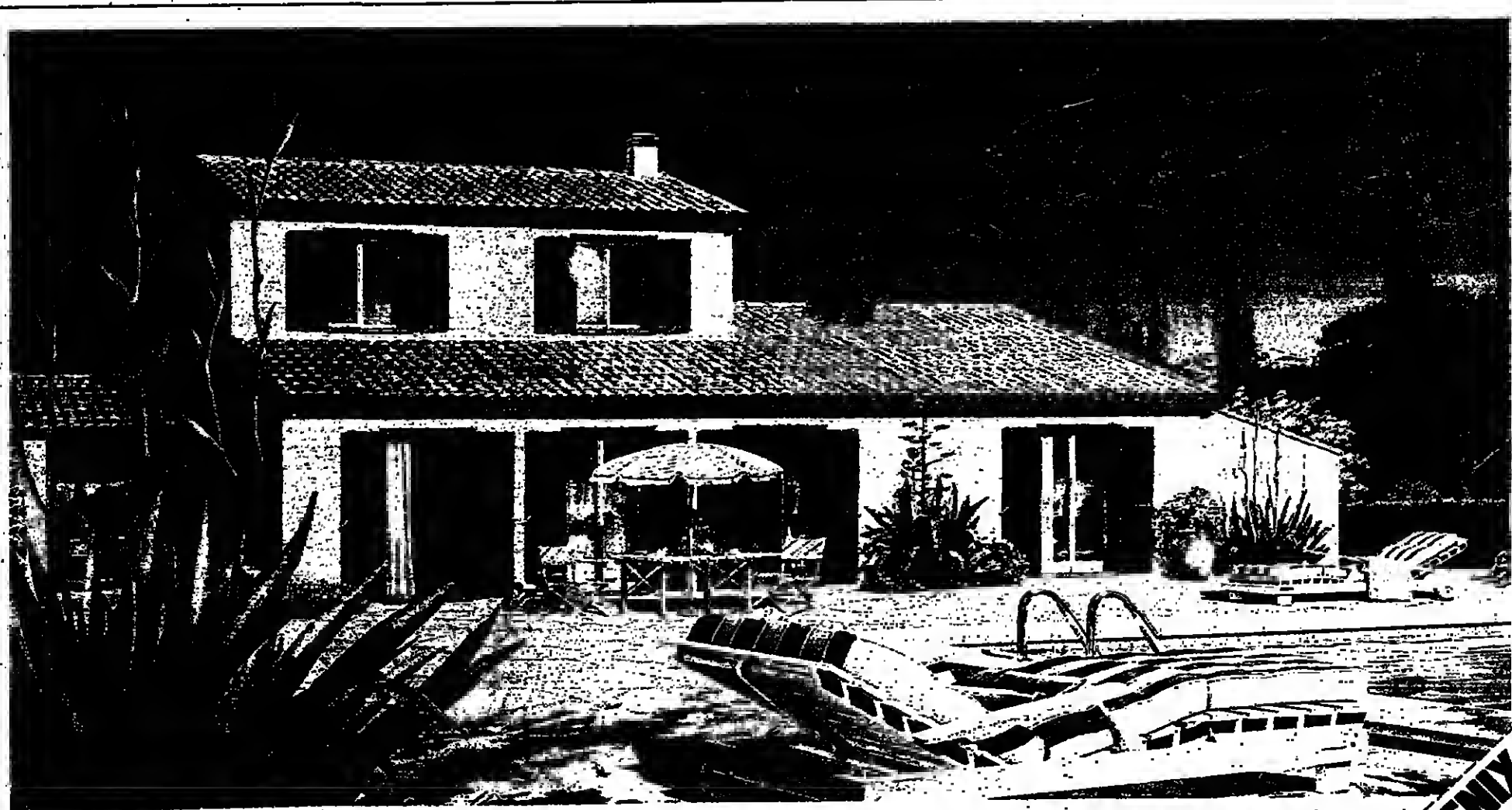
Il y a neuf ans mourait

Michel CROISTE,
cinq jours après,
Emmanuelle et Chloé,
ses petites filles.
Que soient remerciés tous ceux qui l'ayant connu, aimé, penseront plus particulièrement à lui ces jours-ci.

Communications diverses

Le cercle Ernest-Renan, centre de critique du Christianisme et des religions, organise sa prochaine réunion, le samedi 12 mars, à 15 heures, au foyer Saint-Jacques, 61, boulevard Saint-Jacques (métro Saint-Jacques).

Elle est belle, elle le restera.



Quand ils destinent une maison, les architectes de Phénix consacrent toujours une partie de leur œuvre à l'œuvre de la nature. Tel est notre concept de la beauté. Regardez par exemple, la maison Durand présentée ci-dessus. Tout en elle raconte le Midi. La tendresse de l'horizon dans l'harmonie de sa façade, les nuances de la terre dans l'ocre dorée des

toiles et des revêtements, et surtout cette vaste et splendide lumière que notre maison laisse généreusement entrer. Ainsi, de l'épave en région, nos maisons changent elles de visage en changeant de racines. Et elles le font d'autant plus facilement que la souplesse de la technologie mise au point par Maison Phénix permet de suivre les formes, les couleurs et les matières. C'est cette même technologie qui rend nos maisons si robustes

que nous sommes les seuls à offrir une garantie de 30 ans sur leur structure acier-béton, soit 20 ans de plus que la garantie décennale prévue par la loi. Ainsi, si vous trouvez que notre maison est belle, vous pouvez être tranquille. Belle, elle le sera plus d'un siècle car nous qui l'avons vraiment beaucoup, nous avons tout fait pour la protéger des rigueurs de l'âge et des intempéries.

Maison Phénix: 30 ans tranquille.

30 ans de garantie pour la structure acier-béton.

MAISON PHENIX
10, rue de la Chapelle, 75018 Paris
Tél. : 325-14-21
Maison Phénix est une marque déposée de la Société Phénix, 10, rue de la Chapelle, 75018 Paris.

INFORMATIONS « SERVICES »

MODE

L'Amérique latine à Paris

De l'aigue-marine aux « santiags », les boutiques d'Amérique latine, à l'accueil sympathique, apportent aux Parisiens les senteurs exotiques d'Amérique latine. On y trouve, à l'occasion de l'offre, le cadeau oublié ou le bibelot exotique.

D'après Paris sans frontières (487 p., Baland, 79 F), les boutiques mexicaines de la capitale se retrouvent surtout autour de Montparnasse et de la rive gauche.

Ainsi les bottes sont-elles du domaine de Daniel Verdure, qui en tient deux cent cinquante références dans son Mexican Style du patio, centre commercial de la tour Maine-Montparnasse (10, rue du Départ), et à Saint-Tropez, l'été, rue de la Poste. Parmi ses premiers prix, les camarguaises nîmoises, en vachette beige ou grise représentent aussi la France à l'exportation, à partir de 395 F. Destinées aux motards, les « Go West » sont fabriquées en Espagne, à bout carré et single à caillots sur le coup de pied, à profil traditionnel (640 F). Les « Montana » mexicaines existent à partir du 24 pour la petite fille. Les tailles adultes, à bouts pointus et talons biseautés, plus ou moins décorés, font partie des tenues de travail des cow-boys (à partir de 1 100 F), complétées d'une gamme de « texanes » pour la marche à talon plus bas et légèrement en biais (950 F).

La Maison mexicaine (10, rue du 29-Juillet, 75001 Paris) est charmante, dans un décor bleu aux arabesques de tons clairs. Geneviève Franc importe les beaux pull-overs en alpaga du Pérou et de Bolivie, tricotés à la main et parfois grattés. Il y a des chapeaux crochétés et amoncelés (195 F), des modèles en

paille (100 F), enfin les gigantesques « mariachis » brodés d'argent (300 F) à l'ombre desquels on peut dormir. Les ceintures multicolores du Guatemala (à partir de 30 F) reprennent les dessins d'idoles. Parmi les accessoires, les reproductions de bijoux précolombiens se parent d'un trait mystérieux.

Le Brésil, c'est le pays du café et... des pierres précieuses, très largement diffusées après la guerre par Hans Stern, devenu un des quatre plus grands joelliers du monde, qui a son pignon parisien 3, rue de Castiglione. Emigrant allemand en 1939, il a découvert à cheval les provinces minières de ce fabuleux continent au point de devenir le roi de l'aigue-marine, de la tourmaline, de l'améthyste, du grenat, de la citrine et du topaze, toutes pierres de couleur se taillant en facettes et s'appréciant selon l'intensité des teintes. Hans Stern offre, en permanence, quelque trente mille bijoux dans ses magasins situés dans les hôtels d'Amérique latine, dans les aéroports, avec un déploiement considérable au Brésil même, où les touristes se voient courtoisier avec une assiduité extraordinaire. Il faut compter aujourd'hui, à Paris, entre 1 000 F et 5 000 F le carat d'aigue-marine, monté en bague. Les tourmalines sont vertes, plus foncées que les émeraudes, dont le Brésil est le premier producteur du monde, avec l'exploitation du plus important gisement découvert à ce jour dans l'État de Bahia. Certaines des pierres sont taillées en Inde, d'autres à Rio-de-Janeiro, où l'immense Stern de vingt étages comprend des studios de création, de taille, de sertissage et de montage.

NATHALIE MONT-SERVAN.

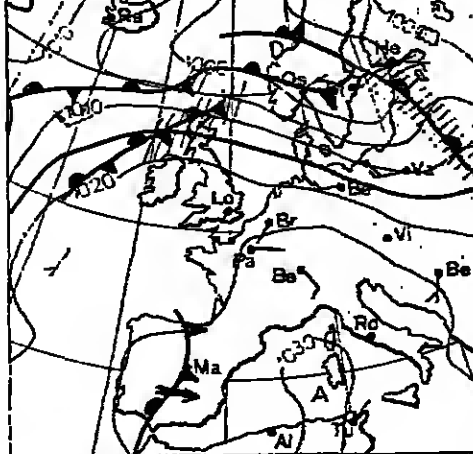


LA MAISON MEXICAINE: Elle: jupe et haut en coton nervuré formant volants avec entre-deux de dentelle, environ 500 F les deux pièces. Lui: chemise de marié en coton brodé, à partir de 180 F, rue du 29-Juillet, 75001 Paris.

MEXICAN STYLE: « santiags » en cuir bicolore, à partir de 1 100 F (passé du centre commercial Maine-Montparnasse, 10, rue du Départ, 75014 Paris).

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 9.3.83 A 0 h G.M.T.



Front quasi stationnaire / Front chaud / Front froid / Pluie / Brouillard / Verglas / Neige / Averses / Vent fort / Occlusion

Évolution probable du temps en France entre le mercredi 9 mars à 0 heure et le jeudi 10 mars à 6 heures.

Zone à faible gradient barométrique sur la France, entre l'anticyclone centré cette nuit sur la Sicile et celui du Golfe de Gascogne. Leote advection de masses d'air humide et instable sur la moitié sud du pays.

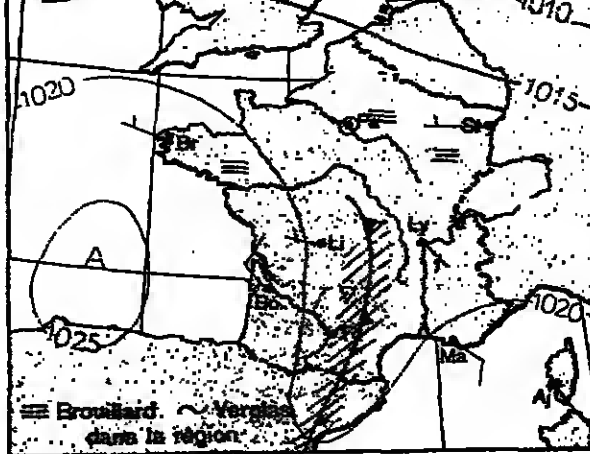
Jeudi, les nombreux bancs de brouillard formés en fin de nuit sur la Bretagne, la Normandie, le Bassin parisien, le Nord et l'Est vont se dissiper dans la matinée et le temps ensoleillé et doux prédominera l'après-midi, malgré quelques passages nuageux sur la Bretagne. Plus au sud, le ciel sera souvent chargé avec quelques ondées parfois orageuses localisées le matin sur le Massif Central et les Pyrénées orientales, et l'après-midi sur le sud des Alpes, les régions méditerranéennes et la Corse. Risque de précipitations localement fortes sur les versants des massifs. Les vents, faibles en général, seront modérés de nord-ouest sur l'Aquitaine. Les températures minimales seront voisines de 0 à 9 degrés du Nord-Est au Sud-Est, tandis que les maximales, en baisse de 2 à 3 degrés sur la moitié sud de la France, avoisineront 13 à 18 degrés du Nord au Sud.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, le 9 mars à 7 heures, de 1023,8 millibars, soit 767,9 millimètres de mercure.

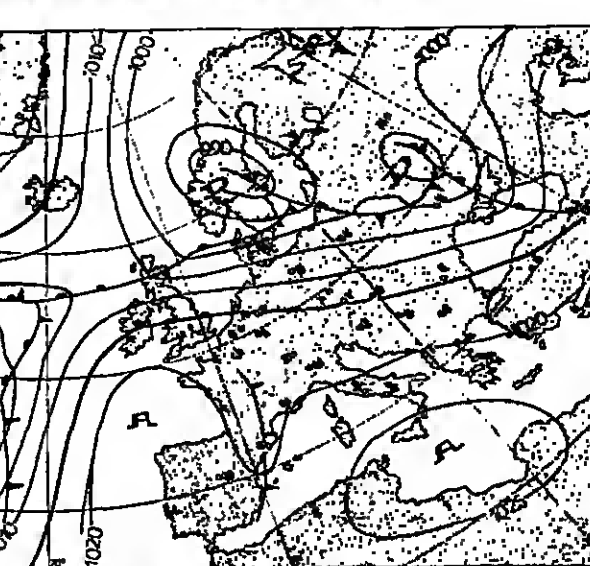
Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 9 mars; le second le minimum de la nuit du 8 mars au 9 mars):

Ajaccio, 14 et 2 degrés; Biarritz, 24 et 11; Bordeaux, 21 et 7; Bourges, 17 et 2; Brest, 17 et 4; Caen, 14 et 0;

PRÉVISIONS POUR LE 10.3 DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 10 MARS A 0 HEURE (G.M.T.)



Cherbourg, 12 et 3; Clermont-Ferrand, 18 et 4; Dijon, 13 et -3; Grenoble, 16 et 6; Lille, 10 et 0; Lyon, 14 et 4; Marseille-Marguare, 15 et 7; Nancy, 15 et 0; Nantes, 17 et 4; Nice-Côte d'Azur, 15 et 11; Paris-Le Bourget, 16 et 12; Pau, 23 et 5; Perpignan, 14 et 10; Reims, 16 et -1; Strasbourg, 14 et 0; Tours, 17 et 3; Toulouse, 18 et 8; Pointe-à-Pitre, 29 et 22.

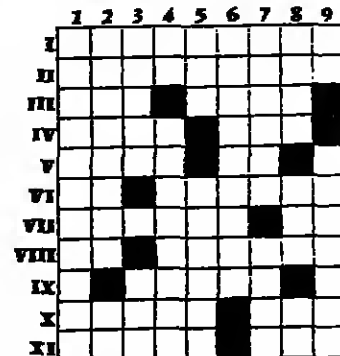
Températures relevées à l'étranger: Alger, 18 et 3 degrés; Amsterdam, 11 et 2; Athènes, 17 et 6; Berlin, 10 et 7;

Bona, 11 et -1; Bruxelles, 11 et 4; Le Caire, 15 et 8; Bes Canaries, 21 et 16; Copenhague, 10 et 3; Dakar, 25 et 20; Djibouti, 17 et 6; Genève, 13 et -1; Jérusalem, 10 et 6; Lisbonne, 18 et 12; Londres, 13 et 3; Luxembourg, 12 et 2; Madrid, 19 et 2; Moscou, -4 et -11; Nairobi, 27 et 11; New-York, 3 et 1; Palma-de-Majorque, 16 et 2; Rome, 15 et 3; Stockholm, 3 et 0; Téhéran, 20 et 9; Tunis, 16 et 6.

(Documents établis avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3402



HORIZONTALEMENT

I. N'a pas besoin de geindre quand les affaires vont mal. - II. Une partie de l'office. - III. Peut qualifier un front. Fosse commune. - IV. Eodroit où l'on voit souvent des armoiries. Possessif. - V. Crier comme un porteur de bois. Abréviature. - VI. La fin de l'hiver. Fait des réserves. - VII. Peut abîmer un tissu. Dans l'alternative. - VIII. En France. Animal qu'on reconnaît à sa trompe. - IX. Se lit facilement. - X. Quand elles sont bouclées, c'est naturellement. Bon quand on adière. - XI. Qui peut mettre dans la gêne. Qui manque de douceur.

VERTICALEMENT

I. Marchands qui vendent des bricoles. - 2. Traces qui ont pu être laissées par des coucous. Fleuve côtier. - 3. Travailla avec Raphaël. Un agrément d'autrefois. - 4. Mesure. Comme la patte, quand on arrose. - 5. Peut devenir une lourde charge. Nom qu'on peut donner familièrement à une bonne puce. - 6. Événement qui justifie le premier acte. - 7. Rayés pour servir. Régions de dunes. - 8. Dieu. Ne circule plus. N'a pas un grand lit. - 9. Signe conventionnel. Berceur pour endormir.

SOLUTION DU N° 3401

Horizontalement

I. Proxénète. - II. Ouf! Tapin. - III. Urfé. Gong. - IV. Par. Lei. - V. Elite. Nis. - VI. Roc. Tri. - VII. Sa. Loges. - VIII. Pronom. - IX. Pour. Bête. - X. Idée. Anar. - XI. Serré. Tu.

Verticalement

I. Poupées. Pis. - 2. Rural. Apode. - 3. Offrir. Ruer. - 4. Toler. - 5. Et. Loco. - 6. Nage. Gobs. - 7. Epoincement. - 8. Tin. Ire. Tao. - 9. Engraisser.

GUY BROUTY.

PARIS EN VISITES

JEUDI 10 MARS

« Exposition Emar », 15 heures, Palais de Tokyo (Approche de l'art).
« Galeries et passages de Paris », 15 heures, entrée passage Verdeau (L'art pour tous).
« Ecole de la Haye », 18 h 15, Grand Palais, M. Caneri.

« Chez un tourneur d'ébène », 15 heures, métro Arts-et-Métiers, M. Courrat (Connaissance d'ici et d'ailleurs).
« Chez Hermès », 14 h 30, 24, faubourg Saint-Honoré, M. Haulier.

« Provence et Languedoc au douzième siècle », 15 heures, Musée des monuments français (Histoire et archéologie).
« Le trois-mâts: le Belem, histoire et technique de la navigation », 15 heures, métro Bir-Hakeim, M. Jais.

« Rodin », 15 heures, 77, rue de Varenne (Paris et son histoire).
« L'Hôtel-Dieu et les églises disparues de la Cité », 14 h 30, entrée Hôtel-Dieu, parvis Notre-Dame (Paris autrefois).

« Château de la Reine Blanche », 14 h 30, angle rue de la Reine-Blanche et avenue des Gobelins (Paris pittoresque et insolite).
« Hôtels de l'île Saint-Louis », 14 h 30, métro Pont-Marie (Résurrection d'un passé).

« Hôtels du dix-septième au quartier Saint-Merri », 14 h 30, église Saint-Merri, E. Romann.
« Musée du Grand Orient de France », 15 heures, 16, rue Cadet (Tourisme culturel).

« Hôtels, église de de l'île Saint-Louis », 12, boulevard Henri-IV (Le Vieux-Paris).
« Des Burgondes à Bayard », 11 heures, 19, rue de Vaugirard (Visages de Paris).

CONFÉRENCES

15 heures, 46, rue Barrois, Estanin, professeur Monod-Herzen: « Pratique de la vie intérieure, le point de vue occidental » (Université populaire de Paris).

17 heures, Musée des arts décoratifs, J. Tulard: « Quand Napoléon créait une noblesse d'Empire ».

17 h 30, 6, rue Ferrus, J. Rovani: « La République fédérale au lendemain des élections » (IFRI).

18 heures, 47 bis, avenue Besset: « L'art des Indiens Huicholes » (Centre culturel du Mexique).

18 h 30, Centre Georges-Pompidou, salle d'actualité (La réappropriation de l'histoire des femmes par les femmes).

18 h 30, 25, rue Caumartin, I. Duchesne: « L'Opéra de Pékin » (Le monde et son histoire).

20 heures, 68, rue de la Folie-Méricourt: « La femme juive » (Centre juif d'art et de culture).

20 h 30, Centre Varenne, L. Schwartz: « Grandes écoles ou universités ? ».

(Publié)

Le Christ peut répondre aux problèmes qui se posent à notre monde.

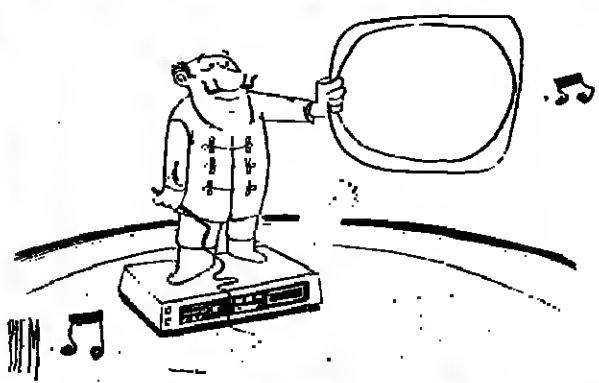
CONFÉRENCE SUR LA SCIENCE CHRETIENNE: BESOIN D'UN CHANGEMENT DE CŒUR?

La seule réponse aux cycles sans fin d'insatisfaction et de déception est de vivre une vie centrée sur Dieu et non sur soi.

C'est sur ce thème que M. Mondino, conférencier de la Source Chrétienne, s'exprimera le Jeudi 10 Mars 1983, à 19 h 30, 36, bd Saint-Jacques, Paris 14^e (M^o Saint-Jacques).

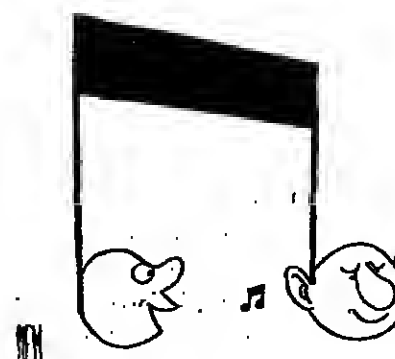
« Pour exprimer un amour plus divin et plus permanent », dira la conférencière, « nous devons réellement effectuer un « changement de cœur » qui purifie nos buts et nous rapproche de Dieu, l'Esprit ». (Entrée libre - Garderie assurée pour les enfants.)

Regarder...



FESTIVAL INTERNATIONAL SON & IMAGE VIDEO
9 au 13 mars 1983. Palais des Congrès Paris Porte Maillot. De 10 h à 20 h.
Samedi 12 jusqu'à 22 h. Entrée 22 F - Etudiant 13 F. Journées professionnelles 6-78 mars.

Écouter...



FESTIVAL INTERNATIONAL SON & IMAGE VIDEO
9 au 13 mars 1983. Palais des Congrès Paris Porte Maillot. De 10 h à 20 h.
Samedi 12 jusqu'à 22 h. Entrée 22 F - Etudiant 13 F. Journées professionnelles 6-78 mars.

Le Monde
DIMANCHE
Dans son numéro du 13 mars

Les «placards» de la radio et de la télévision

(enquête de François Quénin)

Les bénévoles rajeunissent

(enquête de Lea Marcou)

Derives: une interview d'Albert Jacquard.

Andre Mandouze:

L'histoire à travers ses fantassins.

Une nouvelle

de Jose Luis Gonzalez: «le Caisson».

Et les rubriques: associations, audiovisuel, disques.

مكتبة المنهج

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

«Fanny et Alexandre», un film d'Ingmar Bergman

La voix de Dieu

En 1976, excédé par les démêlés avec l'administration fiscale de son pays, Ingmar Bergman quittait la Suède et s'installait à Munich. Depuis, il a tourné trois films : *Le Cœur du serpent* (1977) et *De la vie des marionnettes* (1980) en Allemagne, *Sonate d'automne* (1978) en Suède et *Fanny et Alexandre* (1982) en Suède. S'il faut en croire Bergman, c'est sa dernière œuvre de cinéma. Il veut se consacrer désormais au théâtre, à la télévision, à l'opéra. Gardons-nous pourtant de voir, là, un «testament», une anthologie des grands thèmes bergmaniens (même s'ils y figurent). *Fanny et Alexandre* est un film étrange et passionnant qui puise en partie son inspiration à des sources jusqu'ici cachées, et où le cinéaste reconstruit à la fois son univers et son style.

UNE petite ville de Suède, en 1907. C'est la veille de Noël. Dans son appartement de bourgeoisie cossue, Helena Ekdahl, une vieille dame digne et autoritaire, veille aux derniers préparatifs de la fête : sapin décoré, cadeaux, repas. Ancienne comédienne, veuve d'un riche commerçant qui avait acheté le théâtre de la ville, elle a délégué la direction de ce théâtre à son fils aîné, Oscar, marié à une actrice, Emilie. Ce couple a deux enfants, Alexandre (onze ans) et la petite Fanny, que l'on n'entendra pas (1).

Carl, le deuxième fils d'Helena, est un professeur qui boit et manque toujours d'argent. Il a épousé Lydia, une Allemande, placide, qu'il rend responsable de ses échecs et sur laquelle il reporte ses rancœurs, mais dont il ne peut pas se passer. Ce couple n'a pas d'enfants. Gustaf Adolph, le troisième fils, est propriétaire d'un restaurant, aime la vie, et essaie de se frayer avec les

bonnes, trouvent en sa femme, Alma, une complice tantôt indulgente, tantôt sévère et en sa fille Petra (dix-huit ans) un juge qui ne lui pardonne rien.

Tout cela, nous l'apprenons, peu à peu, par détails, par mise en place successive des personnages, comme si Ingmar Bergman s'était mis à présenter, à illustrer un «roman de famille» appartenant à une tradition littéraire des pays d'Europe. Une caméra très mobile explore le décor de la maison Ekdahl, fief sur lequel règne Madame Helena, et dont le salon avec ses plantes vertes, ses tapis, ses lourds rideaux, ses canapés, ses fauteuils, ses meubles vieillots mais solides, évoque le confort des années 1850, une lampe ou un bibelot «moderne style» dominant tout juste, (avec l'éclairage électrique à profusion) une note plus moderne.

Ainsi que le faisait Visconti dans ses films d'époque, Bergman définit un milieu social et ses habitudes par son habitat, par son environnement. La maison est, en elle-même, une création de la dynastie Ekdahl. Une armée de domestiques y évolue, complétant ce tableau d'un confort et d'une richesse à laquelle la famille doit sa notoriété et son équilibre. Le théâtre Ekdahl a été préservé de la même façon, mais plus rapidement. Le réveillon a lieu dans la grande cuisine, les domestiques mangent à la table des maîtres. Ainsi Bergman a-t-il mis, avec une sorte de réalisme minutieux, l'accent sur la personnalité de Madame Helena, qui a réussi, en dépit des problèmes de vie conjugale (chez Carl et Lydia), l'alliance de la bourgeoisie et du théâtre.

Mais quelle place tient exactement, dans la vie de cette vieille dame, dont on voit qu'elle a dû être très belle, le brocanteur juif Isak

Jacobi, appelé par tout le monde : «Oncle Isak» ? Arrivé le premier, il offre à Helena une broche de corail enveloppée dans du papier de soie. Et, la fête finie, ils passent, ensemble, le reste de la nuit à bavarder. Petit mystère, même si l'on sait que Helena Ekdahl est née Mandelbaum. En tout cas, c'est dans ce monde protégé que vivent heureux Alexandre (dont le cadeau de Noël, une lanterne magique, rappelle le propre enfance de Bergman) et sa sœur Fanny.

On en est là, au bout d'une heure à peu près de ce film qui en dure trois, lorsque meurt Oscar, qui répétait le rôle du fantôme dans *Hamlet*. L'ordre familial se défait. Emilie s'est éprise de l'évêque luthérien Edvard Vergara, avec lequel elle se remariera. Comme un tableau dérapant sur une piste neigeuse et tombant dans un fossé, le monde des enfants bascule. Les enlèvements chauds, vivants, douilletés des images de Sven Nykvist (le grand directeur de la photo de Bergman) deviennent jaunâtres, grisâtres, froids, inquiétants.

La demeure de l'évêque est un lieu eustère, suivant le puritanisme, un ordre moral de sacrifice et de pénitence. Autant les femmes de la famille Ekdahl pouvaient être raisonnables, tolérantes, humaines, autant celles du clan Vergara sont fanatiques, déséquilibrées, odieuses, comme celles qui, autrefois dénonçaient les «sorcières». Il y a la mère et la sœur de l'évêque, toutes vêtues de noir, une cuisinière et une servante aux allures de rat d'égout, plus une tante paralysée et gâtée à donner la mausé, Alexandre, dont le personnage devient alors plus important, doit affronter son beau-père qui le hait et veut le plier à sa discipline cauteleuse, tel David Copperfield enfant, chez Dickens.

Retour au merveilleux

Dans ce deuxième monde, Bergman enferme Emilie, bientôt désillusionnée et passant de l'amour à la haine, et les deux enfants qu'on brime et punit à tout propos — Alexandre surtout. La jeune fille et les deux fils de l'évêque sont moines, voqués, par accident. Mais Alexandre ment-il lorsqu'il prétend qu'elles ont été assassinées ? L'horreur, la méchanceté, l'hystérie, le sadisme sont installés dans ce qui devrait être la maison de Dieu. La famille Ekdahl tente vainement d'intervenir. Encouragée de l'évêque et constamment surveillée, Emilie perd sa beauté, sort d'orage aux forces mauvaises. Le salut vient d'Isak Jacobi. Il réussit à coler les enfants et à les cacher dans le bico-brac de son magasin. Les couleurs de Nykvist prennent une nouvelle chaleur et une irréalité baroque. Et le monde juif intervient, par une sorte d'exorcisme, contre le monde luthérien, pour rendre au monde du théâtre, Alexandre, Fanny et leur mère.

La dernière partie du film, qui semble glisser dans la magie, est la plus surprenante et la plus inattendue. Bergman pourrait nous faire croire que tout ce qui passe dans la boutique et l'appartement plein de cachettes d'Isak est le fruit de l'imagination d'Alexandre, fils d'acteurs et sujet aux fantasmes. Une momie, des marionnettes de toutes tailles, des objets bizarres, une porte s'ouvrant la nuit pour laisser entendre la «voix de Dieu», rejoignent l'univers d'artifices, de toiles peintes, de déguisements du théâtre Ekdahl.

Ce retour au «merveilleux», après l'enfer glacé de l'évêché, libère, sans doute, l'esprit du garçon. Mais la construction du film en trois épisodes, trois mouvements, trois modes de narration, trois atmosphères glissantes, permet de relier, dans certaines visions, certaines manifestations du «destin», l'esprit d'enfance au monde adulte qui montre le chemin. Les apparitions du père mort, habillé de blanc, sont les souvenirs du paradis familial perdu et un exemple. Quand on pense à un être cher, disparu, on peut, aussi bien, le revoir vivant. Madame Helena, elle-même, dans son chalet de bord de mer, un jour de pluie, parle avec Oscar et retrouve, pour

lui, son attitude maternelle. Mais elle sait, elle, qu'on ne tient pas seulement des rôles au théâtre. On en tient, constamment, au cours de chaque existence terrestre, et il faut que ce soit les bons.

Nous ne sommes plus au temps des *Frères sauvages*, de la remise du passé dans le présent, des questions angossées sur l'existence de Dieu et de la psychanalyse bergmanienne. Le cinéaste, on en jurerait, s'amuse à semer quelques citations, pour mieux s'en détacher. Qu'un être androgyne, tapi dans une chambre close chez Isak, devienne «ange exterminateur», dans un rituel de possession, c'est, chez Bergman, un signe nouveau et très insolite. Sur un rythme admirablement calculé, le film coalesce des situations de plus en plus troublantes. Il glorifie le théâtre comme force vitale et comme modèle social et moral. En ce sens, Madame Helena et son ami Isak sont les deux démiurges de cette œuvre, dont la richesse d'inspiration et d'écriture tend à éblouir, après une liquidation radicale des représentants d'une religion privée de tout sentiment humain, une harmonie entre le métier d'acteur et l'effectivité, la disponibilité des êtres, qui doivent assumer le spectacle permanent qu'est la vie.

Les traits esthétiques et romanesques de cette histoire située au début du siècle donnent encore plus de puissance à cette méditation. Et l'on ne s'étonnera pas de trouver, ici, une troupe d'acteurs et d'actrices dirigés à la perfection, même lorsqu'il s'agit, pour certains et certaines, de prendre en charge les «mauvais rôles», qui ne sont d'ailleurs pas les plus faciles. Si, selon Shakespeare — et Bergman — «le monde entier est un théâtre», le cinéaste suédois a, en outre, le génie de trouver, pour ses films, les interprètes les mieux accordés à ses personnages.

JACQUES SICLER.

(1) Dans le projet initial et le livre du film, qui vient de paraître aux éditions Gallimard (239 p., 70 F.), Fanny et Alexandre avaient une sœur aînée, Amanda, supprimée dans la version cinématographique.

Le pas d'Alexandre

CHACQUE soir, Bergman se tourne du côté de son enfance avant de dormir et rêve avant de rêver pour se rapprocher de ses souvenirs. Un artiste, pense Bergman, doit toujours revenir à celui qu'il a été — faute de quoi, il perdra l'intensité de ses passions et de ses désirs. Préserver l'enfance en soi, c'est l'unique moyen de garder intact le tissu de nos émotions.

Chaque scène, chaque plan du film a un conte-tableau propriétaire : Alexandre. Déjà, à onze ans, ce jeune garçon est la maître d'un domaine clos mais, par sa richesse, complexe comme la vaste et vraie monde. Domaine qu'il arpente avec l'intrépidité d'un preux illuminé, en compagnie de Fanny, sa petite sœur, son double solitaire et silencieux. Solide sur ses jambes, Fanny est ronde, blonde, claire, et Alexandra, presque encombrée de son long corps gracile, a un regard noir et immobile, des oreilles immenses. Tout en dessinant un évident autoportrait, Bergman se revoit et voit par les yeux d'Alexandre, il observe et reprend les figures de son cinéma, il se mesure à un passé qui se met en place, qui bouge là. En douceur, il tient d'un main la féerie, de l'autre les malédictions. Sage qui sait ce que c'est, le cœur, qui sait ce que c'est, la distance ironique, il ouvre et ferme le grand spectacle de la comédie humaine. Romantiquement.

Chaque pas d'Alexandre est un aller-retour vers nous-même. De la naissance à la mort, d'un paysage de famille à une route inconnue, Alexandre parcourt un temps hors du temps, où néanmoins les heures sont scandées par d'ancestrales horloges, et les années, par l'explosion des saisons. Plus il avance, plus il traverse le blanc, le pourpre et le noir, et plus le réel cède du terrain à l'imaginaire, et plus les âges de la vie se confondent en chemin. La vieillesse alors se scelle à la jeunesse dans une commune croyance : «Tout peut arriver, tout est possible et vraisemblable...», dira, en finale et citant Strindberg, Helena Ekdahl, la grand-mère d'Alexandre.

Chaque éclat d'espoir, ce film laisse entendre que Dieu le donne. N'est-ce pas lui qui punit l'évêque, qui aide la vieille juive Isak à sauver Fanny et Alexandre ? Serait-ce lui qui envoie un mort (la père d'Alexandre), visiteur furtif, charmant, avec qui les vivants dialoguent ? Lui encore qui se grime en marionnette à la barbe peinte pour amuser et terroriser les enfants ? Dieu n'est-il pas, au bout du compte, la grâce, n'est-ce pas, dans l'aspirant incroyant de Bergman, un état de sainteté, de création et d'amour ?

YVONNE BABY.

CAHIERS DU CINEMA 345

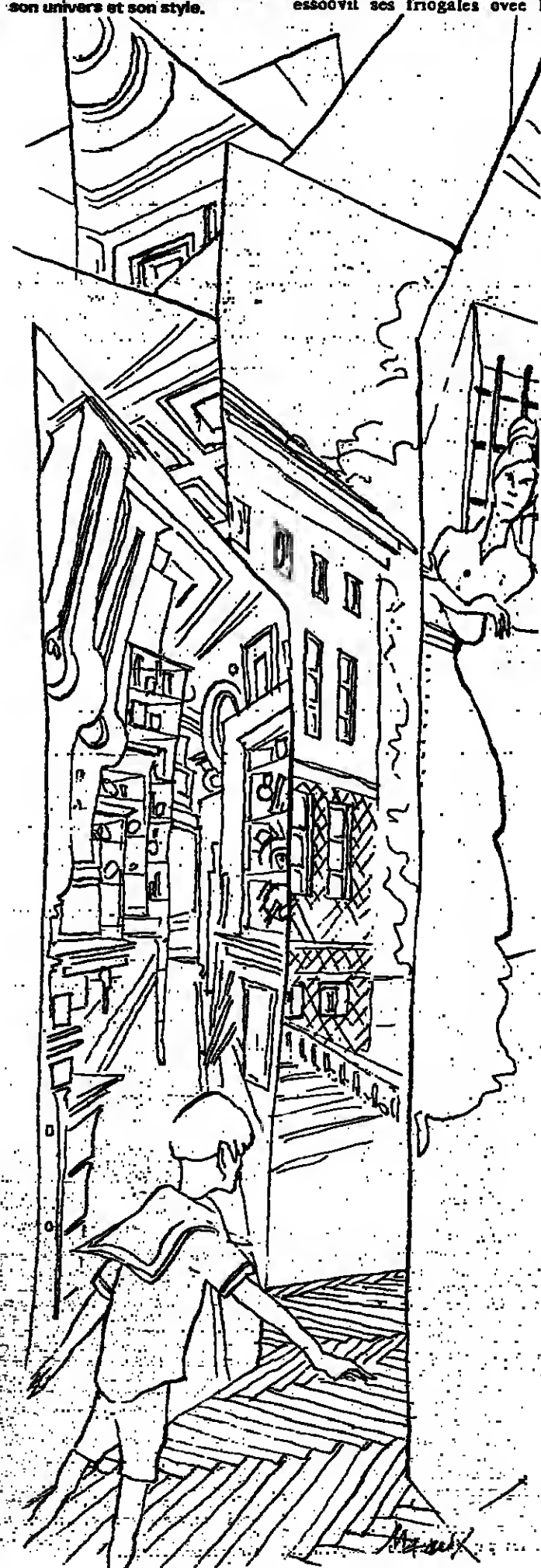
SPECIAL RAOUL RUIZ

Il est rare que les Cahiers du cinéma consacrent tout un numéro à un cinéaste. Souvenez-vous : les numéros Eisenstein, Godard, Duras, Welles, Pasolini, Syberberg, Hitchcock.

Aujourd'hui, c'est au tour de Raoul Ruiz. Peut-être ne le connaissez-vous pas encore ? Pourtant, la rumeur sur ses films court déjà dans Paris. On parle du Territoire comme on a parlé il y a deux ou trois ans de L'Hypothèse du tableau volé. mais aussi du Toit de la Baleine et de son chef-d'œuvre Les Trois Couronnes du matelot, qui sortira bientôt sur les écrans.

Très vite, avant tout le monde, les Cahiers du cinéma ont ouvert le passionnant «Dossier Raoul Ruiz».

23 F Chez votre marchand de journaux.



outer...

Monde

de la radio

la télévision

France, Canal

des pays scandinaves

de la télévision

de la télévision

de la télévision

de la télévision

de la télévision

de la télévision

de la télévision

de la télévision

de la télévision

de la télévision

de la télévision

de la télévision

de la télévision

de la télévision

CINÉMA

Le festival de Ouagadougou

Thèmes et couleurs de l'Afrique

Ce n'est pas la première fois que le Festival panafricain de cinéma de Ouagadougou (Fespaco) permet à la population de se coucher tard pendant une semaine. Déjà en 1981, le défunt C.M.R.P.N. (Comité national de redressement pour le progrès national) avait levé un couvre-feu instauré après le coup d'Etat du 25 novembre 1980. Suspendu de nouveau le jour même de l'ouverture du VIII^e Fespaco (le 5 février), le couvre-feu a été rétabli aussitôt après (le 13), mettant fin à 11 heures du soir à cette animation qui caractérise la capitale : petits commerces de plein air, odeurs de friture, musique des bars et des danses, cinémas.

C'est que le coup d'Etat du 7 novembre 1982 qui a porté au pouvoir le C.S.P. (Conseil de salut du peuple) et le capitaine Thomas Sankara - aujourd'hui premier ministre, trente-six ans, charisme, discours très nettement progressiste - n'a pas que des partisans. Les rumeurs circulent vite à Ouaga.

En tout cas, la population a profité de la trêve pour se ruer au cinéma. Cent cinquante mille spectateurs en neuf jours - boucledés, dents cassées - pour voir dans les sept salles de la capitale - grands cinémas populaires à ciel ouvert ou salles climatisées - la soixanteaine de films, courts et longs métrages, 16 et 35 mm (vingt-deux en compétition) provenant de vingt-huit pays d'Afrique et du Maghreb. Soit la quasi-totalité de la production pendant ces deux dernières années. Souleymane Cissé (Mali) a été encore une fois imposé avec *Finye*, déjà primé à Carthage et qui a remporté le Grand Prix du Fespaco. Citons également Gaston Kabore (Haute-Volta) pour *Wend Kuuni*, Moussa Bathily (Sénégal) pour *Certificat d'indigence*. Et, bien que son film ait été présenté hors concours, Ola Balogun (Nigérie) pour *Money Power*, une farce féroce sur l'Afrique d'aujourd'hui.



Affiche du film - Pawogo

OUAGADOUGOU. L'air a changé, est devenu brûlant. L'harmattan s'est levé, ce vent qui soulève le sable, pénètre les yeux et les nerfs. On a débarrassé la ville des mendiants. Logés dans le très chic hôtel Silmande - béton ocre et verre teinté - à 5 kilomètres du centre, les cent cinquante invités du Fespaco, cinéastes et journalistes, sont emmenés et ramenés par petits cars dans les différents cinémas où la foule attend depuis une heure déjà.

Le public aime se manifester en

Haute-Volta. Il commente tout haut l'action, applaudit, siffle. S'il n'y a pas de son - ce qui est arrivé pour *Pawogo*, de Sanou Kollo, - l'atmosphère devient délirante. *Pawogo* traite du mariage forcé, de l'exode rural, du choc de la ville, de la prostitution, des « cassures » de la société.

Deux jeunes villageois empêchés de s'aimer, contrainsts de fuir en ville, s'y perdent et se perdent. Dans la salle, le public crie la direction à prendre, burle, ou se croit à un match de foot.

Mariages forcés

Pawogo est le premier long métrage de Sanou Kollo, un très jeune Voltaïque. Il n'est pas complètement réussi (d'abord parce qu'il est en français et que ça sonne un peu faux), mais c'est une œuvre attachante et qui a passionné en Haute-Volta.

En Afrique comme ailleurs, des productions moyennes (ou même médiocres) peuvent être des films-phares si elles traitent de sujets nécessaires. Ici, ce sont les mariages forcés, interdits ou arrangés, les conflits entre médecine tradition-

nelle et médecine moderne, le sentiment amoureux, sentiment non reconnu dans le mariage traditionnel, tous ces thèmes qu'on trouve dans *Aube noire*, *Dalokou*, *la Parole donnée*, *le Médicin de Gafire*, peuvent être rebattus à longueur de films sans lasser. Le cinéma africain a une fonction cathartique.

Avec la Haute-Volta, c'est le Sénégal et le Cameroun qui ont présenté le plus grand nombre de créations. Les Nigériens ont déçu. La forte participation du Maghreb a été remarquée. Que retiendra-t-on de

films, qui vont du documentaire bien fait, sympathique (comme *Kin Kiese*, du Zaïrois Ngangura Mwewe, portrait de Kinshasa à travers ses petits métiers, cordonniers, cireurs, peintres, prostituées), aux scénarios ambitieux et même aux super-productions, comme *Amok*, coproduction Maroc-Sénégal-Guinée, réalisation Souheil Ben Barik (un film très « américain » dans la manière, un mélo sur l'apartheid en Afrique du Sud et qui fait un malheur sur tout le continent) en passant par les films « bricolés », d'une qualité technique incertaine et dont certains n'auraient jamais dû être présentés dans un festival ? Que retiendra-t-on ?

Finye bien sûr, le Grand Prix du Festival. *Finye* (le Vent), de Souleymane Cissé, critique virulente des pouvoirs militaires en Afrique et qui a fait l'unanimité. *Finye* n'est pas seulement un film politique, c'est une fine comédie de mœurs, un regard vif sur la vie quotidienne (les rapports entre les couples, entre les parents et les enfants, le désarroi des lycéens, leur révolte). Rapidité, ironie, tendresse. Souleymane Cissé est un moraliste poète. L'image du vieux Kansaye habillé d'ocre rouge allant consulter les fétiches dans le bois de babobes, celle du bébé

blanc qui semble nager silencieusement dans l'espace - extraordinaire sentiment de force et de tranquillité - ont une dimension onirique.

Dans *Jom*, de Ababacar Samb (Sénégal), film inégal, mais direct et tonique sur l'honneur - la dignité agissante - on retrouve cette utilisation forte, symbolique, des couleurs, rouges, bruns, bleus, ocres, qui éclatent dans les costumes, les paysages, pellicule éclairée différemment selon qu'il s'agit du passé ou du présent. Les couleurs réveillent, apaisent, prédisent, mènent à l'action. Elles sont « vitales ».

Mais c'est dans *Nalou* peut-être, un long métrage du Guinéen Diakité

Moussa - ballet musical sans paroles, d'une grande beauté plastique, - que la couleur se rapproche le plus d'un langage. Ici les ocres, les rouges, les jaunes, les verts de la végétation dansent, impulsent une vibration continue. Dommage que ce poème-fleuve soit un peu long, il y a là quelque chose d'absolument neuf et puissant.

Si l'on connaît l'importance du « verbe » en Afrique, on connaît la musique et de la danse, on connaît moins le rôle, la signification de la couleur. Elle est symbolique, c'est une fréquence, une force, un code. C'est presque une expérience physique. La couleur peut devenir un langage dans le cinéma africain.

Multiples lumières

Il faut dire un mot de *Wend Kuuni*, de Gaston Kabore, et de *Certificat d'indigence*, de Moussa Bathily, deux films - un long et un moyen métrage - qui ont beaucoup retenu l'attention. Même simplicité, intimisme. A travers l'histoire d'un orphelin muet recueilli dans un village mossi, Gaston Kabore a voulu montrer une société africaine « pure » (c'est-à-dire avant la colonisation), ses fantômes, ses tabous, ses fautes et sa beauté aussi. Gaston Kabore, historien de formation, dirige à trente et un ans le Centre national du cinéma en Haute-Volta. *Wend Kuuni* est son premier long métrage. Pas de leçon, pas de morale (c'est assez nouveau dans le cinéma africain trop souvent pédagogique). L'impudicité de l'image, émotion.

Certificat d'indigence est un document très linéaire, qui raconte la journée d'une mère dont l'enfant est malade et qui veut le faire soigner à l'hôpital. Peu de mots. Une suite de notations par touches. En une demi-heure, tout est dit de l'irresponsabilité à tous les niveaux. Mais le film est baigné d'une lumière, d'une sensibilité bleutée.

On regrette que les pays africains de langue anglaise et lusophone ne soient pas davantage représentés à Ouagadougou. Hors compétition, et presque à la sauvette, on a pu voir un film du Nigérien Ola Balogun, un des plus prolifiques et talentueux cinéastes de l'Afrique anglophone : *Money Power*, qui narre les aventures d'un homme d'affaires gros, gras, lubrique, qui achète tout ce qui lui tombe sous la main, contrats, femmes, partis politiques, église... C'est bouffon, délirant et terriblement efficace.

Bien que faisant partie de la programmation dans toutes les salles - et de la compétition - le cinéma du Maghreb est à mettre à part (1). Esthétiques différentes. La qualité

technique est très nettement supérieure. *L'Ombre de la terre*, de Taleb Lonchichi (Tunisie), déjà remarqué à Carthage, a obtenu à juste titre deux prix. On assiste pendant une heure et demie au rétrécissement d'une communauté rurale accrochée à son sol, à sa tente, à son espace. Dialogues réduits à l'extrême, stentement, tension. Un premier film prometteur, un peu long cependant. Autre film remarquable, *Atcha, poupée de roseau*, trajet d'une petite fille qui devient femme, épouse, mère, veuve... Par petits tableaux, d'une perfection plastique sans faille, Jilali Ferhat (Maroc) a su rendre l'étouffement, la rigidité de l'univers de la femme au Maghreb.

Voilà. Et après, dira-t-on ? Que se passe-t-il après le Fespaco ? Le public voltaïque se rassie l'âme et la réine pendant neuf jours de cinéma africain, se soule de débats. Mais ensuite les westerns, les karaté, les films indiens, réinvestissent les écrans. C'est tout juste si on projette un film africain par mois dans chaque pays ! Pourquoi, après vingt ans d'indépendance, le cinéma n'a-t-il pas « décollé » ? Pourquoi n'a-t-il pas conquis son public ? Pourquoi le cinéma africain ne finance-t-il pas le cinéma africain ?

A qui la faute ? Aux cinéastes, qui ne feraient pas d'assez bons scénarios ? Au C.I.D.C. (Consortium international de distribution cinématographique) qui tente depuis plusieurs années - avec quelles difficultés ! - de rationaliser et de moraliser les circuits de distribution ? Aux Etats qui ne prennent pas les mesures nécessaires ? Les échanges ont été parfois vifs au cours du séminaire sur « le cinéma africain et son public » organisé en marge du festival avec le concours de l'Unesco, et auquel participaient les cinéastes et des responsables du C.I.D.C.

Questions pratiques

Créé sur le plan juridique en 1974 par dix chefs d'Etat africains mais opérationnel depuis septembre 1981, le C.I.D.C. doit affronter la pression des films non africains, déversés par tonnes, que le public réclame et qui ne coûtent rien. Son action s'étend aujourd'hui sur quarante Etats, cinquante-cinq millions d'habitants. Une zone immense mais à faible densité démographique, donc des coûts de transport élevés et un renouvellement constant des films. D'où la nécessité d'acheter à bas prix les sous-productions. Un cercle infernal.

Le C.I.D.C., qui, jusqu'à présent, s'intéressait systématiquement à toute la production africaine, se demande aujourd'hui s'il ne faudrait pas faire un tri, distribuer plus largement les films qui « marchent », quels qu'ils soient, pour investir les bénéfices dans la production de films africains - objectif final de l'institution.

Après avoir étudié tous les handicaps de la commercialisation, le séminaire a dressé la liste des moyens logistiques pour la conquête du marché. Stimuler la création par des avantages financiers et fiscaux, instaurer un système d'avance sur recettes, mettre en place une billetterie nationale : ces décisions passent par les Etats. Il faut améliorer la qualité des films, « en-tout-répété » à satiété, « créer des images compétitives », former de bons techniciens (on pourrait exiger que des Africains soient engagés sur chaque film étranger tourné en Afrique). Quelle langue utiliser aussi ? Réponse difficile. Le français ? mais il sonne faux et les paysans ne le comprennent

pas. Les langues nationales ? mais alors il faut sous-titrer (qui peut lire ?) ou doubler ? Promouvoir par l'affiche, la radio, la presse, coproduire, utiliser des « vedettes », imposer des quotas d'échange entre les pays... Toutes ces propositions, pour la plupart, ne sont pas nouvelles, elles ont été débattues à Niamey, à Tunis, à Carthage. Reste à les réaliser.

CATHERINE HUMBLLOT
ET THIÈRE MARIE
DEFFONTAINES.

(1) Les films algériens sortis de douane et projetés le dernier jour du Festival n'ont pas participé à la compétition.

* La plupart des films africains se sont faits jusqu'à présent avec l'aide du ministère de la coopération. Une aide relativement importante, puisque, de 1976 à 1982, elle a permis, avec un apport total de 4 millions de francs, de terminer trente et un films (prise en charge des frais de laboratoire, montage, mixage...). La révision de la politique envers l'Afrique, conséquence de l'arrivée de la gauche au pouvoir, s'entend des restructurations. Le ministère de la coopération est passé à celui des relations extérieures et le bureau du cinéma a été dissout. L'Union de la D.G.R.C.T.S. En liaison avec le ministère de la culture, les relations extérieures sont en train de mettre sur pied un fonds interministériel d'aide à la diffusion. Un fonds qui pourrait fonctionner fin 1983 et qui constituerait une sorte de deuxième guichet par rapport à l'aide du C.N.C. Plus le projet d'une aide à la production qui fonctionnerait de la même manière, comme un deuxième guichet par rapport à l'aide du C.N.C.

KLÉBER ET MARIE-LOUISE
de Jean-Marie Hôte
mise en scène Patrick Collet
théâtre de la tempête cartoucherie 328.36.36

Maison des Cultures du Monde
Loc. 544.41.42 Rens. 544.72.30 présente
Les POLYPHONIES D'AREZZO
9 MARS : JOSQUIN DES PRÉS, J. DE KERKE,
J.-P. DA PALESTRINA, F. CORTECCIA, M. DA GAGLIANO.
20 h 30 : Eglise Notre-Dame-des-Champs, 91, bd de Moniparasse, Paris 8^e

galerie denise rené
196, boulevard Saint-Germain, PARIS - Tél. : 222-77-57
SEMPERE
VERNISSEMENT MERCREDI 9 MARS A 19 H.

GALERIE MAURICE GARNIER
BERNARD BUFFET
PAYSAGES
6, avenue Médicis, Paris 8^e - Jusqu'au 25 mars 1983

reprise exceptionnelle
L'ÉTRANGER DANS LA MAISON
de Richard DEMARCY
Peter BROOK : Quel beau travail ! Léger, concret, vivant. - Michel CORMOT (Le Monde) : Un chef d'œuvre, acteurs merveilleux. - Guy DUMUR (Nouvel Observateur) : Nous sommes en plein délire... - Pierre MARGABRU (Le Figaro) : Miracle qu'il faut saluer. - Fabienne PASCAUD (Télérama) : Fable bourrée d'astuce et de poésie.
CITÉ INTERNATIONALE 589.38.69

Galerie LOUISE LEIRIS
47, rue de Monceau, 75008 PARIS
863-28-99 et 37-14
ANDRÉ MASSON
« Instants » - 1948-1953
3 mars - 9 avril
Tous les jours sauf dimanches et lundis

SAGOT - LE GARREC
24, rue du Four (6^e) - 326-43-38
MINAUX
dessins et gravures
Jusqu'au 19 mars

Galerie Vanuxem Vidalens
134, rue du Faubourg-Saint-Honoré - Tél. : 359-72-28
DU 10 MARS AU 16 AVRIL
Tous les jours, de 10 h à 13 h et de 15 h à 19 h, sauf dim. et lundi mat.

ARTCURIAL
centre d'art plastique contemporain
DE CHIRICO
« Le Retour de l'Enfant Prodigue »
Mars-avril
ISTRATI
Peintures 1951-1981
BERROCAL
Sculptures « Desperta Ferro »
MATISSE
Affiches
PORTRAITS DE FEMMES
Estampes - Autour des années 20
9, av. Maignon Paris 8 - 256.32.90
du mardi au samedi de 10 h 30 à 19 h 30

GALERIE DES ORFÈVRES
68, quai des Orfèvres
23, place Dauphine - Paris
Téléphone : 326-31-30
YAN
8 au 26 mars 83

Vient de paraître :
COURTE ASCENSION
AU PIC DE PÈRE ET MÈRE
100 PHOTOGRAPHIES DE M. RAPIN
Préface de M. PABLO DORS
GALERIE JEAN-CLAUDE RIEDEL
12, rue Guédeaud - PARIS (6^e)

مكتبة الرجل

CINÉMA

Entretien avec Charles Gassot, producteur de « Mortelle Randonnée »

Le défi

Avant d'être un film, *Mortelle Randonnée*, qui sort aujourd'hui sur les écrans, était une série noire de Marc Behm. Michel Audiard en a acheté les droits et l'a adaptée, avec son fils, Jacques Audiard, en pensant à Michel Serrault pour le rôle principal. L'Éil, un détective, pourchasse une jeune meurtrière dans laquelle il croit reconnaître sa fille déçue. Le scénario est proposé à plusieurs metteurs en scène, dont Claude Miller, qui vient de réaliser *Garde à vue*. Pendant ce temps, Isabelle Adjani entend parler du rôle féminin et met son agent sur l'affaire. Charles Gassot, trente-cinq ans, directeur de la plus importante agence française de films publicitaires, Téléma, rêvait depuis longtemps de produire un long métrage de fiction. Il choisit celui-là et ne fait rien pour en amoindrir le budget, au contraire...

« Le cigare me fait tousser, dit Charles Gassot, et je ne roule pas en Rolls. Je viens du terrain. J'ai démarré à dix-sept ans comme stagiaire, porteur de coca. En 1972, j'ai récupéré Téléma, qui appartenait à Yves Robert, dont j'avais été l'assistant. Pendant dix ans, j'ai eu une activité de production de films publicitaires. La publicité met en œuvre des moyens très sophistiqués, lumière, décors, son, et j'ai essayé d'engager au service d'un scénario et d'une mise en scène tout ce que j'avais appris en publicité. J'ai eu une réaction de spectateur : j'ai rêvé d'un film que j'avais envie de voir, et qui n'existait pas. Un film français de qualité est rare sur les écrans. J'ai voulu faire un film international qui n'ait pas à rougir des superproductions américaines dont on nous rebat les oreilles. »

« Il n'existe pas d'école de production, alors qu'il y a des écoles de réalisateurs, d'opérateurs, de publicistes. Le producteur doit entourer le réalisateur, être sa sauvegarde et son garde-fou, savoir dire non à des caprices, sans le brimer, lui refuser un décor trop délaissé mais le pourvoir d'un supplément de figuration s'il en ressent le besoin. J'ai appris ça petit à petit, en pratiquant. Je connais tous les techniciens de Paris, les opérateurs, les décorateurs, les fabricants d'effets spéciaux. La composition d'une équipe est qualitative et psychologique en fonction des sujets. Dans notre agence, nous n'avons aucun sujet sous plume, nous sommes l'anti-S.F.P. et nous tenons à le rester. »

« Je connaissais Claude Miller depuis six ans, pour avoir travaillé avec lui sur des films publicitaires, et nous étions d'accord sur les sentiments et sur l'ambiance que devait porter ce film, sur le choix des acteurs et des lieux. Très vite nous avons décidé de faire voyager le film : trois semaines à Bruxelles, trois semaines à Baden-Baden, trois semaines en Italie, des extérieurs sur la Côte d'Azur et à Biarritz, la fin du tournage à Charleville et à Paris. Un autre producteur aurait dit : on fait le tour de Paris, plus quelques jours d'extérieurs à Deauville. Là, nous avons pris le luxe de vrais décors, de décors originaux où le cinéma français n'a plus mis les pieds depuis quarante ans. »

« Le choix des lieux a poussé le budget dans une inflation : il a dépassé les 20,5 millions, ce qui est cher pour un film français qui ne soit pas une gaudriole. Mais le public se rend compte du travail qui a été fait sur un film, de la richesse de chaque plan, on l'a trop habillé à la

médiocrité. Un film publicitaire bien réalisé, avec des moyens, les gens le remarquent et le critiquent. Les sondages nous apprennent que les publicités remportent à la télévision les taux d'écoute les plus élevés. Le public a besoin de spectacle, et le cinéma est de moins en moins un spectacle. »

« Quand on sait ce que coûte de brinquer une équipe de quatre-vingts personnes pendant dix-sept semaines à travers l'Europe, c'était un pari démesuré. Ce n'était plus un film, c'était Barnum, les coulisses de l'exploit : des avions spéciaux, plusieurs camions qui changeaient de ville tous les jours, les hôtels, la bouffe, le change, les banques fermées, et le racket en Italie, pallier les problèmes selon les sentiments du jour, prendre des décisions immédiates qui risquent de vous coûter 50 000 francs, aller à Woodstock contre Noël et le jour de l'An pour enregistrer la musique de Carla Bley, et nager entre quatre-vingts avis différents sur la façon de faire le film... »

Comme un grand

« Les gens du métier m'ont regardé avec de gros yeux écarquillés. Le cinéma est une petite chapelle où le droit d'entrée coûte cher, c'est la règle du jeu. J'ai cherché des coproducteurs, on m'a laissé faire les pieds au mur, encerclé par les « sages » des Champs-Élysées qui attendaient que je me réveille. Personne n'a voulu entrer dans le film. J'ai montré les rushes à un producteur d'État qui m'a dit qu'il trouvait ça trop esthétisant, il préfère produire la *Baraka*. Le cinéma français est condamné à des films d'extérieur sans moyen ou à des films comiques avec de super-redettes. Il n'y avait pas de client pour ce genre de film, alors on l'a fait tout seul, comme des grands. »

« Pendant un an et demi, je n'ai pas dormi. Nous tournions la nuit le plus souvent, le jour je continuais à faire de la publicité pour payer les traites. Même quand je dormais, je rêvais du film, je me réveillais le matin pour prendre des notes. Ce sont les rushes qui m'ont fait tenir le coup, comme une drogue extraordinaire : je me passais les rushes pour moi-même, et je ressortais avec une pêche terrible. Maintenant le film est fait, je suis fou de joie qu'il soit terminé et qu'il plaise aux gens que j'aime. A une semaine de la sortie, j'attends la sanction du public. Je n'ai pas le temps d'avoir peur. Je me cogne presque toutes les salles avec

le chef opérateur pour que les projections aient lieu dans les meilleures conditions, j'étudie avec le distributeur la campagne de promotion. Si le film ne marche pas, on me dira : « Je vous l'avais bien dit », et je serai condamné à faire de la pub, à vie. Je dis ça en riant, parce que j'adore cet exercice. Si le film est un succès, on me dira : « Vous aviez un bon sujet. » L'affiche du film ne fait pas très risqué : Serrault, Adjani, Audiard, des seconds rôles formidables, mais je crois que le risque se niche dans l'histoire. Je ne sais pas si le public acceptera qu'on lui montre quelque chose qui n'est qu'un d'autre, sans lui parler, pendant deux heures, on ne voit pas ça tous les jours. Dans le livre, cette chasse durait vingt-cinq ans, nous l'avons réduite à un an et demi dans le film... »

« Si le public marche, je mets tout sur le rouge, et je refais certainement un autre film avec Miller, un sujet qu'il a écrit avec Luc Béraud, *Une aventure américaine*. Le premier film qui m'a donné l'idée de faire du cinéma a été *La Strada*, j'avais neuf ans ; le deuxième a été *Les quatre cents coups* de Truffaut, et dans la foulée *Citizen Kane*, au même âge, m'a convaincu à tout jamais. Ce sont des films que j'aurais aimé produire. »

Propos recueillis par HÉRVÉ GUIBERT.

« Sans retour », de Walter Hill

Vrai comme la peur

MILLE neuf cent soixante-trois : au cours de manœuvres en Louisiane, une patrouille de la garde nationale se perd dans les bayous... Ce pourrait être vrai. C'est vrai comme la peur du noir, la peur d'être enfermé dans un endroit brusquement noir dont les issues se ferment les unes après les autres. C'est vrai comme la claustrophobie, c'est une bonne base de cauchemars, un thème qui court les contes fantastiques — ceux d'Edgar Poe en particulier — une mine pour les psy. L'angoisse primitive d'étouffement se trouve bien entendu au départ de multiples scénarios — euphémie, rêve, épouvante, humour aussi : la sketch de Raymond Davies butent contre les serrés interdits en essayant de sortir de la place de l'Étoile, ce n'est pas autre chose, et c'est ce qui arrive aux soldats déboussolés.

Mille neuf cent soixante-trois : les moiteurs glauques de la jungle vietnamienne, les saletés de la seule guerre engorgent encore les consciences américaines. On n'en parle pas, c'est là. Le sergent-chef qui conduit l'escouade est un vétérán décoré. Il sera le premier mort de l'expédition, et son cadavre chargé sur un brancard accompagne les survivants, des types banals bien représentatifs : un professeur, un employé, un soldat de métier, un sergent borné, plus un ingénieur prolo et un grand bourgeois engagé volontaire par désespoir, qui pourraient être des héros positifs, mais le prolo — Powers Broothe — est un individualiste émé, et le bourgeois, c'est Keith Carradine, trop décadent pour être honnête. Ensemble, les soldats composent un corps social qui ne se sait pas malade et va se défaire membre par membre.

Tout commence par un jeu. Les soldats piquent des pioches abandonnées au bord d'un lac qu'ils doivent traverser. Quand ils sont à mi-chemin, ils aperçoivent sur la rive des silhouettes hostiles. Le benjamin du groupe tire à blanc. Les autres répondent par une vraie balle qui tue. Dans la panique qui suit, le corps du sergent-chef chavire, on le remonte en surface, mais le boussole est perdue. Un conte parson raconte comment un enfant qui mange des cerises au bord d'un lac et jette les noyaux derrière lui sans faire attention éborgne un géant dont la colère provoque des cata-

clismes. Un rien, une bêtise, et tout devient autrement. Les soldats ont pénétré le territoire cajun, ces Français du passé dont ils ignorent les lois pour n'avoir jamais pris la peine de s'y intéresser. Le passé les saisis. Ils tournent en rond dans un temps mort, dans un bleu nocturne qui déteint sur les eaux, sur les décharges du ciel entre les très hautes arbres spongieux. Les soldats sont enfermés sous la haute coupole des frondaisons. Les hélicoptères partis à leur recherche ne les voient pas. Ils sont rayés de la vie.

Pau à peu s'écaillent les acquis de la civilisation, et ne restent plus que les instincts somnambules — la peur, le racisme, la destruction. Gratuitement, le professeur fait sauter la baraque d'un trepasseur manchot. Les cajuns lâchent les chiens, traquent le gibier humain. Un soldat s'empale sur un piéga, un autre s'enlise dans les sables mouvants, un autre devenu fou se pend... Le bourgeois découvert et l'ingénieur prolo se réveillent brusquement au-dessus d'une autruche. Ils sont pris en stop par une camionnette qui les conduit dans un village où l'on s'apprête à fêter... Quoi ? Pour quel sacrifice ces chants, ces danses, ces poteries ?

Les deux Américains d'aujourd'hui tentent de s'enfuir, d'échapper à la lourde joie équivoque des gens d'hier, aux chants aigres, aux tragnes rouges, à ce folklore qui cache autre chose. La film s'arrête au moment où, purchassés, ils aperçoivent le sigle de l'U.S. Army sur un camion qui ne s'arrêtera peut-être pas. Qui sait s'ils ne sont pas déjà noyés dans les marécages du temps fini.

Le film de Walter Hill (réalisateur de *Warriors*, scénariste d'*Alien*) a été tourné en 1981. Les souvenirs de la seule guerre étaient assoupis. On n'en parlait plus, c'était là. Walter Hill décrit avec une froideur sadique la désagrégation du groupe et la géométrie de sa rondo démnée, comme s'il suivait les progrès d'une gangrène à l'intérieur d'un corps, comme s'il éplait de loin l'agonie d'un condamné à perpétuité, enfermé dans une cellule circulaire de plus en plus étroite, et ses rêves, ses cauchemars, les mirages de sa folie, dans la splendeur malsaine d'une forêt ensorcelée.

COLETTE GODARD.

* Voir films nouveaux.

Le cinquième Festival du réel

Explorer une autre réalité

EN neuf jours, du 12 au 20 mars, dans les deux grandes salles de cinéma situées au sous-sol du Centre Georges-Pompidou, se tiennent, en France, un festival de films de réalité et un festival de films de fiction. Les deux festivals sont organisés par le Centre Georges-Pompidou, sous la direction de Pierre Portait (également membre du jury, aux côtés de Freddy Buache, conservateur de la cinémathèque de Lausanne, et de quatre autres personnalités) et organisé en liaison avec la Cinémathèque française, dans sa salle de Beaubourg.

Le succès considérable remporté les années écoulées, est le résultat d'un énorme travail accompli à partir de la B.P.I. par Marie-Christine de Navacelle, responsable du service audiovisuel, en liaison étroite avec deux organismes intéressés au pre-

mier chef par le cinéma documentaire, le C.N.R.S. audiovisuel de Jean-Michel Arnold et le Comité du film ethnographique de Jean Rouch. Née en 1978, la manifestation s'intitule d'abord « Rencontres » et se centre alors sur un thème précis. Elle prend le titre « Cinéma du réel » en 1979, se définit désormais comme un festival des films ethnographiques et sociologiques. Adjectif un peu rebaptisé, qui n'empêchent pas de désigner une double préoccupation : d'une part dépasser le niveau strictement technique ou militant, révéler tout l'apport du cinéma en opposition au livre, d'autre part mettre en évidence la recherche personnelle, la création. En quelques années, Beaubourg devient le lieu de rencontre d'années illustres comme Joris Ivens et Henri Storck, mais aussi des auteurs de la révolution des années 50-60, Michel Brault et Richard Leacock, ou encore de femmes cinéastes comme Judith Elek et Helga Reidemeister.

Vérité de la fiction

« Ce que nous appelons cinéma du réel, explique Marie-Christine de Navacelle, n'est évidemment pas le seul moyen de rendre la réalité. Mais, dans les meilleurs cas, la densité, la force des événements décrits sont sans rapport avec ce qu'on peut obtenir dans la fiction. Je pense au dernier film de Raymond Depardon sur la vie d'un commissariat de quartier, *Faits divers*, que nous ne pourrions pas montrer, car il est au montage, ou encore, dans notre sélection, au film brésilien de Jorge Bodansky, le Troisième Millénaire, voyage à travers le temps et l'espace le long de la rivière Amazone, à l'occasion d'une campagne électorale. Un conflit entre deux êtres est d'autant plus violent que les personnages sont vrais, comme dans *Von wegen Schicksal* d'Helga Reidemeister, que nous avions primé il y a trois ans. »

« Le cas *Israël*, très typique, est celui du Grand Prix 1981 Naïl The Story of a Kung Woman, de John Marshall. L'auteur revient trente ans plus tard parmi les bushmen d'Afrique du Sud, qu'il a connus dans la brousse et qui aujourd'hui vivent dans des campements sommaires, en tee-shirts. J'ai revu le film à la M.J.C. d'Annecy la semaine dernière. On aperçoit une équipe de cinéastes modernes, avec de gros moyens, qui viennent faire travailler les bushmen. Ils leur demandent de s'habiller comme eux-mêmes, en bons sauvages, font rejouer trois fois une scène entre un vieil homme et un enfant qui court

vers lui et tombe. On tourne en fait Les dieux sont tombés sur la tête, de James Uys, dont a beaucoup discuté lors de sa sortie à Paris il y a un mois. A l'évidence, on ne parle pas du même cinéma. »

« Nous montrons cette année quelques œuvres de grande classe. Je pense au film hollandais de Gerard Verheijde la Montagne, portrait d'un groupe de personnes qui ne vivent que pour le communisme. Mais je citerai aussi les Rojsteds de K. Zois (Grèce), le film de Bodansky bien sûr, et surtout celui des frères Guyes, Hongrie. Après le festival, un travail de diffusion se poursuit toute l'année. Cinquante bibliothèques proposent nos films sur cassette pour consultation individuelle. C'est la direction du livre du ministère de la culture qui, dans quatre-vingt-dix pour cent des cas, achète les droits pour l'ensemble des bibliothèques, nous inclus. »

« Les films retenus circulent en général pendant un an. Ils sont souvent montrés — avec des sous-titres pour les films étrangers — par les comités d'entreprise à l'heure du déjeuner, avec une discussion organisée après la projection par un animateur de Travail et culture. Ils passent régulièrement dans les M.J.C. (mais sans des jeunes et de la culture). Ils touchent un large public, sans exclure dans certains cas la possibilité d'une sortie commerciale régulière dans une salle d'art et d'essai, sur support-film. »

LOUIS MARCÔRELLES.

THEATRE VICTOR HUGO BAGNEUX 663.10.54 - 3 FNAC
du 4 au 31 mars création
LADY MACBETH AU VILLAGE
d'après la nouvelle de Nicolas LESKOV
par le THEATRE DU CAMPAGNOL
Centre Dramatique de la Banlieue Sud
14 av. Victor Hugo - Bus 103 A et B - Pte d'Orléans - arrêt JEAN MARIN NAUDIN

DU 7 AU 15 MARS 9 REPRÉSENTATIONS EXCEPTIONNELLES
LA COMPAGNIE DARU
TRISTAN ET YSEULT
Théâtre Musical pour Marionnettes
41, Bd du Temple 887.97.34

NOUVELLE REVUE NOUVELLE REVUE
Bal du Moulin Rouge
20 h Dîner D'ansant
Champagne et Revue 370 F
22 h et 0 h
Champagne et Revue 255 F
PRIX NETS
SERVICE COMPRIS
MONTMARTRE-PLACE BLANCHE-606.00.19 ETAGENCES

Pour la première fois à Paris
STAGE INTENSIF DE THÉÂTRE
pour professionnels assurés par
Daniel Castro
(limité à 12 personnes)
du 17/3 au 31/3 et du 7/4 au 21/4
A L'ESPACE DA ET DU
81, rue Saint-Maur, Tél. 700-19-34
75011 PARIS

LA PÉNICHE OPÉRA
présente
RÉCITATIONS
Georges APERGHIS
Martine VIARD
10 REPRÉSENTATIONS
EXCEPTIONNELLES
du 10 au 26 mars
« Un chef-d'œuvre » LE MATIN
« Une bombe » LE PARAD
« C'est votre pièce estomac » LE MONDE
Téléphone : 245-18-20

PLTIT
O D E O N
1 8 h 3 0
8 MARS - 3 AVRIL
PARTAGE
MICHEL DEUTSCH
MISE EN SCÈNE
PATRICK GUINAND
EN CO RÉALISATION AVEC
LE JEUNE THÉÂTRE NATIONAL

CARRE
SILVIA MONFORT
CYCLE CROMMELYNCK
531.28.34
CHAUD & FROID
« Chauffez-vous de M. Doin »
« Crommelynck est un vrai et grand poète... » (Pierre MARCABRU) « Un mélange très particulier, original, à nul autre pareil... » (Dominique JAMET) « Froid, planté, animal, soufflé, carosse, railleur, larmes, Silvia MONFORT est remarquable... » (François CHALAI)

ATEM - THEATRE DES MALAISIS
36, rue Pierre Cade - BAGNOLET
LOCATION : TEL. : 364-77-18
3 FNAC et CROUS

19 h. 15
t.a.f.
présente
om-saad
d'après
ghassan kanafani
réalisation
anne petit - hichem rostom
lucernaire 544-57-34

EXPOSITIONS

Centre Pompidou

Entrée principale rue Saint-Martin (277-12-33). Informations téléphoniques : 277-11-12.

Sauf mardi, de 12 h à 20 h ; sam. et dim., de 10 h à 22 h. Entrée libre le dimanche et le mercredi.

Animation gratuite, sauf mardi et dimanche, à 16 h et 19 h : le mercredi, à 11 h, entrée du musée (troisième étage) ; lundi et jeudi, 17 h, galeries contemporaines.

GEORGIO DE CHIRICO. Jusqu'au 25 avril, l'exposition est complétée par des vidéos-animations.

HANS/JOHN ARP. Le temps des papillons défilés. Jusqu'au 28 mars.

IMAGES FANTASTIQUES. Jusqu'au 13 mars.

NANCY WILSON-PALAC. Salon photo. Jusqu'au 20 mars.

TRICOLOR VIDEO DE NAM JUNE PAIK. Formes. Jusqu'au 11 avril.

ENSEIGNER LES ARTS-PLASTIQUES. Carrefour des régions. Jusqu'au 13 mars.

JE VEUX UN CHEVAL. Bibliothèque des enfants, place. Jusqu'au 21 mars.

VIDEO DU RÉEL/REEL DE LA VIDEO. Les étapes successives de la « chaîne-vidéo ». Grand foyer. Du 12 au 20 mars.

CCL. LA VILLE EN SES JARDINS. A propos du parc de La Villette. Jusqu'au 21 mars.

LES PORTES DE LA VILLE. Jusqu'au 4 avril.

Musées

GRAVURE DE LA COLLECTION DUTUIT. Petit Palais, avenue Winston Churchill (265-12-73). Jusqu'au 10 h à 17 h 30. Entrée 9 F. Jusqu'au 30 avril.

L'ECOLE DE LA HAYE. Maîtres hollandais du XIX^e siècle. Grand Palais. Entrée place Clemenceau (261-54-10). Sauf mardi, de 10 h à 20 h ; mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 14 F ; sam. : 11 F. Jusqu'au 28 mars.

CLAUDE GELÉE DIT LE LORRAIN (1600-1682). Grand Palais (voir ci-dessus). Entrée 15 F ; le sam. 12 F. (gratuite le 28 avril). Jusqu'au 16 mai.

ALON SOUS INDÉPENDANTS. Monuments, les ateliers de géométrie (P. Casso, Modigliani, Lurcat, etc.). Grand Palais, porte H, avenue Winston Churchill (225-84-39). Tous les jours, de 11 h à 19 h. Jusqu'au 27 mars.

LA LIBERTÉ GUIDANT LE PEUPLE. Jusqu'au 11 avril. - LES COLLECTIONS DU COMTE D'ORSAY, dont la statue de Louis, jusqu'au 30 mai. Musée de Louvre, rue de la Foy, porte Jussieu (260-39-26). Sauf mardi, de 9 h à 17 h. Entrée 12 F, gratuite mercredi et dimanche.

COLLECTIONS D'ART KEMER. Musée Guimet, 6, place d'Iéna (723-61-65). Sauf mardi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 15.

PRESENTATION TEMPORAIRE D'OEUVRES APPARTENANT AUX COLLECTIONS NATIONALES. L'Orient des croisades. Peinture de dix-sept siècles. Aspects de l'art musulman au dix-septième siècle. - Jusqu'au 25 mars. - Espace 1, rue de la Harpe, 13, au musée de la Ville de Paris, 11, avenue du Président Wilson (723-61-27). Sauf le lundi, de 10 h à 17 h 30 ; le mercredi, de 10 h à 20 h 30. Jusqu'à la mi-mai.

ROUCHON, peintre de l'effacement. - Sauf mardi, de 12 h à 18 h. Musée de la publicité, 18, rue de Paradis (246-13-09). Jusqu'au 6 juin.

LES CANARDS ILLUSTRES DU XIX^e SIECLE. Exposition de dix-sept siècles. - Musée-galerie de la SEITA, 12, rue Surcouf (555-91-50). Sauf dim. et jours fériés, de 11 h à 18 h. Entrée libre. Jusqu'au 15 mars.

LA RÉVOLUTION FRANÇAISE-LE PREMIER EMPIRE. - Desaix, jusqu'au 22 mai. Acquisitions, 13, rue de la Ville-de-Paris pour le musée de la Ville de Paris, 11, avenue du Président Wilson (723-61-27). Sauf le lundi, de 10 h à 17 h 30 ; le mercredi, de 10 h à 20 h 30. Jusqu'à la mi-mai.

ERIK SATIE A MONTMARTRE. - Musée de Montmartre, 12, rue Corti (606-61-13). De 14 h 30 à 17 h 30 ; dim., de 11 h à 17 h 30. Entrée : 8 F. Jusqu'à fin avril.

CHINE : LES FRESQUES DU DESERT DE GÖBI. La route de la soie. Musée de l'histoire naturelle, 36, rue Geoffroy-Saint-Hilaire (136-14-41). De 14 h à 17 h. Sauf mardi, de 10 h à 17 h 30. Entrée : 11 F. Jusqu'au 17 août.

MONGOLIE-MONGOLIE. Traditions de la steppe. Musée de l'homme, place du Trocadéro (533-70-60). Sauf mardi, de 9 h à 17 h 15. Jusqu'au 23 mai.

LES MÉMOIRES DE L'ARC DE TRIOMPHE. - Musée national des monuments français, palais de Chaillot (727-35-70). Sauf mardi (sam. et dim. matin), de 10 h à 17 h et de 14 h à 17 h. Entrée 5 F. Jusqu'à fin mai.

GUERRE ET RÉVOLUTION EN RUSSIE 1914-1921. Affiches et illustrations. - Musée des deux guerres mondiales, Hôtel des Invalides, corridor de Valen-

ciennes (551-93-02). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30 ; dim., de 14 h à 17 h 30. Entrée : 10 F. Jusqu'au 19 mars.

LE FAIT DIVERSE. - Musée des arts et traditions populaires, 6, avenue du Mahatma-Gandhi (Bois de Boulogne) (747-69-80). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30 ; dim., de 14 h à 17 h 30. Entrée : 10 F (gratuite de 4 ans). Jusqu'au 18 avril.

Centres culturels

SERPAN, 1922-1976. Rétrospective. Fondation nationale des arts graphiques et plastiques, 11, rue Berryer (563-90-55). Sauf mardi, de 10 h à 19 h. Entrée de l'exposition et visites commentées gratuites. Jusqu'au 4 avril.

CÉSAR. Pavillon des arts, 101, rue Rambuteau.

L'HOTEL DE SALM, palais de la Légation d'Espagne, 2, rue de Belloc (555-95-16). Sauf lundi, de 14 h à 17 h. Jusqu'au 10 avril.

INGEBERG MOLLER. Tout près de la terre. Aquarelles, dessins, peintures. Centre culturel suédois, 11, rue Payenne (271-42-20). De 12 h à 18 h ; sam. et dim., de 14 h à 18 h. Jusqu'au 7 avril.

JEAN PROUVE. L'inspiration constructive - ADOLF LOOS, 1870-1933. Exposition de l'architecte. Institut français d'architecture, 6, rue de Tournai (633-90-36). Sauf dim. et lundi, de 12 h 30 à 19 h. Jusqu'au 16 avril.

VISIONS COSMIQUES, peintures de J. Wyss. Hôtel du Grand-Orient de France, 16, rue Cadet. Sauf le dimanche, de 14 h à 18 h 30. Jusqu'au 30 mars.

FLORENCE ET LA TOCANE. La scène de prince. Maison internationale du Théâtre Renaud-Barrault, avenue Franklin-Roosevelt. Tous les jours, de 10 h à 18 h ; le dimanche, de 14 h à 18 h. Jusqu'au 30 mars.

MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT, 14, boulevard de l'Observatoire. Sauf le dimanche, de 9 h 30 à 17 h 30. Jusqu'au 21 mars. Entrée libre pour toutes les expositions.

MARIE MARCIS. Dessins humoristiques, bandes dessinées. Centre culturel allemand, 17, avenue d'Iéna (723-61-21). Sauf sam. et dim., de 10 h à 20 h. Jusqu'au 30 mars.

VOLKER TANNERT, dessins, gouaches. Goethe Institut, Centre culturel allemand, 31, rue de Condé. Du lundi au vendredi, de 10 h à 19 h. Du 11 mars au 22 avril (l'Institut sera fermé du 1^{er} au 10 avril).

DOUZE ARTISTES POUR AVIGNON. Le dessin. L'École nationale supérieure des beaux-arts, 11, quai Malaga, Sauf mardi, de 12 h 30 à 19 h. Entrée libre. Jusqu'au 18 mars.

J.L. SOLIER. Les places de l'histoire. American Center, 261, boulevard Raspail (232-52-32). Sauf dim., de 19 h à 22 h ; sam., de 12 h à 17 h. Jusqu'au 26 mars.

CHILDREIC-CLOVIS, rois des Francs. De Tournai à Paris, naissance d'un empire. - Centre culturel Wallonien, Bruxelles, 127, rue Saint-Martin. Sauf lundi, de 11 heures à 18 heures. Entrée 10 F. Jusqu'au 15 mai.

SEVRES, de 1850 à nos jours. Le Louvre des antiquités, 2, place du Palais-Royal (277-27-00). Sauf lundi, de 11 h à 19 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 10 avril.

VIVRE EN COULEURS DANOISES. OLE KJORTZAU (gravures, aquarelles, dessins). - Maison du Danemark, 142, Champs-Élysées. Tous les jours, de 12 h à 19 h. Entrée libre. Jusqu'au 25 mars.

DIEGO MAZUELA. Histoires. Centre culturel latino-américain, 6, rue des Fossés-Saint-Marcel (336-56-04). De 9 heures à 13 heures et de 14 h 30 à 18 heures. Jusqu'au 30 mars.

ROMAGE A CARMELO ARDEN QUIN. Espace latino-américain, 44, rue du Roi-de-Sicile (278-23-49). Sauf dim. et lundi, de 14 h à 19 h. Jusqu'au 26 mars.

REFLETS DU SIECLE D'OR. Institut mexicain, 121, rue de Lille. Sauf le lundi de 13 h à 19 h. Entrée libre. Du 10 mars au 30 avril.

MARIA SZTAJERWALD, deux aquarelles. Institut polonais, 31, rue Jean-Goyon. Du lundi au jeudi de 9 h à 17 h, le vendredi de 9 h à 16 h 30, le mercredi 9 h à 18 h 30 à 20 h. Jusqu'au 31 mars.

JEUNES ARTISTES VÉNÉZUELIENS. Le groupe des Sept. Ambassade de Venezuela, 11, rue de la Harpe (553-29-58). Sauf samedi et dimanche de 9 h 30 à 14 h. Jusqu'au 6 avril.

MIROSLAV SUTEA, peintures. Centre culturel de Yougoslavie, 123, rue Saint-Martin (272-50-50). Jusqu'au 8 avril.

KERNE CLAIR. Cinéma-musée français. Palais de Chaillot. Jusqu'au 15 mars.

LA CHAUVESOURIS. - Opéra (266-50-22). Entrée par la façade. Jusqu'au 31 mars.

LE THÉÂTRE DE L'ODÉON, 1782-1982. - Foyer du théâtre, place Paul-Claudel (325-70-32). Jusqu'au avril.

Galleries

AUTOPOKRAITS par les artistes de l'Association. Jardin de la Fontaine, 20, rue Cassini. Jusqu'au 1^{er} avril.

ATELIER SCULPTURE L'ÉLÉPHANT. Galerie de la maison des beaux-arts, 11, rue des Beaux-Arts (334-10-99). Jusqu'au 23 mars.

OLIVIER AGID. Dessins sur la ville. Galerie le Duetin, 27, rue Guénégaud (633-04-66). Jusqu'au 2 avril.

MARCEL ALOCCO. Dix ans de Patchwork. Galerie, 30, rue Rambuteau (278-41-07). Jusqu'au 26 mars.

GEORG BASELITZ. Tableaux récents. Jacques et Jacqueline, Galerie Gillespie, Laage-Salomon, 24, rue Beaumont (278-11-71). Jusqu'au 2 avril.

MICHAEL BASTOW. Pastels. Galerie Jean Brancie, 23-25, rue Guénégaud (326-85-51). Jusqu'au 23 avril.

BLANCO. Peintures. Galerie Cinq, 5, rue Payenne (278-13-07). Jusqu'au 10 avril.

GEORGE BRECHT. Pages from the Book of the Tumbler on Fire. Galerie Bana, 40, rue Quincampoix (277-38-37). Jusqu'au 23 avril.

STANLEY BROUW. Œuvres récentes. Galerie Durand-Dessert, 3, rue des Hasdrubals (277-63-60). Jusqu'au 2 avril.

BERNARD BUFFET. Peintures. Galerie M. Garat, 6, avenue Matignon (225-61-65). Jusqu'au 28 mars.

FRANÇOIS CABANAT. Enroulements, sculptures, dessins. Dessert, 3, rue des Hasdrubals (277-63-60). Jusqu'au 2 avril.

FRANÇOIS CABANAT. Enroulements, sculptures, dessins. Dessert, 3, rue des Hasdrubals (277-63-60). Jusqu'au 2 avril.

FRANÇOIS CABANAT. Enroulements, sculptures, dessins. Dessert, 3, rue des Hasdrubals (277-63-60). Jusqu'au 2 avril.

FRANÇOIS CABANAT. Enroulements, sculptures, dessins. Dessert, 3, rue des Hasdrubals (277-63-60). Jusqu'au 2 avril.

FRANÇOIS CABANAT. Enroulements, sculptures, dessins. Dessert, 3, rue des Hasdrubals (277-63-60). Jusqu'au 2 avril.

FRANÇOIS CABANAT. Enroulements, sculptures, dessins. Dessert, 3, rue des Hasdrubals (277-63-60). Jusqu'au 2 avril.

FRANÇOIS CABANAT. Enroulements, sculptures, dessins. Dessert, 3, rue des Hasdrubals (277-63-60). Jusqu'au 2 avril.

FRANÇOIS CABANAT. Enroulements, sculptures, dessins. Dessert, 3, rue des Hasdrubals (277-63-60). Jusqu'au 2 avril.

FRANÇOIS CABANAT. Enroulements, sculptures, dessins. Dessert, 3, rue des Hasdrubals (277-63-60). Jusqu'au 2 avril.

FRANÇOIS CABANAT. Enroulements, sculptures, dessins. Dessert, 3, rue des Hasdrubals (277-63-60). Jusqu'au 2 avril.

FRANÇOIS CABANAT. Enroulements, sculptures, dessins. Dessert, 3, rue des Hasdrubals (277-63-60). Jusqu'au 2 avril.

FRANÇOIS CABANAT. Enroulements, sculptures, dessins. Dessert, 3, rue des Hasdrubals (277-63-60). Jusqu'au 2 avril.

FRANÇOIS CABANAT. Enroulements, sculptures, dessins. Dessert, 3, rue des Hasdrubals (277-63-60). Jusqu'au 2 avril.

FRANÇOIS CABANAT. Enroulements, sculptures, dessins. Dessert, 3, rue des Hasdrubals (277-63-60). Jusqu'au 2 avril.

FRANÇOIS CABANAT. Enroulements, sculptures, dessins. Dessert, 3, rue des Hasdrubals (277-63-60). Jusqu'au 2 avril.

FRANÇOIS CABANAT. Enroulements, sculptures, dessins. Dessert, 3, rue des Hasdrubals (277-63-60). Jusqu'au 2 avril.

FRANÇOIS CABANAT. Enroulements, sculptures, dessins. Dessert, 3, rue des Hasdrubals (277-63-60). Jusqu'au 2 avril.

FRANÇOIS CABANAT. Enroulements, sculptures, dessins. Dessert, 3, rue des Hasdrubals (277-63-60). Jusqu'au 2 avril.

FRANÇOIS CABANAT. Enroulements, sculptures, dessins. Dessert, 3, rue des Hasdrubals (277-63-60). Jusqu'au 2 avril.

FRANÇOIS CABANAT. Enroulements, sculptures, dessins. Dessert, 3, rue des Hasdrubals (277-63-60). Jusqu'au 2 avril.

FRANÇOIS CABANAT. Enroulements, sculptures, dessins. Dessert, 3, rue des Hasdrubals (277-63-60). Jusqu'au 2 avril.

FRANÇOIS CABANAT. Enroulements, sculptures, dessins. Dessert, 3, rue des Hasdrubals (277-63-60). Jusqu'au 2 avril.

lundi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 18 h 30 ; mar., ven. et sam., jusqu'à 24 h. Jusqu'au 20 mars.

CRÉTIEL. Une pratique : le montage en sculpture. Maison de la culture, place Salvator-Allende (699-94-50). Jusqu'au 23 mars.

LE YESINET. Les grands conteurs du merveilleux et leurs images. Centre des arts et loisirs. - Du côté des enfants, les malheurs du conte. Bibliothèque municipale, 59, boulevard Carnot (976-32-75). De 10 h à 12 h et de 14 h à 19 h (sauf la bibliothèque fermée le dimanche). Du 4 au 27 mars.

MASSY. Fête murale : Abidine, Corneille, Garçon Fom, etc. Bibliothèque publique, place de France (920-31-17). Jusqu'au 20 mars.

MEUX. De mémoire d'homme. Richesse et diversité des Archives et Sciences-Marne. Musée Bessier, ancien Palais Episcopal, place Charles-de-Gaulle (434-24-45). Sauf mardi, de 10 h 30 à 12 h et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 31 mars.

MONTEUIL. Vers l'avenir. Peintures, aquarelles et dessins. C.C.A., Bibliothèque, 32, rue Gabriel-Péri. Jusqu'au 11 avril.

NOGENT-SUR-MARNE. Portraits. Maison nationale des artistes, 14, rue Charles-VII. De 14 h 30 à 18 h 30. Jusqu'au 27 mars.

PONTOISE. Gens de l'Asie. Musée Taver Delacour, 4, rue Lemerrier (031-93-00). Sauf mardi, de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 30 avril. - Charles Gir et le monde du théâtre de son époque. Jusqu'au 30 avril. Musée Plémar, 17, rue de Châteauneuf (031-93-00). Sauf lundi et mardi, de 14 h à 18 h.

SAINT-DENIS. Michael Garmatz : dessins et papiers froissés. Cafétéria 60, rue de la République, 59, rue Jules-Guesde. Sauf dim. et lundi, de 13 h 30 à 19 h. Entrée libre. Jusqu'au 3 avril.

VILLEPARISIS. Pour un espace d'interaction. Centre d'action culturelle Jacques-Durand, place de la République (427-44-99). Les mer. sam. dim. de 14 h à 19 h. Jusqu'au 23 mars.

VITRY-SUR-SEINE. Constantin Kerkis. L'histoire d'un peintre. Galerie municipale, 29, rue Guy-Moquet (680-85-20). De 15 h à 19 h ; sam., de 10 h à 12 h et de 15 h à 19 h. Du 26 février au 27 mars.

En province

ANGOULEME. Sans Hôte. AcApA, Hôtel Saint-Simone, 15, rue de la Cloche-Verte. Jusqu'au 19 mars.

BESANCON. Peintures et société, 1878-1914. Musée de la ville, place de la Révolution (81-44-47). Jusqu'au 28 mars.

CALAIS. Burgin/Tuttle/Brocard/Darras. Musée, 25 rue de Richelieu (97-99-00). Jusqu'au 14 mars. - Une photographie d'artiste. Galerie de l'Association, 13, boulevard Gambetta (97-99-00). Jusqu'au 13 mars.

CANNES. Renaissance du musée des beaux-arts de Cannes. Palais, 50, Croisette. Jusqu'à fin avril.

CHALON-SUR-SAONE. Cobra, 1948-1951. Maison de la culture, 5, avenue Napoléon (48-48-27).

FLAINE. Gaston Chazotte : Dessins, peintures, sculptures. Centre d'art contemporain (90-85-84). Jusqu'au 17 avril.

GRENOBLE. Louis Jay, 1795-1815. Musée, place de Verdun (54-09-82). Jusqu'au 13 mai.

LE CREUSOT. Michèle Boudet : Naïf blanche. CRACAP, château de la Verrière (55-01-11). Jusqu'à fin avril.

LUNÉVILLE. Vêtements liturgiques de Merbrie et Moele des dix-huitième et dix-neuvième siècles. - L'émigration d'Europe. L'apostrophe. Musée du Château (318-27). Jusqu'au 23 mars.

LYON. Figures imposées. Hiver 1983. ELAC, centre d'échanges de Perache (84-27-39). Jusqu'au 15 mars.

MARCO-EN-BARCEL. Dans la lumière de Corot. Septentrion, fondation Prouvost (46-26-37). Jusqu'au 1^{er} mai.

MARSEILLE. Hantel, peintures, 1969-1982. ARCA, 61, cours Julien (42-18-01). Jusqu'au 19 mars. Francis Limerat : Structures peintes, dessins. Galerie Athos, 11, boulevard Orléans (78-22-22).

MULHOUSE. Robert Matia : Avoir à voir. Galerie AMC, 7, rue Alfred-Engel (45-63-95). Jusqu'au 26 mars.

NANTES. Hommage à Mathurin Méheut, 1882-1958. Château des Ducs de Bretagne (47-18-13). Jusqu'au 30 avril. Roger Ekermann. Musée des beaux-arts, 10, rue Georges-Clemenceau (74-71-36). Architecture gothique et néogothique. Maison de la culture, 8, rue Scribe (73-07-11). A partir du 8 mars.

NICE. Attention peinture fraîche. Galerie d'art contemporain, 59, quai des États-Unis (62-37-11). Jusqu'au 15 mai. - Peinture haïtienne. Musée d'art naïf, château Sainte-Hélène (71-78-33). Jusqu'au 29 avril. Agrandissement la Moyne Ag. E.N.A.C. Nice. Ecole, av. Jean-Médoune, jusqu'au 24 avril.

NIMES. Jules Sella, 1814-1900. Peintures et dessins. Musée des beaux-arts, rue Cité-Paulle (67-25-57). Jusqu'au 10 avril.

RENNES. Acquisitions 1979-1982. Musée des beaux-arts, 20, quai Emile-Zola (30-53-87). Jusqu'au 10 avril. Il n'y a pas à proprement parler une histoire. Maison de la culture, 1, rue Saint-Hélène (79-26-26). Jusqu'au 30 mars.

SAINT-ETIENNE. 1960. - Maison de la culture, Jardin des plantes (25-35-18) et Musée d'art et d'industrie, place Louis-Comte (33-04-85). Jusqu'au 30 avril.

STRASBOURG. Markus Lupertz. Musée d'art moderne, Ancienne Douane (35-29-06). Jusqu'au 10 avril.

TOULOUSE. Duo Bert - L'art et l'histoire de l'art povera à la Transylvanie. - Axe Sud, 11, place de la Dauphine (25-37-17). Jusqu'au 31 mars.

TOURS. Autor de David et Delacroix, dessins français du musée de Besançon. Musée des beaux-arts, 18, place François-Sicard (05-68-73). Jusqu'au 4 avril.

CHAI L'ORDINAIRE
Michel Vinaver • Alain Françon
Théâtre Gémier Création
Du 10 mars au 17 avril à 20h30. Dimanche à 15h.
Relâche dimanche soir et lundi. 727 81 15

LE PLUS CÉLÈBRE CABARET DU MONDE
LIDO
20 h 30
Dîner Dancin
Champagne et Revue
870 F
22 h 30 et 0 h 30
Champagne et Revue
255 F
PRIX NETS
SERVICE COMPRIS
116 bis, Champs Élysées 363.11.61 et Agences

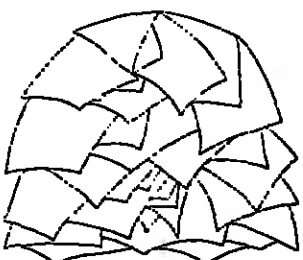
MARIGNAN PATHÉ - FRANÇAIS PATHÉ - QUINTETTÉ PATHÉ - LES IMAGES FAUVETTE - MONTMARTRE PATHÉ GAUMONT ROCHELOU - 4 TEMPS La Défense - PARLY 2 - ARGENTEUIL - 3 ROBESPIERRE Vitry

CATHERINE DENEUE
GÉRARD DEPARDIEU
LE DERNIER METRO
Un film de FRANÇOIS TRUFFAUT
10 CÉSARS 1980
avec JEAN POIRET

Choisir...
FESTIVAL INTERNATIONAL SON & IMAGE VIDÉO
9 au 13 mars 1983.
Palais des Congrès
Paris Porte Maillot.
De 10 h à 20 h.
Samedi 12 jusqu'à 22 h.
Entrée 22 F - Etudiant 13 F.
Journées professionnelles 6-78 mars.

... Il a un immense talent.
Au Canada, c'est l'enfant chéri !
Le voici très haut dans l'espace comique.
Bienvenue en France, mon cousin !
RAYMOND DEVOS
yvon deschamps
jusqu'au samedi 12 mars
18 h 30 THEATRE DE LA VILLE 30 F
location : 2, place du Châtelet et 274.22.77

CENTRE CULTUREL DU MARAIS-J.M.G.
28, rue des Francs-Bourgeois (3^e). 272-73-52



« L'OPERA BLANC »
(« per les yeux du dragon »)
de MAURICE GUILLAUD

Jusqu'au 19 mars

Tous les jours à 20 h 30 (sauf dimanche, lundi, mardi)
GROUPE DE RECHERCHES DRAMATURGIQUE ET PLASTIQUE

en VO : MARIGNAN PATHE - UGC BIARRITZ - UGC ODEON - 7 PARNASSIENS

CINÉ BEAUBOURG - 14 JUILLET BASTILLE

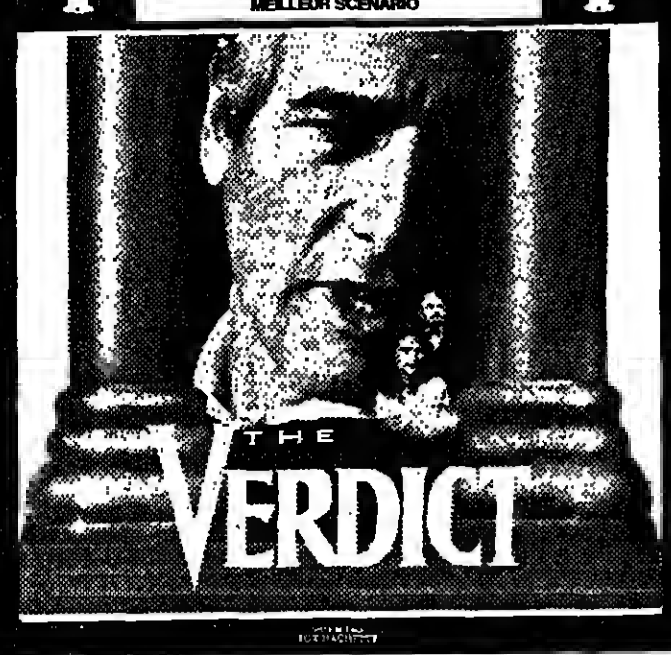
en VF : MONTARNOS - BERLITZ - MAXVILLE - CLICHY PATHE - GAUMONT

CONVENTION - ATHENA - FRANCAIS Enghien - MAISONS-ALFORT

4 MOUSQUETAIRES St-Michel-sur-Orge - STUDIO 78 Maisons-Laffitte

OSCARS HOLLYWOOD 1983
5 NOMINATIONS

MIEUX FILM : **« THE VERDICT »**
MIEUX ACTEUR : PAUL NEWMAN
MIEUX SECOND RÔLE : JAMES MASON
MIEUX METTEUR EN SCÈNE : SIDNEY LUMET
MIEUX SCÉNARIO



Écouter... Regarder... Choisir...



FESTIVAL INTERNATIONAL SON & IMAGE VIDÉO
9 au 13 mars 1983.
Palais des Congrès
Paris Porte Maillot.
De 10 h à 20 h.
Samedi 12 jusqu'à 22 h.
Entrée 22 F - Étudiant 13 F.
Journées professionnelles
6-7-8 mars.

THEATRE

LES SPECTACLES NOUVEAUX

NO ESCAPE, Centre canadien (555-3573), 20 h 30 (9, 10, 11).
KLEBER ET MARIE-LOUISE, Cartoucherie de la Tempête (328-3636), 21 h (9), dim. 16 h.
L'OPERA BLANC, Centre du Marais (272-73-52), 20 h 30 (9).
LA PLASSE FORTÉ, PREMIER AVERTISSEMENT, Centre andéalois (271-82-20), 20 h 30 (9), dim. 15 h.
POINES DE COEUR D'UNE CHATTE ANGLAISE, Th. de Paris (280-09-30), 20 h 30 (9), sam., dim. 15 h.
LE PARADIS SUR TERRE, Th. 18 (226-47-47), 22 h (9), dim. 18 h.
LA MENAGERIE DE VERRE, Th. de la Plaine (250-15-65), 22 h 30 (9), dim. 17 h.
L'ENVOI D'AMOUR, Th. 13 (588-16-30), 20 h 30 (9), dim. 15 h.
L'ORDINAIRE, Comédie 727-81-13), 20 h 30 (10).
LES EMIGRÉS, Déchargeurs (236-00-02), 20 h 30 (10).
JEAN-PAUL FARRÉ, Créteil, Maisons des Arts (899-54-50), 20 h 30 (10).
PERFORMANCES, Beaulieu (357-42-14), 19 h (11).
MARIONNETTES TCHÉQUES, Th. de Paris, petite salle (280-09-30), 20 h 30 (10), dim. 15 h.
LE SAPERLEAU, Saint-Denis, Haller (243-00-59), 20 h 30 les 11, 12, 15 et 17 à 18 h 13.
LAZARE DUPRON, Villetel, Th. Boule-Rolland (726-15-02), 21 h (11).
TU AS LES BRAS TROP COURTS, Magador (285-28-80), 20 h 30 (15).
LE POTIER PRÉTAI, Salle Valhubert (584-30-40), 20 h 30 les 11, 12, 15, dim. 15 h.
BECKETT WARRILOW, Saint-Denis, Théâtre Gérard-Philipe (243-00-59), 20 h 30 (15).
THEATRE D'OMERES, La Rochette (326-38-99), 21 h 30 (15).

Les salles subventionnées et subventionnées

OPERA (742-57-50) (Mar.), les 9, 11 à 19 h 30 : les Noces de Figaro ; les 10, 12, 14 à 19 h 30 : la Chauve-Souris ; les 13 à 18 h 30 : Concert de musique de chambre.
SALLE FAVART (296-06-11), le 11 à 19 h 30 : Conférence de G. de Vau ; le 14 à 19 h 30 : la Traviata.
COMEDIE FRANCAISE (296-10-20), les 9, 12 à 14 h 30 ; les 10, 14, 15 à 20 h 30 : Intermèzzo ; les 11, 12 à 20 h 30 ; les 13 à 14 h 30 : la seconde surprise de l'Amour ; la Comédie : 20 h 30 : l'Avare.
CHAILLOT (727-81-15), Grand foyer (dim.), les 9, 10, 11, 12, 15 à 18 h 30 : Palerme en Jérusalem ; le 14 à 20 h 30 : Rendez-vous avec le revues Poésie.
ODEON (325-70-32) (Lun.), les 9, 10, 11, 12, 15 à 20 h 30 ; le 13 à 15 h : Triptique.
PETIT ODEON (325-70-32) (Lun.), les 9, 10, 11, 12, 13, 15 à 18 h 30 : Partage.
TEP (797-96-06) (Lun.), les 9, 10, 20 h 30 ; le 13 à 15 h : le 14 à 20 h 30 : le 15 à 18 h 30 : le 16 à 20 h 30 : le 17 à 20 h 30 : le 18 à 20 h 30 : le 19 à 20 h 30 : le 20 à 20 h 30 : le 21 à 20 h 30 : le 22 à 20 h 30 : le 23 à 20 h 30 : le 24 à 20 h 30 : le 25 à 20 h 30 : le 26 à 20 h 30 : le 27 à 20 h 30 : le 28 à 20 h 30 : le 29 à 20 h 30 : le 30 à 20 h 30 : le 31 à 20 h 30 : le 1er à 20 h 30 : le 2 à 20 h 30 : le 3 à 20 h 30 : le 4 à 20 h 30 : le 5 à 20 h 30 : le 6 à 20 h 30 : le 7 à 20 h 30 : le 8 à 20 h 30 : le 9 à 20 h 30 : le 10 à 20 h 30 : le 11 à 20 h 30 : le 12 à 20 h 30 : le 13 à 20 h 30 : le 14 à 20 h 30 : le 15 à 20 h 30 : le 16 à 20 h 30 : le 17 à 20 h 30 : le 18 à 20 h 30 : le 19 à 20 h 30 : le 20 à 20 h 30 : le 21 à 20 h 30 : le 22 à 20 h 30 : le 23 à 20 h 30 : le 24 à 20 h 30 : le 25 à 20 h 30 : le 26 à 20 h 30 : le 27 à 20 h 30 : le 28 à 20 h 30 : le 29 à 20 h 30 : le 30 à 20 h 30 : le 31 à 20 h 30 : le 1er à 20 h 30 : le 2 à 20 h 30 : le 3 à 20 h 30 : le 4 à 20 h 30 : le 5 à 20 h 30 : le 6 à 20 h 30 : le 7 à 20 h 30 : le 8 à 20 h 30 : le 9 à 20 h 30 : le 10 à 20 h 30 : le 11 à 20 h 30 : le 12 à 20 h 30 : le 13 à 20 h 30 : le 14 à 20 h 30 : le 15 à 20 h 30 : le 16 à 20 h 30 : le 17 à 20 h 30 : le 18 à 20 h 30 : le 19 à 20 h 30 : le 20 à 20 h 30 : le 21 à 20 h 30 : le 22 à 20 h 30 : le 23 à 20 h 30 : le 24 à 20 h 30 : le 25 à 20 h 30 : le 26 à 20 h 30 : le 27 à 20 h 30 : le 28 à 20 h 30 : le 29 à 20 h 30 : le 30 à 20 h 30 : le 31 à 20 h 30 : le 1er à 20 h 30 : le 2 à 20 h 30 : le 3 à 20 h 30 : le 4 à 20 h 30 : le 5 à 20 h 30 : le 6 à 20 h 30 : le 7 à 20 h 30 : le 8 à 20 h 30 : le 9 à 20 h 30 : le 10 à 20 h 30 : le 11 à 20 h 30 : le 12 à 20 h 30 : le 13 à 20 h 30 : le 14 à 20 h 30 : le 15 à 20 h 30 : le 16 à 20 h 30 : le 17 à 20 h 30 : le 18 à 20 h 30 : le 19 à 20 h 30 : le 20 à 20 h 30 : le 21 à 20 h 30 : le 22 à 20 h 30 : le 23 à 20 h 30 : le 24 à 20 h 30 : le 25 à 20 h 30 : le 26 à 20 h 30 : le 27 à 20 h 30 : le 28 à 20 h 30 : le 29 à 20 h 30 : le 30 à 20 h 30 : le 31 à 20 h 30 : le 1er à 20 h 30 : le 2 à 20 h 30 : le 3 à 20 h 30 : le 4 à 20 h 30 : le 5 à 20 h 30 : le 6 à 20 h 30 : le 7 à 20 h 30 : le 8 à 20 h 30 : le 9 à 20 h 30 : le 10 à 20 h 30 : le 11 à 20 h 30 : le 12 à 20 h 30 : le 13 à 20 h 30 : le 14 à 20 h 30 : le 15 à 20 h 30 : le 16 à 20 h 30 : le 17 à 20 h 30 : le 18 à 20 h 30 : le 19 à 20 h 30 : le 20 à 20 h 30 : le 21 à 20 h 30 : le 22 à 20 h 30 : le 23 à 20 h 30 : le 24 à 20 h 30 : le 25 à 20 h 30 : le 26 à 20 h 30 : le 27 à 20 h 30 : le 28 à 20 h 30 : le 29 à 20 h 30 : le 30 à 20 h 30 : le 31 à 20 h 30 : le 1er à 20 h 30 : le 2 à 20 h 30 : le 3 à 20 h 30 : le 4 à 20 h 30 : le 5 à 20 h 30 : le 6 à 20 h 30 : le 7 à 20 h 30 : le 8 à 20 h 30 : le 9 à 20 h 30 : le 10 à 20 h 30 : le 11 à 20 h 30 : le 12 à 20 h 30 : le 13 à 20 h 30 : le 14 à 20 h 30 : le 15 à 20 h 30 : le 16 à 20 h 30 : le 17 à 20 h 30 : le 18 à 20 h 30 : le 19 à 20 h 30 : le 20 à 20 h 30 : le 21 à 20 h 30 : le 22 à 20 h 30 : le 23 à 20 h 30 : le 24 à 20 h 30 : le 25 à 20 h 30 : le 26 à 20 h 30 : le 27 à 20 h 30 : le 28 à 20 h 30 : le 29 à 20 h 30 : le 30 à 20 h 30 : le 31 à 20 h 30 : le 1er à 20 h 30 : le 2 à 20 h 30 : le 3 à 20 h 30 : le 4 à 20 h 30 : le 5 à 20 h 30 : le 6 à 20 h 30 : le 7 à 20 h 30 : le 8 à 20 h 30 : le 9 à 20 h 30 : le 10 à 20 h 30 : le 11 à 20 h 30 : le 12 à 20 h 30 : le 13 à 20 h 30 : le 14 à 20 h 30 : le 15 à 20 h 30 : le 16 à 20 h 30 : le 17 à 20 h 30 : le 18 à 20 h 30 : le 19 à 20 h 30 : le 20 à 20 h 30 : le 21 à 20 h 30 : le 22 à 20 h 30 : le 23 à 20 h 30 : le 24 à 20 h 30 : le 25 à 20 h 30 : le 26 à 20 h 30 : le 27 à 20 h 30 : le 28 à 20 h 30 : le 29 à 20 h 30 : le 30 à 20 h 30 : le 31 à 20 h 30 : le 1er à 20 h 30 : le 2 à 20 h 30 : le 3 à 20 h 30 : le 4 à 20 h 30 : le 5 à 20 h 30 : le 6 à 20 h 30 : le 7 à 20 h 30 : le 8 à 20 h 30 : le 9 à 20 h 30 : le 10 à 20 h 30 : le 11 à 20 h 30 : le 12 à 20 h 30 : le 13 à 20 h 30 : le 14 à 20 h 30 : le 15 à 20 h 30 : le 16 à 20 h 30 : le 17 à 20 h 30 : le 18 à 20 h 30 : le 19 à 20 h 30 : le 20 à 20 h 30 : le 21 à 20 h 30 : le 22 à 20 h 30 : le 23 à 20 h 30 : le 24 à 20 h 30 : le 25 à 20 h 30 : le 26 à 20 h 30 : le 27 à 20 h 30 : le 28 à 20 h 30 : le 29 à 20 h 30 : le 30 à 20 h 30 : le 31 à 20 h 30 : le 1er à 20 h 30 : le 2 à 20 h 30 : le 3 à 20 h 30 : le 4 à 20 h 30 : le 5 à 20 h 30 : le 6 à 20 h 30 : le 7 à 20 h 30 : le 8 à 20 h 30 : le 9 à 20 h 30 : le 10 à 20 h 30 : le 11 à 20 h 30 : le 12 à 20 h 30 : le 13 à 20 h 30 : le 14 à 20 h 30 : le 15 à 20 h 30 : le 16 à 20 h 30 : le 17 à 20 h 30 : le 18 à 20 h 30 : le 19 à 20 h 30 : le 20 à 20 h 30 : le 21 à 20 h 30 : le 22 à 20 h 30 : le 23 à 20 h 30 : le 24 à 20 h 30 : le 25 à 20 h 30 : le 26 à 20 h 30 : le 27 à 20 h 30 : le 28 à 20 h 30 : le 29 à 20 h 30 : le 30 à 20 h 30 : le 31 à 20 h 30 : le 1er à 20 h 30 : le 2 à 20 h 30 : le 3 à 20 h 30 : le 4 à 20 h 30 : le 5 à 20 h 30 : le 6 à 20 h 30 : le 7 à 20 h 30 : le 8 à 20 h 30 : le 9 à 20 h 30 : le 10 à 20 h 30 : le 11 à 20 h 30 : le 12 à 20 h 30 : le 13 à 20 h 30 : le 14 à 20 h 30 : le 15 à 20 h 30 : le 16 à 20 h 30 : le 17 à 20 h 30 : le 18 à 20 h 30 : le 19 à 20 h 30 : le 20 à 20 h 30 : le 21 à 20 h 30 : le 22 à 20 h 30 : le 23 à 20 h 30 : le 24 à 20 h 30 : le 25 à 20 h 30 : le 26 à 20 h 30 : le 27 à 20 h 30 : le 28 à 20 h 30 : le 29 à 20 h 30 : le 30 à 20 h 30 : le 31 à 20 h 30 : le 1er à 20 h 30 : le 2 à 20 h 30 : le 3 à 20 h 30 : le 4 à 20 h 30 : le 5 à 20 h 30 : le 6 à 20 h 30 : le 7 à 20 h 30 : le 8 à 20 h 30 : le 9 à 20 h 30 : le 10 à 20 h 30 : le 11 à 20 h 30 : le 12 à 20 h 30 : le 13 à 20 h 30 : le 14 à 20 h 30 : le 15 à 20 h 30 : le 16 à 20 h 30 : le 17 à 20 h 30 : le 18 à 20 h 30 : le 19 à 20 h 30 : le 20 à 20 h 30 : le 21 à 20 h 30 : le 22 à 20 h 30 : le 23 à 20 h 30 : le 24 à 20 h 30 : le 25 à 20 h 30 : le 26 à 20 h 30 : le 27 à 20 h 30 : le 28 à 20 h 30 : le 29 à 20 h 30 : le 30 à 20 h 30 : le 31 à 20 h 30 : le 1er à 20 h 30 : le 2 à 20 h 30 : le 3 à 20 h 30 : le 4 à 20 h 30 : le 5 à 20 h 30 : le 6 à 20 h 30 : le 7 à 20 h 30 : le 8 à 20 h 30 : le 9 à 20 h 30 : le 10 à 20 h 30 : le 11 à 20 h 30 : le 12 à 20 h 30 : le 13 à 20 h 30 : le 14 à 20 h 30 : le 15 à 20 h 30 : le 16 à 20 h 30 : le 17 à 20 h 30 : le 18 à 20 h 30 : le 19 à 20 h 30 : le 20 à 20 h 30 : le 21 à 20 h 30 : le 22 à 20 h 30 : le 23 à 20 h 30 : le 24 à 20 h 30 : le 25 à 20 h 30 : le 26 à 20 h 30 : le 27 à 20 h 30 : le 28 à 20 h 30 : le 29 à 20 h 30 : le 30 à 20 h 30 : le 31 à 20 h 30 : le 1er à 20 h 30 : le 2 à 20 h 30 : le 3 à 20 h 30 : le 4 à 20 h 30 : le 5 à 20 h 30 : le 6 à 20 h 30 : le 7 à 20 h 30 : le 8 à 20 h 30 : le 9 à 20 h 30 : le 10 à 20 h 30 : le 11 à 20 h 30 : le 12 à 20 h 30 : le 13 à 20 h 30 : le 14 à 20 h 30 : le 15 à 20 h 30 : le 16 à 20 h 30 : le 17 à 20 h 30 : le 18 à 20 h 30 : le 19 à 20 h 30 : le 20 à 20 h 30 : le 21 à 20 h 30 : le 22 à 20 h 30 : le 23 à 20 h 30 : le 24 à 20 h 30 : le 25 à 20 h 30 : le 26 à 20 h 30 : le 27 à 20 h 30 : le 28 à 20 h 30 : le 29 à 20 h 30 : le 30 à 20 h 30 : le 31 à 20 h 30 : le 1er à 20 h 30 : le 2 à 20 h 30 : le 3 à 20 h 30 : le 4 à 20 h 30 : le 5 à 20 h 30 : le 6 à 20 h 30 : le 7 à 20 h 30 : le 8 à 20 h 30 : le 9 à 20 h 30 : le 10 à 20 h 30 : le 11 à 20 h 30 : le 12 à 20 h 30 : le 13 à 20 h 30 : le 14 à 20 h 30 : le 15 à 20 h 30 : le 16 à 20 h 30 : le 17 à 20 h 30 : le 18 à 20 h 30 : le 19 à 20 h 30 : le 20 à 20 h 30 : le 21 à 20 h 30 : le 22 à 20 h 30 : le 23 à 20 h 30 : le 24 à 20 h 30 : le 25 à 20 h 30 : le 26 à 20 h 30 : le 27 à 20 h 30 : le 28 à 20 h 30 : le 29 à 20 h 30 : le 30 à 20 h 30 : le 31 à 20 h 30 : le 1er à 20 h 30 : le 2 à 20 h 30 : le 3 à 20 h 30 : le 4 à 20 h 30 : le 5 à 20 h 30 : le 6 à 20 h 30 : le 7 à 20 h 30 : le 8 à 20 h 30 : le 9 à 20 h 30 : le 10 à 20 h 30 : le 11 à 20 h 30 : le 12 à 20 h 30 : le 13 à 20 h 30 : le 14 à 20 h 30 : le 15 à 20 h 30 : le 16 à 20 h 30 : le 17 à 20 h 30 : le 18 à 20 h 30 : le 19 à 20 h 30 : le 20 à 20 h 30 : le 21 à 20 h 30 : le 22 à 20 h 30 : le 23 à 20 h 30 : le 24 à 20 h 30 : le 25 à 20 h 30 : le 26 à 20 h 30 : le 27 à 20 h 30 : le 28 à 20 h 30 : le 29 à 20 h 30 : le 30 à 20 h 30 : le 31 à 20 h 30 : le 1er à 20 h 30 : le 2 à 20 h 30 : le 3 à 20 h 30 : le 4 à 20 h 30 : le 5 à 20 h 30 : le 6 à 20 h 30 : le 7 à 20 h 30 : le 8 à 20 h 30 : le 9 à 20 h 30 : le 10 à 20 h 30 : le 11 à 20 h 30 : le 12 à 20 h 30 : le 13 à 20 h 30 : le 14 à 20 h 30 : le 15 à 20 h 30 : le 16 à 20 h 30 : le 17 à 20 h 30 : le 18 à 20 h 30 : le 19 à 20 h 30 : le 20 à 20 h 30 : le 21 à 20 h 30 : le 22 à 20 h 30 : le 23 à 20 h 30 : le 24 à 20 h 30 : le 25 à 20 h 30 : le 26 à 20 h 30 : le 27 à 20 h 30 : le 28 à 20 h 30 : le 29 à 20 h 30 : le 30 à 20 h 30 : le 31 à 20 h 30 : le 1er à 20 h 30 : le 2 à 20 h 30 : le 3 à 20 h 30 : le 4 à 20 h 30 : le 5 à 20 h 30 : le 6 à 20 h 30 : le 7 à 20 h 30 : le 8 à 20 h 30 : le 9 à 20 h 30 : le 10 à 20 h 30 : le 11 à 20 h 30 : le 12 à 20 h 30 : le 13 à 20 h 30 : le 14 à 20 h 30 : le 15 à 20 h 30 : le 16 à 20 h 30 : le 17 à 20 h 30 : le 18 à 20 h 30 : le 19 à 20 h 30 : le 20 à 20 h 30 : le 21 à 20 h 30 : le 22 à 20 h 30 : le 23 à 20 h 30 : le 24 à 20 h 30 : le 25 à 20 h 30 : le 26 à 20 h 30 : le 27 à 20 h 30 : le 28 à 20 h 30 : le 29 à 20 h 30 : le 30 à 20 h 30 : le 31 à 20 h 30 : le 1er à 20 h 30 : le 2 à 20 h 30 : le 3 à 20 h 30 : le 4 à 20 h 30 : le 5 à 20 h 30 : le 6 à 20 h 30 : le 7 à 20 h 30 : le 8 à 20 h 30 : le 9 à 20 h 30 : le 10 à 20 h 30 : le 11 à 20 h 30 : le 12 à 20 h 30 : le 13 à 20 h 30 : le 14 à 20 h 30 : le 15 à 20 h 30 : le 16 à 20 h 30 : le 17 à 20 h 30 : le 18 à 20 h 30 : le 19 à 20 h 30 : le 20 à 20 h 30 : le 21 à 20 h 30 : le 22 à 20 h 30 : le 23 à 20 h 30 : le 24 à 20 h 30 : le 25 à 20 h 30 : le 26 à 20 h 30 : le 27 à 20 h 30 : le 28 à 20 h 30 : le 29 à 20 h 30 : le 30 à 20 h 30 : le 31 à 20 h 30 : le 1er à 20 h 30 : le 2 à 20 h 30 : le 3 à 20 h 30 : le 4 à 20 h 30 : le 5 à 20 h 30 : le 6 à 20 h 30 : le 7 à 20 h 30 : le 8 à 20 h 30 : le 9 à 20 h 30 : le 10 à 20 h 30 : le 11 à 20 h 30 : le 12 à 20 h 30 : le 13 à 20 h 30 : le 14 à 20 h 30 : le 15 à 20 h 30 : le 16 à 20 h 30 : le 17 à 20 h 30 : le 18 à 20 h 30 : le 19 à 20 h 30 : le 20 à 20 h 30 : le 21 à 20 h 30 : le 22 à 20 h 30 : le 23 à 20 h 30 : le 24 à 20 h 30 : le 25 à 20 h 30 : le 26 à 20 h 30 : le 27 à 20 h 30 : le 28 à 20 h 30 : le 29 à 20 h 30 : le 30 à 20 h 30 : le 31 à 20 h 30 : le 1er à 20 h 30 : le 2 à 20 h 30 : le 3 à 20 h 30 : le 4 à 20 h 30 : le 5 à 20 h 30 : le 6 à 20 h 30 : le 7 à 20 h 30 : le 8 à 20 h 30 : le 9 à 20 h 30 : le 10 à 20 h 30 : le 11 à 20 h 30 : le 12 à 20 h 30 : le 13 à 20 h 30 : le 14 à 20 h 30 : le 15 à 20 h 30 : le 16 à 20 h 30 : le 17 à 20 h 30 : le 18 à 20 h 30 : le 19 à 20 h 30 : le 20 à 20 h 30 : le 21 à 20 h 30 : le 22 à 20 h 30 : le 23 à 20 h 30 : le 24 à 20 h 30 : le 25 à 20 h 30 : le 26 à 20 h 30 : le 27 à 20 h 30 : le 28 à 20 h 30 : le 29 à 20 h 30 : le 30 à 20 h 30 : le 31 à 20 h 30 : le 1er à 20 h 30 : le 2 à 20 h 30 : le 3 à 20 h 30 : le 4 à 20 h 30 : le 5 à 20 h 30 : le 6 à 20 h 30 : le 7 à 20 h 30 : le 8 à 20 h 30 : le 9 à 20 h 30 : le 10 à 20 h 30 : le 11 à 20 h 30 : le 12 à 20 h 30 : le 13 à 20 h 30 : le 14 à 20 h 30 : le 15 à 20 h 30 : le 16 à 20 h 30 : le 17 à 20 h 30 : le 18 à 20 h 30 : le 19 à 20 h 30 : le 20 à 20 h 30 : le 21 à 20 h 30 : le 22 à 20 h 30 : le 23 à 20 h 30 : le 24 à 20 h 30 : le 25 à 20 h 30 : le 26 à 20 h 30 : le 27 à 20 h 30 : le 28 à 20 h 30 : le 29 à 20 h 30 : le 30 à 20 h 30 : le 31 à 20 h 30 : le 1er à 20 h 30 : le 2 à 20 h 30 : le 3 à 20 h 30 : le 4 à 20 h 30 : le 5 à 20 h 30 : le 6 à 20 h 30 : le 7 à 20 h 30 : le 8 à 20 h 30 : le 9 à 20 h 30 : le 10 à 20 h 30 : le 11 à 20 h 30 : le 12 à 20 h 30 : le 13 à 20 h 30 : le 14 à 20 h 30 : le 15 à 20 h 30 : le 16 à 20 h 30 : le 17 à 20 h 30 : le 18 à 20 h 30 : le 19 à 20 h 30 : le 20 à 20 h 30 : le 21 à 20 h 30 : le 22 à 20 h 30 : le 23 à 20 h 30 : le 24 à 20 h 30 : le 25 à 20 h 30 : le 26 à 20 h 30 : le 27 à 20 h 30 : le 28 à 20 h 30 : le 29 à 20 h 30 : le 30 à 20 h 30 : le 31 à 20 h 30 : le 1er à 20 h 30 : le 2 à 20 h 30 : le 3 à 20 h 30 : le 4 à 20 h 30 : le 5 à 20 h 30 : le 6 à 20 h 30 : le 7 à 20 h 30 : le 8 à 20 h 30 : le 9 à 20 h 30 : le 10 à 20 h 30 : le 11 à 20 h 30 : le 12 à 20 h 30 : le 13 à 20 h 30 : le 14 à 20 h 30 : le 15 à 20 h 30 : le 16 à 20 h 30 : le 17 à 20 h 30 : le 18 à 20 h 30 : le 19 à 20 h 30 : le 20 à 20 h 30 : le 21 à 20 h 30 : le 22 à 20 h 30 : le 23 à 20 h 30 : le 24 à 20 h 30 : le 25 à 20 h 30 : le 26 à 20 h 30 : le 27 à 20 h 30 : le 28 à 20 h 30 : le 29 à 20 h 30 : le 30 à 20 h 30 : le 31 à 20 h 30 : le 1er à 20 h 30 : le 2 à 20 h 30 : le 3 à 20 h 30 : le 4 à 20 h 30 : le 5 à 20 h 30 : le 6 à 20 h 30 : le 7 à 20 h 30 : le 8 à 20 h 30 : le 9 à 20 h 30 : le 10 à 20 h 30 : le 11 à 20 h 30 : le 12 à 20 h 30 : le 13 à 20 h 30 : le 14 à 20 h 30 : le 15 à 20 h 30 : le 16 à 20 h 30 : le 17 à 20 h 30 : le 18 à 20 h 30 : le 19 à 20 h 30 : le 20 à 20 h 30 : le 21 à 20 h 30 : le 22 à 20 h 30 : le 23 à 20 h 30 : le 24 à 20 h 30 : le 25 à 20 h 30 : le 26 à 20 h 30 : le 27 à 20 h 30 : le 28 à 20 h 30 : le 29 à 20 h 30 : le 30 à 20 h 30 : le 31 à 20 h 30 : le 1er à 20 h 30 : le 2 à 20 h 30 : le 3 à 20 h 30 : le 4 à 20 h 30 : le 5 à 20 h 30 : le 6 à 20 h 30 : le 7 à 20 h 30 : le 8 à 20 h 30 : le 9 à 20 h 30 : le 10 à 20 h

Les concerts

APRÈS "NEIGE" PRIX DU CINÉMA CONTEMPORAIN-CANNES 1981

CAP CANAILLE

RENÉ et ROMAIN LE BARGEANT présentent
JULIET BERTO / JEAN-CLAUDE BRALLY / RICHARD BOHRINGER
GERARD DARMON et la participation de BERNADETTE LARONT et d'ANDRÉ
CHAU : les films de JEAN-PIERRE RÔGER et JULIET BERTO "CAP CANAILLE"
avec RICHARD ANCONINA / NINI CREPON / RAUL GIMENEZ et PATRICK CHESNAIS
Scénario et dialogues de H. RÔGER - JOSE VARELA Scénario et adaptation de H. RÔGER - CLAUDE LEPRIEUR - JEAN-PIERRE
DARBOIS DORIS BERJALAN - H. RÔGER Image WILLIAM LIEBOWITZ Musique ELISABETH WIENER Costumes

CINEMA REEL

5. FESTIVAL INTERNATIONAL DE FILMS ETHNOGRAPHIQUES ET SOCIOLOGIQUES

Centre Georges Pompidou

12-20 MARS 1983

POUR LES SALLES VOIR LIGNES PROGRAMMES

Stallone triomphe encore avec un punch irrésistible.

Dominique Charney

La violence comme une œuvre d'art.

Gaude Bougnères LE FIGARO

Quel punch!

Michel Drucker

Dieu de Dieu, quel spectacle!

José Bessas

L'affrontement est beau jusqu'au délire et épique comme un choc de titans.

Jilles Gressard

Le plus grand défi

L'OEIL DU TIGRE

ROCKY III



UGC BIARRITZ - PUBLICIS CHAMPS-ÉLYSÉES - MISTRAL - UGC ODÉON - CINÉ BEAUBOURG LES HALLES - REX - UGC BOULEVARDS
UGC MONT-PARNASSE - UGC GODELINS - 14 JUILLET-BEAUGRENELLE - CLICHY PATHÉ - UGC GARE DE LYON - PARAMOUNT MAILLOT
PARAMOUNT MONTMARTRE - 3 MURAT - 4 TEMPS La Défense - ARTEL Créteil - ARTEL Nogent - ARTEL Rosny - ARTEL Marne-la-Vallée - CARREFOUR
Pantin - MÉLIES Montreuil - ARGENTEUIL - FLANADES Sarcelles - PARAMOUNT La Varenne - 4 PERRAY Ste-Geneviève-des-Bois - CALYPSO Viry-Châtillon
BUXY Boussey-St-Antoine - C2L Versailles-VÉLIZY

MICHEL SERRAULT

ISABELLE ADJANI

mortelle randonnée

DIALOGUE DE MICHEL AUDIARD

UN FILM DE CLAUDE MILLER

GUY MARCHAND · STÉPHANE AUDRAN · MACHA MÉRIL · SAMI FREY · GENEVIÈVE PAGE

WEL-PATRIE & BOUTEILLY · DUBOIS & FROST · ADAPTATION DE MICHEL AUDIARD ET JACQUES AUDIARD D'APRÈS LE ROMAN DE MARC BÉGIN ÉDITIONS GALLIMARD - SÉRIE NOIR
MUSIQUE DE CAROL BLEY ÉDITIONS PIANUM · DIRECTEUR DE LA PHOTOGRAPHIE PIERRE LÉVY · CHEF MONTÉL N. ALBERT J. BIGNON · DIRECTEUR DE PRODUCTION BERNARD GRENET
LE CO-PRODUCTEUR TONYA TELLEA · T.S.I. FILMS PRODUCTIONS · DISTRIBUÉ PAR G.E.F. C.C.F.L.



CINEMA

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinéma-thèque

CHAILLOT (704-24-24)
MERCREDI 9 MARS
15 h, la Madone des sleepings, de H. Diamant-Berger; 19 h, Je ne suis fatigué, de V. Alexakis; 21 h, Archives du film: Cent films Lumière.

JEUDI 10 MARS
15 h, Demain il sera trop tard, de L. Moguy; 20 h, Hommage à S.-S. Salès; Utopia.

VENREDI 11 MARS
15 h, Une fille dans le soleil, de M. Cam; 19 h, hommage à S.-S. Salès: Destinataire inconnu; 21 h, Hommage à P. Sturges: Gouverneur malgré lui.

SAMEDI 12 MARS
15 h, Sapho, de L. Perret, d'après A. Daudet; 17 h, Hommage à L. Comencini: le Mariage de Catherine; la Leçon d'anglais; 19 h, Hommage à S.-S. Salès: Un simple événement; 21 h, Hommage à P. Sturges: le Gros Lot.

DIMANCHE 13 MARS
15 h, Ciboulette, de Cl. Autant-Lara; 17 h, les Inconnues dans la ville, de R. Fleischer; 19 h, Hommage à S.-S. Salès: Nature morte; 21 h, Hommage à P. Sturges: Un cœur pris au piège.

LUNDI 14 MARS
Relâche.


MARDI 15 MARS
15 h, la Fille de Hambourg, de Y. Allibert; 19 h, Hommage à S.-S. Salès: Loin du pays; 21 h, les Iles, de L. Azzi.

en VO: PARAMOUNT CITY TRIOMPHE - PARAMOUNT ODÉON
en VF: PARAMOUNT OPÉRA - MAX LINDER - PARAMOUNT BASTILLE
PARAMOUNT MONTMARTRE - SAINT-CHARLES CONVENTION
PARAMOUNT La Varenne - ARTEL Nogent - CARREFOUR Pantin

**la science a créé un monstre à l'image humaine
que rien n'arrête dans la terreur.
Aujourd'hui Chuck Norris doit le détruire!**

CHUCK NORRIS

HORREUR DANS LA VILLE



BEAUBOURG

(278-35-57)

MERCREDI 9 MARS

15 h, Scènes de la rue, de K. Vidor; 17 h, Bloody Mama, de R. Corman; 19 h, Denys Arcand: On est nu contre.

JEUDI 10 MARS

15 h, le Ring, de A. Hitchcock; 17 h, le Grand Inquisiteur, de M. Reeves; 19 h, Denys Arcand: Québec, Duplessis et après...

VENREDI 11 MARS

15 h, Tirez au flanc, de J. Renoir; 17 h, The Caretaker, de C. Donner; 19 h, J. Beaudin: J.-A. Martin planigraphie.

SAMEDI 12 MARS

15 h, Hommage à P. Perrault: Pour la suite du monde; 17 h, le Règne du jour; 19 h, Hommage à J. Beaudin: Cordelia; 21 h, 30, AJM: l'assassin vous parle, de H. Corfield.

DIMANCHE 13 MARS

15 h, Hommage à P. Perrault: le Jean Richard; le Retour à la terre; 17 h, Un royaume vous attend; 19 h, Gilles Carle: la Vie buissonnière de Léopold Z; 21 h, le Plus Beau, de A. Kurosawa.

LUNDI 14 MARS

15 h, Hommage à P. Perrault: Gens d'Abîm; 17 h, la Légenda du Flave, de R. Freda; 19 h, J. Chabot: le Fiction nucléaire.

MARDI 15 MARS

Relâche.

Les exclusivités

L'AFRICAIN (Fr.): Gaumont-Halles, 1^{re} (297-49-70); Richelieu, 2^e (233-36-70); Quintette, 5^e (633-79-38); Cluny-Palace, 8^e (359-92-82); George-V, 8^e (562-41-46); St-Lazare Pasquier, 8^e (387-35-43); François, 9^e (770-33-88);

Maxéville, 9^e (770-72-86); Nation, 12^e (343-04-57); Fauvette, 13^e (331-56-86); Montparnasse-Patbé, 14^e (330-24-06); Gaumont-Sud, 14^e (327-84-50);

Gaumont-Convention, 15^e (828-43-27); Bienvenue-Montparnasse, 15^e (544-25-02); 14 Juillet-Beaugrenelle, 15^e (575-79-79); Mayfair, 16^e (525-27-06); Paramount-Maillot, 17^e (758-24-24); Wepler, 18^e (522-46-01); Gaumont-Gambetta, 20^e (636-10-96).

ALL BY MYSELF (A., v.o.): St-Séverin, 5^e (354-50-91).

AMÉRIQUE INTERDITE (A., v.f.): Rio-Opéra, 2^e (742-82-54); ANTONIETTA (Fr.-Mex., v.o.): Trois Par-nassiens, 14^e (320-30-19).

L'AS DES AS (Fr.): Gaumont-Berlitz, 2^e (742-60-33).

LES AVENTURES DE PANDA (Jap., v.f.): Tempeliers, 3^e (272-94-56); Grand Pavée, 15^e (554-46-85).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A., v.o.): Trois Haus-mann, 9^e (770-47-55).

LA BALANCE (Fr.): Ciné Beaubourg, 3^e (271-52-36); Quintette, 5^e (633-79-38); Marignan, 8^e (359-92-82); François, 9^e (770-33-88); Maxéville, 9^e (770-72-86); Gare de Lyon, 12^e (343-04-57);

U.G.C. Gobelins, 13^e (336-23-44); Mistral, 14^e (539-52-43); Montparnasse-Patbé, 14^e (320-12-06); Magic Convention, 15^e (828-20-64); Passy, 16^e (288-62-34); Calypso, 17^e (330-30-11); Clu-chy Pathé, 18^e (522-46-01).

LE BATTANT (Fr.): Berlitz, 2^e (742-60-33); Bretagne, 6^e (222-57-97); Ambassade, 8^e (359-19-08).

LA BELLE CAPTIVE (Fr.): Ciné-Beaubourg, 13^e (336-23-44); Cluny-Ecoles, 8^e (354-20-12); Biarritz, 9^e (723-69-23).

BLADE RUNNER (A., v.f.): Opéra-Night, 2^e (266-52-62).

LA BOULM N° 2 (Fr.): Ambassade, 8^e (359-19-08).

BRISBY ET LE SECRET DE NIMH (A., v.f.): Saint-Ambroise, 11^e (700-89-16); Grand Pavée, 15^e (554-46-85).

LE CAVALIER NE PORTAIT PAS DE COSTARDS (A., v.o.): Parnassiens, 14^e (329-83-11).

LE CAMION DE LA MORT (A., v.f.): Gaîté-Boulevard, 9^e (323-67-06).

CAP CANAILLE (Fr.): U.G.C. Odéon, 6^e (325-71-08); U.G.C. Biarritz, 9^e (723-69-23); Olympia Entrepôt, 14^e (542-67-42).

CAPTAIN MALABAR DIT - LA BOMBE (It.-A., v.f.): Paramount-City, 6^e (562-45-76); Paramount-Opéra, 9^e (742-56-31); Paramount-Bastille, 12^e (343-79-17); Paramount-Montparnasse, 14^e (329-90-10); Paramount-Orléans, 14^e (562-45-91); Convention St-Charles, 15^e (579-33-00); Paramount-Mont-martre, 18^e (606-34-25).

CINQ JOURS CE PRINTEMPS-LA (A., v.o.): U.G.C.-Danton, 6^e (329-42-62); U.G.C.-Champs-Élysées, 8^e (359-12-15); 14 Juillet-Bastille, 12^e (357-90-81); 14 Juillet-Beaugrenelle, 15^e (575-79-79).

CLEMENTINE TANGO (Fr.): Mirovia, 1^{re} (260-43-99); Studio de la Harpe, 5^e (634-25-32).

COBRA (A., v.o.): Marbeuf, 8^e (225-18-45); v.f.: U.G.C.-Opéra, 2^e (261-50-32).

COMÉDIE ÉROTIQUE D'UNE NUIT D'ÉTÉ (A., v.o.): Studio Médias, 9^e (623-25-97).

LE CRIME D'AMOUR (Fr.): Marais, 4^e (278-47-86).

DANTON (Fr.): U.G.C.-Opéra, 2^e (261-50-32); Cujes, 3^e (354-89-22); Marbeuf, 8^e (225-18-45); Miramar, 14^e (320-89-52).

DE MAO A MOZART (A., v.o.): Epée de Bois, 5^e (337-57-47); Olympia-Entrepôt, 14^e (542-67-42).

LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE (Bosl., A., v. ang.): Quintette, 5^e (633-79-38); George-V, 8^e (562-41-46); Marignan, 8^e (359-92-82); Parnassiens, 14^e (329-83-11); (V.f.): Maxéville, 9^e (770-72-86); François, 9^e (770-33-88); Nation, 12^e (343-04-57); Fauvette, 13^e (331-56-74); Mistral, 14^e (539-52-43);

(539-52-43); Montparnasse, 14^e (327-84-50); Gaumont-Convention, 15^e (828-20-64); Images, 18^e (522-47-94).

DIVA (Fr.): Capri, 2^e (509-11-69); Pan-théon, 5^e (354-15-04).

L'ENFANT SECRET (Fr.): Olympia-Luxembourg, 6^e (633-97-77).

L'EMPRISE (A., v.o.): Paramount Odéon, 6^e (325-59-83); Paramount Mer-cury, 8^e (562-75-90); v.f.: Paramount Marivaux, 2^e (296-80-40); Paramount Opéra, 9^e (742-56-31); Paramount Bas-tille, 12^e (343-79-17); Paramount Mont-parnasse, 14^e (329-90-10).

ET L'EXTRA-TERRESTRE (A., v.o.): Ermitage, 6^e (359-15-71); v.f.: U.G.C. Opéra, 2^e (261-50-32); Paramount Opéra, 9^e (742-56-31); Gaumont Sud, 14^e (327-84-50).

L'ÉTÉ DE NOS QUINZE ANS (Fr.): Le Paris, 8^e (359-53-99).

LA GUERRE DU FEU (Fr.): Lucer-naire, 6^e (544-57-34).

IDENTIFICATION D'UNE FEMME (It., v.o.): Quintette, 5^e (633-79-38).

L'IMPOSTEUR (It., v.o.): Forum, 1^{re} (297-33-74); St-Germain Village, 5^e (633-43-20); Elysées Lincoln, 8^e (559-36-14); Parnassiens, 14^e (329-83-11).

J'AI ÉPOUSÉ UN OMBRE (Fr.): For-um, 1^{re} (297-33-74); Berlitz, 2^e (742-60-33); Richelieu, 2^e (233-36-70); Cluny Palace, 5^e (354-07-76); Haute-fleur, 6^e (633-79-38); Colisée, 8^e (325-26-46); Saint-Lazare Pasquier, 8^e (357-35-43); Lumière, 9^e (246-49-07);

Athènes, 12^e (343-04-57); Fauvette, 13^e (331-56-74); Montparnasse-Patbé, 14^e (320-12-06); Mistral, 14^e (539-52-43); Bienvenue-Montparnasse, 15^e (544-25-02); 14 Juillet-Beaugrenelle, 15^e (575-79-79); Victor-Hugo, 16^e (275-49-75); Wepler, 18^e (522-46-01); Gaumont-Gambetta, 20^e (636-10-96).

LE JOUR DES IDIOTS (All., v.o.): Epée de Bois, 5^e (337-57-47).

MAYA L'ABELLE (Autr., v.f.): Saint-Ambroise, 11^e (700-89-16).

LES MISÉRABLES (Fr.): Trois Haus-mann, 9^e (770-47-55).

LA MORT AUX ENCHÈRES (**) (A., v.o.): George-V, 8^e (562-41-46); Parnassiens, 14^e (329-83-11).

MY DINNER WITH ANDRE (A., v.o.): St-André des Arts, 6^e (326-48-18); La Pagode, 7^e (705-12-15).

OFFICIER ET GENTLEMAN (A., v.o.): St-Michel, 5^e (326-49-17); U.G.C. Danton, 6^e (329-42-62); Ro-tonde, 6^e (633-08-22); Biarritz, 9^e (723-69-23); v.f.: Opéra, 2^e (261-50-32).

L'OEIL DU TIGRE: ROCKY III (A., v.o.): Paramount-Odéon, 6^e (325-59-83); Publicis Champs-Élysées, 8^e (359-12-15); v.f.: Paramount-Marivaux, 2^e (296-80-40); Paramount-

LES FILMS NOUVEAUX

LA BARQUE EST PLEINE, film suisse-allemand de Markus Imhoof, v.o.: Forum, 1^{re} (297-33-74); Haute-fleur, 6^e (633-79-38).

LE CHAT NOIR (*) film italien de Lucio Fulci, v.o.: Paramount-City, 6^e (562-45-76); v.f.: Paramount-Marivaux, 2^e (296-80-40); Paramount-Montparnasse, 14^e (329-90-10); Convention Saint-Charles, 15^e (579-33-00); Paramount-Mont-martre, 18^e (606-34-25).

L'ECRAN MAGIQUE, film indien de Gianfranco Mingozzi, v.o.: Denfert, 14^e (321-41-01).

FANNY ET ALEXANDRE, film sué-dois d'Ingmar Bergman, v.o.: Gaumont-Halles, 1^{re} (297-49-70); Saint-Germain Studio, 5^e (633-79-38); Pagode, 7^e (705-12-15); Gaumont-Champs-Élysées, 8^e (359-12-15); Parnassiens, 14^e (329-83-11); P.L.M. Saint-Jacques, 14^e (589-68-42); v.f.: Impérial, 2^e (742-72-52); Saint-Lazare Pas-quier, 8^e (357-35-43); Nation, 12^e (343-04-57); Miramar, 14^e (320-89-52); Gaumont-Convention, 15^e (828-20-64);

HALLOWEEN III: LE SANG DU SORCIER (*) film américain de Tommy Lee Wallace, v.o.: U.G.C. Danton, 6^e (329-42-62); Ermitage, 6^e (359-15-71); v.f.: Rex, 2^e (236-83-99); U.G.C. Opéra, 2^e (261-50-32); U.G.C. Montparnasse, 6^e (544-14-27); U.G.C. Boulevard, 9^e (246-49-07); U.G.C. Gare de Lyon, 12^e (343-04-57); Paramount-Galaxy, 13^e (380-18-03); Magic-Convention, 15^e (828-20-62); Se-crétia, 19^e (241-77-99); Clu-chy Pathé, 18^e (522-46-01); Paramount-Orléans, 14^e (562-45-91); Paramount-Montmartre, 18^e (606-34-25).

MORTELLE RANDONNÉE, film français de Claude Miller, Rex, 2^e (236-83-93); Ciné-Beaubourg, 3^e (271-52-36); U.G.C. Odéon, 6^e (325-71-08); U.G.C. Montpar-nasse, 6^e (544-14-27); Biarritz, 9^e (723-69-23); Publicis Champs-Élysées, 8^e (359-12-15); U.G.C. Boulevard, 9^e (246-49-07); U.G.C. Gare de Lyon, 12^e (343-04-57); U.G.C. Gobelins, 13^e (336-23-44); Mistral, 14^e (539-52-43); 14 Juillet-Beaugrenelle, 15^e (575-79-79); Mistral, 16^e (651-99-75); Paramount-Maillot, 17^e (758-24-24);

Paramount-Montmartre, 18^e (606-34-25); Clu-chy Pathé, 18^e (522-46-01);

SANS RETOUR (*), film américain de Walter Hill, v.o.: Ciné-Beaubourg, 3^e (271-52-36); Paramount-Odéon, 6^e (325-59-83); Ambassade, 8^e (359-19-08); Olympia-Berlin, 8^e (561-10-60); Parnassiens, 14^e (329-83-11); v.f.: Richelieu, 2^e (233-36-70); Lumière, 9^e (246-49-07); Fauvette, 13^e (331-56-74); Montparnasse, 14^e (327-84-50); Images, 18^e (522-47-94).

TE SOUVIENS-TU DE DOLLY BELL: film yougoslave d'Emir Kusturica, v.o.: Saint-André-des-Arts, 6^e (326-48-18).

CLUB ST JAMES JAZZ CLUB
les mercredi, jeudi et vendredi
JACK DIEVAL - DUO
(à 21 h. 30 à 1 h. du matin)
le vendredi: GUEST ARTIST
RÉSERVATION: 296-57-11
HOTEL ST JAMES et ALBANY
202, r. de Rivoli - 6, r. de St-Julien (1^{re})

OFFICIER ET GENTLEMAN

OFFICIER ET GENTLEMAN



هكذا من النحل

DE DES ARTS

LES FILMS NOUVEAUX

JACK DEAN

CINEMA

Opéra, 9 (742-56-31) : Paramount-Montparnasse, 14 (329-90-10).

PARTNERS (A., v.o.) : Paramount-Odeon, 6 (325-59-83) ; Mont-Carlo, 8 (225-09-83) ; Normandie, 8 (359-41-18) ; v.f. : Paramount-Marivaux, 2 (296-80-40) ; Paramount-Opéra, 9 (742-56-31) ; Paramount-Montparnasse, 14 (329-90-10).

PHOBIA (A., v.o.) : Paramount-Opéra, 9 (742-56-31).

POUR QUI VOTE L'OXYGENE (Hol., v.o.) : Movies, 1 (260-43-99).

LE PREMIER AMOUR (Fr.) : Marais, 4 (276-47-85).

LE PRIX DU DANGER (Fr.) (*) : U.G.C.-Rotonde, 6 (633-08-22) ; Normandie, 8 (359-41-18) ; U.G.C.-Boulevard, 9 (246-66-44).

RAMBO (A., v.o.) (*) : Gaumont-Halles, 1 (297-49-70) ; U.G.C.-Danton, 1 (329-92-62) ; Normandie, 8 (359-41-18) ; Colisée, 8 (359-29-46) ; v.f. : Berlitz, 2 (742-60-33) ; Rex, 2 (236-83-93) ; U.G.C.-Opéra, 2 (261-30-32) ; U.G.C.-Montparnasse, 6 (343-01-50) ; U.G.C.-Gare de Lyon, 12 (343-01-50) ; U.G.C.-Gobelin, 13 (336-23-44) ; Miramar, 14 (320-89-52) ; Mistral, 14 (539-52-43) ; Magic-Convention, 15 (325-20-32) ; Mutat, 16 (651-99-75) ; Chloé-Patbé, 18 (322-46-01) ; Soré-tan, 19 (241-77-99).

LE RETOUR DES EDASSES EN POOLIE (Fr.) : Arcades, 2 (233-54-58).

LE RUFFIAN (Fr.) : George-V, 8 (362-41-46) ; François, 9 (770-33-88) ; Montparnasse-Patbé, 14 (320-12-06) ; Tourneville, 20 (364-51-98).

SANS SOLEIL (Fr.) : Action Christine, 6 (325-47-46).

SUPERVIVENS (A., v.f.) (*) : Hollywood Boulevard, 9 (770-10-41).

THE VERDICT (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (271-52-36) ; U.G.C.-Odeon, 6 (325-71-08) ; Marignan, 8 (359-92-82) ; Biarritz, 8 (723-69-23) ; 14 Juillet-Bastille, 11 (357-90-81) ; Parisiennes, 14 (320-30-19) ; v.f. : Madoville, 9 (770-63-68) ; Alhambra, 12 (343-00-65) ; Montparnasse, 14 (327-52-37) ; Gaumont-Convention, 15 (828-42-27) ; Chloé-Patbé, 18 (322-46-01).

TES HEUREUX, MOI TOUJOURS (Fr.) : Colisée, 8 (359-29-46).

TOUT LE MONDE PEUT SE TROMPER (Fr.) : Marignan, 8 (359-92-82).

TOOTSIE (A., v.o.) : Gaumont-Halles, 1 (297-49-70) ; St-Germain-Huchette, 3 (633-63-20) ; U.G.C.-Rotonde, 6 (633-08-22) ; U.G.C.-Odeon, 6 (325-71-08) ; Ambassade, 8 (359-19-08) ; Biarritz, 8 (723-69-23) ; 14 Juillet-Boulogne, 15 (575-79-79) ; v.f. : U.G.C.-Opéra, 2 (261-30-32) ; Richelieu, 2 (235-56-70) ; Boulogne, 6 (222-57-97) ; U.G.C.-Boulevard, 9 (246-66-44) ; U.G.C.-Gobelin, 13 (336-23-44) ; Gaumont-Sud, 14 (327-84-50) ; Magic-Invention, 15 (828-20-64) ; Paramount-Matlot, 17 (759-24-24) ; Mutat, 16 (651-99-75) ; Chloé-Patbé, 18 (322-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 20 (636-10-96).

TOUT L'OR DU CIEL (A., v.o.) : Elysées-Lincoln, 8 (359-36-14).

TRAVAIL AU NOIR (Ang., v.o.) : 14-Juillet-Parnasse, 6 (326-58-00).

LA TRAVIATA (It., v.o.) : Gaumont-Halles, 1 (297-49-70) ; Vendôme, 2 (742-97-52) ; Impérial-Patbé, 2 (742-72-52) ; Hautefeuille, 6 (633-79-38) ; Elysées-Lincoln, 8 (359-36-14) ; Ambassade, 8 (359-19-08) ; Nation, 12 (343-04-57) ; Gaumont-Sud, 14 (327-84-50) ; Montparnasse-Patbé, 14 (320-12-06) ; Kléopatra, 15 (306-50-50) ; Paramount-Matlot, 17 (759-24-24).

TRON (A., v.f.) : Napoléon, 17 (380-41-46).

UN CHIEN DANS UN JEU DE QUILLLES (Fr.) : Ambassade, 8 (359-19-08).

VICTOR, VICTORIA (A., v.o.) : Movies, 1 (260-43-99) ; St-Michel, 5 (326-79-17) ; Marignan, 8 (359-92-82) ; v.f. : Impérial, 2 (742-72-52) ; Montparnasse, 14 (327-52-37) ; Convention St-Charles, 15 (579-33-00).

UNE CHAMBRE EN VILLE (Fr.) : Marbeuf, 8 (225-18-45).

LES UNS ET LES AUTRES (Fr.) : Paramount-Montparnasse, 14 (329-90-10) ; Publicis-Matignon, 6 (359-31-97).

YOL (Tur., v.f.) : Capri, 2 (508-11-69) ; v.o. : 14-Juillet-Parnasse, 6 (326-58-00).

Les grandes reprises

AGENT X 27 (A., v.o.) : Action-Ecoles, 5 (325-72-07).

ADIEUX POLIE (A., v.o.) : Olympia-Luxembourg, 6 (633-97-77).

ALLEZ COUCHER AILLEURS ! (A., v.o.) : Action Rive Gauche, 5 (254-47-62) ; Mac-Mahon, 17 (380-41-46).

ALPHAVILLE (Fr.) : Logos, 9 (354-56-42).

LES ARISTOCRATES (A., v.f.) : Napoléon, 17 (380-41-46).

L'AVVENTURA (It., v.o.) : Olympia-Saint-Germain, 6 (222-47-23) ; Olympic-Europe, 14 (542-67-42).

LE BAL DES VAMPIRES (A., v.o.) : Champ, 9 (354-51-60).

BAKO L'AUTRE RIVE (Mal.) : Richelieu, 19 (607-87-61).

LA BELLE AU BOIS DORMANT (A., v.f.) : Napoléon, 17 (380-41-46).

LA BÊTE (Fr.) : Publiès Saint-Germain, 6 (222-72-90) ; U.G.C.-Montparnasse, 6 (344-14-27) ; Ermitage, 8 (359-15-71) ; U.G.C.-Boulevard, 9 (246-66-44) ; U.G.C.-Gare de Lyon, 12 (343-01-50).

CABARET (A., v.o.) : Nectambules, 5 (354-42-34).

LES CHARIOTS DE FEU (A., v.o.) : U.G.C.-Marbeuf, 8 (225-18-45).

DEEP END (Ang., v.o.) : Studio de la Harpe, 5 (634-25-52) ; Olympic-Balzac, 8 (561-10-60).

DELIVRANCE (A., v.f.) (*) : Opéra-Night, 2 (296-62-56).

LE DERNIER METRO (Fr.) : Richelieu, 2 (235-56-70) ; Quintette, 5 (633-79-38) ; Merigian, 8 (359-92-82) ; François, 9 (770-33-88) ; Fauvette, 13 (331-60-74) ; Montparnasse-Patbé, 14 (320-12-06) ; Images, 18 (522-47-94).

LA DÉROBATE (Fr.) : Lumière, 9 (246-49-07).

EASY RIDER (A., v.o.) : Templiers, 3 (272-94-56).

EMMANUELLE (Fr.) : Paramount-City, 8 (562-45-76).

LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : Ranelagh, 16 (288-64-44).

L'ÉPOUVANTAIL (A., v.o.) : Opéra-Night, 2 (296-62-56).

ELVIS SHOW (A., v.o.) : Escorial, 13 (707-28-04).

ERASERHEAD (A., v.o.) : Escorial, 13 (707-28-04).

FAMILY LIFE (Ang., v.o.) : Studio Bertrand, 7 (783-44-66).

LE FASCISME ORDINAIRE (Sov.) : Cosmos, 6 (544-28-80).

LE FAUCON MALTAIS (A., v.o.) : Action Christine bis, 6 (325-47-46).

LA FEMME A ABATRE (A., v.o.) : Richelieu, 19 (607-87-61).

FITZCARRALDO (Ail., v.o.) : Locomotrice, 6 (544-57-34).

FRANKENSTEIN JR (A., v.f.) : Opéra-Night, 2 (296-62-56).

HIROSHIMA MON AMOUR (Fr.) : Studio Alpha, 9 (354-39-47) ; Parisiennes, 14 (320-30-19).

L'HOMME INVISIBLE (A., v.o.) : Studio Off-Cœur, 5 (326-80-25).

IL ÉTAIT UNE FOIS DANS L'OUEST (A., v.f.) : Haussmann, 9 (770-47-55).

L'ILE SUR LE TOIT DU MONDE (A., v.f.) : Napoléon, 17 (380-41-46).

JOHNSON (A., v.f.) : Opéra-Night, 2 (296-62-56).

JESUS DE NAZARETH (It., 1^{re} partie, 2^e partie) (v.f.) : Grand Pavois, 15 (554-46-85).

KEY LARGO (A., v.o.) : Champ, 9 (354-51-60).

LE LAUREAT (A., v.o.) : Quartier Latin, 9 (326-84-25).

MAD MAX I (A., v.f.) (*) : Artades, 2 (233-54-58).

MIDNIGHT EXPRESS (A., v.f.) (*) : Capri, 2 (508-11-69).

LA MÉLODIE DU BONHEUR (A., v.f.) : Grand Pavois, 15 (554-46-85).

MONTY PYTHON, SACRÉ GRAAL (Ang., v.o.) : Chloé-Ecoles, 5 (354-20-12).

MOURIR A TRENTE ANS (Fr.) : Saint-Ambroise, 11 (700-89-16).

LE MYSTÈRE PICASSO (Fr.) : Forum, 1 (297-53-74) ; 14-Juillet-Parnasse, 6 (326-58-00) ; 14-Juillet-Racine, 6 (326-19-68) ; Olympia-Balzac, 8 (561-10-60) ; 14-Juillet-Bastille, 11 (357-90-81).

NEW-YORK, NEW-YORK (A., v.o.) : Épée-de-Bois, 9 (337-57-77).

OUT ONE SPECTRE (Fr.) : République-Cinéma, 11 (805-51-33) H.S.P.

PASSIFLOR (Ail., v.o.) : Bonaparte, 6 (326-12-12).

PHANTOM OF THE PARADISE (A., v.o.) (*) : Clichés St-Germain, 6 (633-10-82).

PORTIER DE NUIT (It., v.o.) (*) : Olympia-Halles, 4 (278-34-15) ; Olympia-Luxembourg, 6 (633-97-77) (v.f.) : Madoville, 9 (770-63-68).

LA POURSUITE IMPITOYABLE (A., v.o.) : Action Christine bis, 6 (325-47-46).

LE RETOUR DE MARTIN GUERRE (Fr.) : U.G.C.-Marbeuf, 8 (225-18-45).

SHERLOCK HOLMES ATTAQUE L'ORIENT-EXPRESS (A., v.o.) : Ranelagh, 16 (288-64-44).

LE SHÉRIF EST EN PRISON (A., v.f.) : Opéra-Night, 2 (296-62-56).

SI DISNEY MÉTAIT CONTÉ (A., v.f.) : La Royale, 8 (265-82-66).

LA SIRADA (It., v.o.) : Clichés St-Germain, 6 (633-10-82).

SOUPÇONS (A., v.o.) : A. Bazin, 13 (337-74-39).

TÉMOIN A CHARGE (A., v.o.) : Académie, 17 (764-97-83).

TOUT CE QUE VOUS AVEZ TOUTES VOULU SAVOIR SUR LE SEXE SANS JAMAIS OSER LE DEMANDER (A., v.o.) (*) : Clichés, 6 (633-10-82).

LA VEUVE MONTIEL (Mex.-Cub., v.o.) : 3-Parisiennes, 14 (320-30-19).

VOL AU-DESSUS D'UN NID DE COUCOU (A., v.f.) : Paris Loisirs Bowling, 18 (606-64-98).

WOMEN (A., v.o.) : Olympic-Entrept, 14 (542-67-42).

UGC ERMITAGE (sous-titrés en anglais)
PUBLICIS ST-GERMAIN - UGC MONT-PARNASSE
UGC BOULEVARD - UGC GARE DE LYON



"Composition frénétique où le sang, le cuir des phallus, des poils pubiens, les étalons en rut, les vierges déflorées par les roses... s'imposent comme autant d'exaltation presque mystique."

Michel PEREZ

LA BÊTE

Film de WALERIAN BOROWCZYK

INTERDIT AUX MOINS DE 18 ANS

ARGOS FILMS

POUR LES SALLES VOIR LIGNES PROGRAMMES

OSCARS HOLLYWOOD 1983 10 NOMINATIONS

DONT :

- MEILLEUR FILM
- MEILLEUR ACTEUR : DUSTIN HOFFMAN
- MEILLEUR METTEUR EN SCÈNE : SYDNEY POLLACK
- MEILLEUR SECOND RÔLE FÉMININ : JESSICA LANGE • TERI GARR

Il est Tootsie... Elle est Dustin Hoffman



Si seulement il pouvait le dire à la femme qu'il aime.

DUSTIN HOFFMAN Tootsie

1100 MILLIONS DE DOLLARS EN 1982 LE FILM LE PLUS GAGNANT
DUSTIN HOFFMAN JESSICA LANGE TERI GARR AVEC "TOOTSIE"
"TOOTSIE" LE FILM LE PLUS GAGNANT EN 1982 LE FILM LE PLUS GAGNANT
"TOOTSIE" LE FILM LE PLUS GAGNANT EN 1982 LE FILM LE PLUS GAGNANT

UGC BIARRITZ VO - UGC DANTON VO - SAINT-MICHEL VO - UGC OPÉRA VF
UGC ROTONDE VF

43 MILLIONS DE SPECTATEURS DANS LE MONDE : IL DOIT BIEN Y AVOIR UNE RAISON

"Officier et gentleman" est un véritable phénomène international. Son triomphe, aussi bien auprès du public que de la critique, exige qu'on vienne, juge et comprenne. Défi à soi-même ? Challenge ? Rapport de force ? Héroïsme ou romantisme ? Autant de questions qui méritent que chacun en France tente d'y trouver les réponses.

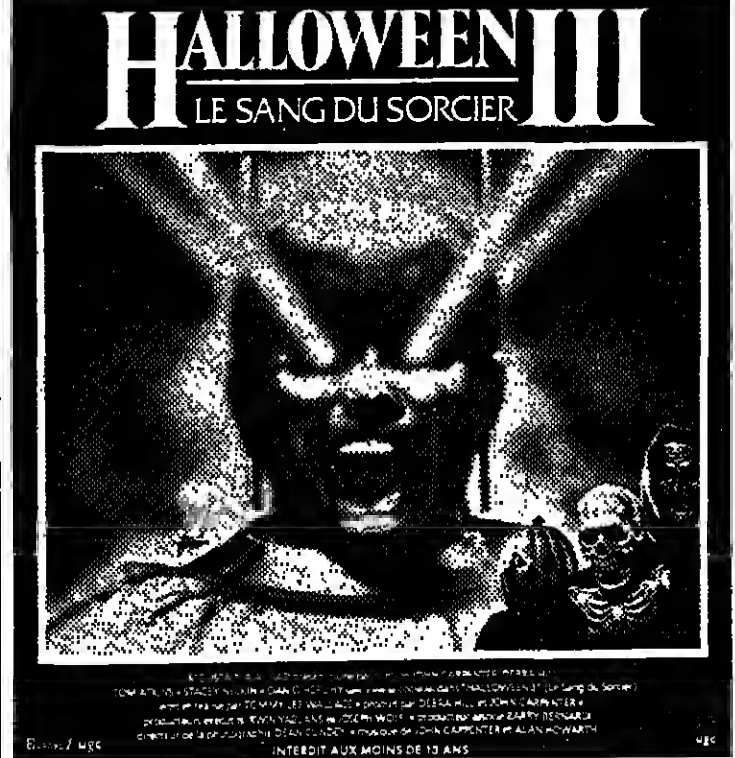
RICHARD GERE • DEBRA WINGER

OFFICIER ET GENTLEMAN

6 NOMINATIONS AUX OSCARS 1983

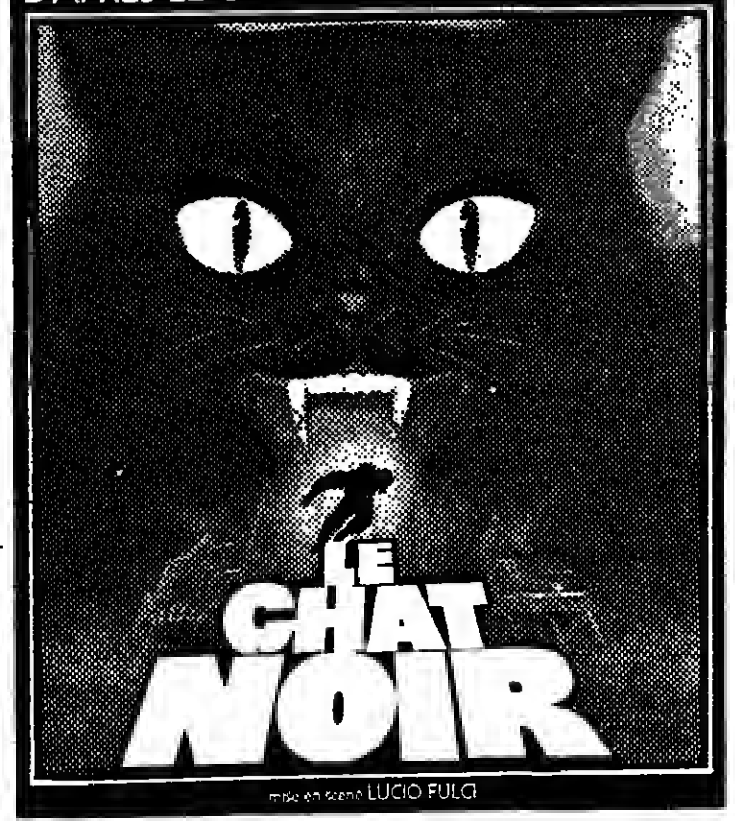


POUR LES SALLES VOIR LIGNES PROGRAMMES



PARAMOUNT CITY TRIOMPHE VO - PARAMOUNT MARIVAUX VF
PARAMOUNT BASTILLE VF - PARAMOUNT MONT-PARNASSE VF
PARAMOUNT La Varenne - 4 MOUSQUETAIRES St-Michel-sur-Orge

D'APRÈS LE CHEF-D'ŒUVRE D'EDGAR POE



Le Théâtre de la Bastille, la Compagnie KILINA CREMONA et Roger MECUIN invitent les lecteurs du Monde à la première représentation exceptionnelle du spectacle de danse

ALPHARD

Chorégraphie de KILINA CREMONA

Le jeudi 17 mars 1983 à 21 h au Théâtre de la Bastille, 76, rue de la Roquette, 75011 PARIS.

Les invitations seront envoyées au fur et à mesure de la réception des demandes, dans la mesure des places disponibles.

Invitation pour : 1 personne *
« ALPHARD » 2 personnes

A retourner au MONDE J.-F. COUVREUR, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 09, accompagnée d'une enveloppe AUTOCOLLANTE non timbrée à vos nom et adresse.

(*) Rayer la mention inutile.

RADIO-TÉLÉVISION

Mercredi 9 mars

PREMIÈRE CHAÎNE : TF1

- 20 h 35 Les mercredis de l'information : la chaîne Citrouille.
Reportage de G. Morin et G. Bernard.
Le fonctionnement de l'usine Citroën de Rennes. Les rapports de production et les rapports humains. « La chaîne Citroën » prend place dans une nouvelle série consacrée aux lieux clos et mal connus.
- 21 h 40 Championnats du monde de patinage artistique.
Figures libres couples à Helsinki.
- 22 h 30 Vivre les chemins du corps : Les nouvelles thérapies psychologiques.
- 23 h Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 20 h 35 Téléfilm : Elle voulait faire du cinéma (à l'occasion de la Journée internationale des femmes). Réal. C. Huppert. Avec C. Pascal, A. Dussollier, R. Varte.
L'histoire oubliée souvent de parler d'Alice Guy, grande pionnière du cinéma au temps de Méliès, des frères Lumière et de Feuillade. Une histoire passionnément racontée, avec humour, intelligence, fiction et réalité, noir et blanc et couleur, avec des acteurs épatants.
- 22 h 10 Magazine : Les jours de notre vie.
L'adolescent et l'hôpital. De D. Thibault et R. d'Abriçon.
- 23 h 05 Basket-ball. Villorbonne - Pessaro : Deuxième mi-temps (en direct de Palma de Majorque).

23 h 30 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 20 h 35 Variétés : Cadence 3.
Emission de Guy Lux, Lela Milic et Pascal Daniel. Invité d'honneur : Annie Cordy.
- 21 h 35 Journal.
- 21 h 55 Téléfilm : Au bon coin.
de Ch. Bravo, avec la participation du ministère de la culture. Réal. Serge Dubor.
Une émission qui part dans tous les sens, où les chevaliers de la gauloise dominicaine ne se reconnaîtront pas. Car c'est effectivement le sujet de ce documentaire artificiellement conçu.
- 22 h 53 Une minute pour une image.
D'Agnes Varda.
- 22 h 55 Prélude à la nuit.
Sinfonietta, de B. Britten, par l'Orchestre Pupitre 14, sous la direction d'E. Rosenfeld.

FRANCE-CULTURE

- 19 h 30, La science en marche : Hippocrate dit oui, Galien dit non.
- 22 h 30, Nuits magnétiques.

FRANCE-MUSIQUE

- 20 h, Les chants de la terre : magazines de musiques traditionnelles.
- 20 h 30, Concert : « XI^e rencontres de musique contemporaine de Metz 1982 ». « Le livre des sons, douze pièces pour piano », de Hans Otte, par lui-même.
- 22 h 15, La nuit sur France-Musique : le club des archives (cycle Bayreuth).

Jeudi 10 mars

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 11 h 15 Vision plus.
- 12 h HF 12 (info.).
- 12 h 30 Atout cœur.
- 13 h Journal.
- 13 h 50 Objectif santé : Croissance et développement de l'enfant.
- 14 h Les rendez-vous du jeudi.
Emissions du C.N.D.P.
- 18 h C'est à vous.
- 18 h 25 Le village dans les nuages.
- 18 h 50 Histoire d'enfance.
- 19 h 5 Météorologie.
- 19 h 20 Émissions régionales.
- 19 h 45 S'il vous plaît.
- 20 h Journal.
- 20 h 35 Téléfilm : La chambre.
de R.M. Arnaud, réal. Y. Butler avec Y. Bessy, L. Michel, M. Cammermeier.
Mère, jeune chercheur, est enfermé dans une chambre d'isolement, car il est atteint d'un virus incurable et terriblement contagieux, suite à une expérience scientifique qui a tourné à la catastrophe. Tiré d'un fait divers, ce remarquable téléfilm suisse est superbement mis en scène, nous tient en haleine jusqu'au bout. Ce film a obtenu le Prix de la critique internationale au XXIII^e Festival de télévision de Monte-Carlo.
- 22 h 15 Série : Les Pique-Talosse.
Réal. H. Knapp.
N° 3 : La Botière. Les mandataires ancestraux de faire une meule de paille, de forger le fer, de vivre au pays de Chalosse dans les Landes. Un documentaire vivant, un peu bavard et désordonné.
- 23 h 10 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 10 h Télévision scolaire.
- 10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
- 12 h Journal (et à 12 h 45).
- 12 h 5 Jeu : L'Académie des nouf.
- 13 h 50 Émissions régionales.
- 13 h 55 Série : La vie des autres.
- 14 h 5 Aujourd'hui la vie.
- 15 h 5 Téléfilm : Collision.
réal. L. Woodhead. Avec A. Sher.
Reconstitution des différentes étapes d'une collision aérienne.
- 16 h 25 Magazine : Un temps pour tout.
- 17 h 30 Cyclisme : Paris-Nice.
- 17 h 45 Récit A 2.
- 18 h 30 C'est la vie.
- 18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
- 19 h 10 Les clefs du logement.
- 19 h 20 Émissions régionales.
- 19 h 45 Le théâtre de Bouvard.
- 20 h Journal.
- 20 h 35 Championnat du monde de patinage artistique en direct d'Helsinki.
- 21 h 40 Magazine : Les enfants du rock.
Avec Ultravox, Yazoo, Weak-end, Fashion, The Passions, Soft Cell, The Human League...
- 23 h 35 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 18 h 30 Pour les jeunes.
- 18 h 55 Scènes de la vie de province.
- 19 h 10 Journal.
- 19 h 20 Émissions régionales.
- 19 h 55 Dessin animé.
- 20 h Les jeux.
- 20 h 33 La minute nécessaire de M. Cyclopède.
- 20 h 35 Ciné-passion.
- 20 h 40 Film : Les Démoniaques de Wilko.

Film polonais d'A. Wajda (1978), avec D. Ofrychski, A. Szmitk, C. Pascal, M. Kozmowska, K. Zachwatowicz.
En 1929, un homme cherche à retrouver les heures heureuses qu'il vécut, des années auparavant, dans un domaine campagnard où vivaient six sœurs. Or tout a beaucoup changé. Admirable adaptation - dans l'inspiration - d'un roman de Wajda - d'une nouvelle d'un grand écrivain polonais, Jaroslaw Iwaszkiewicz. Nostalgie, mélancolie, relation des humains à la nature et à la mort.

21 h 30 Journal.

- 22 h 45 Parole donnée : Seul... impossible.
De D. Karlin et C. Otzenberger, réal. G. Bastid, avec les sous de Vandœuvre.
La parole est donnée cette fois aux sous de Vandœuvre. Le résultat est catastrophique et pourtant la séquence a été refaite deux fois de suite.
- 23 h 38 Une minute pour une image, d'Agnes Varda.
- 23 h 45 Prélude à la nuit.
« Tambour chinois » et « Caprices viennois » de F. Kreisler, par J.-J. Kantorow, violon et J. Rouvier, piano.

FRANCE-CULTURE

- 7 h 2, Matinales : (Le Bangladesh).
- 8 h, Les chemins de la connaissance : le Sahara des autres ; 8 h 32, Ulysse parmi nous ; 8 h 50, le sillon et la brèche.
- 9 h 7, Matinale de la littérature.
- 10 h 45, Questions en zigzag.
- 11 h 2, Une poignée de peinture, par J. Vidal et Z. Krim (et à 13 h 30 et 17 h 32).
- 12 h 5, Agora.
- 12 h 45, Fantasma.
- 14 h, Sons : l'atelier désincarné.
- 14 h 5, Un livre, des voix : « Les nuages au-dessus de l'eau », de G. Krolek.
- 14 h 45, Les après-midi de France-Culture : Départementale à Château Margaux ; le Monde au singulier ; à 17 h : Roue libre.
- 18 h 30, Feuilletton : Mémoires d'un défunt.
- 19 h 25, Jazz à l'ancienne.
- 19 h 30, Les progrès de la biologie et de la médecine : La pathologie auto-immune.
- 20 h, Nouveau répertoire dramatique : « Le Mariage du pape de B. Cuen ; « Escalier B, 5^e étage », de D. Tarride et D. Feret.
- 22 h 30, Nuits magnétiques.

FRANCE-MUSIQUE

- 6 h 2, Musiques du matin : œuvres de Babel, Locatelli, Hasler, Liszt, Mendelssohn, Brahms...
- 8 h 7, Le Bongolana 8-9.
- 9 h 5, L'oreille en collusion.
- 9 h 20, D'une oreille l'autre : œuvres de Debussy, Bach, Schumann, Lenoir, Obrecht, Purcell, Mozart, Pergolèse.
- 12 h, Le royaume de la musique : Septième Concours suisse de musique pour la jeunesse.
- 12 h 35, Jazz : Tout Duke.
- 13 h, Musique légère.
- 14 h 4, Émissions d'astuces : Les musiciennes de Hildegarde von Bingen à nos jours.
- 17 h 5, Répères contemporains.
- 17 h 30, Les intégrales : la musique de chambre de J. Brahms.
- 18 h 30, Studio-Concert : (en direct du studio 106) : Jazz, les All Stars de la nouvelle génération du jazz français, dir. A. Horvé, piano.
- 19 h 38, Jazz : le bloc-notes.
- 20 h, Concert (en direct de Munich) : « Don Juan », de R. Strauss ; « Quatrième concerto et un minuscule op. 44 pour piano et orchestre », de C. Saint-Saëns ; « Huitième symphonie en sol majeur, op. 88 », de A. Dvorak, par le Nouvel Orchestre philharmonique, sous la direction de M. Janowski, sol. F.-J. Thillier, piano.
- 22 h 30, La nuit sur France-Musique : Musique de nuit ; à 0 h 5 : Nocturnes.

TRIBUNES ET DÉBATS

MERCREDI 9 MARS

- M. Philippe Malaud, président du Centre national des indépendants, est invité à l'émission « Contre-tout : politique ordinaire » sur Radio-Solidarité à 13 h 30 (Paris, 89,8 MHz).
- M. Georges Marchais, secrétaire général du P.C.F., participe à l'émission « Face à la rédaction » sur Europe 1, à 19 h 15.
- M. Jack Lang, ministre de la culture, est reçu à l'émission « Rencontre avec la presse » sur Radio-Express, à 19 h 30 (Paris, 100,85 MHz).

JEUDI 10 MARS

- M. Chirac, maire de Paris, président du R.P.R., est invité à l'émission « Face à la rédaction » sur Europe 1, à 19 h 15.
- M. Alain Juppé, membre du conseil du bureau politique du R.P.R., est reçu à l'émission « Rencontre avec la presse » sur Radio-Express, à 19 h 30 (Paris, 100,85 MHz).
- M. Didier Barthe, président du parti radical, et Michel Charzat, député socialiste, candidats dans le vingtième arrondissement de Paris, participent au débat organisé par Radio-J à 21 h 30 (Paris, 91,7 MHz).

COMMUNICATION

LA PUBLICITÉ DANS LES RADIOS LIBRES :

Les naïfs et les malins

Avec ses trois manifestations aux titres un peu présomptueux - Forum international des radios locales, Congrès des radios privées parisiennes, puis remise de trophées à des artistes au nom de quatre-vingts stations locales, - la journée du 8 mars a permis à de nombreuses radios de faire ensemble le

« Ne nous assomons pas », lancé en juillet 1981 le directeur de Radio libre à l'adresse du gouvernement (le Monde du 16 juillet 1981). L'alternative publicitaire ou pas publicitaire signifiait, en effet, dès le départ indépendance ou subordination. Aujourd'hui, Radio libre est vivante, mariée et plutôt co-bonne santé. Mais M. Patrick Van Troeyen est devenu salarié, une société d'exploitation s'est créée parallèlement à l'association, et si la station est assurée de pouvoir vivre un an grâce à de « généreux » investisseurs, les animateurs de la première heure en ont perdu toute propriété. Et d'autres stations, à leur tour, crient au secours. Présente au forum des radios locales organisé au Palais des congrès sur l'initiative de la lettre hebdomadaire Radio Média, la station lyonnaise Heppy Radio rappelle curieusement le passé : « Malgré les sollicitations des politiciens ou des publicitaires, nous avons refusé en bloc tout ce qui pouvait altérer notre liberté. Mais on s'essouffle, et sans l'autorisation de ressources indépendantes, demain, nous crèverons ».

Plus que jamais, en effet, le financement des radios est à l'ordre du jour. 1 300 radios émettent déjà, précisait M. Jean Ducarrot, secrétaire général de la Fédération nationale des radios libres, et 1 500 existaient avant la fin de 1982. « A la phase de libération des ondes doit succéder une phase de développement économique. C'est une question de survie ».

Et les exemples ne manquent pas. Car ils étaient là, ceux-là mêmes qui se battaient dès le mois de juillet 1981. Plus fatigués, sans doute, plus arrogants aussi, rompus aux techniques des débats ou à l'art de la négociation. Mais la petite association de départ n'est plus pour beaucoup que l'écume, une forme juridique obéissante qui en masque une autre, contraire, elle, à la volonté du

point sur l'application de la législation les intéressant et de formuler leurs revendications. Catalyseur constant de leurs débats : l'éternelle question du financement, pas plus résolue aujourd'hui qu'à l'été 1981. Interdite par la loi, la publicité est omniprésente.

Le ton du congrès des radios privées parisiennes, qui avait déplacé une vingtaine d'entre elles, n'était pas très différent. Persuadés de la nécessité d'un changement rapide de la loi, certains en étaient à évoquer l'aménagement d'une période transitoire, voire la constitution d'une union des radios parisiennes apte à gérer de façon égalitaire et collective une régie publicitaire.

Enfin, deux urgences, deux priorités se sont tout à tour dégagées des deux manifestations. D'une part, la création d'un statut unique des entreprises de presse, seul susceptible, selon M. Patrick Van Troeyen, de clarifier les financements, et d'éviter l'élimination des « rédacteurs » des instances de décision. D'autre part, la modification rapide de la loi interdisant aux radios toutes ressources publicitaires.

« Aucun d'entre nous n'éprouve de passion pour la publicité », tenait à préciser M. Jean-Louis Bessis, membre de la commission Galabert. Pourtant sa législation est aujourd'hui urgente, face à une situation en cours de dégradation qui ne profite qu'aux plus malins et ne bâillonne, on le sait tous, que les propriétaires de la radio. (...) Son interdiction n'a été qu'un incident de parcours, une péripétie directement liée au veto de la presse régionale. Or, voici que le veto soute. La loi qui impose donc que l'on modifie en conséquence les termes de la loi. C'est une partie vitale du phénomène des radios libres qui se pose aujourd'hui. Sans ressources financières, tout le monde est conscient qu'il n'y a pas d'autorisation réelle ».

L'argument majeur du pouvoir - ne pas porter préjudice à la presse régionale - tombe aujourd'hui : peut-on continuer d'interdire à la radio ce qu'on s'approprie à autoriser à la télévision par câble ?

ANNICK COJEAN.

MUSIQUE

MORT DU COMPOSITEUR

WILLIAM WALTON

Le compositeur britannique Sir William Walton est mort d'une crise cardiaque le 8 mars 1983 dans sa propriété sur l'île d'Ischia, il était âgé de quatre-vingt ans.

DNé en 1901, autodidacte de formation, Walton, était avec Britten, le compositeur anglais le plus connu internationalement. Ses premières œuvres, et notamment son *Divertissement Façade* (1923) pour récitation et six instruments sur le texte de Edith Sitwell, plein d'humour et d'invention, sa truculente ouverture *Pennsylvania Point*, (1925) devaient faire le tour du monde et lui assurer une renommée durable.

Ses concertos pour alto (1929), violon (1939) et violoncelle (1956), ses symphonies, son oratorio *The Feast of Balhazur* (1931) et son opéra *Troilus and Cressida* devaient confirmer sa position de musicien « sérieux » ; mais, frôlant l'académisme, ses partitions palissent un peu devant les réussites ingénues de la première manière. — G.C.J.

■ Igor Markevitch, qui était établi depuis de longues années à Saint-Césaire-sur-Saône, en Haute-Provence, où il est inhumé et où il avait créé une fondation, possédait le nationalité française. En juin 1982, il avait demandé sa naturalisation en président de la République qui la lui avait accordée avec enthousiasme, et avait engagé une procédure particulière.

A ses lecteurs
qui vivent
hors de France
Le Monde
présente une

Sélection
hebdomadaire

Ils y trouveront une
sélection des informations,
commentaires et critiques
parus dans leur quotidien.

LU : « L'invention du racisme »

(Suite de la première page.)

La détestation est alors infinie. Elle frappe au hasard, et qui elle veut. Elle vise tout à tour les Indiens, les Noirs, toutes les couleurs, les sauvages, les monstres, les esclaves, les femmes ou les ouvriers.

Au fil de son livre, Delacampagne s'enfonçait dans le passé. La piste qu'il remonte à pourtant un commencement, une origine : c'est dans le monde grec, ce monde que nous tenons pour radieux, équilibré et démocratique, que gît le fondement « biologique » du racisme et très précisément dans l'œuvre d'Aristote. C'est là, dans la rationalité grecque, que se cache « l'œuf du serpent ».

La Grèce veut dire l'Occident, et c'est à ce point que Delacampagne souhaitait nous conduire. Si d'autres sociétés - Islam, Inde, Japon - ont eu leurs castes, leurs réprouvés et leurs sauvages, seul l'Occident a barbouillé ses assassinats aux couleurs de la biologie. Bien sûr, on dira que le racisme, aujourd'hui, sévit en tous lieux, déshonore toutes les nations : n'est-ce pas qu'il était emboîqué,

comme passager clandestin, dans les soutes de la triomphale rationalité occidentale ?

Croira que le découvrage des conditions dans lesquelles naquit le racisme va faire défailir le miel est une espérance, peut-être naïve. De même, on tiendra pour étonnant de repérer le germe de l'épidémie dans la seule lumière grecque, et chez les meilleurs Aristote, coupable d'avoir tenu le premier discours « biologique ». Il n'empêche : cette longue, minutieuse et intelligente enquête permet de mieux cerner les figures informes d'un fantasme. Par-dessus tout, cet ouvrage pose une question terrible : le seul Occident s'efforce de détruire « l'autre ». N'est-ce pas d'être lui-même voué, par sa passion de l'Universel, à se dépasser, à se détruire incessamment ?

GILLES LAPOUGE

★ L'INVENTION DU RACISME
ANTIQUITÉ ET MOYEN-ÂGE, de
Christian Delacampagne. Fayard,
353 pages, 89 F.

	La ligne	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	77,00	91,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	La ligne	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

elf aquitaine

RECHERCHE POUR SES
SERVICES D'INFORMATIQUE SCIENTIFIQUE

**PROGRAMMEUR
ANALYSTE PROGRAMMEUR**

De formation minimale BAC C + DUT informatique ayant une expérience d'au moins 5 ans en informatique scientifique sur gros/mini ordinateur.

La connaissance de plusieurs langages (FORTRAN, BASIC, APL) et une pratique en informatique graphique seront appréciées.

Ecrire avec C.V. et prétentions s/réf. 63456 à :
SNEAP - DC Recrutement
26 Avenue des Lilas - Tour 12.08 - 64018 PAU Cédex

**DIRECTEUR
DE FILIALE**

UN GROUPE FRANÇAIS IMPORTANT, performant et leader sur son marché en développement constant, recherche le Directeur d'une de ses filiales.

Il s'agit de diriger une unité de 200 personnes environ dans le cadre d'un groupe pratiquant une politique de décentralisation et de délégation des responsabilités.

Ce poste conviendrait à un candidat, de formation supérieure (grande école de commerce ou d'ingénieurs) disposant d'environ dix ans d'expérience professionnelle et ayant déjà occupé un poste de dirigeant opérationnel d'une PME ou d'un centre de profit, impliquant négociations commerciales, animation de personnel et gestion.

Formation aux techniques du groupe assurée.

Poste : grande ville sud France.
Ordre de grandeur de rémunération : 200.000 F.

Ecrire sous réf. FR 345 AM.

LES LABORATOIRES
MERCK SHARP & DOHME CHIBRET

filiale de l'un des premiers groupes pharmaceutiques mondiaux
recherchent leur

**CHEF DU DEPARTEMENT
INFORMATIQUE**

PROFIL :
- Grande Ecole Scientifique ou Commerciale
- Anglais indispensable
- Expérience d'un poste similaire ou de la direction d'un groupe de développement important
- de 5 à 10 ans d'expérience.

MISSION :
- Participer au choix des matériels
- Animer l'équipe en place (une vingtaine de collaborateurs)
- Poursuivre le développement des systèmes.

MATERIEL EN PLACE : IBM 4341
Réseau de 50 terminaux.

LIEU DE TRAVAIL : CLERMONT-FERRAND.

MSD
MERCK
SHARP
DOHME
CHIBRET

Merci d'envoyer une lettre manuscrite avec curriculum vitae, en indiquant la rémunération souhaitée au :
Service du Personnel
200, boulevard Etienne Clément
63018 CLERMONT-FERRAND Cédex.
Discretion assurée.

is

Recherche

Pour le développement de ses activités
Télécommunication, Gros Système et Système Mini-Micro :

**- INGÉNIEUR SYSTÈME
pour ROUEZ**

Débutant ou confirmé Formation Grandes Ecoles.

**- ANAL. PROGRAMMEURS
ET PROGRAMMEURS
CONFIRMÉS**

Pour ROUEZ et ALBI

Formation Universitaire ou Ecole d'Ingénieurs

Adresser curriculum vitae et prétentions, et n° téléphone à :
INFOESUD, 219, avenue François-Verdier, 81000 ALBI.

P.M.E. du groupe
ELF AQUITAINE

recherche pour son
siège social à PAU (64)

**INGÉNIEUR
MÉCANICIEN**

DÉBUTANT
départ des O.M.

- Arts et Métiers PARIS
- INSA TOULOUSE, LYON
(Génie Mécanique)
- ENS de mécanique de
Nantes
- ENS de mécanique et d'électrocinétique de POITIERS
- ENS d'électronique et de mécanique de NANCY.

Ecrire avec C.V. à N° 63.381.
Carnegie Publicité, 20, av.
Opéra, 75004 PARIS Cedex 01
qui transmettra.

M.F.V. cherche ANIMATEUR GÉNÉRAL pour un centre de formation
74410 Savier

CONSULTANT
en
INNOVATION INDUSTRIELLE

- un métier vivant -
pour un homme complet, diplômé
GRANDE ECOLE

avec quelques années d'expérience industrielle.

Aider les entreprises importantes à concevoir leurs produits, à améliorer le rapport performance/coût, par la mise en œuvre d'idées créatives : exécuter ce métier passionnant, dans le cadre d'un Cabinet solide (PARIS-LYON). Salaire intéressant.

Prenez contact par lettre sous référence 2019
adressée à AXIAL, 27 rue Teitbout 75009 Paris.
Réponse rapide. Discretion assurée.

INSTITUT MÉRIEUX

POUR RENFORCER NOTRE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL, AXÉ SUR L'IMMUNOLOGIE, NOUS CHERCHONS POUR NOTRE DIRECTION EUROPE, A LYON :

un responsable de zone

Pour une zone géographique en Europe, il est responsable, Produit et Ventes, pour l'ensemble de nos produits. Il élabore une stratégie de développement par pays, la met en application, initie et contrôle des actions spécifiques : études cliniques, enregistrement...

Pharmacien, licencié en Sciences ou de formation commerciale, 30 ans minimum, il est par exemple aujourd'hui Chef de Produit dans l'industrie pharmaceutique. Il connaît l'anglais, si possible l'allemand et voyage 20 à 30 % de son temps.

Nous vous remercions de bien vouloir adresser votre dossier de candidature adresser leur dossier de candidature à notre conseil, sous la réf. 292-2 LM.

jacques fixier s.a.
7 rue de logelbach, 75017 paris

member de syntec

emplois internationaux emplois internationaux (et départements d'Outre Mer)

L'EXPORTATION selon J.M. de HEREDIA

"De Palos de Moguer routiers et capitaines
"Parlaient ivres d'un rêve héroïque et brutal
"Ils allaient conquérir le fabuleux métal
"Que Cipango mûrit dans ses mines lointaines."

Nous fabriquons une large gamme de produits destinés à l'aménagement et à la décoration de la maison. Nous employons 1 300 personnes et réalisons plus de 40 % de notre chiffre d'affaires à l'exportation. Au cours de ces quinze dernières années, nous nous sommes solidement implantés sur tous les grands marchés du monde occidental (C.E., ESPAGNE, SUISSE, AUSTRALIE, CANADA, U.S.A.).

Leader sur nos marchés en FRANCE, nos dix filiales commerciales constituent aujourd'hui l'une des bases essentielles de notre développement.

Les patrons de nos équipes commerciales sont tous capables de participer à des fonctions d'état major. Ils préfèrent cependant "l'exposition", le terrain et les hommes. Ils fondent leur autorité sur la valeur de l'exemple.

Aujourd'hui, à des degrés de maturité divers, nous recherchons deux d'entre eux.

De STOCKHOLM à SINGAPOUR en passant par HONG KONG, TOKYO et BAHREIN venez diriger nos exportations.

Nous n'avons (pas encore ?) une filiale dans chaque pays représenté à l'O.N.U. Pourtant nous réalisons un chiffre d'affaires très significatif avec de nombreux pays dans lesquels nous sommes totalement présents. Avec une équipe de 17 personnes, vous concevrez et ferez appliquer la politique de distribution dans ces nombreux pays.

Agé de 30 à 40 ans, vous êtes diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce. Vous avez acquis une solide expérience de l'exportation de préférence dans des produits de consommation durables. Vous êtes parfaitement trilingue (Français, Anglais, Allemand).

Homme de terrain, vous acceptez de passer avec vos hommes 30 à 50 % de votre temps sur les différents marchés relevant de votre responsabilité.

La CALIFORNIE, HAWAII, L'ARIZONA, le NEVADA, l'UTAH...

Pour conquérir l'Ouest Américain, nous sommes prêts à vous confier nos armes. Implantés depuis 12 ans dans l'Est Américain, notre filiale U.S. connaît un réel succès. Après avoir solidement bâti dans l'Est et conquis quelques positions dans l'Ouest, nous souhaitons confier à un pionnier notre développement dans cette région des Etats-Unis. Avec son équipe, il définira et fera appliquer la politique de distribution.

Agé de 30 à 35 ans, l'homme que nous recherchons est diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce. Il apprécie l'Américan Way of life et a acquis une solide expérience de la grande distribution U.S. (Home Center...).

Les perspectives d'avenir sont à la hauteur des conquêtes qui seront faites sur ce marché fabuleux pour nos produits. Outre la culture de ce pays, bien sûr le candidat devra maîtriser parfaitement la langue.

Une pratique courante de l'allemand est bien entendu indispensable.

Pour ces deux postes, notre Entreprise est capable d'offrir à terme, dans un horizon international, de réelles perspectives d'avenir.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à :

CREAC Conseil en Recherche et Evaluation de Cadres
6 rue Victorien Sardou 69007 Lyon
Tél. : 16 (7) 801.25.00

PETITE SOCIÉTÉ HOLLANDAISE
cherche un professeur français
(médecin) pour le mois de mai ou
juin (salaire de vacances).

Adresser à Madame E.J. GIEZEL
VAN RIL Burg, Schiedamschedijk 23,
8671 Ca Winthorpe (Hollande).

Le CENTRE TECHNIQUE
INTERNATIONAL
DE LA CANNE ET DU SUCRE
DE LA RÉUNION recherche
**son nouveau
Directeur.**

Cet organisme d'interprétation
technique assure le travail nécessaire au
passement des produits producteurs
de canne à sucre, en
fonction de critères de qualité.

Il emploie en moyenne 120
personnes avec de fortes variations
saisonnières.

La position stratégique de
cet organisme exige, pour son
Directeur, deux types de qualités :

1) Il devra être un bon technicien, ingénieur de formation et
compris aux techniques de gestion.

De plus, il sera très apprécié
qu'il ait aussi de solides
compétences en informatique.

2) Ce sera aussi un homme
ayant plusieurs années d'expérience,
à un haut niveau de responsabilité,
dans un contexte
où il aura fait la preuve de ses
qualités humaines et de ses
qualités de diplomate.

La rémunération, motivante,
sans fonction du profil
du candidat.

Ecrire à C.T.I.C.S.
97464 SAINT-DENIS CEDEX
(île de la Réunion)
Tél. (115-223) - 21-06-85.

Nous prions
instamment nos annonceurs
d'avoir l'obligeance de répondre
à toutes les lettres
qu'ils reçoivent et de
renvoyer, aux intéressés
les documents qui leur ont
été confiés.

RÉGION BOURGOGNE (Côte-d'Or)
**ASSISTANT (E)
EN
PUBLICITÉ**

B.T.S. + 2 ans expérience

Annuaire, agence ou support
Langue (anglais ou allemand)
Qualité d'ordre et de netteté
Attention, précision, disponibilité et actif
Compétences en fabrication imprimées appréciées
Bon vendeur

Adresser curriculum vitae manuscrit + photo (retouchée) à :
MEDIA CONSEIL, réf. 14/15/3,
7, boulevard Kir, 21000 DIJON, qui transmettra.

**Juriste d'entreprise
haut niveau**

UNE SOCIÉTÉ FRANÇAISE IMPORTANTE ET PERFORMANTE, réalisant de grands travaux en France et à l'étranger, offre un poste de premier plan à un Juriste de haut niveau.

Rattaché à la Direction Générale, il aura un rôle important de conseil et de défense des intérêts du groupe, concernant l'ensemble des problèmes juridiques de l'entreprise : marchés et contrats, assurances, droit des sociétés, droit social...

La réussite dans ce poste implique :
- une formation supérieure, niveau docteur en Droit.
- une solide expérience professionnelle (10 ans environ) impliquant en particulier de bonnes connaissances dans les problèmes de marchés publics et privés, et des capacités d'homme de réflexion et également le profil d'un opérateur, d'un homme de contact et d'un négociateur.

Rémunération à la mesure des responsabilités à assumer.

Poste : région Montpellier.

Ecrire sous réf. JC 388 AM.

VILLE DE LYON
AVIS DE CONCOURS
Deux concours sur trois et
dépouilles sont ouverts pour le
recrutement de :
- Un régisseur à l'Orchestre
Lyrique de l'Opéra de Lyon.
Direction musicale : JOHN
ELIOTT GARDNER.
Clôture des inscriptions : le
24 mars 1983.
- Un régisseur adjoint à l'Orchestre
de Lyon.
Direction musicale : SERGE
BAUDO.
Clôture des inscriptions : le
13 avril 1983.
Pour ces deux concours, les
candidats devront :
- Justifier d'une poursuite de
société jusqu'en fin de
service (niveau bac).
- Posséder de solides
compétences musicales.

Renseignements complémentaires
à la Ville de Lyon, Mairie
Centrale, Service Recrutement,
69001 LYON. Téléphones au :
16-7-27-71-31 (locus 360).

BANQUE ÉTRANGÈRE
cherche
CAMBISTE

pour sa succursale de NICE.
Env. candidature à n° M 58839
Bou 17, rue Labat 84307 Val-
bonne Cedex qui transmettra.

Chambre de commerce et d'Industrie
de la région de la Côte d'Azur
cherche des candidats pour le poste de
responsable de la section des
Anglais - allemand - anglais
pour la poursuite de l'enseignement
C.C.I. de la Côte d'Azur - service
promotion commerciale BP
1028 - 06100 NICE Cedex

LE DÉPARTEMENT
DU CALVADOS
RECRUTE
POUR SON SERVICE
DES TRANSPORTS UN
CADRE DE HAUT NIV.

QUI SERA CHARGÉ :
- du contrôle et du suivi
développement du réseau
international de transports de
voyageurs, des relations avec
la Société exploitante, et de
l'analyse des résultats ;
- d'apporter une aide aux
communes pour la mise en
place de dispositifs d'ordre local
et l'organisation de leur service
de ramassage scolaire ;
- de la préparation de la politique
d'investissement du département.

Les candidatures sont à déposer
à : Présidence du conseil
général du Calvados, Serv. des
Transports, 14039 CAEN CEDEX
où des renseignements complémentaires
pourront être fournis.

هكذا من النظم

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



CISI
COMPAGNIE INTERNATIONALE
DE SERVICES EN INFORMATIQUE

multinationale française de services en informatique, en coristant développement, recherche des INFORMATIENS CONFIRMES (HP) pour les activités suivantes :

- COLLECTIVITES LOCALES : connaissance des systèmes téléprocéssing, des mini-systèmes, du COBOL et/ou du FORTRAN.
- GESTION DU PERSONNEL : connaissance de PL1 et APL, expérience de la gestion administrative.
- GESTION DE PRODUCTION : connaissance du matériel HP 3000 et des bases de données, expérience indispensable de la gestion industrielle.
- APPLICATIONS FINANCIERES : connaissance des systèmes conversationnels IBM, de BASIC, FORTRAN, APL, expérience de la gestion financière et budgétaire.

Quelques années de références professionnelles dans l'un de ces domaines, la pratique de l'anglais, le goût des contacts humains et du travail en équipe, la disponibilité pour les déplacements en province, leur permettront de faire leurs preuves en tant qu'

INGENIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

et de saisir les nombreuses opportunités d'évolution au sein du Groupe.

Ecrire à

CISI Direction du Personnel
35, boulevard Brune
75680 PARIS Cedex 14
en précisant l'activité retenue.



SUPAE

Filiale SAE - BATIMENT

recherche

- Pour assurer la gestion de ses chantiers en Région Parisienne

Conducteurs de Travaux confirmés

diplômés Toulouse, Eyrolles, Eygleton

et ayant l'expérience de la conduite des travaux dans une grande entreprise (réf. 101)

- Pour se former et commencer une carrière au sein d'un grand groupe d'entrepreneurs

Ingénieurs débutants

diplômés grandes écoles

Postes basés en Province.

(Réf. 102)

Envoyer lettre manuscrite et CV. détaillé à Madame HERBRETEAU
Responsable en Recrutement - en précisant la référence souhaitée à
SUPAE C.D. 117 - B.P. 16 - 91570 BIEVRES

Csee

Centre d'Etudes d'ORSAY (91)

INGENIEURS LOGICIEL MINI et MICRO

Conception, réalisation, tests et mise en service de logiciel

Au sein d'une petite équipe de travail, les ingénieurs appliqueront leurs connaissances des langages évolués (FORTRAN, PASCAL, PLM, PL15...) sur du matériel Mini ou Micro et des moniteurs temps réel.

INGENIEURS SYSTEMES MINI et MICRO

Analyse et exploitation de systèmes liés à des problèmes de sécurité

GENERALISTES issus de Grandes Ecoles, ces ingénieurs prendront en charge tout ou partie de projets faisant appel à leurs connaissances en TELECOMMUNICATIONS, INFORMATIQUE (langages évolués, matériels), Théorie des Graphes, Probabilités, Statistiques.

INGENIEURS ETUDE ELECTRONIQUE

Etudes et mise au point d'équipements comportant des microprocesseurs

Au sein d'une petite équipe, de l'avant projet à la mise au point sur site, des ingénieurs débutants pourront développer les techniques propres aux Calculateurs, à l'Electronique, rapide, et aux Asservissements pour des utilisations militaires en particulier.

Formation ESE ou ENSA.

COMPAGNIE DE SIGNAUX ET D'ENTREPRISES ELECTRIQUES

Service Emploi et Développement des Ressources - 17 place d'Alsace - 91000 Evry

Société Banlieue Ouest, filiale du groupe

CGEE ALSTHOM

C.A. 100 Millions

spécialisée dans les équipements et installations

électriques pour l'industrie agro-alimentaire

recherche

INGENIEUR

Adjoint au Directeur technique, devant assurer

à court terme après période d'adaptation :

- la responsabilité du Bureau d'Etudes et du

Centre de programmation automate et

micro-calculateur (20 personnes)

- la supervision de l'atelier de câblage élec-

trique (50 personnes)

- les actions de recherche et de développement

de systèmes et produits nouveaux dans le

domaine du contrôle industriel destiné à

l'industrie agro-alimentaire.

Ce poste conviendrait à Ingénieur diplômé

(ESE ou IEG) 30-35 ans ayant quelques années

d'expérience en installation électrique indus-

trielle et un intérêt tout particulier pour l'auto-

matisme par automate mini et micro-calculateur.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et

prétentions à No 63370 Contesse Publicité

20, avenue Opéra 75040 Paris Cedex 01

qui transmettra.

Important Laboratoire Pharmaceutique, filiale d'un groupe

multinational diversifié, recherche un :

COMPTABLE GESTIONNAIRE DES IMMOBILISATIONS

Rattaché au Chef du Service Comptabilité Générale, il aura les responsa-

bilités suivantes :

- le traitement courant des entrées et sorties d'immobilisations et de

la comptabilisation des amortissements ;

- les aspects fiscaux s'y rapportant ;

- les états de synthèse comptables et fiscaux.

Le titulaire du poste devra gérer le système actuel tout en participant à la

mise en place d'un système informatique de gestion des immobilisations.

Titulaire du B.T.S. « Comptabilité et gestion d'entreprise » et/ou du Certificat

comptable du D.E.C.S., le candidat aura une expérience de 3 à 4 ans dans

une fonction comptable lui ayant permis de se familiariser avec l'utilisation

de l'INFORMATIQUE, de préférence en participant à la mise en place de

nouveaux systèmes.

LIEU DE TRAVAIL : Proche banlieue Ouest.

Adresser C.V., photo récente et prétentions sous no 63701

à CONTESSÉ Publicité - 20, avenue de l'Opéra -

75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.



DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Nous recherchons pour l'une de nos filiales

un Directeur Administratif et Financier.

Ce cadre dirigeant aura, à titre principal, la responsabilité des

fonctions suivantes :

• Comptabilité et fiscalité.

• Budget et planification.

• Trésorerie.

• Organisation et procédures administratives.

• Informatique.

• Relations sociales et gestion du personnel.

Ce poste conviendrait bien à un candidat diplômé d'une grande

école commerciale ayant acquis une solide expérience dans un

cabinet d'expertise comptable ou dans un poste similaire en

entreprise.

De bonnes et réelles perspectives de carrière, dans une société

en plein essor, des conditions de rémunération et de statut

social de bon niveau intéresseront un (e) candidat (e) de valeur.

Ecrire au Groupe DARTY - Direction des Relations Sociales

Tour Rosny II - 93118 ROSNY SOUS BOIS CEDEX

Importante Société Française

à vocation électronique et électromécanique

ayant plusieurs établissements en France

et à l'étranger

recherche pour son siège social

en région Parisienne

le responsable juridique droit des affaires

32 ans minimum

Docteur droit privé ou niveau docteur,

juriste d'entreprise ayant une expérience

de 5 ans minimum dans une société indus-

trielle ou dans un cabinet, acquise dans

les domaines suivants :

• droit des sociétés • droit commercial

• propriété industrielle • fiscalité • rédac-

tion de contrats et conventions.

Anglais courant souhaité

Adresser C.V., photo et prétentions

à No 63690, Contesse Publicité

20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01

qui transmettra.



LEADER SUR LE MARCHÉ DE LA MAISON INDIVIDUELLE

Nous recherchons pour notre filiale - Rhône-Alpes -

(Effectif = 350, C.A. = 185 millions de francs).

LE RESPONSABLE DES RELATIONS HUMAINES

Rattaché au directeur général dont il est l'homme de confiance, il

aura en charge tout ce qui se rapporte aux relations sociales, au

recrutement, à la formation et à la communication interne.

Le candidat doit être avant tout un homme de terrain, doté d'une

bonne capacité d'écoute, sachant dialoguer avec les différentes

catégories socioprofessionnelles (cadres, étag, ouvriers),

disponible pour de fréquents déplacements lui permettant le

contact direct avec le personnel.

Le poste convient à un candidat de formation supérieure

présentant une expérience réussie de la fonction personnel de

quelques années au sein d'une entreprise.

Pour candidat de valeur, l'évolution du poste pourra s'envisager,

soit en Rhône-Alpes, soit dans l'une des sociétés du groupe.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo récente et prétentions à

Société des Maisons Phénix, Service Recrutement Groupe,

5-7, avenue Percier, 75008 PARIS, réf. 1.837.



emploi régionaux

BRETAGNE NORD
P.M.E. TRÈS ACTIVE DANS LE DOMAINE
DES TELECOMMUNICATIONS

recherche le

RESPONSABLE DE SON LABORATOIRE HYPERFREQUENCE

Bonnes connaissances des circuits très haute fréquence

et des technologies de type micro-electronique requises.

Cette personne devra en outre coordonner les activités du

laboratoire avec celles des autres groupes de la Société.

DATENIO

2, rue Gramme, 33000 DINARD,

Téléphone : (99) 46-24-75.



Filiale de CIT ALCATEL spécialisée

dans la FORMATION

recherche des

ANIMATEURS DE FORMATION

Techniciens et Ingénieurs dans les domaines suivants :

• ELECTRONIQUE/ELECTROTECHNIQUE

• MICROPROCESSEURS • TECHNIQUES INFOR-

MATIQUES DE POINTE : micro 16 Bits/FAO/Gestion sur

mini... • TELECOMMUNICATIONS : commutation tem-

porielle/transmission numérique et optique.

Pour tous ces postes une première expérience (B.E., SAV, chantier...)

est souhaitable ainsi qu'une bonne connaissance de l'anglais.

L'expérience de la Formation n'est pas indispensable mais il est néces-

saire d'avoir le goût du transfert de connaissances et du conseil, tant

par oral que par écrit (conception, rédaction de supports de formation).

Notre nom marque notre volonté d'ouverture à toutes les formes du

transfert de connaissances sur un plan international.

Si vous êtes intéressés, adressez votre CV à Madame DANJOU

COOPERATION INTERNATIONALE ALCATEL

27, rue Godillot 93406 SAINT OUEN

en indiquant le(s) poste(s) susceptible(s) de vous intéresser

Société internationale d'électronique leader sur son marché

RECHERCHE

UN INGÉNIEUR DE VENTES TECHNICO-COMMERCIAL

DE FORMATION BTS-DUT MINIMUM

Sous la responsabilité du directeur de ventes, il est chargé :

• de développer les marchés existants ;

• de rechercher de nouveaux clients ;

• de promouvoir les nouveaux produits.

Cette fonction nécessite :

• une expérience confirmée dans les composants électromé-

caniques ou électroniques et les claviers

• le sens aigu de la vente ;

• celui de l'organisation ;

• un excellent contact.

La connaissance de l'anglais serait appréciée.

Le poste est basé en proche banlieue parisienne.

Envoyer CV, photo et prétentions ss réf. 63661 à

Contesse Publicité, 20, avenue de l'Opéra

75040 Paris cedex 01 qui transmettra.

Le Monde

économie

AFFAIRES

Les cocoricos de Massey-Ferguson

Géant malade, plan de restructuration, consolidation de la dette : Massey-Ferguson, groupe multinational canadien, avait pris l'habitude de commentaires désolés. Ladite restructuration a eu pour effet de concentrer sur les deux usines de Beauvais et de Marquette-Lille, en France, la construction des tracteurs de gamme moyenne pour l'Europe, mais aussi le reste du monde, et de donner à la filiale française une plus grande autonomie.

D'ici les trois cocoricos lancés par la société française à l'occasion du Salon de l'Agriculture : le chiffre d'affaires passe de 1 873 millions de francs à 2 338 millions ; les exportations, qui représentaient 62 % de ce chiffre, progressent de 30 % ; enfin, les ventes à l'étranger font apparaître un solde positif de la balance de près de 600 millions de francs, qui contraste avec le déficit accru pour l'ensemble de la branche. Massey-Ferguson France se félicite, notamment, d'exporter vers l'Amérique du Nord pour 91 millions de francs en 1982, chiffre qui devrait s'accroître cette année, et vers le Japon, où, avec 33,5 millions de francs, l'entreprise « se place

parmi les tout premiers exportateurs français » vers ce pays. Et, pour bien étayer sa démonstration de eivisme national, Massey ajoute qu'elle entraîne dans son sillage d'autres entreprises du secteur : Huard, Gard, Brimont, Kuhn, Lemoine, Tim et Faucheur. Le brevet d'exportation le plus méritant sera décerné si l'on sait enfin que « Massey-Ferguson pense avoir la part française de composants la plus importante de tous les constructeurs français, puisque plus des deux tiers du prix des tracteurs de la gamme sont, en valeur moyenne, d'origine nationale ».

Accessoirement, Massey-Ferguson et International Harvester France viennent de confirmer qu'ils avaient « signé un protocole d'accord en vue de définir les possibilités de coopération éventuelle dans certains secteurs d'activités industrielles en France » (le Monde du 8 février). Il s'agit de rationaliser la production des usines afin d'éviter les problèmes de surcapacité. Pour l'heure, Renault, qui négocie aussi, se tait.

J. G.

Thomson souhaite acquérir la division « grand public » de AEG-Telefunken

(Suite de la première page.)

Ces arguments seraient-ils convaincants aux yeux des Allemands ? Ou y avait-il autre chose derrière le veto opposé à l'opération Grundig ? L'argument économique-juridique ne masquant en réalité qu'un refus politique d'une prise de contrôle d'une entreprise allemande par un groupe nationalisé français. Certains le pensent, tant de multiples déclarations ont été faites, par exemple, par l'Office des cartels, par exemple, ou celles d'hommes politiques pendant la campagne électorale allemande — ont été claires sur cette affaire. La réponse au nouveau projet permettra peut-être de lever l'ambiguïté. De même que le sort des sociétés de service à Grundig, société qui ne peut vivre seule.

Cette fusion, si elle se réalise, constitue une issue à l'échec de l'opération Grundig, et sans doute un succès personnel pour M. Alain Gomez, P.-D. G. de Thom-

son, qui a su sortir de l'impasse. La croissance de son groupe dans ce secteur est impérative, tant pour la fabrication des téléviseurs que des magnétoscopes que pour l'effet d'entraînement qu'elle peut avoir sur les autres secteurs, les composants électroniques en particulier. Sans solution, Thomson est dit avoir très certainement sa stratégie globale.

Cela étant, du fait de l'échec de l'opération Grundig, le grand projet de front commun européen face aux Japonais n'a pas pu se réaliser. T.F.R. est lié au japonais J.V.C. dans une filiale commune avec l'anglais Thorn-EMI (33 % chacun), qui monte des magnétoscopes japonais à Berlin et devrait produire des vidéocassettes en Allemagne. Comme Thomson, de son côté, achète ses magnétoscopes au même J.V.C., il y a tout lieu de prévoir que l'ancien accord JST refusé par les autorités françaises en juin 1981 va se refaire. Sans doute sera-t-il toutefois sensiblement modifié.

La création d'une Europe de l'électronique développant sa propre technologie face aux Japonais, empêchée en 1976 par les Français lors de l'abandon de l'accord informatif que UNIDATA, se heurte aujourd'hui à l'opposition des Allemands et des Néerlandais. Rien n'est encore définitif, et d'autres accords peuvent se nouer (avec les Italiens ou les Espagnols ?) mais, de ce point de vue, le veto sur Grundig est un échec européen de première importance dans les conséquences sont très lourdes.

ÉRIC LE BOUCHER.

Au conseil des ministres

LE GOUVERNEMENT ENTEND POURSUIVRE LA POLITIQUE D'ÉCONOMIES D'ÉNERGIE

La baisse des prix du pétrole ne doit pas entraîner une démobilité de la politique d'économies d'énergie, ne serait-ce que pour desserrer la contrainte extérieure. Tel est le sens de la communication que devait faire M. Hervé, ministre de l'énergie, lors du conseil des ministres du 9 mars.

La création de l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie, la mise en place de mesures financières et réglementaires, la décentralisation et la part du Fonds spécial des grands travaux géré par l'Agence (2 milliards de francs) ont permis de maintenir le cap. Pour éviter toute dérive, une nouvelle tranche du Fonds spécial des grands travaux va être dégagée (4 milliards de francs dont 2 milliards pour les économies d'énergie), financée comme le premier par une taxe sur les carburants qui devra être votée par le Parlement. D'autre part, un nouveau train de procédures devait être annoncé par M. Hervé.

RÉSIDENTS - CLUBS
3^e AGE
Spécialiste Côte d'Azur
Cabinet INDEXA
52, av. Jean-Médard - 06000 NICE
Tél. : (93) 80.58.31 (F.N.A.I.M.)

CONJONCTURE

LE DÉFICIT DES ÉCHANGES DE LA FRANCE AVEC LA R.F.A.

La mécanique résiste l'automobile s'effondre

Le déficit commercial de la France vis-à-vis de la R.F.A. s'est considérablement accru en dix ans, passant de 6,8 milliards de francs en 1973 à 39,1 milliards de francs en 1982 (le Monde du 9 mars). Ramené en francs constants de 1982, ce déficit fait plus que doubler (+ 117 %) passant de 18 milliards de francs en 1973 à 36 milliards de francs en 1982 pour atteindre 25,9 milliards de francs en 1981 et 39,1 milliards de francs en 1982.

L'évolution en francs constants de 1982 de quatre postes essentiels est parfois surprenante.

Le déficit des « machines et appareils mécaniques » passe de 12,5 milliards en 1973, à 9,1 milliards en 1978, à 10,3 milliards en 1981 et 12,2 milliards en 1982. C'est donc en dix ans ce déficit n'augmente pas.

Pour l'électronique professionnelle, l'évolution est la suivante (toujours en francs constants) : - 1,6 milliard en 1973 et en 1978, - 1,2 milliard en 1981, - 2,8 milliards en 1982 (+ 75 % en dix ans).

Pour les voitures particulières, l'évolution est catastrophique. L'excédent des échanges (1,9 milliard en 1973, 2,6 milliards en 1978) se transforme en déficit vers 1979-1980. Celui-ci atteint 4,8 milliards de francs en 1981 et 7,8 milliards de francs en 1982.

L'excédent du poste « textile habillement » n'a cessé de se réduire, revenant de 5 milliards de francs en 1973 (ce qui était considérable) à 2,9 milliards de francs en 1978, à 1,7 milliard de francs en 1981 et à 500 millions de francs en 1982.

La vignette sur les tabacs sera mise en place le 1^{er} avril

La mise en place de la vignette « solidarité » sur les tabacs — décidée par le gouvernement et approuvée par le Parlement (loi du 19 janvier 1983) pour augmenter les recettes de la Sécurité sociale, toujours en difficulté financière, se fera comme prévu le 1^{er} avril et ne sera pas étalée sur l'ensemble de l'année comme le réclamait récemment la Confédération des ébénistes syndicaux (C.C.S.D.T.).

M. Eugène Remilly, président de la C.C.S.D.T., s'est vu confirmer cette disposition au cours d'un entretien, mardi 8 mars, au ministère des affaires sociales. La Confédération considère qu'une hausse trop brutale (25 %) risque de se traduire par une baisse de 10 % des ventes, une perte de 2 milliards de francs pour l'Etat et une contribution de

0,4 % à la hausse de l'indice des prix d'avril.

Au ministère des affaires sociales, où l'on s'appuie sur les données de l'INSEE, on estime que la diminution des ventes imputable à la taxe serait de 6 %. En outre, les conseillers de M. Pierre Bérégovoy considèrent que l'augmentation en une seule fois des prix du tabac a un effet comparable à plusieurs hausses de moindre importance. Par ailleurs, afin de compenser cette baisse, il a été convenu d'aménager la remise accordée aux débitants.

Enfin, des discussions doivent s'engager entre la SEITA et la Confédération sur le montant des « crédits de stocks » habituellement consentis par les fournisseurs des débitants de tabacs.

La vignette sur les tabacs doit rapporter 4 à 5 milliards de francs à la Sécurité sociale en 1983.

SOCIAL

Nouvelles menaces sur l'emploi à Tarbes

De notre correspondant

Tarbes. — Deuxième ville industrielle de la région Midi-Pyrénées après Toulouse, Tarbes subit le processus de deux pétales restructurations, celle de l'usine Ceraver à Tarbes-Bazet, où deux cent cinquante licenciements vont être progressivement annoncés d'ici au mois de mai, et celle de l'usine du groupe américain Hughes-Tool SAF, où la direction vient d'engager une procédure de licenciement de cent employés, soit 20 % de l'effectif. Cette usine avait été vendue par le groupe français Creusot-Loire au groupe américain Hughes-Tool, voici trois ans.

La C.G.T., section syndicale de cet établissement, en appelle à une négociation sous les auspices de la direction du travail, proposant une réduction du temps de travail — autour de 35 heures, pour éviter les licenciements ». La C.G.T. déclare : « De tout temps, et aujourd'hui encore, la fabrication de l'usine de Tarbes a été exclusivement dirigée par le marché de l'Europe, du Moyen-Orient, de l'Afrique.

A partir d'un tel constat, comment la Hughes-Tool peut-elle justifier qu'il faut licencier à Tarbes à cause de la baisse d'activité en Amérique ?

Depuis trois ans de gestion par Hughes-Tool, l'usine de Tarbes n'a pas arrêté de voir ses possibilités industrielles s'effriter, diminuer, disparaître. La gamme des produits fabriqués [...] a été réduite à outrance, au point que l'usine n'est plus en capacité de répondre aux demandes du marché dans sa totalité.

Hughes-Tool a récupéré une

technologie et des brevets que cette société n'avait pas.

Hughes-Tool, dans cette affaire, a récupéré un marché, ce qui n'est pas négligeable. Moins, en fait, les décisions concernant l'usine de Tarbes viennent directement des États-Unis. L'usine de Tarbes, aujourd'hui, est complètement dépendante de la seule volonté de Hughes-Tool aux États-Unis.

GILBERT DUPONT.

Un salarié d'Olida met fin à une grève de la faim de vingt-cinq jours. — Le salarié de la société Olida à Loudéac (Côtes-du-Nord) qui avait commencé une grève de la faim, le 14 février, pour protester contre son licenciement, a mis fin à son action mardi 8 mars, indique la C.G.T. Un accord est intervenu entre M. Michel Le Nagard et Olida, « permettant à sa famille et à lui-même de vivre dans des conditions normales jusqu'à la réunion du Conseil d'Etat qui statuera sur cette affaire », souligne la C.G.T. M. Le Nagard, qui a été hospitalisé à Loudéac, avait été licencié le 2 septembre 1982 « pour avoir dénoncé en janvier 1980 la mauvaise qualité de 9 tonnes de viande utilisées par l'usine de salaison ». L'inspection du travail avait refusé son licenciement, mais le tribunal de Rennes avait ensuite annulé cette décision.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ bas - haut	Rep. + ou Dép.	Rep. + ou Dép.	Rep. + ou Dép.
\$ E.-U.	6,8650 6,8725	+ 285	+ 245	+ 425
£ S.W.	5,9972 5,9947	+ 120	+ 160	+ 285
Yen (100)	2,5784 2,5828	+ 135	+ 160	+ 280
DM	2,4402 2,4505	+ 182	+ 205	+ 372
Franc	2,5608 2,5786	+ 175	+ 250	+ 395
F.R. (100)	14,4774 14,4573	- 1830	- 1285	- 1940
F.S. (100)	1,2304 1,2357	+ 245	+ 275	+ 510
L. (1000)	4,7923 4,8089	+ 900	+ 740	+ 1240
£ Hongk.	14,2838 14,2996	+ 185	+ 175	+ 275

TAUX DES EURO-MONNAIES

	8/15/16	9/5/16	8/15/16	9/5/16	9	9/3/8	9/3/16	9/5/16
\$ E.-U.	5	5	4	4	4	4	4	4
DM	4	4	4	4	4	4	4	4
Franc	4	4	4	4	4	4	4	4
F.R. (100)	4	4	4	4	4	4	4	4
Y.S. (100)	4	4	4	4	4	4	4	4
L. (1000)	4	4	4	4	4	4	4	4
F. Hongk.	4	4	4	4	4	4	4	4

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Les mécanismes d'intervention au sein du S.M.E.

A l'heure actuelle, les mécanismes du S.M.E. qui fonctionnent depuis le 13 mars 1979, s'appliquent à huit devises : le franc français, le mark allemand, la florin néerlandaise, la lire italienne, la franc belge (et le franc luxembourgeois par extension), le lire irlandaise et la couronne danoise. Tout en ayant adhéré à l'accord créant le système monétaire européen, la Grande-Bretagne ne participe pas, toutefois, à l'une de ses principales dispositions de régulation : le mécanisme d'intervention sur les marchés des changes. De son côté, la Grèce n'a pas encore adhéré au S.M.E. Enfin l'Italie continue à bénéficier de certaines dispositions spécifiques sur les limites maximales de fluctuations autorisées au sein du S.M.E.

Le système monétaire européen fonctionne autour de deux axes :

1) L'ECU (European Currency Unit) qui est une unité monétaire établie à partir d'un panier de devises, et en contrepartie d'un dépôt effectué par les banques centrales de 20 % de leurs avoirs en or et avoirs en dollars auprès du F.E.C.O.M. (Fonds européen de coopération monétaire). La valeur de l'ECU est calculée chaque jour à partir de la somme des cours des huit devises du S.M.E. établis sur leur marché national et multipliée par un coefficient de pondération qui tient compte du poids relatif des économies nationales dans l'ensemble européen (33 % environ pour le mark et 20 % pour le franc français, par exemple). Ainsi, à la date du 8 mars 1983, la valeur de l'ECU était de 2,27012 marks et de 6,47524 francs français.

2) Le mécanisme de change, qui s'articule autour d'un cours pivot déterminé en ECU et qui peut être révisé, en cas de réajustement monétaire, par accord mutuel entre les pays adhérents au S.M.E. et la Commission européenne. Sur la base de ces cours pivots est déterminée une grille pour chaque monnaie communautaire (sauf pour la livre sterling et pour le drachme). Cette grille comprend un cours central calculé par rapport aux autres devises, et des courplanchers et plafonds dont le franchissement déclenche les

mécanismes d'intervention obligatoires. Les fluctuations de cours maximales autorisées de part et d'autre des cours centraux sont limitées à plus ou moins 2,25 % (sauf pour la lire italienne qui bénéficie d'une marge pouvant atteindre 6 %) et la banque centrale soumise à l'intervention s'achète ou vend le monnaie selon le cas) sur le marché afin de maintenir leurs monnaies à l'intérieur de ces limites.

A titre d'exemple, au cours de la journée du 7 mars, lorsque la Banque de France s'est trouvée confrontée à une très forte demande de marks motivée par la succès de M. Kohl aux élections législatives, elle a, dans un premier temps, défendu la parité du franc français au cours pivot de 2,8339 F en vigueur depuis le 16 juin 1982. La banque centrale a ensuite laissé monter la monnaie allemande jusqu'au taux-plafond de 2,8985 F (taux-planchers est de 2,7709 F), émettant ainsi les autorités ouest-allemandes à prendre le relais tout en se donnant alors la possibilité de faire appel aux trois mécanismes de crédit créés en 1970 et en 1972 et qui ont été renforcés lors de la création du S.M.E.

1) L'ouverture d'un crédit de montant illimité à très court terme, dans leurs monnaies, entre les banques centrales participant au mécanisme de change. Ce financement dont la durée est fixée à soixante-quinze jours (quarante-cinq jours après la fin du mois) peut, dans certaines conditions et limites, être renouvelé une fois pour une durée de trois mois.

2) L'obtention d'un crédit mutuel consenti par toutes les banques centrales de la communauté à partir d'une caisse commune dont le montant global avoisine actuellement 14 milliards d'ECU, la durée initiale de ce soutien monétaire, à court terme étant fixée à trois mois, une prorogation étant possible jusqu'à neuf mois.

3) Les recours possibles à un « crédit » moyen terme que peuvent se consentir les pays de la Communauté pour une durée de deux à cinq ans relevé sur une enveloppe actuellement fixée à 11 milliards d'ECU.

COMMERCE INTERNATIONAL

LES ALCOOLS FRANÇAIS DANS LA LIGNE DE MIRE

La Commission européenne a décidé d'ouvrir une procédure contre la France pour ce qui concerne les prix pratiqués à l'exportation sur les alcools destinés aux pays membres de la Communauté. La R.F.A., la Grande-Bretagne et les Pays-Bas se seraient plaints des prix de dumping pratiqués par les Français par le jeu des mesures de soutien à la production.

Si la Commission établit que les prix pratiqués par la France entraînent une concurrence déloyale avec ses partenaires de la C.E.E., elle pourrait autoriser les États lésés à appliquer une taxe de compensation à l'importation.

D'autre part, Hongkong, en rétorsion des mesures imposées à l'importation par la France sur les montres à quartz, vient de relever les taxes sur le cognac et sur l'armagnac de 147,7 % (67 F français par litre au lieu de 27,05 auparavant). Hongkong est le troisième marché à l'exportation pour le cognac.

LA COMMISSION EUROPÉENNE LIMITE LES IMPORTATIONS DE COTON EN PROVENANCE DE TURQUIE

La Commission européenne a décidé de fixer à 1 200 tonnes pour le coton et à 3,6 millions d'unités, pour les T-shirts, les importations en provenance de Turquie, pour la période du 9 mars au 15 juillet 1983. Les autorités de Bruxelles, ont été amenées à prendre cette décision à la suite de l'accroissement rapide des entrées de cotons et du nombre de T-shirts turcs importés au cours des six premières semaines de l'année, représentant 125 % des importations enregistrées dans toute l'année 1982. En ce qui concerne les vêtements de coton, les importations depuis le début de 1983 représentent au tiers du total de l'année dernière.

Selon les représentants de la Commission, le Marché commun souhaite négocier un accord limitant l'ensemble des exportations de textiles turcs, mais Ankara ne s'est pas prêté à la discussion. La Turquie considère que la clause de sauvegarde ne devrait pas lui être appliquée, en raison de la leur qualité de pays associé à la Communauté.

Le caractère « temporaire et conservatoire », de la mesure, selon l'expression de la Commission, permet aux exportations turques, de se poursuivre dans certaines limites, en attendant la conclusion d'un arrangement.

Fin de l'occupation des locaux de l'inspection du travail par les salariés de La Cellulose de Strasbourg. — Les salariés de La Cellulose de Strasbourg ont évacué sans incident, en début de soirée, mardi 8 mars, les locaux de l'inspection du travail qu'ils occupaient depuis 16 heures. Ils entendaient protester contre le non-paiement des salaires de février, qui, selon l'inspection du travail, devraient dans le pire des cas être réglés par les associations de garantie (A.G.F.), le 12 mars à la fin du préavis de licenciement.

هكمان الوطن

ÉTRANGER

EN GRANDE-BRETAGNE

La grève générale des mineurs n'aura pas lieu

De notre correspondant

Londres. - Bien que les résultats officiels ne devaient être connus seulement que jeudi, il était évident, dès mardi 8 mars, que les deux cent cinquante mille mineurs britanniques s'étaient prononcés contre une grève générale. Les statuts du syndicat (NUM) exigent une majorité de 55 % pour qu'une grève soit légale. Il semble que les « gentes noires » aient voté « non » à deux contre un.

Des arrêts de travail avaient pourtant déjà eu lieu dans certains bassins miniers pour appuyer les mineurs du Pays de Galles qui protestent contre la fermeture d'un puits, à Tyn-y-Moel, au nord de Cardiff. Mais la majorité modérée de la direction syndicale, inquiète des conséquences du mouvement, a imposé une consultation générale à bulletin secret au président, M. Arthur Scargill. Ce militant de la gauche travailliste rêve d'un accord avec le gouvernement conservateur depuis qu'il a été élu à la tête du NUM, à la fin de 1982.

C'est la troisième fois en un peu plus d'un an qu'il est désavoué par les mineurs. Par deux fois, ceux-ci avaient en effet voté contre la grève pour appuyer leurs revendications salariales. M. Scargill a essayé d'emporter le soutien de ses mandants en soulignant qu'un refus de la grève donnerait le « feu vert » à la direction des Charbonnages pour d'autres fermetures. Il espérait aussi

que l'intention de M. Thatcher de nommer M. Ian MacGregor, président de British Steel, à la direction des Charbonnages, mobiliserait les mineurs. M. MacGregor, qui travaillait à la banque Lazard, à New-York, avant d'être appelé à rationaliser l'industrie britannique de l'acier (deux fois moins d'employés en trois ans), a été surnommé par M. Scargill « le boucher américain de l'industrie britannique ».

L'existence de plus de trois millions de chômeurs, les 70 millions de tonnes de charbon dans les stocks des Charbonnages et des utilisateurs, qui laissent prévoir une grève longue, la crainte de porter un coup mortel à une activité en déclin, tous ces arguments ont convaincu la majorité des mineurs britanniques que le sort d'un puits de Galles du Sud ne valait pas un conflit. M. Thatcher, qui avait reculé en 1981 devant la menace d'une grève des mineurs, a gagné sans avoir à se battre. La voie est ouverte à la nomination officielle de M. MacGregor à la tête des Charbonnages et à la restructuration d'une industrie qui reçoit chaque année plus de 1 milliard de livres de subventions publiques (10,5 milliards de francs) pour une production en déclin, encore bien supérieure aux besoins.

DANIEL VERNET.

LA CONSTRUCTION DU BARRAGE DE YACYRETA

Les firmes argentines et paraguayennes disposeront dans le consortium de parts égales à celles des sociétés européennes

Correspondance

Buenos-Aires. - Il aura fallu que le projet de Yacyreta soit sur le point d'être abandonné pour qu'un pas décisif soit enfin franchi vers sa réalisation. Les trente-cinq sociétés qui composent les deux consortiums - dont les chefs de file sont l'entreprise française Dumez et la firme italienne Impregilo - viennent en effet de parvenir à un accord en des termes acceptables par l'entité binationale Yacyreta (EBY), qui réunit l'Argentine et le Paraguay.

Un nouveau consortium devrait voir le jour, au sein duquel les entreprises européennes et les firmes locales disposeront de parts égales. La répartition à l'intérieur du groupe constitué par les sociétés européennes respectera le principe d'égalité entre Dumez et Impregilo. Le partage entre les sociétés argentines et paraguayennes n'a pas encore été décidé, mais il y a tout lieu de penser que le rapport sera de deux contre un en faveur des premières.

Dumez et Impregilo ont à l'évidence réduit leurs prétentions. Les deux groupes souhaitaient en effet à l'origine une participation de 60 % pour les firmes européennes. Ce chiffre avait été ramené à 53,50 % à la suite des recommandations de l'EBY, qui avait obtenu sur ce point le feu vert de la Banque mondiale. Il se contentent aujourd'hui de 50 %. Surcoût, Dumez et Impregilo ont accepté de sous-traiter un volume important de travaux aux entreprises argentines et paraguayennes. Il s'agit de tout ce qui ne

concerne pas les « parties critiques » du barrage, comme la construction de routes et de logements, les travaux de concassage, etc.

Cette participation accrue des firmes locales dans la réalisation de l'ouvrage permet aux autorités argentines et paraguayennes de soutenir devant leur opinion publique que « le secteur local réalisera 60 % des travaux ». En outre, les responsables français et italiens se sont engagés à utiliser, dans toute la mesure du possible, la main-d'œuvre, les fournitures et l'équipement locaux. C'est ainsi que le ciment sera acheté à l'Argentine, ce qui représente un volume d'environ 1 million de tonnes, et le bois au Paraguay. Les profits, les taxes et les salaires des employés de la construction seront également fabriqués sur place.

« Pharaonique »

Un tel accord, on s'en doute, n'a pas été obtenu sans efforts. M. Jean-Pierre Garbe, responsable du projet Yacyreta et conseiller du groupe Dumez en matière technique, avoue qu'il était, il y a un mois, « franchement pessimiste ». « C'est la volonté de toutes les parties de construire Yacyreta qui a finalement permis de surmonter les obstacles », souligne-t-il. On se peut en effet expliquer autrement le fait que ce projet ait résisté à toutes les vicissitudes qu'il a connues depuis l'ouverture des pluies, le 2 juin 1980, vicissitudes exploitées sans succès par les

adversaires de cet « ouvrage pharaonique » et par les tenants de l'énergie thermique.

Après s'être durement affrontés jusqu'au début de 1982, Dumez et Impregilo avaient fait la paix, lorsqu'il s'était rendu compte que leur querelle pouvait porter un coup mortel à Yacyreta. De même, les divergences qui sont apparues entre les firmes européennes et les sociétés locales, exacerbées dans le cas de l'Argentine par la guerre des Malouines, ont été finalement aplanies devant le risque d'ajournement sine die de l'ouvrage.

« Si tout va bien, le contrat définitif sera signé en juillet et les travaux pourront commencer en septembre », affirme M. Garbe. Toutefois, le principal problème est celui du financement. Le coût total du barrage - y compris les intérêts - a été estimé par l'EBY à 10,5 milliards de dollars. Les travaux de génie civil s'élèvent à un peu moins de 1,5 milliard de dollars, auxquels il faut ajouter le coût de l'équipement et les frais de réinstallation des populations, soit un total d'environ 3,5 milliards de dollars, ainsi que le montant de l'actualisation pour inflation et les 900 millions dépensés jusqu'à présent par l'entité.

A l'heure actuelle, seuls sont assurés les 420 millions accordés par la Banque mondiale et la Banque interaméricaine de développement. Si l'entité devait obtenir facilement des crédits de ses fournisseurs, il est évident qu'une part importante devra être financée par l'État. Les autorités argentines se sont engagées auprès de la Banque mondiale et du F.M.I. à mettre en œuvre une politique de tarifs en matière de combustibles et d'énergie électrique qui permette de dégager les ressources nécessaires. Il n'est pas sûr, toutefois, qu'elles y parviennent. L'entité devra donc s'adresser aux banques commerciales, à un moment où celles-ci ne semblent guère disposées à accroître leurs prêts à des pays aussi endettés que l'Argentine. D'autant que ces prêts devront être consentis à des taux avantageux et comporter une période de grâce d'au moins cinq ans.

Le climat est pourtant à l'optimisme, et on tire déjà chez Dumez les conclusions de ces trois années de dures transactions, les plus dures qu'ait affrontées le groupe depuis sa création. Bien que ce dernier ait dépensé à ce jour plus de 7 millions de dollars, qu'il ait perdu en chemin son meilleur connaisseur de l'Amérique latine, M. Jean-Claude Vassal, mort d'un infarctus à Asunción, et qu'il ait dû rapatrier son représentant en Argentine, M. Alain Biche, victime d'une dépression nerveuse, le bilan est jugé positif. « Nous avons gagné en expérience », conclut simplement M. Garbe (1).

JACQUES DESPRES.

(1) Sur ce projet, lire *Le Monde* des 27 octobre et 31 décembre 1981, 8 avril, 13 août et 30 décembre 1982.

CHOMAGE RECORD AU JAPON

Le chômage a atteint un niveau record au Japon. En janvier il représentait 2,7 % de la population active : ce taux, jamais atteint depuis l'apparition des statistiques en 1953, correspond à 1,62 million de sans-emploi, soit une augmentation de 23,7 % par rapport à janvier 1982.

En données brutes, le taux de chômage de janvier atteignait 2,8 %, son plus haut niveau depuis 1959. Au Japon, les travailleurs sont en principe employés à vie dans leur entreprise. De plus, les statistiques officielles du chômage ne tiennent pas compte de très nombreuses entreprises sous-traitantes. - (A.F.P.)

ERRATUM. - C'est par erreur que nous avons écrit, dans les premières éditions du *Monde* daté du 9 mars en page 7 : « Au sein du gouvernement, beaucoup estiment qu'une des raisons de l'échec - ou du semi-échec - de M. Barre dans sa lutte contre l'inflation a été justement l'opérationnalité des tarifs publics engagés en 1977-1978. » En fait, les fortes hausses de tarifs publics décidées par M. Barre se sont situées entre mai et juillet 1978 (+ 8 % en mai, + 4 % en juin, + 2 % en juillet), peu après les élections législatives de mars 1978. Ces hausses avaient entraîné une forte augmentation supplémentaire de l'indice des prix (+ 1,4 %). Parallèlement, les tarifs de l'énergie étaient relevés de 2,5 % en mai, 2 % en juin et de 5 % en juillet.

ENTENDRE ET ECOUTER, CE N'EST PAS LA MEME CHOSE.

Nous avons presque tous une bonne oreille.

Comment se fait-il alors que nous écoutons si mal? Au point que notre taux d'écoute moyen ne dépasse pas 25%...

Il faut croire qu'entendre et écouter sont deux choses bien différentes.

Ce que nous entendons, nous devons l'interpréter, puis l'évaluer, et enfin réagir. C'est ce qui s'appelle l'écoute.

Au cours de ce processus complexe, nous rencontrons un grand nombre d'écueils.

Par exemple: nous jugeons - et souvent mal - un orateur d'après sa diction ou son apparence.

Les paroles de nos interlocuteurs sont déformées par nos idées, notre émotivité et nos préjugés.

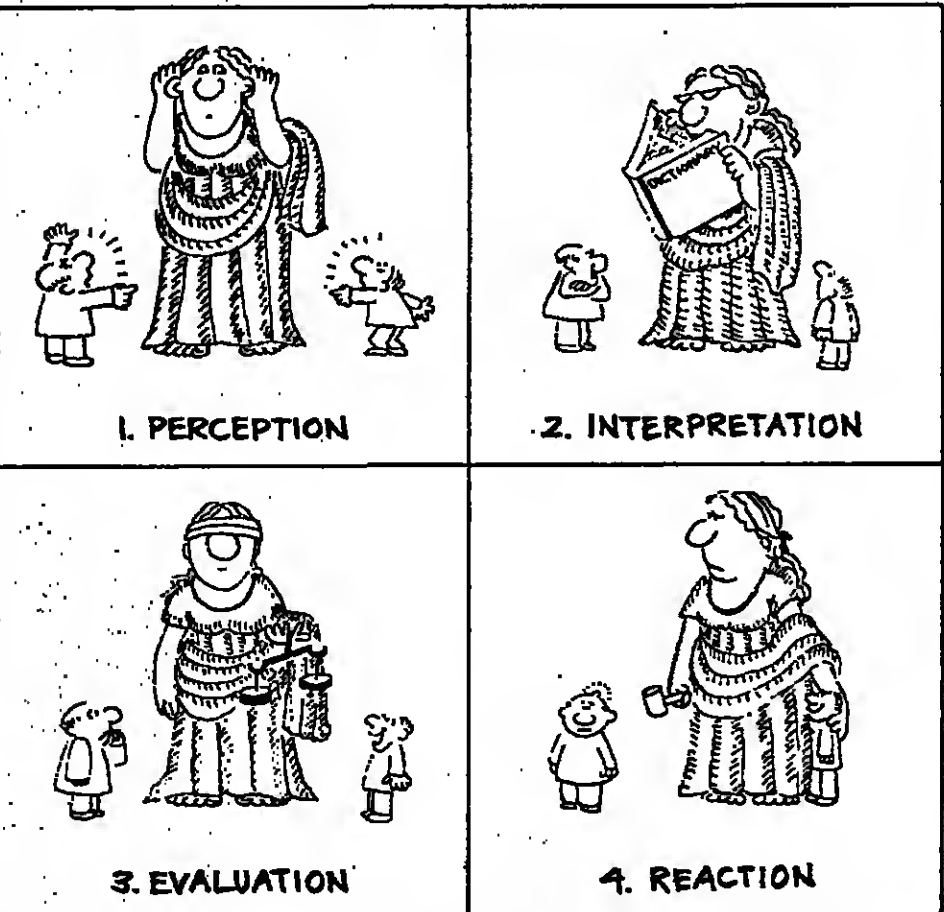
Nous laissons de côté délibérément les sujets que nous trouvons trop difficiles ou inintéressants.

Et comme notre cerveau travaille quatre fois plus vite que nous ne parlons, nous avons tendance à être distraits.

Pourtant, bien que l'écoute soit une technique de communication difficile, elle ne nous a jamais été enseignée.

Chez Sperry, l'une des plus grandes sociétés du monde avec 80.000 employés, nous ne pouvons nous permettre une mauvaise écoute.

Aussi, avons-nous mis au point des programmes complets à l'usage de tout le



personnel de nos Divisions dans le monde. Commerciaux, ingénieurs et jusqu'au Président.

Nous sommes convaincus qu'une bonne écoute apporte une dimension nouvelle aux services que nous offrons à nos clients. Et vous le serez aussi, quand vous parlerez à quelqu'un de chez Sperry.

Il n'y a rien de tel qu'une oreille vraiment attentive.

SPERRY
POUR NOUS, L'IMPORTANT EST DE SAVOIR ECOUTER.

© Sperry 1983. Pour recevoir un livret sur la bonne façon d'écouter, écrire à Sperry S.A., Dept MD19, 19 Rue François 1er 75008 Paris.

AIR AFRIQUE
TARIFS
VISITE

ABIDJAN Aller-retour
4085 F*
SUR VOLS RÉGULIERS
AIR AFRIQUE

BRAZZAVILLE Aller-retour
4900 F*
SUR VOLS RÉGULIERS
AIR AFRIQUE

NIAMEY Aller-retour
3590 F*
SUR VOLS RÉGULIERS
AIR AFRIQUE

NOUAKCHOTT Aller-retour
3195 F*
SUR VOLS RÉGULIERS
AIR AFRIQUE

Il y a 21 Tarifs Réduits. Il y en a sûrement un pour vous. Alors, consultez Air Afrique ou votre agence de voyages habituelle.

Pour découvrir l'Afrique Noire, la Compagnie Air Afrique vous propose toute une gamme de tarifs réduits. En plus du tarif visite à 55 % de réduction, valable même si vous voyagez seul, il y a des tarifs pour les jeunes, pour les familles, pour le 3^e âge...

* Prix valables au 1^{er} Nov. 1982 et soumis à certaines conditions d'application.

VILLARS-SUR-OLLON

Nous offrons à un groupe hôtelier de collaborer ou participer à la réalisation d'un APPARTHOTEL de 200 lits.
Piscine - salles de conférence - restaurant - bar, etc.
Situation exceptionnelle au centre de la station - vue imprenable.
Toutes autorisations et patentes obtenues - début des travaux août 1983.

S'adresser à Immobilière de Villars S.A.
Case postale 62
1884 VILLARS-SUR-OLLON
Téléphone : 025/35-35-31



RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Ministère de l'Hydraulique

AVIS DE PRÉQUALIFICATION INTERNATIONAL

Le ministère de l'Hydraulique lance un avis de préqualification international pour la réalisation du système de production d'eau de KEDDARA, destiné à l'alimentation en eau potable du Grand Alger.

Le projet se compose de quatre (4) lots :
LOT N° 1 Barrage de BENI-AMRANE avec volume de remblai de 400 000 m³.
LOT N° 2 Une station de pompage d'un débit de 6 m³/s et d'une puissance installée de 15 MW.
LOT N° 3 105 km de conduites de diamètre 1400 mm à 2000 mm.
LOT N° 4 Une station de traitement d'eau brute d'une capacité de 570 000 m³.

Les travaux dont la durée de réalisation est estimée à 36 mois seront lancés courant 1984.

Ce projet est susceptible d'être en partie financé par la Banque Mondiale.

Les Entreprises et Groupements d'entreprises intéressés pourront retirer le dossier de préqualification auprès de la Direction Générale des Infrastructures Hydrauliques, ministère de l'Hydraulique - KOUBA (ALGER).

Les offres de candidatures devront être déposées le 14 AVRIL 1983 avant 12 heures au ministère de l'Hydraulique - Direction Générale de l'Administration (Bureau des marchés) - KOUBA (ALGER).

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Ministère de l'Hydraulique

Direction Générale des Infrastructures Hydrauliques

DIRECTION DES INFRASTRUCTURES
DE MOBILISATION ET DE TRANSFERT

APPEL D'OFFRES OUVERT NATIONAL ET INTERNATIONAL

CONSTRUCTION DU BARRAGE DE FEKRA (Wilaya de Bouira)

Le Ministère de l'Hydraulique - Direction Générale des Infrastructures Hydrauliques - lance un Appel d'Offres Ouvert National et International pour la construction du barrage de FEKRA sur l'oued Shissod (Wilaya de BOUIRA).

Les travaux objet du présent Appel d'Offres sont les suivants :

- Excavations	120.000 m³
- Bétons	10.000 m³
- Remblais enrochements	300.000 m³
- Forage et injection	30.000 ml

Les entreprises intéressées peuvent retirer les dossiers entre la date de la parution de l'Avis d'Appel d'Offres dans la presse nationale et le 17 mars 1983, en s'adressant au Ministère de l'Hydraulique - Direction Générale des Infrastructures Hydrauliques - DIRM, 3, rue Mohamed-Ali KOUBA (Alger) - contre la somme de 2.000 DA.

Les offres établies conformément aux clauses du dossier, devront parvenir sous double enveloppe cachetée à l'adresse suivante : Ministère de l'Hydraulique - Direction Générale de l'Administration - Bureau des Marchés - B.P. 86 (ex-Grand séminaire) KOUBA (Alger).

L'enveloppe extérieure devra être anonyme et comporter la mention suivante : « Appel d'Offres n° 02/83 D.G.I.H. - Construction du Barrage FEKRA - Ne pas ouvrir ».

Conformément à la circulaire n° 021 du 4 mai 1981 du Ministère du Commerce, les offres doivent être accompagnées des pièces et documents ci-après :

I - ENTREPRISES NATIONALES DU SECTEUR PRIVÉ :

- Les statuts de l'entreprise et la liste de ses principaux actionnaires ou associés ;
- La situation fiscale ;
- La liste des principaux gestionnaires de l'entreprise.

II - ENTREPRISE ÉTATIQUE RELEVANT D'UN PAYS SOCIALISTE

- L'attestation de non-recours à des intermédiaires. Conformément à l'article 12 de la loi n° 78.02 du 11 février 1978 portant monopole de l'État sur le commerce extérieur.

III - ENTREPRISES ÉTRANGÈRES

- Les statuts de l'entreprise ainsi que la liste des principaux actionnaires ou associés ;
 - La situation fiscale en Algérie et dans les pays de leur siège social ;
 - Une liste des principaux gestionnaires de l'entreprise ;
 - Les bilans des deux dernières années ;
 - Attestation de non recours à des intermédiaires. Conformément à l'article 12 de la loi n° 78.02 du 11 février 1978 portant monopole de l'État sur le commerce extérieur ;
 - La répartition du capital social lorsque le soumissionnaire est une société anonyme.
- La date limite de dépôt des offres est fixée au 19 mai 1983 à 12 heures.
Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant cent vingt (120) jours.

CONSOMMATION

Quand une association de consommateurs chante les louanges d'un artisan commerçant

Peut-on être à la fois association des consommateurs et chanter les louanges d'un commerçant artisan ? C'est possible. L'Union départementale des consommateurs de l'Isère (UDCI) en administre la preuve dans son bulletin trimestriel, le *Nouvel Aspirateur*, sous le titre « Aspirateurs : l'exception à Grenoble ».

En cinq pages de texte serré, on y trouve des couronnes à M. Louis Crétinon, créateur il y a près de deux ans d'une nouvelle formule : « Aspirateur service ». Ayant plus de vingt-cinq ans d'expérience de réparateur d'électro-ménager, près de cinq ans de gestion d'un point de vente service après-vente, M. Crétinon a ouvert à Grenoble une boutique « pas comme les autres ». On y vend des aspirateurs, rien que des aspirateurs, et on les y répare, mais pas toutes les marques ni tous les modèles. M. Crétinon a, en effet, sélectionné ceux qui lui semblent les plus robustes, les plus sérieux.

Sa vitrine est une vitrine d'information des consommateurs. Simultanément, il s'abstient d'entretenir avec les fabricants (essentiellement étrangers) une correspondance suivie, pour obtenir l'amélioration des modèles mis sur le marché : installation d'un thermostat protégeant le moteur contre la surchauffe, lorsque la surface à nettoyer est trop grande ; amélioration de la qualité du flexible, qui laisse trop souvent à désirer. Jusqu'ici, les industriels réagissent assez mal aux réclamations de ce spécialiste « défenseur des consommateurs » ; certains d'entre eux deviennent plus conciliants. « Je travaille grâce au ras-le-bol des consommateurs », onus a dit M. Crétinon, 54, apparement, cela fonctionne. Le chiffre d'affaires en 1982 a atteint 1 million de francs.

Le bouillant M. Crétinon a des tas d'autres idées : créer un atelier de fabrication où seraient employés des handicapés ; créer une chaîne de magasins franchisés sous la même enseigne, avec les mêmes services, dans d'autres villes...

Adhérent de l'Union fédérale des consommateurs (éditrice de *Que choisir ?*), l'UDCI n'est pas suspecte d'une tendresse immodérée pour l'ensemble des producteurs et des distributeurs. Depuis des années, les professionnels déplorent l'agressivité des organisations de consommateurs envers les industriels, les commerçants, les artisans, les prestataires de service, les publicitaires. L'entreprise d'« Aspirateur service » leur montre qu'une association peut devenir le meilleur soutien d'un détaillant... Encore faut-il en prendre les moyens et que l'expérience soit durable. - J. D.

● Les grévistes du Saut du Tarn ont levé le siège de la préfecture du Tarn. - Les grévistes de l'entreprise sidérurgique Le Saut du Tarn ont bloqué les entrées de la préfecture du Tarn, mardi matin 8 mars, à Albi. La manifestation a pris fin dans le courant de l'après-midi, sans incident. Ils ont voulu attirer l'attention sur le sort de l'entreprise dont doit décider, le 24 mars, le tribunal de commerce de Paris, en se prononçant sur son éventuelle mise en liquidation judiciaire.

● Sidérurgie : forte chute de la production française en février. - La production française d'acier brut a atteint 1 284 000 tonnes en février, soit 21,2 % de moins qu'en février 1982. Pour la fonte brute, la chute est de 25,4 %, avec 988 000 tonnes. Pour les deux premiers mois de l'année, la baisse atteint respectivement 22,9 et 25,6 %.

AGRICULTURE

L'Assemblée européenne se prononce sur un relèvement de 7 % des prix agricoles

De notre envoyé spécial

Strasbourg. - L'Assemblée européenne doit se prononcer, le 10 mars, sur les augmentations des prix agricoles pour la prochaine campagne. La résolution présentée par M. Mouchel (R.P.R.) recommande un relèvement de 7 % en moyenne contre 4,4 % proposés par la Commission.

Une majorité formée par tous les représentants français, le groupe libéral et la plupart des démocrates-chrétiens, a de fortes chances de se dégager pour adopter le taux d'augmentation préconisé par le parlementaire gaulliste alors que tous les élus britanniques et le groupe socialiste (à l'exception des membres français) se sont ralliés, au cours des débats qui se sont tenus lundi et mardi, au schéma élaboré par la Commission.

La hausse moyenne des prix 1983-1984 n'est pas, à l'évidence, l'enjeu principal des discussions de Strasbourg, d'autant que le rapport Mouchel préconise un accroissement inférieur à 7 % pour les productions excédentaires (produits laitiers, céréales, sucre). Les difficultés et les trailements au sein des groupes vont surtout apparaître lorsqu'il s'agira de voter les articles portant sur la responsabilité des producteurs et une meilleure protection aux frontières communautaires pour les importations des produits de substitution.

Dans son projet, M. Mouchel rejette la réduction de trois points des prix garantis pour le beurre et la poudre de lait qui fait que l'augmentation réelle pour ces produits ne serait que de 2,33 %.

Le texte soumis au vote dénonce en outre la fixation des contingents de production pour les céréales au-delà desquels le mécanisme d'intervention ne doit plus jouer et préconise une augmentation des droits de douane pour favoriser la consommation de céréales communautaires.

La résolution demande enfin aux Dix de mettre un terme dès 1984 au régime préférentiel consenti à la Nouvelle-Zélande pour ses exportations de beurre vers la C.E.E. Au sujet de ce produit, il faut noter que M. Dalsager, le commissaire européen à l'agriculture, a annoncé au cours du débat qu'il avait l'intention, comme le demandent depuis plusieurs mois M. Cresson, d'accorder le même régime pour les ventes de beurre à l'Union soviétique que celui en vigueur pour les exportations à destination des autres pays clients de la Communauté. Autrement dit, les opérations vers l'U.R.S.S. bénéficieraient aussi de la préfixation des restitutions (subventions à l'exportation) alors que, jusqu'à présent, les ventes à Moscou étaient pratiquement interdites par le système mis en place par la Commission (système d'adjonction).

M. S.

(Publicité)

AVIS

LA PRÉFECTURE DU LOIRET communique :

Une instruction administrative est ouverte sur la demande présentée par ELECTRICITÉ DE FRANCE, en vue de la déclaration d'utilité publique de la ligne à 2 circuits 400 KV BELLEVILLE-BOISMORAND.

Conformément à l'article 77-141 du 12 octobre 1977, le dossier présenté par ELECTRICITÉ DE FRANCE comporte une étude d'impact. Pendant deux mois et demi, du mardi 15 mars 1983 au mardi 31 mai 1983 inclus, le public pourra en prendre connaissance aux lieux, jours et heures ci-après :

- à la PRÉFECTURE D'ORLÉANS - Service de la Coopération et de l'Action Économique - S.C.A.E. 3 - (1^{er} étage).
● du lundi au jeudi inclus, de 8 h 30 à 12 heures et de 14 heures à 17 heures.
● le vendredi de 8 h 30 à 12 heures et de 14 heures à 16 heures.
● les samedis 23 avril et 14 mai de 13 heures à 17 heures.
● excepté les jours fériés.
 - à la SOUS-PRÉFECTURE de MONTARGIS.
● du lundi au jeudi inclus, de 8 h 15 à 16 h 45.
● le vendredi de 8 h 15 à 15 h 45.
● les samedis 16 avril et 30 avril de 13 heures à 17 heures.
● excepté les jours fériés.
 - à la Mairie de BRIARE.
● du lundi au jeudi inclus, de 8 h 30 à 12 heures et de 13 h 30 à 18 heures.
● le vendredi de 8 h 30 à 17 heures.
● excepté les jours fériés.
 - à la Mairie de CHATILLON-COLIGNY.
● du mardi au vendredi inclus, de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 h 30.
● le samedi de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures.
● excepté les jours fériés.
 - à la Mairie de CHATILLON-SUR-LOIRE.
● du lundi au vendredi inclus, de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures.
● excepté les jours fériés.
 - à la Mairie de GIEN.
● du mardi au vendredi inclus, de 8 heures à 11 h 30 et de 14 heures à 17 heures.
● le samedi de 8 heures à 11 h 30 et de 14 heures à 16 h 30.
● excepté les jours fériés.
 - à la Mairie d'ADON.
● le mardi de 17 heures à 19 heures.
● le vendredi de 17 heures à 19 heures.
● excepté les jours fériés.
 - à la Mairie de BAILLY-EN-PUISAYE.
● les lundi, mercredi, vendredi de 15 heures à 18 heures.
● excepté les jours fériés.
 - à la Mairie de LA BUSSIÈRE.
● les lundi, mardi, jeudi, vendredi de 14 heures à 18 heures.
● le samedi de 10 h 30 à 12 heures.
● excepté les jours fériés.
 - à la Mairie de DAMMARIE-EN-PUISAYE.
● les lundi, mercredi, vendredi, samedi de 9 heures à 12 heures.
● excepté les jours fériés.
 - à la Mairie d'OUZOUER-SUR-TREZÉE.
● le lundi de 13 h 30 à 18 heures.
● les mardi, mercredi, vendredi de 8 h 30 à 12 heures et de 13 h 30 à 18 heures.
● excepté les jours fériés.
 - à la Mairie de THOU.
● le mardi et le vendredi de 18 heures à 20 heures.
● excepté les jours fériés.
 - à la Mairie de SAINTE-GENEVIÈVE-DES-BOIS.
● les lundi, mardi, jeudi, vendredi de 17 h 30 à 19 heures.
● le mercredi de 9 heures à 12 heures.
● excepté les jours fériés.
 - à la Mairie de BEAULIEU.
● du mardi au samedi inclus, de 8 heures à 12 heures et de 13 h 30 à 17 h 30.
● excepté les jours fériés.
 - à la Mairie de BOISMORAND.
● le lundi et le vendredi de 17 heures à 19 heures.
● le mercredi de 10 heures à 12 heures.
● excepté les jours fériés.
 - à la Direction interdépartementale de l'Industrie Région Centre
16, rue Adèle-Lanson-Chenault à SAINT-JEAN-LE-BLANC (Loiret)
(Division Énergie - 4^{ème} étage)
tous les jours ouvrables du lundi au vendredi inclus :
de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures
- Un registre sera également déposé avec chaque dossier afin que les personnes intéressées puissent y consigner leurs observations.
Orléans, le 18 février 1983.
Le Préfet,
Commissaire de la République,
Jean ROCHET.

BD SUCHET

A LOUER
ÉTAT NEUF,

TRES BEL HOTEL PARTICULIER

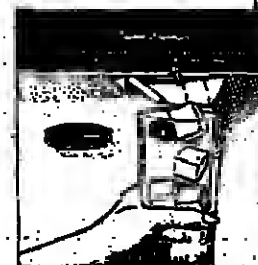
à usage de
HABITATION.

BUREAUX D'AMBAassade
RÉSIDENTE D'AMBAassadeUR

S'adresser à M. BING
9, rond-point des Champs-Élysées, Paris-8^{ème}
tél. 399.14.70

GENERAL ELECTRIC Réfrigérateurs NO FROST

Pour GENERAL ELECTRIC, un réfrigérateur ne doit pas seulement produire du froid. Le vrai confort, c'est de pouvoir servir chaque aliment à la bonne température (hors d'œuvre frais, salades, desserts) et d'obtenir immédiatement, d'un seul geste, (sans même ouvrir la porte), de la glace.
Les cubes ou pilés ou de l'eau glacée.
Tous les réfrigérateurs GENERAL ELECTRIC sont équipés de système no-frost (aucun dégivrage) et d'un économiseur d'énergie.



Salon des Arts Ménagers
Niveau 1 - Allée E.H. - Stands 11 et 13
General Electric : 11, place de la porte Champerret Paris 17^{ème}
F.A.F. : 183, avenue du Maine Paris 14^{ème}
P.M.A.L. : 208 bis, faubourg Saint-Denis Paris 10^{ème}
E.M. VARTAN : 170, rue Lecourbe Paris 15^{ème}

مکان العمل

LA GRANDE BATAILLE DES CONSTRUCTEURS D'AVIONS

Boeing et les autres...

(Suite de la première page.)

Cinq cent cinquante appareils de « deuxième main » - dont cent cinquante gros porteurs - sont actuellement à vendre à des cours incroyablement « casés ».

Dans de telles conditions, l'adaptation de l'offre à la demande devient difficile. A force de construire plus d'avions qu'on ne lui en achète, l'industrie aéronautique mondiale en arrive à faire de la « cavalerie » au plan industriel : ses carnets de commandes représentent à peine plus de deux années de travail et, comme le cycle de fabrication d'un avion atteint deux ans et demi à trois ans, elle commence donc à construire, pour maintenir ses plans de charge, des avions qui n'ont pas encore d'acheteurs. Autrement dit, si le marasme se prolonge un peu trop, elle court à la catastrophe.

Une relance de 1 milliard de dollars

Comme un malheur n'arrive jamais seul, Boeing, qui pensait avoir plus à compter qu'avec un seul concurrent, Airbus Industrie, en retrouve un deuxième sur son chemin.

Le Californien McDonnell-Douglas, que l'on avait domé un peu vite exclu du marché civil - il avait perdu près de 500 millions de dollars sur ses deux programmes DC-9 et DC-10 - fait un étonnant come back. A l'automne dernier, le conseil d'administration du groupe décide de consacrer une somme colossale - on parle de 1 milliard de dollars - à la relance des ventes civiles. Avec cet argent, McDonnell-Douglas se met à « faire des concessions », à offrir quelques « carottes » pour tenter le chaland. 800 millions de dollars ont déjà été sacrifiés dans l'opération, non sans résultat : tandis qu'Alitalia achetait trente moyen-courriers DC-9-80 à des conditions avantageuses, T.W.A. et American Airlines, grâce à un système de « location longue durée », en acquièrent respectivement vingt et quinze sans verser le cent comptant.

Le challenger californien se reprend donc à espérer. Devenu miraculeusement, en un an, le meilleur vendeur d'avions à fuselage étroit (quatre-vingt-neuf appareils placés en 1982), il lance de nouveaux projets, prudemment dérivés de ses modèles actuels : toute une gamme de moyen-courriers à moteurs nouveaux et économiques de moyenne capacité (cent vingt à cent cinquante-cinq passagers), candidats à la succession des 727 et 737 de Boeing, et aussi un long-courrier issu de son DC-10 qui pourrait tenter les compagnies cherchant un avion moins gros que le Boeing-747 pour leurs routes secondaires. Il n'y a donc aucun doute : McDonnell-

Douglas est décidé à relever le défi de son voisin et puissant adversaire.

La bagarre est d'autant plus farouche - maintenant qu'un troisième concurrent rentre en lice - que le monde commençait déjà à devenir petit pour deux. Après avoir longtemps placé leurs pions sur des marchés différents, Boeing et Airbus Industrie sont entrés depuis quelques mois en « confrontation » directe, une région prometteuse où opèrent des compagnies riches et où le trafic a doublé en dix ans. Une guerre psychologique de communications oppose les deux antagonistes sans avantage décisif jusqu'ici.

Le tableau est donc sombre, mais, pour Boeing, les raisons d'espérer existent. D'abord, la situation économique générale est en train d'évoluer favorablement aux Etats-Unis, et les grandes compagnies aériennes ne manquent pas d'en tirer profit, à condition qu'elles sachent mettre en sourdine leurs querelles tarifaires. Les experts de Boeing, assez perspicaces pour avoir prévu plusieurs mois à l'avance la reprise de l'économie américaine au quatrième trimestre de 1982, pensent que la relance va être contagieuse, en 1983 et 1984, sous l'effet d'une inflation mieux contenue, du développement des investissements, de la stabilisation du prix du pétrole et de la bonne tenue du dollar.

Un avion de 150 places en 1983 ?

L'autre motif d'optimisme réside dans le vieillissement des flottes. En 1982, l'âge moyen des quelque 6 000 avions commerciaux du monde occidental atteignait neuf ans et demi. Près de 2 500 avions avaient entre seize et vingt-trois ans. Une partie d'entre eux devront donc, coûte que coûte, être remplacés assez rapidement. Et à une reprise modérée du trafic s'y ajoute, c'est un marché de 152 milliards de dollars qui se dessine pour les dix ans à venir, un investissement presque équivalent à celui des trente années passées.

Dans ces conditions, Boeing estime qu'après les basses eaux de 1983, et plus encore de 1984, la production remontera à partir du milieu de la décennie pour retrouver un sommet en 1989, avant de redescendre jusqu'en 1992. D'ici là, l'industrie, pense-t-elle, Boeing, aura vendu près de 3 700 avions. Cette opinion est d'ailleurs partagée par Airbus Industrie, qui estime, dans une perspective plus lointaine, que 6 000 à 7 000 avions seront livrés au cours des quinze à vingt prochaines années - soit un appareil par jour, - pour un montant de 300 milliards de dollars.

Mais à Seattle, les leçons du passé aidant, la promesse de lendemains qui chantent n'exclut pas la prudence. Éviter les aventures, c'est d'abord renoncer à tout programme nouveau, et « amorcir » au maximum ceux qui existent. D'où une grande prudence envers le moyen-courrier de 150 places de l'avenir. Airbus Industrie, avec son projet A-320, essaie de forcer le destin en ouvrant le marché avec un avion nouveau. Boeing, qui a pourtant souvent joué ce rôle d'éclairer dans le passé (il a « créé » l'avion commercial à réaction, il y a près de trente ans, et le gros porteur, il y a quinze ans), essaie au contraire de retarder le plus possible l'éclosion d'un tel besoin, le temps d'amortir les investissements énormes - certainement plus de 3 milliards de dollars, mais la discrétion est de règle en ce domaine à Seattle - consentis sur d'autres appareils. Pour satisfaire au mieux la demande éventuelle, il se contente de puiser dans son catalogue, proposant des dérivés de ses avions actuels : des Boeing-737 allongés, pour 130 ou 140 passagers, ou des 757 rétrofités, pour 160 passagers. Au milieu d'un tel arsenal, chacun peut vraiment trouver son bonheur, explique-t-on ; dans ces conditions, à quoi bon créer dès maintenant - et où trouver les 2 milliards de dollars pour le faire ? - un avion entièrement nouveau, que les compagnies ne pourront se payer, au seul prétexte qu'il permettra d'économiser quelques litres de carburant, au moment où la baisse du prix du pétrole rend ce facteur moins crucial ? Attendez, dit-on encore, pour développer véritablement un nouvel avion et un nouveau moteur que des progrès plus substantiels aient été faits par rapport à la technologie actuelle. Et l'on ne voit pas cette avancée prendre corps avant 1989. Ce qui donne encore deux bonnes années avant de prendre la décision de construire ou non l'avion. Un délai qui, selon la tournure des événements, peut être une condition à qu'on bon creder dès maintenant.

JAMES SARAZIN.

À la S.N.C.F.

LE SYNDICAT AUTONOME DEMANDE AUX MACHINISTES DE FAIRE GRÈVE DU 10 AU 12 MARS

La Fédération générale autonome des agents de conduite (F.G.A.A.C.) appelle ses adhérents à une grève de quarante-huit heures à la S.N.C.F., du jeudi 10 mars à midi au samedi 12 mars à la même heure.

En principe, ce mouvement pourrait affecter que le trafic de banlieue, notamment sur le réseau sud-ouest, et resterait, selon la direction, très limité.

La F.G.A.A.C. entend protester contre « l'impossibilité de faire prendre en considération » les revendications des agents de conduite relatives « aux trente-cinq heures et au déroulement des carrières ». Depuis le 1^{er} janvier, l'horaire appliqué est de trente-neuf heures hebdomadaires, mais les agents de conduite - c'est-à-dire les machinistes - supportent de nombreux temps morts, notamment sur les grandes lignes, lorsqu'ils observent un repos obligatoire entre deux voyages.

La F.G.A.A.C. représente actuellement 26 % des agents de conduite.

M. OLIVIER WEBER
RENPLACE M. JEAN RAVEL
COMME DIRECTEUR COMMERCIAL
« VOYAGEURS »
DE LA S.N.C.F.

M. Jean Ravel quittera prochainement le poste de directeur commercial « voyageurs » de la S.N.C.F., qu'il occupait depuis près de six ans. Ayant refusé la proposition qui lui était faite d'entrer dans la nouvelle inspection générale de la S.N.C.F., M. Ravel quitte donc la même coup la société. La direction commerciale « voyageurs » est confiée à M. Olivier Weber, qui, contrairement à son prédécesseur, qui venait d'Air France, a fait toute sa carrière à la S.N.C.F.

[Né le 18 décembre 1921 à Paris, ancien élève de l'École Polytechnique, M. Olivier Weber est entré à la S.N.C.F. en octobre 1942. Après une affectation à Rennes, il est nommé, à Paris, responsable de la signalisation et des télécommunications à la direction de l'équipement. Il était, depuis février 1979, directeur à la direction générale du réseau de l'Ouest.]

Airbus Industrie attaque le marché japonais

De notre correspondant

Tokyo. - La compétition s'intensifie entre Boeing et Airbus Industrie sur le marché asiatique du transport aérien, et tout particulièrement sur le marché japonais, prestigieux, lucratif et quasiment monopolisé par les constructeurs américains depuis plusieurs décennies. Début mars, moins de quinze jours après la présentation du Boeing-767 aux Japonais, l'équipe d'Airbus Industrie, sous la conduite de son gérant, M. Bernard Lathière, a séjourné à Tokyo avant-dernière étape, avant la Corée du Sud, d'une longue tournée de promotion du A-310 commandée au Proche-Orient.

Plusieurs vols de l'appareil européen ont eu lieu à l'intention des dirigeants et des techniciens de la compagnie nipponne Japan Airlines (JAL). M. Lathière en a profité pour mettre les choses au point en dénonçant la campagne jugée tendancieuse des promoteurs du Boeing-767, qui laissent entendre que le A-310 est inférieur à son rival quant au rayon d'action et aux économies de carburant. Le gérant d'Airbus Industrie a affirmé le contraire et fait valoir les divers avantages qui, selon lui, caractérisent l'appareil européen.

Qu'il en soit, les deux avions paraissent d'une conception et d'un prix assez similaires. Ce sera aux techniciens et, éventuellement, aux hommes politiques de trancher. Au cours de sa visite, M. Lathière a été reçu notamment par le premier ministre, M. Nakasone. Pour la première fois, semble-t-il, le feu vert politique a été donné aux dirigeants de JAL pour mener des négociations directes avec Airbus Industrie.

Selon la presse japonaise, les Américains se seraient plaints (officieusement) de ce qu'ils considéraient comme un traitement de faveur accordé à leurs rivaux européens.

L'étape japonaise est particulièrement importante pour les Européens. En effet, en dépit du succès du A-300 auprès des compagnies asiatiques, ils ont fait peu d'entrées le monopole américain sur le marché nippon. Certes la compagnie japonaise Tna Domestic Airlines (T.D.A.) a commandé neuf Airbus A-300, dont sept sont déjà en service, mais il s'agit là d'une percée modeste compte tenu de la densité

du réseau aérien nippon. Pour All Nippon Airways (ANA), compagnie privée intérieure, les jeux sont faits, et vingt-cinq Boeing-767 commandés. Il s'agit d'un choix qui n'a rien de surprenant : trois grandes firmes (Mitsubishi, Kawasaki et Fuji Industries) ont été associées, dans une proportion de 15 %, à la réalisation et à la production du Boeing-767.

Reste JAL, qui doit remplacer avant 1986 une vingtaine de DC-8 et qui, du fait de son statut semi-public, est moins à l'abri de considérations politiques que ses concurrents privés.

Rien n'est gagné pour le moment, et dans les coulisses, la partie de bras de fer politique continue. En effet, outre le fait que le Japon a été associé à la construction du 767, nul n'ignore le poids politique, économique et militaire de Washington dans les affaires du Japon, ni l'art qu'ont les Américains d'en jouer.

Au-delà de ce duel singulier, et aussi à travers lui, la bataille porte sur l'ensemble des marchés aériens de l'Asie. Une région où, dans sa

catégorie, le A-300 a fait pratiquement cavalier seul jusqu'à l'arrivée du 767, avec quatre-vingts appareils vendus à douze compagnies. Mais pas une commande de A-310 n'a encore été prise en Asie, où Boeing a déjà vendu trente 767.

Une autre inquiétude majeure pour les Européens réside dans les atterrissements de la compagnie Thai International, premier et gros consommateur asiatique d'Airbus, qui s'est montrée intéressée par les Boeing-767 l'an dernier, à la suite d'une extension des délais de livraison de deux Airbus A 300-600 qu'elle avait commandés.

Ajouté aux difficultés de pénétration du marché japonais, un retour de Thai dans le camp de Boeing pour les moyen-courriers risquerait d'avoir un effet d'entraînement très préjudiciable au prestige et aux positions futures de l'Airbus en Asie. On cherche à tout prix à l'éviter dans le camp européen, et là non plus la partie n'est pas jouée.

Les succès ou les échecs pèseront d'autant plus lourd ces prochaines années dans les carnets de commande que, au milieu du marasme quasi général, le transport aérien asiatique se porte relativement bien.

R.-P. PARINGAUX.

SCIENCES-PO

Prochains séminaires de formation continue pour cadres supérieurs :

LE FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS DES P.M.E. 20 et 21 avril 1983

LA POLITIQUE ECONOMIQUE DE LA FRANCE EN 1983 17 mai après-midi, 18, 19 mai

et 21 juin après-midi, 22, 23 juin 1983

THE UNITED STATES TODAY 6 jours, en anglais, à partir du 24 mai 1983

AUDIT ET CONTRÔLE DES COMPTES DES ENTREPRISES 2 et 3 juin 1983

LE MANAGEMENT DE L'ORGANISATION ET DES RESSOURCES HUMAINES 2 et 17 juillet 1983, à l'Université Laval à Québec (Canada)

Programmes détaillés et inscriptions : INSTITUT D'ETUDES POLITIQUES DE PARIS

Service de Formation continue 27, rue Saint-Guillaume 75341 Paris Cedex 07

Téléphone : 260.39.60 - poste 950



BILAN CONSOLIDÉ AU 31 DÉCEMBRE 1982

	1982 U.S.\$ 000	1981 U.S.\$ 000
ACTIFS		
En-caisse et banques	1.339.941	1.151.778
Investissements	147.894	108.136
Prêts et avances	2.071.878	1.620.572
Intérêts cumulés à percevoir et autres actifs	88.848	79.023
Actifs immobilisés	38.702	34.743
Actifs totaux avant comptes hors bilan	3.687.263	2.994.252
Engagements clients pour lettres de crédit et lettres de garantie (sauf comptes de régularisation)	735.453	686.271
	4.422.716	3.680.523
Passifs		
Comptes courants et de dépôt de la clientèle	779.837	625.602
Dettes envers les banques	2.450.684	2.000.863
Dividendes proposés	15.625	14.000
Intérêts, provisions et autres engagements	168.790	138.116
Intérêts minoritaires	82.176	32.161
Passifs totaux	3.477.092	2.810.742
Part totale des fonds propres revenant aux actionnaires	210.171	183.510
Part totale des actionnaires avant comptes hors bilan	3.687.263	2.994.252
Comprend les engagements au titre de lettres de crédit et de garantie (sauf compte régularisation)	735.453	686.271
	4.422.716	3.680.523

L'assemblée générale de la banque, lors de sa réunion extraordinaire du 26 février 1983, a adopté une résolution visant à augmenter le capital entièrement souscrit de 125 millions de dollars à 200 millions de dollars.

International Head Office: 6, Midan Al Baray Al Koubra, Garden City - Cairo, Telephone: 25003 - 25004 - 25005 Telex: 304 ARABEG UN - AA 8 93521
Branches: Cairo, Heliopolis, Alexandria, Beirut, Al Hamra, Al Matra, Dubai, Abu Dhabi, Nassau.
Representative Offices: London, Khartoum, Amman, Tunis - Agency: New York
Subsidiary Companies: Al - Bahrain Arab Bank (B.A.B.)
Osman Arab Bank Egypt Arab Bank.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

PREFECTURE DE LA NIEVRE
Service de l'Environnement.

AVIS au PUBLIC

LIGNE à 2-CIRCUITS 400 KV BELLEVILLE - BOISMORAND
Il est porté à la connaissance du public qu'une instruction administrative est ouverte sur la demande présentée par ELECTRICITE DE FRANCE, en vue d'obtenir la déclaration d'utilité publique des travaux de construction de la ligne visée ci-dessus.

Conformément au décret n° 77-1141 du 12 octobre 1977, le dossier présenté par ELECTRICITE DE FRANCE comporte une étude d'impact. Du 15 mars au 31 mai 1983 inclus, les personnes intéressées pourront en prendre connaissance aux lieux, jours et heures ci-après :

- à la PREFECTURE de la NIEVRE :

Service de l'Environnement, rue de la Préfecture, 58000 NEVERS ;

- du 15 mars au 31 mai 1983 inclus

o de 8 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 h 30

exceptées les samedis et les jours fériés.

Cependant, une permanence sera assurée exceptionnellement le SAMEDI 23 AVRIL et le SAMEDI 14 MAI de 8 h 30 à 12 heures.

- à la SOUS-PREFECTURE de COSNE-SUR-LOIRE :

- du 15 mars au 31 mai 1983 inclus

o de 8 h 30 à 12 heures et de 13 h 30 à 18 heures

exceptées les samedis et les jours fériés.

Toutefois, une permanence sera assurée le SAMEDI 23 AVRIL et le SAMEDI 14 MAI de 8 h 30 à 12 heures.

- à la MAIRIE de COSNE-COURS-SUR-LOIRE :

- du 15 mars au 31 mai 1983 inclus

o de 8 h 30 à 12 heures et de 14 heures à 17 heures

du LUNDI au VENDREDI

- à la MAIRIE de NEUVY-SUR-LOIRE :

- du 15 mars au 31 mai 1983 inclus

o de 10 h 30 à 12 h 30 et de 15 heures à 18 heures

tous les jours ouvrables du LUNDI 15 heures au SAMEDI 12 heures.

- à la Direction Interdépartementale de l'Industrie Région BOURGOGNE FRANCHE-COMTE

Cité administrative Dampierre, 6, rue Chancelier-de-L'Hospital

21034 DIJON CEDEX (Division D - 1^{er} étage)

tous les jours ouvrables du lundi au vendredi inclus :

o de 8 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 h 45.

- à la Direction Interdépartementale de l'Industrie Région CENTRE

16, rue Adèle-Lanson-Chenault à SAINT-JEAN-LE BLANC (LOIRET)

o de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures.

Un registre sera également déposé avec chaque dossier afin que les personnes intéressées puissent y consigner leurs observations.

NEVER, le 2 mars 1983

Pour copie conforme Le Préfet,

Commissionnaire de la République,

Pour le Préfet, Commissaire de la République,

le Secrétaire général Dominique BON.

Bernard LUC.

COMPAGNIE DU CRÉDIT UNIVERSEL

EXERCICE 1982

Durant l'année écoulée, la COMPAGNIE DU CRÉDIT UNIVERSEL et ses cinq filiales ont distribué 3 863 millions de francs de nouveaux concours en capital.

Les engagements de leur clientèle, produits à recevoir inclus, atteignent 7 867 millions de francs au 31 décembre 1982.

Le bénéfice net consolidé du Groupe s'établit à 54,6 millions de francs pour 1982.

Les bénéfices nets des différentes sociétés qui le composent sont, respectivement, de :

- 44 619 994 F pour la COMPAGNIE DU CRÉDIT UNIVERSEL, dont 27,8 millions de francs des filiales,
- 24 986 008 F pour le CRÉDIT UNIVERSEL,
- 1 465 876 F pour UNIVERSAL FACTORING,
- 8 670 454 F pour LDCUNIVERS,
- 1 504 477 F pour UNIFIMD,
- 1 138 455 F pour LOCATIONFOR.

Pour les filiales, contrôlées à 99 % par la COMPAGNIE DU CRÉDIT UNIVERSEL, les distributions proposées, qui reviennent presque intégralement à la société-mère, forment un total de 37,2 millions de francs, soit un dividende net par action de 38 F pour CRÉDIT UNIVERSEL, 15 F pour UNIVERSAL FACTORING, 80 F pour LDCUNIVERS, 10 F pour UNIFIMD et 100 F pour LOCATIONFOR.

Le conseil d'administration de la COMPAGNIE DU CRÉDIT UNIVERSEL proposera pour sa part de répartir aux actionnaires une somme de 35 278 816 F correspondant à un dividende net unitaire de 32 F soit, avec l'avoir fiscal, un revenu global de 48 F par action. Le cours du titre situe actuellement aux alentours de 360 F. Sur

cette base, son rendement serait donc de 13,3 %.

Les distributions de ses filiales assurent d'ores et déjà à la COMPAGNIE DU CRÉDIT UNIVERSEL, pour 1983, des revenus représentant 105 % environ des dividendes qu'elle distribue elle-même au titre de l'exercice écoulé.

Etant appelé à assumer d'importantes responsabilités au sein de la Direction Générale de la BANQUE NATIONALE DE PARIS (actionnaire majoritaire de la COMPAGNIE DU CRÉDIT UNIVERSEL depuis mai 1982), M. Alain BRIFOD a demandé à être déchargé de l'ensemble des fonctions d'administration et de direction qu'il occupait dans les sociétés du Groupe CRÉDIT UNIVERSEL.

Les conseils d'administration de ces sociétés ont désigné M. Gilbert BERAUD pour lui succéder dans ces différentes fonctions.

La composition du conseil d'administration de la COMPAGNIE DU CRÉDIT UNIVERSEL est désormais la suivante :

Président-directeur général : M. Bernard CHAPPELLIER
Vice-président : M. Pierre ESTEVA
Administrateur-directeur général : M. Gilbert BERAUD
Administrateurs : M. Georges ALTIERI, M. Henry de BLANCHARD, M. Jean GAGNE, M. Elie GREGOIRE SAINT-MARIE, M. Pierre LABRUNE, M. Robert MATT, M. Didier PFEIFFER, M. Claude PORCHEROT et M. Michel RUBINSTEIN.

La Direction Générale du Groupe se compose maintenant de :

M. Bernard CHAPPELLIER, Président-directeur général,
M. Gilbert BERAUD, Administrateur-directeur général,
M. Jacques GIMAT, Directeur général.



FINEXTEL

Le conseil d'administration de Finextel, réuni le 2 mars 1983 sous la présidence de M. Jacques Laillement, a arrêté le bilan et les comptes au 31 décembre 1982.

L'exercice 1982 s'est caractérisé :

- par un total de produits d'exploitation de 944 millions de francs, soit + 5,6 % sur 1981, ce total se décomposant en 877 millions pour l'activité P.T.T. (+ 3,3 %), 56 millions pour l'activité immobilière de SICOMI (+ 39 %) et 11 millions de produits divers ;

- par un résultat net de 208,5 millions de francs qui se compare à celui de 213,4 millions de 1981 ;

- par la signature d'un nouveau protocole avec les P.T.T. d'un montant de 450 millions à couvrir pour 75 millions par fonds propres et pour 375 millions par fonds d'emprunt ;

- par 140 millions de francs d'engagements immobiliers nouveaux, dont deux tiers en immeubles destinés à la location simple et un tiers en créant-bail.

Le conseil proposera à l'assemblée générale ordinaire de la société, qui se réunira fin mai, de fixer le dividende à 22,80 F par action, montant identique à celui de l'exercice précédent, et d'affecter le solde non distribué au report à nouveau, qui serait ainsi porté à 63 millions.

SOCIÉTÉ MARSEILLAISE DE CRÉDIT

soficim
(Société financière industrielle commerciale et immobilière)

Les obligations étant entièrement souscrites, cette annonce est insérée à titre d'information.

EMPRUNT OBLIGATAIRE de 250 millions de francs

Entièrement garanti par la Société Marseillaise de Crédit.

Taux : 15,30 %

Coupsures : 5.000 F.

Prix d'émission : le pair.

Jouissance : 21 mars 1983.

Amortissement : en totalité à la fin de la 8^e année.

Réglement : le 21 mars 1983.

BAL.O. du 28 février 1983.

Souscription : dans tous les guichets de la Société Marseillaise de Crédit.

Cotation demandée : à la Bourse de Marseille.

Par ce nouvel emprunt, la Société Marseillaise de Crédit réaffirme sa vocation d'aide aux entreprises régionales auxquelles elle apporte ainsi des possibilités d'investissement supplémentaires.

De même, dans le cadre de ses relations financières et commerciales avec la Société Marseillaise de Crédit, la SOFICIM va pouvoir bénéficier de cet emprunt pour accabler son soutien aux particuliers dans le financement de leurs acquisitions immobilières.

La note d'information qui a reçu le visa de la C.O.B. No 83-13 en date du 4 janvier 1983 est tenue à la disposition du public, sans frais, aux guichets et au siège social de la Société Marseillaise de Crédit, 75, rue Paradis 13006 Marseille.

CARREFOUR

Le conseil d'administration a arrêté les résultats de la société Carrefour :

	Année 1982	Année 1981	Progression 1982-1981
Chiffre d'affaires H.T.	16 371,1	14 282,1	+ 14,6 %
Amortissements	187,2	140,8	+ 33 %
Bénéfice d'exploitation	739	747,9	- 1,2 %
Impôt sur les sociétés	216,7	223,8	- 3,2 %
Participation des salariés	130,3	128,6	+ 1,3 %
Résultat net après impôt et participation	312,1	283,9	+ 9,9 %

Le résultat consolidé de l'exercice 1982, non encore définitivement arrêté, fera apparaître une progression d'environ 10 % par rapport à l'année 1981.

Le conseil proposera à l'assemblée générale ordinaire des actionnaires, prévue le 27 avril prochain, un dividende limité à 71 F par action (assorti d'un avoir fiscal de 30,50 F) pour se conformer à la loi du 30 juillet 1982.

INSTITUT RONCHÈSE

« Les sociétés Synthelabo et Sanoft viennent de conclure un accord relatif à l'avenir de la société Institut Ronchese. Cet accord prévoit que, dans le cadre de sa politique de restructuration, Synthelabo cédera à Sanoft Santé Animale sa participation dans la société Institut Ronchese, ainsi que l'ensemble industriel (fabrication de produits biologiques) qu'exploite Institut Ronchese à Libourne ».

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

18 bis, rue de Berri - 75008 Paris

AVIS DE TIRAGE

Les porteurs d'obligations « Caisse nationale de l'énergie » provenant de l'indemnisation des biens transférés à l'Électricité de France et Gaz de France d'une part, et à l'Électricité et Gaz d'Alsace d'autre part, sont avisés que le treizième tirage d'amortissement desdites obligations aura lieu en 18 bis, rue de Berri, à Paris 8^e, le MARDI 3 MAI 1983 à 18 h. 30.

Les obligations sorties à ce tirage seront remboursables à partir du 1^{er} juin 1983.

Les opérations d'indemnisation et de regroupement facultatif des fractions d'obligations de 50 F et 10 F, seront suspendues à compter du 14 mars 1983 et reprises le mercredi 4 mai 1983.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE Obligations 11 % juin 1977

Les intérêts courus du 20 mars 1982 au 19 mars 1983 sur les obligations Électricité de France 11 % juin 1977 seront payables à partir du 20 mars 1983, à raison de 99,00 F par titre de 1 000 F nominal, contre détachement du coupon n° 6 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 11,00 F (montant global : 110,00 F). En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de 16,49 F soit un net de 82,51 F.

Il est rappelé que les titres des deux séries désignées par les lettres « N » et « P » sont remboursables depuis le 20 mars 1981.

CESSATION D'ACTIVITÉ

L'Ascohab, 26, rue Vernet, 75008 Paris, fait savoir que la garantie conférée depuis le 13 mars 1982, par la compagnie Les Assurances du crédit à Compagnie pour le compte de la société S.C.O.T. - 6, rue des Immeubles industriels 75011 Paris, dans le cadre de l'article L. 124-8 du code du travail, a pris fin le 31 décembre 1982, pour cessation d'activité.

au-delà de la gestion titres et bourse

La Caisse Régionale de Crédit Agricole de la Charente cherche son nouveau Responsable « Titres et Bourse ».

Assurant un très large rôle d'information, d'organisation et de conseil interne et externe (assistance technique au réseau, placements, fiscalité...) il encadrera et animera son service dans un objectif de développement des activités, d'intégration de nouveaux produits et de diversification de la clientèle.

Ce poste, situé à Angoulême, conviendrait à un diplômé d'études supérieures possédant une expérience professionnelle, acquise soit dans la banque, soit dans le domaine des Titres et de la Bourse.

Merci d'adresser candidature, CV et photo, sous référence 7582/LM à UNILOG-Etudes.

UNILOG

Conseil en Recrutement
8, rue Alfred de Vigny 75008 PARIS.
Membre de Syntec Informatique.

LA VIE DANS VOTRE REGION

“EMPRUNT ARTISANS”

Garanti par l'état

15 % MARS 1983
F. 700 000 000

représenté par 140 000 obligations de F. 5 000 émises à F. 4 958

DURÉE : 10 ans

JOUISSANCE ET DATE DE RÈGLEMENT : 21 mars 1983

AMORTISSEMENT : En totalité en fin de période, sous réserve des rachats en Bourse.

TAUX DE RENDEMENT ACTUARIEL BRUT au règlement : 15,17 %

COTATION : Bourse de Paris

BALO du 7 mars 1983

Une note d'information qui a reçu le Visa COB n° 83-33 en date du 1^{er} février 1983 est tenue à la disposition du public.

Émis par la Caisse Centrale des Banques Populaires

Banque Populaire



مكتبة الوطن

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. APRÈS LE PREMIER TOUR : « Le pays n'est pas à gauche », par Daniel Aronson ; « Par-delà les mairies perdues », par Gérard Soulier ; « L'union ou la débâcle », par Pierre Lefranc ; « La chanson de la mise au pas », par Alain Huraut.

ÉTRANGER

3. DIPLOMATIE
- Le Proche-Orient et l'Afghanistan ont dominé les débats à la conférence des non-alignés.

ASIE

4. AMÉRIQUES
- Le voyage du pape en Amérique centrale et à Haïti.

EUROPE

5. ALLEMAGNE FÉDÉRALE : les conséquences de la victoire de M. Kohl.

POLITIQUE

8.11. La préparation du deuxième tour des élections municipales :

- M. Mauroy se contente d'une campagne purement bilatérale.
- « Quatre villes et leur presse » (III, par Dominique Pouchin).
- Ile-de-France : l'alliance des écologistes et du P.C.
- A Marseille : la chasse aux abstentionnistes.

SOCIÉTÉ

- 12. La célébration de la Journée de la femme.
- 14. MÉDECINE : les étudiants manifestent le 10 mars ; une campagne d'information sur le diabète.
- 14. SPORTS : la deuxième victoire consécutive de Limoges dans le coupe Korce.

ARTS ET SPECTACLES

- 17. Fanny et Alexandra.
- 18. Le Festival de Ouagadougou.
- 19. Entrée avec le producteur de *Mortelle randonnée* : Le cinquième Festival du réel à Beaubourg.
- 20. César Domela à Paris.
- 27. COMMUNICATION : la publicité dans les radios libres.

ÉCONOMIE

- 32. AFFAIRES : les cocones de Massey-Ferguson.
- CONJONCTURE : les mécanismes d'intervention au sein du S.M.E.
- 33. ÉTRANGER : la construction du barrage de Yacaré.
- 34. CONSOMMATION.
- AGRICULTURE : l'Assemblée européenne se prononce sur un relèvement de 7 % des prix agricoles.
- 35. TRANSPORTS : la grande bataille des constructeurs d'avions.

RADIO-TÉLÉVISION (27) INFORMATIONS « SERVICES » (16) : Mode : l'Amérique latine à Paris ; Météorologie ; Mnts croisés ; « Journal officiel » ; Amouces classées (28 à 31) ; Carnet (15) ; Bourse (37).

TISSUS "COUTURE"
TISSUS
MODERNES
ORIGINALS
RODIN
35, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

LE BRUIT REND FOU
L'actualité est remplie de drames engendrés par le bruit, cause importante d'agressivité. Grâce aux progrès de l'acoustique, le filtre EAR, qui protège sans isoler, a été mis au point aux U.S.A. Il se démontre parfaitement à l'oreille. Travail ou sommeil, sa polyvalence est remarquable. Il permet les conversations en milieu bruyant. Protection efficace du conduit auditif pour la natation. EN PHARMACIE ou 273-30-34.

A B C D E F G H

QUITTANT SON POSTE PAR ANTICIPATION

Le général Delaunay est remplacé par le général Imbot à la tête de l'armée de terre

Le conseil des ministres du mercredi 9 mars devait annoncer l'élévation au rang et à l'appellation de général d'armée du général de corps d'armée René Imbot et sa nomination au poste de chef d'état-major de l'armée de terre, en remplacement du général Jean Delaunay, qui quitte ses fonctions avec plusieurs mois d'avance. Cette mesure, la seule qui devrait être rendue publique, fait en réalité partie d'une série de décisions encore attendues et qui concernent un vaste mouvement de chefs militaires au sommet de la hiérarchie de l'armée de terre.

La semaine dernière, M. Charles Hernu, ministre de la défense, a reçu l'actuel chef d'état-major de l'armée de terre, le général Jean Delaunay, à qui il a demandé de bien vouloir avancer de quelques mois son départ prévu au terme normal de sa carrière de général d'armée en janvier 1984. C'est une pratique, sinon courante, du moins déjà utilisée dans un passé récent par les responsables politiques, que de précipiter le départ d'un haut responsable militaire pour pouvoir mieux modifier ensuite l'organisation du commandement supérieur. Ainsi, par exemple, le général Delaunay avait lui-même succédé au général Jean Lagarde, qui avait été invité à quitter l'état-major de l'armée de terre avec six mois d'avance.

Nommé en 1980 à ce dernier poste par M. Giscard d'Estaing, alors président de la République, le général Delaunay a été invité par le ministre de la défense à prévoir son départ pour l'été prochain et à initier son successeur, choisi par M. Hernu, le général de corps d'armée René Imbot, directeur du personnel militaire de l'armée de terre. La désignation du général Imbot, qui devrait occuper ses nouvelles fonctions jusqu'en 1986, était en fait attendue depuis plusieurs semaines déjà et elle ne surprendra pas la communauté militaire.

La nomination du général Imbot prendra effet à partir de la date du

décret du ministre de la défense, qui doit être publié au *Journal officiel*.

On peut penser que le général Delaunay s'est autant plus facilement plié à la demande du ministre de la défense qu'il n'a jamais dissimulé son hostilité au projet gouvernemental de réduction des effectifs des trois armées. Dans la seule armée de terre ce projet concerne environ trente-cinq mille hommes — soit de l'ordre de 10 % des effectifs totaux — durant la décennie en cours.

Lors de la préparation de la loi de programmation militaire 1984-1988, le général Delaunay avait exprimé en octobre dernier, dans un document d'étude adressé aux chefs d'état-major des armées, l'inquiétude des cadres d'active devant ces projets de réduction importante des effectifs militaires. Cette inquiétude, qui est réelle au sein de l'institution de défense, a été aggravée au même moment par l'annonce que le gouvernement « gelait », par mesure d'économie, une partie des crédits militaires — soit 13 200 millions de francs d'autorisations de programme et 3 400 millions de francs de crédits de paiement — inscrits au budget 1982. Dans l'armée de terre, cette diminution des crédits a concerné principalement l'équipement du corps blindé et de l'artillerie en chars AMX-10-RC et en batteries de 155 millimètres.

Parallèlement, en novembre dernier, le ministre de la défense a lancé les études d'une nouvelle organisation de l'armée de terre qui, en instituant de grands commandements de forces spécialisées, tel celui de l'armement nucléaire tactique, sollicite de celui des Forces d'action et d'assistance rapide (F.A.A.R.), revient à déposséder quelque peu le chef d'état-major de l'armée de terre de ses responsabilités de coordination opérationnelle au profit du chef d'état-major des armées.

A l'époque, le chef d'état-major de l'armée de terre avait expliqué en privé qu'il s'agissait d'une réduction de cette nouvelle organisation des forces. Mais l'enthousiasme du général Delaunay était déjà épuisé et il n'avait revendiqué publiquement que la paternité — au sein du projet gouvernemental — de la seule création d'une nouvelle division aéro-mobilité, associant le char à l'hélicoptère.

Le rajeunissement des cadres

Le départ anticipé du général Delaunay intervient alors que l'état-major de l'armée de terre est, avec les états-majors des deux autres armées, sollicité de mettre la dernière main à la loi de programmation militaire qui définira l'organisation, le volume et l'équipement des forces militaires et classiques entre 1984 et 1988. Les arbitrages du gouvernement en la matière ne sont pas attendus avant le mois d'avril.

Ce travail interne de réflexion est largement avancé dans les états-majors, et, déjà dans l'armée de terre, le général Imbot y a été associé. Sa désignation comme successeur du général Delaunay préfigure à une nouvelle série de nominations durant le prochain printemps au sommet de la hiérarchie de l'armée de terre. On devrait assister, en effet, dans les semaines qui viennent, à un vaste mouvement de chefs militaires, dont certains n'ont encore, comme le général Delaunay, la date normale de leur départ, mais dont la plupart atteindront effectivement l'âge de leur retraite.

Ainsi, le général de corps d'armée Charles de Lamby, qui commande actuellement la 11^e région militaire à Lille, sera appelé à remplacer le général d'armée Jacques de Barry à la tête de la 1^{re} armée à Strasbourg. A ce nouveau poste de commandement, qui rassemble notamment les

buit divisions blindées de l'armée de terre, le général de Lamby devrait demeurer jusqu'en 1987. Sa nomination prochaine est très diversement appréciée dans les milieux militaires observant que le général de Lamby n'a auparavant jamais commandé un corps d'armée, et que le général d'armée Bertrand de Montaudou, nouvel commandant de la 1^{re} armée de Metz et ancien chef d'état-major particulier de M. Giscard d'Estaing à la présidence de la République, pouvait espérer le poste de Strasbourg. Il semble que le ministre de la défense ait tranché en faveur d'un officier général plus jeune, conformément à sa volonté, exprimée à plusieurs reprises, de rajeunir le cadre des principaux responsables des armées.

D'autres nominations sont attendues par l'armée de terre. Le nom du général de division Maurice Schmitt, actuel commandant de la 11^e division de parachutistes à Toulouse, est le plus fréquemment avancé pour remplacer le général de corps d'armée Pierre Balthazard aux fonctions de major général de l'armée de terre, qui finit du titulaire de ce poste le principal adjoint et collaborateur direct du chef d'état-major de l'armée de terre. Enfin, le général de division Gilbert Foray, commandant l'Ecole militaire spéciale et l'Ecole interarmées de Saint-Cyr-Cotéquin, devrait succéder au général de corps d'armée André Sciard au commandement des écoles de l'armée de terre.

Le général Jacques de Barry, qui doit être remplacé par le général de Lamby, atteindra normalement la limite d'âge de son rang en juillet. A cette date, le général de Barry devrait ne plus relever de la hiérarchie de l'armée de terre et occuper la fonction de secrétaire général de la défense nationale (S.G.D.N.) en remplacement du général d'armée aérienne Roger Rhenner, qui sort déjà au-delà de la limite d'âge de son rang. Les fonctions de secrétaire général de la défense nationale sont placées sous l'autorité du premier ministre, et il est de tradition de placer à ce poste de responsabilités les interministérielles un officier général pouvant servir en deuxième section.

JACQUES ISNAHD.

NET RAFFERMISSEMENT DU FRANC SUR DES MARCHÉS CALMES

Au troisième jour des tensions monétaires déclenchées au sein du S.M.E. par le succès de M. Kohl aux élections allemandes, le franc s'est nettement raffermi sur des marchés calmes, où le franc s'est nettement raffermi sur des marchés calmes, où le franc s'est nettement raffermi sur des marchés calmes.

Le soutien apporté par les banques centrales européennes au franc belge, qui menace toujours de crever son cours plancher au sein du système monétaire européen, a été très modéré, sur des marchés beaucoup plus calmes, il semble. On sait que la Banque nationale de Belgique a, en effet, porté brutalement son taux d'escompte de 11,50 % à 14 % pour essayer de limiter les sorties de devises, qui auraient atteint 40 milliards de francs belges la semaine dernière.

Le dollar se raffermira sans doute mercredi matin sur tous les marchés. M. Volcker, président de la Réserve fédérale des États-Unis, leur ayant déclaré, le veille, que la possibilité d'un retour en force de l'inflation, en liaison avec une reprise de l'économie américaine, plus rigoureuse que prévu, pourrait maintenir les taux d'intérêt à des niveaux élevés. En conséquence, le cours du dollar est passé, à Francfort, de 2,39 DM à 2,405 DM, et, à Paris, de 6,870 F à 6,85 F.

Les capacités de production de la sidérurgie italienne privée seront réduites de 3 millions de tonnes d'ici à 1985. Le plan de restructuration de la sidérurgie d'Etat (qui représente une petite moitié de la production totale des 24 millions de tonnes), n'est pas encore arrêté.

LES DISCUSSIONS SUR LE PRIX DU PÉTROLE

L'Iran se dit prêt à baisser sa production

« Nous avons bon espoir », a déclaré cheikh Yamani, ministre saoudien du pétrole, lors de la reprise des travaux de l'OPEP, le 9 mars à Londres. La réunion, a-t-il ajouté, pourrait se terminer jeudi. De son côté, M. Abbas Homaroudost, secrétaire d'Etat iranien au pétrole, a indiqué : « Nous défendons toujours les prix de référence de 34 dollars par baril, pour cela nous sommes prêts à réduire nos exportations de 1 million de barils par jour. » La veille, l'Union soviétique avait proposé une nouvelle baisse de deux dollars par baril sur son pétrole de qualité Oural. Le brut qui coûtait 32,20 dollars à la fin janvier, est proposé — après deux réductions de prix — à 27,50 dollars par baril.

De notre envoyée spéciale

Londres. — Les treize ministres des pays membres de l'OPEP, réunis à Londres pour une consultation informelle devant déboucher, si les conditions d'un accord sont réunies, sur la convocation d'une conférence extraordinaire de l'Organisation, devaient se rencontrer à nouveau mercredi 9 mars après plusieurs heures de discussions la veille.

Un certain soulagement a succédé, mardi soir, à la tension des jours précédents. Certes, les problèmes de l'OPEP restent entiers. Le seul point d'accord qui fasse l'unanimité concerne la nécessité de plafonner la production pétrolière à un niveau très bas (17,5 millions de barils par jour) afin d'équilibrer la demande et de raffermir le marché d'ici à l'automne. Mais la répartition des quotas de production pays par pays et, surtout, la fixation de nouveaux prix de référence — alors que la Nigéria a pris les devants avec une baisse massive et de refus de bouger, et que l'Iran renonce à envisager toute baisse des prix — continuent d'opposer les délégations. Deux réunions informelles n'ont pas permis de venir à bout de ces oppositions, mais l'affrontement brutal redouté par certains participants ne s'est pas produit. Quelques propositions concrètes de compromis ont même été faites.

Plusieurs délégations, jusqu'à hostiles à toute baisse des prix de l'OPEP, semblaient plus réalistes, reconnaissant, en privé, qu'une baisse apparaissait inévitable, bien que contraire au principe de base de l'Organisation et, de leur point de vue, largement inutile. « La volonté d'arriver à une solution », soulignait par un membre de la délégation algérienne, semblait donc, dans un premier temps du moins, prendre le pas sur les oppositions politiques ou les intérêts particuliers. « Nous sommes obligés de trouver un accord aujourd'hui ou demain, en tout cas pendant cette consultation », a déclaré mardi le ministre vénézuélien du pétrole, M. Calderon Bert. Si nous n'arrivons pas à nous entendre, je pense que nous nous réunirons à nouveau dans un ou deux mois, et, cette fois, nous ne discuterons pas sur des niveaux de prix de 30 dollars par baril, mais peut-être de 25 dollars par baril. »

Le numéro du « Monde » daté 9 mars 1983 a été tiré à 571 530 exemplaires.

Soulignant la nécessité pour les pays de l'OPEP de s'entendre sur les niveaux de prix et les quantités produites : « Un accord portant seulement sur les prix n'a aucun sens. Défendre un prix de 30, de 28 ou de 25 dollars par baril nous demande le même effort. Si nous ne parvenons pas à nous entendre sur les quotas de production, nous devons affronter le même problème dans un ou deux mois », la ministre a estimé que le marché « se stabiliserait dans quinze jours ou un mois », si les pays de l'OPEP parvenaient à s'entendre. Précisant que le Mexique, exportateur de pétrole non membre de l'OPEP, attendait la décision de l'Organisation pour annoncer cette semaine ses nouveaux tarifs, M. Calderon Bert, interrogé sur l'éventualité d'un accord à douze (sans l'Iran), a ajouté : « Si certains pays veulent rester au prix de 34 dollars par baril, cela n'a pas de sens. Ils seront incapables de vendre. Pour avoir une décision formelle de l'OPEP, l'unanimité est nécessaire, mais, dans les circonstances présentes, je crois que cela n'a pas d'importance que deux ou trois pays ne soient pas d'accord ; les faits les obligeront à baisser leurs prix. »

Le plupart des participants soulignaient que la réunion de mercredi serait cruciale. A Londres, cependant, la nervosité des autorités semble croître. Un service d'ordre important a dû être improvisé dans l'hôtel intercontinental pour assurer la sécurité des délégations. La présence d'une personne ressemblant au terroriste Carlos ayant été signalée lundi après-midi dans les couloirs du bâtiment. La direction de l'hôtel, apparemment désemparée par les événements et agacée par la tenue de ce sommet informel, tentait, en chassant la presse des couloirs, de reprendre en main la situation.

VERONIQUE MAURUS.

PAQUES
5 JOURS : du lundi 28 mars au vendredi 1^{er} avril ou du mardi 5 au samedi 9 avril
math, phys
révision intensive - à terminer
SOS-MATH
Établissement d'Enseignement Privé
3, rue de Monceau - 75011 PARIS
Tél. : 861.81.24
Métro : Étoile ou St-Philippe

POUR BIEN S'ASSÉOIR ET BIEN DORMIR
Sans l'aligner du mur, la banquette-lit **STEINER** se transforme en vrai lit pour 2 personnes par un simple basculement.
CAPÉLOU 37, AV. DE LA RÉPUBLIQUE 75011 PARIS • M^o Parmentier
DISTRIBUTEUR TEL. 457.46.35

YOGA POUR LA PAIX
23 avril - 1^{er} mai 1983
« La Paix ne s'improvise pas, elle demande une méthode »
Rencontre mondiale à Marbella, Espagne du Sud pour présenter le yoga comme un moyen vers la Paix individuelle et la Paix collective. Avec Swami Vishnu Devananda, autorité mondiale en Hatha et Raja Yoga et de nombreuses autres personnalités du monde scientifique, philosophique et artistique.
...et la Grande Marche sur le Feu, cérémonie symbolique pour trouver la paix intérieure et vivre calmement dans un « monde en Feu ».

Toute réservation avant le 15 mars, 1 400 FF, après le 15 mars 1 750 FF. au :
Centre International Sivananda de Yoga Vedanta
123 Boulevard Saint-Jacques, 5^e étage
Paris, 2^e, France
261-7749

Le BRUIT REND FOU
L'actualité est remplie de drames engendrés par le bruit, cause importante d'agressivité. Grâce aux progrès de l'acoustique, le filtre EAR, qui protège sans isoler, a été mis au point aux U.S.A. Il se démontre parfaitement à l'oreille. Travail ou sommeil, sa polyvalence est remarquable. Il permet les conversations en milieu bruyant. Protection efficace du conduit auditif pour la natation. EN PHARMACIE ou 273-30-34.

مكتبة القرآن